

La Marge

Journal du DSA
Architecture et projet urbain

4



école nationale
supérieure
d'architecture
de paris-belleville

Cartographies plurielles des territoires et de leurs récits

Patrick Henry, responsable scientifique et pédagogique du DSA Architecture et projet urbain

Pour cette cinquième édition, les étudiant·e·s du DSA Architecture et projet urbain de l’Énsa de Paris-Belleville ont investi *La marge* comme un espace d’exploration, prolongeant ou renouvelant les réflexions engagées durant leur formation. Encadrés par Armelle Ninnin, Juliette Charron, Pijika Pumketkao et Loup Calosci, leurs travaux reflètent une grande diversité géographique et culturelle, interrogeant des lieux multiples, porteurs de récits et de défis contemporains, qui deviennent le miroir des mutations du monde et des populations qui les habitent.

Les articles interrogent les rapports entre technique et société, comme l’agriculture sous serre sur les reliefs de Da Lat au Vietnam (Nguyen Tong Thao) ou la transformation des usages fonciers et hydriques à Taza au Maroc (Houda El Azzouzi), révélant les enjeux environnementaux et les capacités de résilience des territoires. Ils explorent aussi les dynamiques communautaires, qu’il s’agisse des traditions spatiales des paysages arides de Souss Massa au Maroc (Brahim Ait Outaleb) ou des inégalités exacerbées par le cyclone Chido à Mayotte (Mathilde Rouvillois). Les métropoles ne sont pas en reste : les mobilités informelles des zémidjans à Lomé (Jessy Glopkor), les parcs à thèmes comme symboles de l’industrie du loisir (Sergio Garcia Silva), ou encore la conception des franchissements urbains, illustrée par le pont Simone Veil à Bordeaux (Joseph Marand), offrent des clés pour comprendre la fabrique contemporaine de la ville. L’analyse des Zones d’Aménagement Concerté (ZAC) à Paris (Selen Gor) montre quant à elle l’évolution

des pratiques, d’une logique fonctionnelle vers des approches plus intégrées et durables. Enfin, les dialogues entre projets urbains et mémoires — patrimoniales, ouvrières ou utopiques — ouvrent des pistes sur la transmission, l’identité territoriale et les rapports de pouvoir. Que ce soit à travers la reconversion du Centre Historique Minier de Lewarde (Elissa Aouad), la planification d’un écovillage à Run Ta Ek dans la périphérie d’Angkor (Johnny Lak), ou les interventions urbanistiques à Athènes (Christos Chatzigeorgiou), ces travaux révèlent les tensions entre idéalisations du passé et la brutalité des réalités vécues (délocalisation, invisibilisation...).

Grâce à l’encadrement rigoureux et attentif de l’équipe enseignante et à l’engagement des étudiant·e·s, l’édition de *La marge*, journal du DSA Architecture et projet urbain, témoigne de la richesse et de la diversité des approches portées par les étudiant·e·s, mêlant ancrages locaux et enjeux globaux. À travers des terrains variés et des méthodologies pluridisciplinaires, leurs travaux dessinent une cartographie sensible des défis urbains contemporains — environnementaux, sociaux, culturels et politiques. Ils rappellent que l’architecture et l’urbanisme ne se contentent pas de façonner l’espace : ils interrogent les mémoires, les pouvoirs et les tensions qui traversent nos sociétés. Nous espérons que ces réflexions alimenteront durablement leur parcours et infléchiront nos manières de penser et d’agir.

Bonne lecture,

Défis environnementaux et vulnérabilités urbaines

- 8 **La vie en communauté comme facteur de résilience**
Brahim Ait Outaleb
- 28 **Penser Taza par l'eau**
Houda El Azzouzi
- 38 **Le cyclone Chido à Mayotte**
Mathilde Rouvillois
- 52 **La culture sous-serre à Da Lat**
Nguyen Tong Thao

Urbanisme, aménagements et dynamiques métropolitaines

- 70 **Métropolisation par l'industrie du loisir**
Sergio Garcia Silva
- 84 **Quand l'informel dessine la ville**
Jessy Glokpor
- 92 **Nouveaux usages, nouvelles ambitions, nouveaux ponts**
Joseph Marand
- 104 **Pensée urbanistique sur le développement des ZAC parisiennes**
Selen Gor

Mémoire, identité et urbanisme social

- 125 **La reconversion des friches industrielles en lieux de culture**
Elissa Aouad
- 135 **Athènes...le fantôme à-Venir**
Christos Chatzigeorgiou
- 149 **Représentations du village de Run Ta Ek à Siem Reap**
Johnny Lak

Défis environnementaux et vulnérabilités urbaines



La vie en communauté comme facteur de résilience

Voyage depuis Taroudant pour assister à la cérémonie de la Selka à Imin Flouss

Comment les traditions communautaires et les usages contemporains de l'espace peuvent-ils cohabiter, voire se renforcer mutuellement, face aux bouleversements écologiques en cours ?

Brahim Ait Outaleb

La région de Souss Massa, située au sud-ouest du Maroc, se présente comme un territoire aux multiples strates, entre richesse historique, diversité géographique et vulnérabilités contemporaines. Bordée par les chaînes de l'Atlas et l'océan Atlantique, elle s'étend des plaines agricoles fertiles du nord-ouest, riches en cultures fruitières, jusqu'aux reliefs arides de l'Anti-Atlas qui forment une barrière naturelle avec le désert. Ce territoire, habité depuis des millénaires par les peuples amazighs, a été traversé par de nombreuses civilisations – phéniciennes, romaines, arabes – qui ont modelé ses paysages, son patrimoine bâti et ses pratiques agricoles. La ville de Taroudant, ancienne capitale de la dynastie saadienne, en reste l'un des coeurs historiques et symboliques.

Cet ancrage territorial, fondé sur des équilibres anciens entre climat, topographie et organisation humaine, est aujourd'hui mis à l'épreuve par une dynamique d'effondrement écologique. Depuis une quinzaine d'années, la région fait face à une dégradation environnementale profonde. L'élévation des températures, la raréfaction des précipitations¹, la déforestation, la surexploitation des nappes phréatiques et la construction massive de barrages ont contribué à une rupture des cycles hydrologiques. Les épisodes de pluie se font plus rares et plus violents, limitant l'infiltration et accélérant l'érosion

des sols. Les paysages verdoyants cèdent peu à peu la place à des étendues arides, marquées par la désertification et la perte de fertilité, accentuant la précarité des ressources naturelles et des conditions de vie locales.

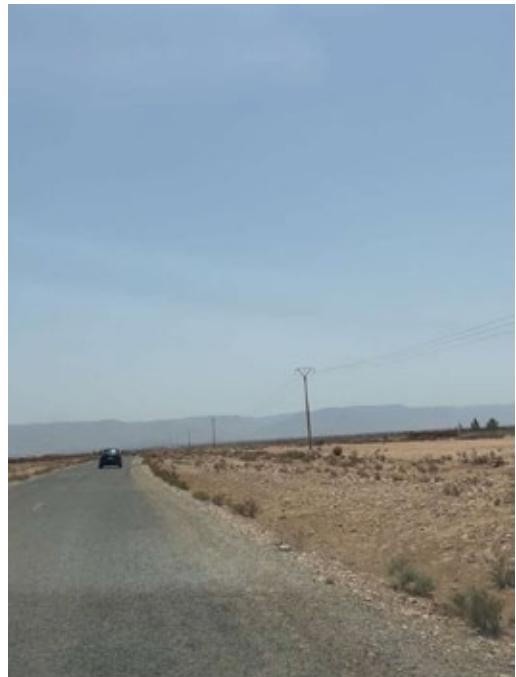
Dans le but de mieux comprendre les mécanismes d'organisation du territoire et les modes d'adaptation des populations face à ces bouleversements, cet article propose une lecture ethnographique du territoire. À travers un récit situé dans le temps – le 14 juillet 2025 – et l'espace – de la plaine de Souss jusqu'aux contreforts de l'Anti-Atlas –, nous observons la région par le prisme d'une cérémonie traditionnelle, la Selka, organisée dans le village d'Imin Flouss. Cette approche hybride, mêlant narration personnelle et analyse scientifique, permet de rendre compte à la fois de la dimension sensible et vécue du territoire, et des dynamiques structurelles qui le traversent. Il s'agit de faire émerger, à travers le vécu, les pratiques et les discours des habitants, les formes de résilience propres à ces communautés rurales.

À travers cette immersion ethnographique, l'objectif est d'interroger les pratiques, traditions et régulations communautaires qui permettent de maintenir un certain degré de cohésion sociale dans ces territoires. Ensuite comme l'ensemble des mécanismes qui assurent l'intégration des individus

1- GIEC (IPCC). (2008). *Changement Climatique et Ressources en Eau*. Rapport technique du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.



Vue sur la médina de Taroudant depuis le mur d'enceinte de la ville



Cultures d'agrumes et de bananiers en serre dans une ferme de la plaine de Souss

dans une société et leur participation à une vie collective stable, la cohésion sociale repose selon Bernard (1999) sur «l'existence de liens sociaux forts, d'un sentiment d'appartenance, et d'une relative équité dans l'accès aux ressources et aux opportunités». Dans le contexte du Souss, cette cohésion se manifeste à travers des formes d'entraide familiale, des rituels collectifs comme la Selka, la gestion partagée de l'eau et des provisions, ou encore la transmission intergénérationnelle des savoirs. Ces formes d'organisation locale apparaissent alors comme des leviers d'adaptation collective.

Cette cohésion sociale, ancrée dans les dynamiques communautaires, devient un facteur central de résilience, entendue non pas comme une simple capacité de retour à l'état antérieur, mais comme une faculté d'adaptation et d'évolution face aux chocs. Selon Christina Aschan-Leygonie (2000), «la résilience est la propriété d'un système qui, adaptant sa structure au changement,

conserve néanmoins la même trajectoire après une perturbation. [...] Le terme de résilience implique que le système maintienne sa structure et assure sa continuité, non pas en préservant un équilibre immuable ou en revenant au même état qu'avant la perturbation, mais au contraire en intégrant des transformations en évoluant». Dans cette perspective, la perturbation n'est pas un accident, mais un moteur potentiel de recomposition et de réinvention du territoire. Ainsi, au regard de cette complexité territoriale, sociale et environnementale, se pose une question centrale : comment les traditions communautaires et les usages contemporains de l'espace peuvent-ils cohabiter, voire se renforcer mutuellement, face aux bouleversements écologiques en cours ? Cet article propose d'y répondre en explorant le rôle de la cohésion sociale comme force organisatrice et adaptative dans le territoire de Souss Massa.

14 Juillet 2025

8h - Famille et vie en communauté

Comme chaque été, je passe une partie de mes vacances chez ma famille maternelle, à Taroudant, dans la région de Souss, au Maroc. C'est là que j'apprends, pendant qu'on discute autour du petit déjeuner, qu'une cérémonie va avoir lieu dans le village d'Imin Flouss, qui fut le berceau de ma famille maternelle pendant des générations. On l'appelle la Selka. À cette occasion, les familles s'invitent les unes les autres pour partager un repas, se retrouver, et renforcer les liens familiaux. Chaque année, une ou plusieurs grandes familles — qu'elles vivent encore au village ou qu'elles soient parties s'installer en ville — prennent en charge l'organisation de cette rencontre. Cette tradition est une des nombreuses, qui suivent le principe de ce qu'on appelle Silat Ar-Rahim, la préservation des liens de parenté. Une qualité très admiré dans la région et dans le monde musulman, souvent assimilée comme une obligation.

Même si cette cérémonie est considérée comme le plus grand événement familial annuel, tout le monde ne vient pas systématiquement. Les contraintes de chacun, la distance à parcourir, les emplois du temps surchargés font que chaque édition est unique, avec une ambiance différente et une organisation qui varie selon les familles. Du côté de ma mère, mon grand-père et ses cousins ont quitté Imin Flouss dans les années 1950. Ils sont descendus vers la plaine fertile de Souss, attirés par ses promesses agricoles. La famille s'est ensuite installée autour de Taroudant et s'est spécialisée dans la culture des agrumes, des bananiers, mais aussi dans l'élevage bovin et la production de lait. Des domaines, très rentables et prospères à l'époque, jusqu'à en faire la spécialité de la région, lui offrant un rayonnement international. Mais, ils ne concordent plus avec le territoire qui s'assèche de manière exponentielle face à une exploitation qui espère toujours viser plus haut. Chaque été, quand je retourne là-bas, je

remarque combien le paysage change. Les forêts disparaissent. Les champs s'assèchent. Les cours d'eau s'effacent. La sécheresse s'installe et gagne du terrain. Et dans chaque discussion familiale, cette préoccupation revient. Ce qui n'était qu'un constat devient une inquiétude réelle, car désormais, ce manque d'eau menace jusqu'à la subsistance des habitants. Dans ce sens, les grands regroupement familiaux tel que la Selka permettent aussi de se renseigner sur le reste du territoire par les récits et nouvelles de chacun. C'est dans ces grands regroupements que les prochains événements sont organisés: les projets collectifs autour du manque d'eau, d'infrastructures dans les villages ou entre les agriculteurs et les cagnottes d'aide pour les plus démunis ou projets locaux nécessitant des subventions.

En effet, les étés sont marqués depuis cinq ans maintenant par des coupures d'eau dans toutes les villes de la région de 18h à 7h du matin et une fermeture complète des stations de lavages auto, hamams, fontaines et autres activités nécessitant de grandes quantités d'eau pendant les deux mois les plus chauds de l'année. Des réformes qui étaient contestées dans les premières années, mais qui ont vite été assimilées par la population par peur d'une pénurie locale.

Autrefois cantonnée aux villages isolés de l'Atlas, la tradition de la Selka² constituait un outil fondamental de cohésion sociale. En l'absence d'infrastructures de communication et de mobilité, elle assurait la transmission des nouvelles, la solidarité intergénérationnelle et l'équilibre des structures familiales éclatées. Aujourd'hui, la migration interne et la métropolisation ont profondément redessiné la géographie des liens familiaux. Une grande partie des membres de ces communautés a quitté les territoires de montagne pour s'installer dans des villes plus dynamiques, comme Agadir, Casablanca ou Marrakech. Cette dispersion renforce la valeur symbolique de

la Selka, devenue un moment de réactivation identitaire, mais aussi un révélateur des fractures territoriales.

À travers cet événement, nous observons un phénomène que l'on pourrait qualifier de «retour temporaire à la ruralité», phénomène de plus en plus courant dans les sociétés en recomposition entre modernité et enracinement. Il ne s'agit pas seulement de retrouvailles : la Selka réactive la mémoire du territoire, renforce l'attachement au village d'origine, et permet parfois de fédérer les membres autour de projets collectifs (entretien des routes, rénovation des mosquées, ou gestion de ressources communes comme les systèmes d'irrigation traditionnels).

Ce type de rassemblement familial s'inscrit dans un contexte plus large de mutations rurales. Ces dernières années, plusieurs rapports de l'ONU et de l'IPCC ont mis en garde contre l'accélération du stress hydrique dans les zones semi-arides, comme le Souss Massa. Au Maroc, le Haut-Commissariat au Plan (HCP)³ signale que près de 80 % des ressources en eau sont aujourd'hui utilisées pour l'agriculture, un chiffre problématique en période de sécheresse prolongée. À cela s'ajoute la raréfaction des pluies et la surexploitation des nappes phréatiques profondes.

Dans le cadre de nos recherches en urbanisme et aménagement du territoire, la question de l'eau est centrale, non seulement en tant que ressource physique, mais également en tant que vecteur d'organisation sociale et spatiale. La manière dont les communautés gèrent la pénurie révèle des choix politiques, des stratégies locales de résilience, mais aussi des limites structurelles. Lors de la Selka organisée le 14 juillet 2025 à Imin Flouss, nous avons choisi de réinterroger ce territoire avec une lecture architecturale et paysagère,

attentive à la fois aux pratiques sociales et aux dynamiques environnementales.

Cette immersion dans un événement à la fois festif et symbolique nous invite à poser la problématique suivante: Comment les traditions communautaires et les usages contemporains de l'espace peuvent-ils cohabiter, voire se renforcer mutuellement, face aux bouleversements écologiques en cours ? Plus précisément, comment les formes d'organisation informelles — comme les solidarités familiales ou les pratiques collectives autour de l'eau — peuvent-elles inspirer une réinvention de l'aménagement des territoires ruraux en crise ?

9h30 - Trajet de la plaine (ville) à la montagne (villages)

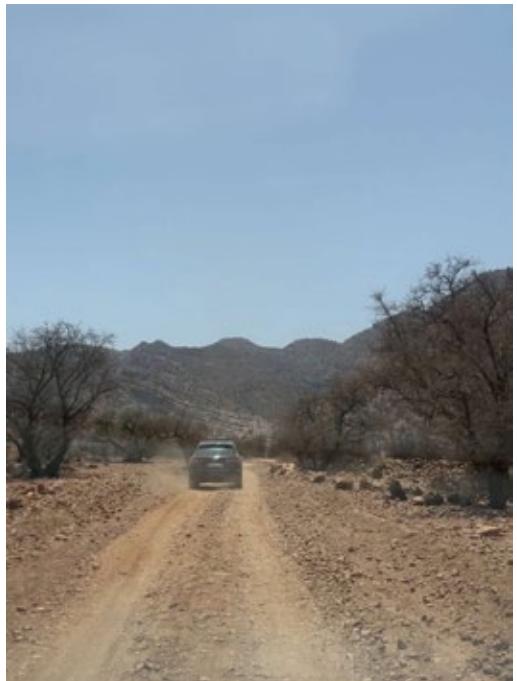
Le trajet qui me mène de Taroudant à Imin Flouss traverse quatre paysages bien distincts. On commence par quitter la médina de Taroudant. La voiture s'engage dans le dédale des



Trajet sur la plaine désertique entre Taroudant et Assads

ruelles anciennes, animées, parfois chaotiques. À chaque tournant, des étals débordent sur la chaussée, des passants traversent sans prévenir, et des voix s'élèvent de tous les côtés. On traverse les *kissaria*, ces marchés couverts étroits et sombres, où se vendent vêtements traditionnels, bijoux, et mille objets du quotidien. À l'intérieur des remparts, tout semble baigner dans une même lumière ocre. Les maisons se fondent dans un seul langage: murs en chaux, volumes simples, et une unité de teinte qui donne au vieux tissu urbain une beauté silencieuse.

Mais dès qu'on franchit la porte de la médina, tout change brutalement. L'enceinte laissée derrière moi, la ville nouvelle s'étale, plus bruyante encore. Ici, les bâtiments cadrent des routes plus larges et les avenues rectilignes témoignent d'un urbanisme récent, plus fonctionnel que sensible. Tout semble moins enraciné. Du fait de la sécheresse et des déplacements de populations, les terres périurbaines, ayant perdues de leur valeur, ont déjà été investies par des promoteurs qui attendent que l'offre remonte. Ce qui offre des paysages goudronnés où seuls quelques bâtiments ont été construits au milieu de nulle part, entre la ville et les terres agricoles. Selon les dires dans la voiture, ces zones sont investies par des promoteurs préparant l'arrivée de nouvelles populations sous l'impulsion de l'installation progressive de plusieurs industries et usines dans la zone périurbaine depuis une dizaine d'années. Du fait du déficit du domaine agricole de la région, le territoire a été investi autrement par des sociétés nationales ou internationales, profitant d'une main-d'œuvre disponible et moins coûteuse. Peu à peu, la ville s'efface. La route s'étire à travers une plaine semi-désertique. On croise quelques villages clairsemés, parfois réduits à quelques maisons. A notre passage, des villageois n'assistant pas à la cérémonie, attendaient dans un café pour saluer les voitures qu'elles reconnaissent avant d'aller regagner leur travail. Beaucoup de ces lieux ont été abandonnés, faute d'eau. Les nappes phréatiques, devenues inaccessibles, ont conduit



Trajet sur le lit de la rivière bordé d'arganiers entre Assads et Imin Flouss

à une migration accrue vers les villes. A part quelques oasis et quelques paysages d'arbres secs, le territoire était presque totalement désert, poussant la population restante à se spécialiser dans l'élevage de chèvres. Plus résilientes que les moutons et agiles pour grimper aux arbres quand l'herbe est trop sèche, elles seules, restent autonome dans un paysage aussi sec.

Dans la voiture, les plus âgés racontent des anecdotes, passées avec les villageois rencontrés. Leurs voix résonnent avec le paysage. Ils parlent d'un temps pas si lointain où la verdure tapissait encore ces plaines, où les arbres portaient des fruits, où l'eau chantait dans les *seguias*. Les anecdotes fusent, les souvenirs émergent au rythme des cahots de la route. Parfois, on s'arrête. Une poignée de main, un regard échangé, quelques mots entre anciens. Puis on reprend la route. Toujours plus loin, direction la chaîne montagneuse de l'Anti-Atlas.

La zone périurbaine du Souss Massa constitue aujourd'hui un observatoire privilégié des transformations socio-

spatiales à l'œuvre dans les territoires ruraux marocains. Elle joue le rôle d'interface entre le centre urbain de Taroudant et les périphéries agricoles et montagnardes. Au fil des décennies, cette bande de transition s'est métamorphosée : autrefois composée de vergers familiaux et de petites fermes vivrières, elle est désormais morcelée entre des terrains vagues, des parcelles de construction informelles, des hangars industriels et des lotissements ouvriers. Ces formes d'urbanisation reflètent une mutation structurelle : le passage progressif d'une économie fondée sur l'agriculture familiale à une économie industrialo-agricole, voire industrielle tout court.

Ce changement s'est opéré en grande partie sous la contrainte écologique. La raréfaction de l'eau et l'érosion des sols ont rendu de nombreuses terres impropre à la culture⁴. Dans ce contexte, des entreprises agro-industrielles, souvent capitalisées par des investisseurs privés marocains ou étrangers, ont racheté les terres abandonnées ou les ont converties à des cultures de rente à forte valeur ajoutée : agrumes, bananes, ou avocats. Ces productions visent essentiellement l'exportation, au détriment des cultures vivrières ou adaptées à l'aridité croissante.

Historiquement, les communautés locales du Souss ont pourtant su développer des systèmes hydrauliques ingénieux, comme les seguias, les khettaras, ou les bassins de rétention, auxquels nous nous intéresserons plus en aval. Ces dispositifs traditionnels étaient non seulement adaptés aux conditions climatiques arides, mais ils reposaient aussi sur des principes de gestion collective de la ressource : temps d'arrosage partagé, usage raisonnable, et solidarité entre les familles selon les saisons. Même si ces dispositifs peuvent être aujourd'hui obsolètes du fait du développement

technique et technologique, ils étaient traités et utilisés par toute la communauté dans une gestion commune.

Depuis l'installation de l'industrie agricole, chaque ferme dispose de puits sur ses terres, en les utilisant librement selon les superficies traitées sans gestion de l'eau sur la grande échelle. Or la majeure partie de ces fermes puisent dans la même nappe phréatique, qui est la nappe de Souss s'étendant sur le bassin de la plaine. Ainsi, la privatisation de la ressource qui était censée accentuer les rendements de la région, se trouve être un levier de la sécheresse et de la surexploitation de la nappe phréatique. La transition brutale vers une agriculture intensive a rompu cet équilibre. Deux phénomènes ont particulièrement accentué cette rupture :

- L'implantation de cultures de rente au-dessus des nappes phréatiques profondes, entraînant leur surexploitation.



Rue principale du village d'Imin Flouss



Façade principale d'une maison

- La multiplication des barrages et des retenues collinaires dans les zones de piémont, censées réguler l'eau mais qui ont aussi réduit l'alimentation naturelle des nappes en aval.

Dans le *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau – L'eau et le changement climatique* publié en 2023, l'UNESCO classait le Maroc parmi les 20 pays les plus exposés au stress hydrique à l'horizon 2040⁵, avec une alerte spécifique sur les régions du sud. L'Agence du bassin hydraulique du Souss Massa a d'ailleurs signalé une baisse de plus de 60% du volume de recharge de la nappe du Souss sur les deux dernières décennies.

Il nous paraît donc essentiel d'analyser ces territoires non pas uniquement comme des zones de crise, mais comme des lieux de reconfiguration. Ainsi, il convient de se demander comment concilier développement économique, justice sociale et adaptation écologique. Peut-on imaginer un modèle d'agriculture post-intensive pour le Souss visant une consommation plus locale ? Un modèle qui tirerait parti des savoirs traditionnels tout en intégrant les innovations technologiques de l'agriculture durable ?

10h30 - Des montagnes difficilement praticables

Nous arrivons enfin à Assads, le dernier village avant les montagnes. C'est ici que s'arrête la route nationale, là où s'éteint peu à peu le monde urbain. Assads fait office de seuil: entre ville et montagne, entre deux temporalités. Sur le chemin, des villageois nous arrêtent pour saluer les aînés, qu'ils reconnaissent malgré les années. Comme le veut la coutume, on présente les plus jeunes en rappelant leur filiation. On évoque les ancêtres, les noms oubliés reviennent à la surface, les liens se retissent naturellement, comme si le temps n'avait pas d'emprise ici. On s'arrête rapidement au marché du village. Il faut arriver les mains pleines à la cérémonie. On achète quelques produits locaux, des fruits secs, du thé, et ce que l'on trouve de plus frais. C'est une manière de montrer notre respect, mais aussi de participer à la fête.

À partir de là, la route devient piste. Elle serpente à travers les montagnes, étroite, cabossée, parfois à peine visible. Il ne reste que quelques kilomètres, mais le relief accidenté ralentit tout. Chaque virage dévoile un nouveau pan de paysage. La végétation est rare, mais elle résiste, surtout là où passaient autrefois les rivières. Aujourd'hui asséchées, elles ne sont plus que des traces blanches sur la terre rouge. On croise parfois des villageois. Ils marchent, ou avancent à dos d'âne. Ici, l'âne est bien plus qu'un simple animal. Il transporte les anciens, les récoltes, les provisions. Il traverse les pistes, grimpe les pentes. C'est une présence discrète, modeste, mais essentielle. Un pilier silencieux de la vie quotidienne. La piste finit par suivre le lit d'une ancienne rivière. Nous roulons lentement entre les roches, les sables, et les troncs desséchés. Des arganiers bordent le chemin, leurs branches tordues comme des mains tendues vers le ciel. Après une bonne demi-heure à remonter ce couloir asséché, Imin Flouss apparaît enfin. Installé dans une vallée, au pied d'une montagne, le village était baigné dans la lumière du jour, à

l'abri de l'ombre de la montagne d'en face. Il surplombe ce qu'il reste du lit de la rivière : une bande verte, fine mais tenace, qui suit encore le souvenir de l'eau disparue.

À notre arrivée, l'ambiance est déjà bien installée. Les voix montent, les rires éclatent. On s'embrasse, on se serre les mains, on échange des nouvelles. Il y a cette chaleur humaine, cette générosité propre aux grands rassemblements. On s'installe pour un thé. Le rituel commence toujours ainsi, dans le respect de la tradition. La maison qui nous accueille est ancienne. Elle est bâtie en pierre et en chaux. Le plafond repose sur des poutres de palmier et des bois d'arganier. Seule une extension en béton, plus récente, rompt un peu l'harmonie du lieu. L'organisation de la maison, autour de plusieurs cours aux tailles et fonctions différentes, est pensée pour accueillir tout en préservant l'intimité de l'habitant.

On nous guide vers celle réservée aux invités. Une alcôve y donne accès à plusieurs salons. À cette heure de la journée, le soleil tape fort. Les premiers arrivés se sont réfugiés dans l'un de ces salons. L'air y est plus frais, le plafond est haut, deux petites fenêtres laissent juste assez de lumière. À l'intérieur, on respire mieux. On s'y installe, reconnaissants de cette fraîcheur.

La traversée des reliefs menant au village d'Imin Flouss illustre les défis inhérents à la praticabilité des zones montagnardes. Le Haut Atlas, caractérisé par une géologie complexe composée de roches métamorphiques et sédimentaires, présente des pentes abruptes et une forte sensibilité à l'érosion⁶. L'aménagement de routes dans ces environnements requiert des travaux d'ingénierie considérables, avec des techniques de forage variées selon les strates et duretés rencontrées.

Cette inaccessibilité a été tragiquement mise en évidence lors du séisme du 8 septembre 20231, qui a frappé la région d'Al Haouz avec une magnitude de 6,8. Les villages de

montagne, parmi les plus durement touchés, ont subi d'importants dégâts humains et matériels. Environ 26 000 bâtiments ont été détruits ou endommagés, et de nombreux sinistrés vivent encore sous des tentes ou dans des abris précaires un an après la catastrophe. L'isolement de ces localités a retardé l'arrivée des secours, certains villages étant restés inaccessibles pendant plusieurs jours en raison de routes coupées par des éboulements .

Pour pallier ces défis, des zones d'atterrissement pour hélicoptères ont été aménagées stratégiquement à travers les montagnes, facilitant l'acheminement des aides d'urgence et des équipes de secours. Cependant, ces initiatives restent ponctuelles et ne sauraient remplacer une politique d'aménagement résiliente et intégrée, capable d'anticiper les aléas et de renforcer l'autonomie locale face aux catastrophes.

Parallèlement, la déforestation accélérée depuis plusieurs décennies constitue un facteur majeur de fragilisation des milieux montagnards. Historiquement, les forêts d'arganiers, de genévrier et de chênesverts jouaient un rôle crucial dans la stabilisation des sols et la rétention des eaux de pluie. Cependant, la pression anthropique, liée à la coupe de bois pour le chauffage, l'extension des surfaces cultivables ou l'urbanisation informelle, a entraîné une régression significative de cette couverture végétale. Une étude diachronique dans le Rif central a montré une régression de 38 % des formations forestières naturelles entre 1962 et 2017, principalement au profit de cultures agricoles⁷. En l'absence de racines profondes pour maintenir les sols, les versants deviennent plus vulnérables aux glissements de terrain, même en dehors de tout événement sismique ou climatique extrême. Cette

fragilisation progressive des sols et des constructions rurales rend leurs effets potentiellement dévastateurs, menaçant directement l'habitat, les axes de circulation et les points d'eau. Dès lors, comment penser un aménagement durable en milieu montagneux, qui articule les contraintes physiques du relief et la nécessité d'assurer un accès continu aux populations isolées ? Quel rôle pourraient jouer les savoirs locaux, longtemps marginalisés, dans la conception de solutions techniques plus ancrées dans les réalités du terrain ? Et, au-delà des réponses techniques, comment favoriser une gouvernance territoriale partagée, capable d'anticiper les risques tout en renforçant l'autonomie des communautés rurales face aux chocs futurs ?

12h - Perte des savoirs constructifs dans un territoire fragilisé

Après un moment d'échanges, nous partons explorer le village en compagnie de quelques cousins et cousines, guidés par un parent éloigné que je rencontre pour la première fois et qui vit ici en permanence. Imin Flouss s'organise autour d'axes principaux: des ruelles de trois à quatre mètres de large, bordées de passages plus étroits, parfois couverts par les habitations elles-mêmes. Ces ruelles voûtées offrent des recoins ombragés bienvenus, et prennent parfois la forme de longs corridors sombres menant directement aux seuils des maisons. Elles servent aussi d'abri pour le bétail les jours de pluie, et favorisent la ventilation naturelle en créant des couloirs d'air frais dès que les portes restent entrouvertes. Les familles commerçantes résident généralement le long des rues principales, souvent avec une petite échoppe installée au rez-de-chaussée. Les familles d'agriculteurs ou d'ouvriers, quant à elles, habitent dans les ruelles plus calmes, à l'écart du passage, afin de mieux gérer l'entrée et sortie du bétail

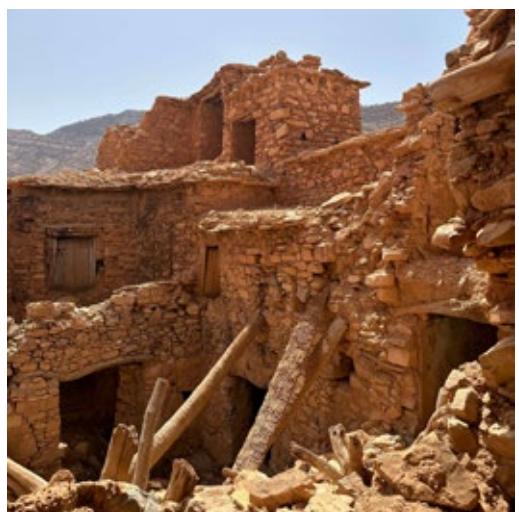
6- Région Souss-Massa. *Monographie actualisée de la Région Souss-Massa*. Agadir : Conseil Régional Souss-Massa, 2020.

7- Le Matin. (2023, 13 septembre). Séisme au Maroc: Les hélicoptères de la gendarmerie et de l'armée au cœur du dispositif de secours dans l'Atlas. <https://lematin.ma/express/2023/seisme-maroc-helicopteres-gendarmerie-armee-coeur-dispositif-secours/199058>

dans les étables, généralement incluses dans la superficie de la maison. Aujourd’hui, la majorité des foyers subsiste grâce au soutien financier des jeunes partis en ville : ils envoient régulièrement de l’argent à leurs proches et reviennent parfois à l’occasion des grandes fêtes. Nous atteignons l’extrême ouest du village, l’un des secteurs les plus durement touchés par le séisme. Si les blessés restent peu nombreux, plusieurs habitations se sont partiellement ou totalement effondrées. Grâce à la proximité d’Assads et de Taroudant, les secours arrivent rapidement, rétablissant l’électricité et les relais

téléphoniques dans les premières quarante-huit heures. Mais dans les villages plus isolés, les habitants ont attendu plusieurs jours dans l’angoisse et le silence, sans aucun contact avec l’extérieur⁸.

Souvent, les premières aides n’arrivent que par des réseaux informels, portés par les liens de solidarité entre communautés. Tout au long de notre promenade, les maisons effondrées dévoilent leurs entrailles : des murs éventrés, des poutres disloquées, des objets de la vie quotidienne figés dans un instant de chaos. Les enfants explorent ces ruines comme



Panorama des constructions du village affectées par le séisme de 2023

un terrain de jeu, à la recherche de trésors oubliés ou de cachettes improvisées. Le reste du groupe suit notre guide, qui ponctue la visite de souvenirs et d'explications. À travers ses mots, le village semble retrouver son épaisseur : il incarne la mémoire vivante d'un lieu en perpétuelle reconstruction.

À l'exception des extensions récentes en parpaings — souvent mal arrimées, sans chaînage ni fondations adaptées — et qui furent les premières à s'effondrer lors du séisme de 2023¹, les maisons traditionnelles du village répondait à un schéma constructif et spatial relativement homogène, hérité d'une longue histoire d'adaptation au climat et au sol. Ces constructions, fondées sur les savoirs vernaculaires, témoignent d'une résilience empirique, mais restent vulnérables face aux événements extrêmes pour lesquels elles n'ont pas été conçues.

Les murs porteurs étaient réalisés en terre crue, selon différentes techniques : le pisé (terre compactée dans des coffrages), l'adobe (briques de terre séchées au soleil), ou encore la pierre sèche liée à la terre. Ces matériaux, prélevés localement, présentent de bonnes performances thermiques et un impact environnemental faible. Recouverts d'un enduit à la chaux à l'intérieur comme à l'extérieur, les murs gagnaient en résistance à l'humidité, tout en restant perméables à la vapeur d'eau, ce qui favorisait la régulation hygrothermique des intérieurs. Un soubassement en pierre, souvent de schiste ou de granite extrait des environs, protégeait la base des murs contre les ruissellements et les éclaboussures lors des pluies.

La charpente était traditionnellement constituée de bois locaux — genévrier rouge, eucalyptus, ou tronc de palmier dattier — qui portaient un toit plat fait d'un lit de branchages recouvert de terre battue. Ce type

de toiture, bien que peu résistant aux fortes pluies, restait adapté aux climats arides où l'évaporation est rapide. Toutefois, en cas de séisme, ce système de toiture rigide, reposant sur des murs fragiles en compression, accentue le risque d'effondrement.

Les habitations suivaient des plans simples, souvent carrés ou rectangulaires, articulés autour d'une cour centrale (Lehwya ou L'hosh), véritable cœur fonctionnel et symbolique de la maison. Construites sur un ou deux niveaux, les pièces de vie occupaient généralement le rez-de-chaussée — salon, cuisine, espace de stockage ou d'accueil — tandis que les chambres étaient situées à l'étage. Les ouvertures vers l'extérieur étaient rares et de petite taille, pour préserver l'intimité, mais aussi pour minimiser les pertes thermiques en hiver et réduire la chaleur en été. En revanche, les pièces s'ouvraient largement sur la cour, garantissant un éclairage naturel et une bonne ventilation interne.

L'implantation des maisons épousait les pentes naturelles du relief, donnant naissance à un tissu villageois en terrasses, imbriquant les niveaux et facilitant la récupération gravitaire de l'eau de pluie. Cet urbanisme organique, non planifié, s'est structuré selon les contraintes de la géologie locale, faite de formations anciennes : roches métamorphiques du socle anti-atlasique, terrains instables parfois fracturés, avec de nombreuses failles secondaires. Cette configuration, combinée à une érosion lente mais continue, rend le creusement de routes d'accès particulièrement complexe.

Ces architectures traditionnelles, nées d'une relation étroite entre l'homme, le climat et le sol, sont-elles aujourd'hui condamnées à disparaître sous la pression des normes modernes et des événements extrêmes ? Peut-on imaginer des solutions hybrides,

8 - Le Monde. (2023, 11 septembre). Tremblement de terre au Maroc : la lenteur des secours dans les villages isolés critiquée. <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/09/11/maroc-apres-le-seisme-la-lenteur-des-secours-dans-les-villages-isoles>

alliant techniques ancestrales et innovations structurelles, qui respecteraient l'identité locale tout en renforçant la résilience des habitats ? Et au-delà des murs, quelle forme urbaine et quelle organisation collective permettraient de concilier le maintien des modes de vie montagnards, la réduction de l'exposition aux risques, et l'accès aux ressources essentielles, comme l'eau ou les voies de secours ? Ces questions soulèvent un enjeu fondamental : comment construire — ou reconstruire — dans les montagnes, sans rompre avec ce qui fait la force discrète de ces territoires ?

13h30 – Systèmes d'irrigation et agricoles du village

Nous revenons à la cérémonie pour partager un déjeuner rythmé par des discussions animées sur l'avenir du village. Les anciens, rassemblés autour du couscous, évoquent avec inquiétude la disparition progressive des savoir-faire liés aux systèmes constructifs traditionnels. Ces



Promenade en suivant la ligne de séguia jusqu'à l'oasis

techniques, autrefois transmises oralement de génération en génération, se perdent peu à peu, remplacées par des méthodes plus modernes mais souvent inadaptées, plus fragiles face aux intempéries, rares mais parfois violentes.

Après la cérémonie du thé qui suit le repas, alors qu'une partie des invités s'abandonne à la sieste, je décide de rejoindre un petit groupe pour aller visiter à pied l'un des derniers oasis de la région. Il appartient à l'un de mes oncles, installé là-bas depuis plusieurs années. Il doit nous y retrouver plus tard, en voiture.

L'oasis se trouve de l'autre côté de la montagne, au bord du lit d'une ancienne rivière. L'occasion est idéale pour explorer le paysage avec un villageois qui, ayant terminé son repas, reprend calmement le cours de sa journée. Nous quittons le village en file indienne, traversons le lit asséché de la rivière, puis entamons l'ascension de la montagne par un sentier étroit, bordé d'herbes sèches et de ronces. La montée est rude, le terrain accidenté demande vigilance et équilibre, mais nous atteignons rapidement la Seguia, un canal d'irrigation traditionnel, qui nous servira désormais de guide jusqu'à l'oasis.

Les séguias sont des canaux d'irrigation essentiels dans l'agriculture traditionnelle des régions arides et semi-arides, permettant la distribution de l'eau aux terres cultivées. Leur conception repose sur une connaissance fine de la topographie locale, de la source et du volume d'eau disponible, ainsi que sur une gestion précise des débits pour éviter pertes et inefficacités. Ces infrastructures hydrauliques combinent ingénierie et savoir-faire ancestral, transmis de génération en génération.

Les séguias peuvent prendre diverses formes. Certaines sont acheminées par des tuyaux modernes ou des aqueducs historiques, certains datant de plusieurs décennies, voire de plusieurs siècles, témoignant de la pérennité et de l'adaptabilité de ces systèmes. Cependant, la majorité restent de

simples fossés à ciel ouvert, creusés dans la terre et bordés de berges également en terre. Les segments principaux des séguias sont souvent en terre battue, tandis que les ramifications secondaires peuvent être réalisées par des rigoles en métal, voire creusées directement dans le sol, ce qui induit malheureusement des pertes importantes par infiltration. Selon certaines études menées dans le Souss-Massa, ces pertes peuvent représenter jusqu'à 30% du volume transporté, posant un enjeu crucial pour la gestion durable de la ressource en eau dans ces zones arides (Centre de Recherche en Hydraulique, 2019).

La maintenance régulière des séguias est primordiale pour assurer leur efficacité. Elle implique le curage des berges, la réparation des fissures et la gestion des débits, pratiques souvent assurées collectivement par les communautés agricoles, selon des règles coutumières bien établies.

La Seguia serpente en hauteur, dominant la vallée et le village, qui disparaît peu à peu derrière les plis de la montagne. Elle vient d'être reconstruite en ciment, dans l'espoir de réduire les pertes d'eau par infiltration. Sa section, plus étroite qu'avant, limite la surface d'eau exposée à l'air, et donc l'évaporation durant les fortes chaleurs. Un chemin étroit l'accompagne, tantôt sur la droite, tantôt sur la gauche, suivant les caprices du relief. Le long de ce ruban d'eau claire, l'air se fait plus frais, l'ombre de la roche nous abrite, et le ruissellement produit une musique douce qui accompagne nos pas.
Par endroits, des dérivations secondaires, retenues par de simples talus de terre, débouchent depuis la Seguia principale. Ouvertes selon une organisation bien réglée, elles guident l'eau vers les champs et les vergers que nous longeons. Ces parcelles, installées en hauteur, sur des terrasses soigneusement nivélées, semblent hors d'atteinte des crues anciennes. Ces aménagements facilitent la

culture, permettent à l'eau de s'infiltrer dans le sol, limitent l'érosion et entretiennent la fertilité des terres. En aval, des murs en pierre sèche, des haies ou de simples talus végétalisés contiennent la terre et dirigent l'excédent d'eau vers les niveaux inférieurs — un contraste saisissant avec les grandes étendues planes de la région de Taroudant.

Notre guide, attentif à chaque détail du paysage, désigne au fil de la marche les terres cultivées, les maisons qui les surplombent, les cultures en cours. Il ponctue ses explications de souvenirs et d'anecdotes. D'après lui, l'eau de cette Seguia provient à la fois d'une nappe située plus haut dans la montagne, et de khettaras creusées bien en amont, invisibles depuis notre chemin, mais essentielles à la vie agricole locale.

Les khettaras sont des galeries drainantes souterraines qui captent l'eau de nappes phréatiques et la conduisent par gravité jusqu'à la surface, généralement au niveau des villages. Cette technique hydraulique, très ancienne et répandue dans tout le Maghreb et le Moyen-Orient, illustre une maîtrise remarquable du nivellation et de la topographie, indispensable pour garantir un écoulement naturel sans recours à la pompe.

La sortie des khettaras est toujours située dans les villages, symbolisant à la fois la source de vie et le cœur même des agglomérations humaines dans ces régions. Ces conduites souterraines sont ponctuées de puits d'aération verticaux, qui assurent la ventilation de la galerie, permettent son entretien et jouent un rôle dans l'épuration naturelle de l'eau.

À Imin Flouss et dans d'autres villages traditionnels, les khettaras ne sont pas seulement des ouvrages techniques : elles incarnent le lien social et la gouvernance communautaire autour de l'eau. La gestion de cette ressource vitale suit des normes coutumières, appelées « droit d'eau ». Ce système attribue des parts appelées

«Frida», qui correspondent à un volume de travail réalisé par chaque usager lors de la construction et de l'entretien de la khettara.

Chaque Frida donne droit à un certain nombre d'heures d'irrigation, durant lesquelles le détenteur bénéficie de la totalité du débit. Cette répartition équitable garantit à la fois la pérennité de la ressource et la cohésion sociale. Ces règles ancestrales restent en vigueur aujourd'hui et sont essentielles pour maintenir l'entretien et le fonctionnement des khettaras. Elles structurent, comme le démontrent les travaux de J. Benchekroun¹, sur la gestion communautaire de l'eau au Maroc, la société villageoise des oasis et illustrent comment une ingénierie hydraulique peut façonnier durablement l'organisation sociale autour d'un bien commun.

15h - Un oasis sur le lit de l'ancienne rivière

Après quelques kilomètres à serpenter à flanc de montagne, la Seguia amorce doucement sa descente. Elle nous guide vers un petit village en contrebas, une poignée de maisons rassemblées autour du lit asséché de la rivière. Notre guide salue quelques figures familières en chemin, pointe du doigt l'oasis, situé sur le lit de la rivière en contre-bas, puis s'éloigne en nous saluant pour aller surveiller ses terres, qui ne sont plus très loin.

Nous faisons halte dans une petite échoppe, qui était le seul point de commerce quotidien du village, pour acheter quelques rafraîchissements et de quoi grignoter, puis nous entamons la descente à pied. Le lit de la rivière, large et plat, est jonché de petits graviers apportés là par les anciens courants. C'est aujourd'hui la seule surface véritablement plane du secteur, un axe naturel que les voitures empruntent pour traverser la vallée.

Mon oncle, resté à Imin Flouss pour servir le thé de l'après-midi aux invités, nous a promis de

nous rejoindre ici un peu plus tard. Il veut nous emmener voir l'Agadir, perché plus haut dans la montagne. En attendant, il nous confie les clés de l'oasis, où nous pouvons nous reposer.

L'oasis se détache du paysage aride comme une enclave luxuriante. Une végétation dense s'y épanouit, mêlant grands arbres, plantations basses, feuillages épais et couleurs variées. Un simple grillage métallique en trace le périmètre, non pas pour protéger, mais pour délimiter ses terres. À quelques mètres de la verdure, quelques emplacements en terre battue font office de parking improvisé.

Dès les premiers pas à l'intérieur, je suis surpris par l'ampleur du lieu et la richesse de ses ambiances. Rien à voir avec les fermes ordonnées et uniformes de la plaine de Taroudant. Ici, l'organisation est subtile, presque instinctive, comme si l'oasis s'était dessiné lui-même. Un écosystème autonome, cohérent, clos mais vivant.

Deux niveaux de canopées se superposent: les plus grands arbres forment une ombre presque constante, tamisant la lumière jusqu'à la faire disparaître. L'air devient plus frais, le silence plus profond. La végétation dense est ceinte de haies épaisses, qui assurent l'intimité du lieu et le protègent des vents secs qui descendent la vallée.

Le sol se partage entre petites surfaces agricoles, cheminements discrets et clairières aménagées pour le repos. Les parcelles cultivées, jamais plus grandes que quatre mètres carrés, s'installent dans les coins les plus frais, en bordure. Elles sont bordées de plantes compagnes, qui enrichissent les cultures et protègent les sols. Un système de goutte-à-goutte fait tout le tour de l'oasis, irriguant les parcelles avec régularité. Les allées en pierre dessinent les itinéraires les plus fréquemment empruntés. D'autres, en ciment, mènent aux zones de travail, là où une brouette ou des outils circulent encore. Tout est pensé dans le détail, sans perdre en spontanéité. Au centre, un grand arbre trône comme un point d'ancrage. Autour de lui, un vaste espace ouvert sert de lieu d'accueil. Lorsqu'il y a du



Vue sur l'oasis dans l'ancien lit de la rivière et du village, depuis l'Agadir

monde, on y dispose des tapis, des coussins, un service à thé. D'ailleurs, les tapis sont encore là, laissés après le petit-déjeuner de la Selka. On s'y installe alors en attendant mon oncle, qui ne devrait pas tarder à arriver.

Les oasis du Souss, à l'instar de nombreuses oasis marocaines, incarnent des systèmes agroécologiques complexes et résilients, façonnés par des siècles d'adaptation aux contraintes climatiques et hydriques. Leur organisation repose sur une gestion communautaire de l'eau et une stratification végétale ingénieuse, permettant de maximiser l'utilisation des ressources limitées.

Les oasis du Souss adoptent une agriculture en trois strates végétales, optimisant l'espace et créant un microclimat favorable :

- Strate supérieure : dominée par le palmier dattier (*Phoenix dactylifera*), qui offre de l'ombre et réduit l'évaporation, tout en produisant des dattes, source essentielle de revenus et de nutrition. Dans les régions montagneuses où les sols sont plus rocheux, le palmier dattier est remplacé par un autre grand arbre plus adapté au type de sol.

- Strate intermédiaire : comprenant des arbres fruitiers tels que les grenadiers, abricotiers, oliviers et vignes, fournissant une diversité alimentaire et une source de revenus économiques.

- Strate inférieure : constituée de cultures maraîchères et fourragères, comme la luzerne, les légumes et les plantes médicinales, bénéficiant de l'humidité et de l'ombre des couches supérieures .

Cette organisation crée un microclimat oasien, atténuant les extrêmes thermiques et favorisant la biodiversité.

Face aux défis contemporains tels que la raréfaction de l'eau, la salinisation des sols et l'exode rural, les oasis du Souss connaissent une transition vers des modèles plus modernes. Cela inclut l'introduction de systèmes d'irrigation goutte-à-goutte, réduisant les pertes d'eau, et l'utilisation de matériaux modernes pour la construction des canaux, diminuant l'infiltration et l'évaporation. Cependant, ces évolutions posent des questions sur la durabilité sociale et écologique, notamment en ce qui concerne la préservation des savoir-faire traditionnels et la gestion collective des ressources .

16h - L'agadir, un système de partage à grande échelle

Après une vingtaine de minutes d'attente sous le soleil, j'entends enfin le ronronnement familier de la voiture de mon oncle. Nous nous levons aussitôt pour aller l'accueillir. Les retrouvailles sont simples, chaleureuses, puis nous allons nous asseoir à l'ombre, dans l'oasis toute proche. Alors que tout le monde s'excite à l'idée de commencer la montée vers l'agadir, mon oncle lève la main et nous propose d'attendre encore une trentaine de minutes, pour éviter les coups de soleil. Il en profite pour nous faire visiter l'oasis, avec la tranquillité de quelqu'un qui connaît chaque pierre et chaque canalisation. L'oasis est alimentée par un puits qui puise son eau dans une nappe phréatique située sous le lit de la rivière. Un moteur, installé dans une petite pièce en parpaings près du parking, permet de faire remonter l'eau. Il est mis en

route une fois par semaine, juste assez pour remplir plusieurs citernes extérieures. C'est cette eau stockée qui est ensuite utilisée pour irriguer les cultures. La mise en citerne permet de mieux contrôler les quantités consommées, et d'observer leur évolution au fil des saisons. C'est une gestion rigoureuse, presque intuitive, forgée par les contraintes du climat.

Quand le soleil décline légèrement, nous nous mettons enfin en route vers l'agadir. Le sentier, étroit mais bien tracé, contourne d'abord la base de la montagne avec une pente douce. Très vite, des petits groupes se forment par affinités ou par âge. Les plus jeunes accélèrent, riant et sautant d'une pierre à l'autre, pendant que d'autres avancent plus lentement, profitant du paysage. Je me cale dans le pas d'un cousin légèrement plus âgé, silencieux mais attentif. Le vent chaud soulève la poussière, la roche chauffe sous mes pieds. Je sens que chaque pas nous rapproche de quelque chose de plus ancien que nous, d'un lieu où le passé se laisse encore toucher du doigt.

L'agadir (ou igherm en berbère) constitue un élément fondamental du paysage bâti et social des sociétés amazighes, en particulier dans le Haut Atlas, l'Anti-Atlas et les zones montagneuses du Souss. Il ne s'agit pas d'un simple grenier collectif : c'est une institution territoriale, un outil de gestion communautaire des ressources, souvent au cœur de l'organisation villageoise. L'agadir est généralement construit en hauteur, sur un éperon rocheux ou au sommet d'un piton naturel. Cette implantation en surplomb répond à des impératifs défensifs et symboliques : il domine les villages et les terres cultivées, assurant une surveillance panoramique du territoire et une protection contre les pillages ou incendies. Son isolement physique renforce également la neutralité du lieu : il appartient à la communauté dans son ensemble, au-delà des intérêts individuels.

L'agadir fonctionne selon des règles coutumières précises régies par une assemblée villageoise (jemâa), garantissant l'égalité d'accès et la transparence. Chaque famille ou lignage dispose d'un ou plusieurs celliers (ou ghorfas), cadenassés et numérotés, où sont entreposés des denrées essentielles : céréales, huile d'argan, dattes, actes notariés, objets de valeur, semences, ou même bijoux en cas d'instabilité politique.

La gestion de l'agadir est confiée à un gardien ou agadir'n'tmazirt, élu ou désigné par la communauté. Il veille à la sécurité du lieu, à l'entretien du bâtiment et à l'ouverture régulière des celliers selon un calendrier défini. En contrepartie, il reçoit une rémunération en nature ou en argent.

Les agadirs sont souvent fortifiés, avec un unique accès verrouillé, des murs en pierre sèche ou en terre renforcée, et parfois des systèmes de défense rudimentaires

(meurtrières, portes doubles). À l'intérieur, les celliers sont empilés sur plusieurs niveaux, parfois desservis par des échelles ou des escaliers étroits, maximisant l'utilisation de l'espace tout en assurant l'aération et la conservation des denrées.

Certains agadirs, comme ceux d'Amtoudi, d'Aoujgal ou d'Imchguigui (dans la région de Tiznit et Tata), témoignent d'une maîtrise sophistiquée de l'architecture vernaculaire et d'une gestion rationnelle des ressources communautaires dans des milieux semi-arides.

L'agadir est plus qu'un lieu de stockage : c'est un espace de mémoire collective, de cohésion sociale et de résilience. En y déposant leurs biens, les membres du village affirment leur appartenance à une entité solidaire et leur confiance dans les règles communes. Dans certains cas, l'agadir est aussi utilisé comme lieu de réunion, d'enseignement ou de médiation.

Avec l'évolution des pratiques agricoles, la sédentarisation, et la transformation des structures sociales, nombre d'agadirs sont aujourd'hui délaissés ou reconvertis, mais certains continuent à fonctionner activement, et leur valeur patrimoniale est de plus en plus reconnue.

Quand nous atteignons enfin l'Agadir, tout là-haut au sommet de la montagne, je sens que la montée a eu raison d'une partie du groupe. Certains préfèrent rester plus bas, assis face au panorama, profitant du silence et de la vue en attendant notre retour. Je poursuis avec les plus motivés, curieux de découvrir ce que cache ce lieu dont j'ai tant entendu parler.

L'agadir est presque entièrement en ruine. À part quelques chambres de réserve et la tour du gardien, tout le reste du bâtiment s'est effondré. Les pierres sont éparpillées un peu partout, en dévalant la pente. Étant situé très en



Agadir en ruine, surplombant le paysage



Entrées des différentes chambres de stockages suivant le relief rocheux de la montagne

hauteur, il a sans doute été davantage fragilisé par le séisme. On me raconte que l'Agadir est abandonné de manière progressive depuis plusieurs décennies, à mesure que les rites et les traditions ont changé dans la région. Mon oncle m'explique que sa désertion s'explique par plusieurs facteurs: la diminution du nombre de villageois, la perte progressive des savoir-faire locaux face à une mondialisation galopante, et la difficulté d'accès qui, autrefois, garantissait la sécurité mais finit par décourager les usages. Malgré tout, il nous fait visiter les quelques espaces encore debout. Il nous montre les anciennes chambres de stockage, avec des cachettes creusées à même les murs pour y dissimuler des objets précieux. Les pièces destinées aux vivres de court terme sont traversantes, percées de plusieurs ouvertures pour laisser l'air circuler en continu et éviter les moisissures. Les chambres de conservation longue, elles, sont situées en sous-sol: des

espaces presque aveugles, où la fraîcheur naturelle est préservée. On y stockait les céréales, l'huile d'olive, l'huile d'argan, ou encore le thé. Les portes, épaisses et enduites d'argile, formaient une barrière efficace contre les insectes et les petits reptiles.

Aujourd'hui, seuls les anciens du village se souviennent encore de l'agadir tel qu'il fonctionnait. Ils évoquent parfois des anecdotes, des montées chargées, des conflits entre villages, ou des histoires de clefs perdues et de récoltes disputées. Le système paraît obsolète face à l'économie moderne, aux supermarchés et à l'abondance relative des produits toute l'année. Pourtant, pour beaucoup ici, sa préservation reste un enjeu essentiel. Il incarne la mémoire des ancêtres, l'intelligence collective d'un mode de vie disparu, et le lien profond entre les gens, la montagne et le temps.

19h - La vie en communauté comme facteur de résilience

Sur le chemin du retour vers Taroudant, je laisse mes pensées dériver, tentant de recoller les morceaux de cette journée intense et précieuse. J'essaie de retracer tout ce que j'ai vu, entendu, appris. Ce matin encore, je pensais venir ici à la recherche de techniques hydrauliques, de savoir-faire vernaculaires précis, d'astuces anciennes sur la gestion de l'eau. Mais au fil des échanges, des lieux traversés, des gestes observés, je comprends que la vraie richesse de ce territoire ne réside pas uniquement dans la technique. Elle se trouve dans une manière d'habiter. Dans un mode de vie collectif, où la communauté façonne les usages, ajuste les règles, adapte les pratiques.

Ce que je découvre, c'est une forme d'intelligence du territoire, diffuse mais vivante, qui ne repose pas sur des plans ou des normes, mais sur l'observation partagée et la parole échangée. Dans ces villages perchés, les décisions se prennent souvent à l'échelle du groupe, en tenant

compte des équilibres naturels, des besoins communs et des transmissions entre générations. Cette organisation sociale, souple et interconnectée, permet d'identifier les problèmes locaux avec une réactivité que l'on ne retrouve que rarement dans les systèmes urbains, plus rigides, plus impersonnels.

En ville, une décision s'impose à tous, souvent sans distinction de lieu, de contexte ou d'urgence. Ici, au contraire, chaque intervention semble pouvoir s'inscrire dans une logique plus large, celle du territoire partagé. Ce tissu social finement tissé donne naissance à une gestion du sol et des ressources plus intuitive, plus intégrée, plus adaptable.

Face à l'intensification des technologies agricoles, à la pression sur les sols et à la raréfaction de l'eau, je me demande alors si cette intelligence collective pourrait devenir un modèle, et s'il est possible de l'amplifier et l'adapter aux systèmes urbains, plus complexes. Si la communauté, en tant qu'acteur central, ne pourrait pas être le nouveau levier pour repenser les limites de l'exploitation des ressources — qu'elles soient agricoles, hydrauliques, minières ou forestières.

Peut-être qu'au lieu de chercher toujours plus de rendement ou de creuser plus profond, il serait temps d'écouter ce que ces territoires ont encore à nous apprendre : une forme de sobriété ancrée dans la solidarité, une gestion partagée de la rareté, et un rapport humble mais inventif à la terre.

Bibliographie

Articles scientifiques et rapports officiels

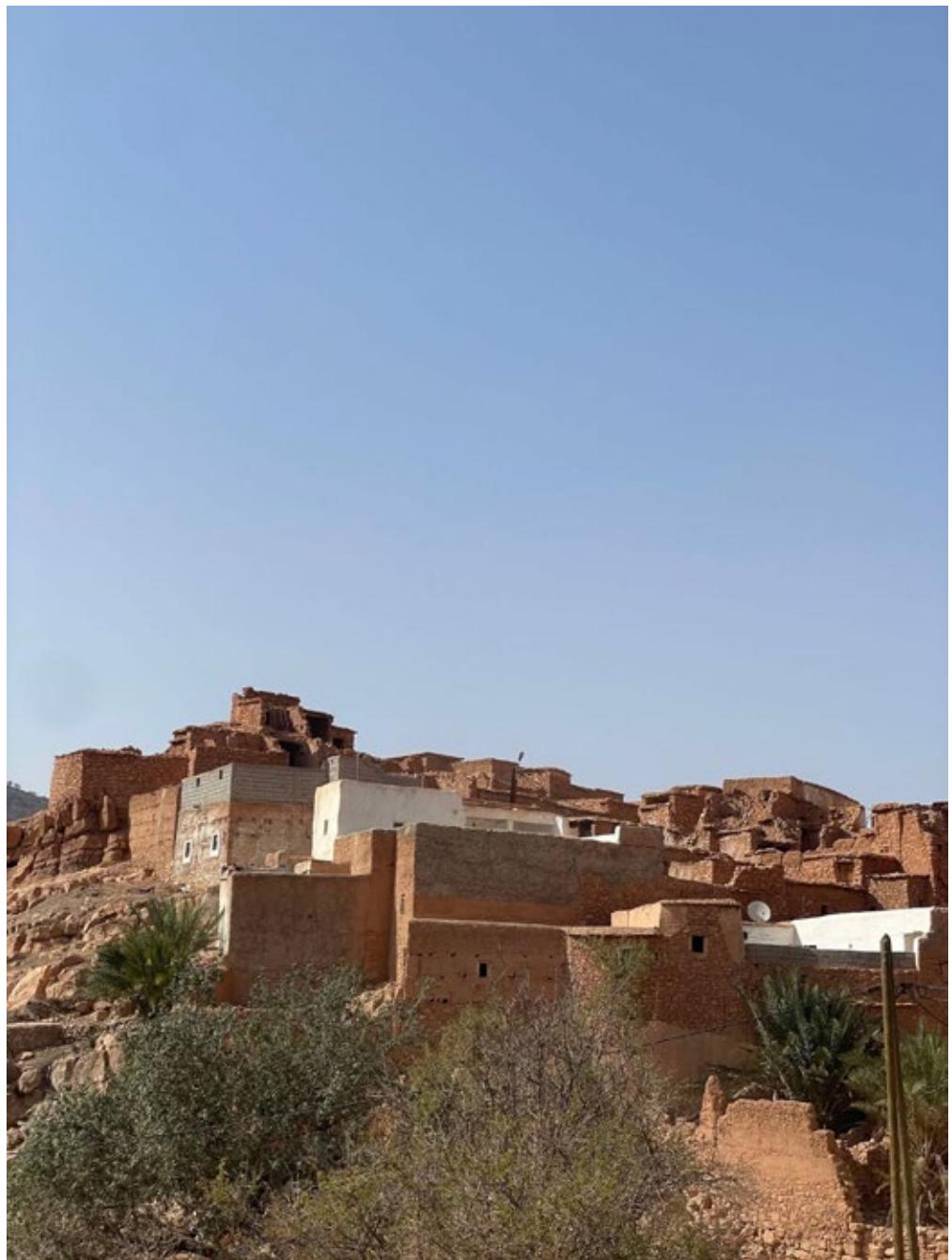
- GIEC (IPCC). (2008). Changement Climatique et Ressources en Eau. Rapport technique du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.
- Haut-Commissariat au Plan (HCP). (2022). Modélisation de la consommation en eau intersectorielle dans l'économie marocaine. Rabat, Maroc.
- El Mazi, M., et al. (2018). Impact de l'évolution de l'utilisation des terres sur la dégradation des ressources en sols dans le Rif Central méridional, Maroc. Revue Marocaine des Sciences Agronomiques et Vétérinaires.
- Dynamiques sociales et rapports de production autour de l'eau et de la terre dans la région de Meknès. (n.d.). Alternatives Rurales. Consulté le 5 mai 2025, sur <https://alternatives-rurales.org>

Articles de presse spécialisés / Sites web professionnels

- AgriMaroc. (2022, 17 mai). Maroc: L'agriculture consomme 87% des ressources en eau. <https://www.agrimaroc.ma/maroc-agriculture-eau>
- Le Monde. (2023, 11 septembre). Tremblement de terre au Maroc : la lenteur des secours dans les villages isolés critiquée. <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/09/11/maroc-apres-le-seisme-la-lenteur-des-secours-dans-les-villages-isoles>
- Le Matin. (2023, 13 septembre). Séisme au Maroc : Les hélicoptères de la gendarmerie et de l'armée au cœur du dispositif de secours dans l'Atlas. <https://lematin.ma/express/2023/seisme-maroc-helicopteres-gendarmerie-armee-coeur-dispositif-secours/199058>
- Médias24. (2023, 19 septembre). Séisme d'Al Haouz: le Conseil de la région Souss-Massa recense les dégâts et réaffecte 70 MDH pour assister les sinistrés.

Ouvrages et rapports institutionnels

- Région Souss-Massa. Monographie de la Région Souss-Massa. Agadir : Conseil Régional Souss-Massa, 2014.
- Région Souss-Massa. Monographie actualisée de la Région Souss-Massa. Agadir : Conseil Régional Souss-Massa, 2020.
- Haut-Commissariat au Plan (HCP). Situation des ressources en eau et usages agricoles au Maroc. Rabat : HCP, 2022.
- IPCC. Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Cambridge University Press, 2022.
- Organisation des Nations Unies (ONU). The United Nations World Water Development Report 2023: Partnerships and Cooperation for Water. Paris : UNESCO, 2023.



Le village d'Imin Flouss vu depuis le lit de la rivière

L'eau comme principe organisateur et facteur d'exposition aux aléas hydriques

Héritages hydrauliques, recompositions foncières et production des inégalités face aux risques hydriques à Taza

Houda El azzouzi

À l'image de nombreuses villes marocaines, Taza connaît aujourd'hui de profondes mutations dans son rapport à l'espace et à ses ressources hydrauliques. Longtemps structurée par une organisation urbaine adaptée à la topographie, au climat et aux logiques collectives d'usage de l'eau, la ville a vu, au fil des décennies, disparaître cet équilibre ancien. Le développement urbain contemporain, souvent marqué par la précarité, la spéculation foncière et une planification partielle, non coordonnée entre les différents secteurs de la ville, a engendré une série de vulnérabilités nouvelles. L'eau, autrefois vecteur d'organisation sociale et territoriale, est devenue à la fois un bien inégalement accessible et une menace pour les quartiers établis aux marges de la ville, sur des terrains de crues ou de ravinement, mal intégrés aux réseaux urbains, aux services publics et à la planification territoriale.

Cet article interroge les effets conjoints des transformations foncières et de la rupture des systèmes de gestion de l'eau sur la structure urbaine de Taza. La question centrale qui guide notre réflexion est la suivante :

Comment les transformations des usages du foncier et des rapports à l'eau ont-elles fragilisé la structure urbaine de Taza, et contribué à la production de nouveaux territoires à risque ?

Pour répondre à cette problématique, l'approche choisie combine une analyse historique et territoriale de l'évolution de la ville, une lecture critique des dynamiques foncières et des logiques d'acteurs, et une observation plus fine de situations concrètes à travers des exemples de quartiers vulnérables, en particulier Douar Al Malha. Ces terrains agissent comme des révélateurs : ils concentrent les tensions entre pression foncière, précarité sociale et exposition aux risques hydriques. L'article s'appuie sur une lecture croisée des sources secondaires¹ (études urbaines, documents de planification, récits historiques), mobilisées de façon qualitative pour éclairer les enjeux du territoire de Taza.

Une implantation historique structurée par l'eau et le relief

La ville de Taza occupe une position géographique singulière entre deux

1. Tribak, A., Amrani, H. E., Abahrour, M., & Roudani, E. Y. S. (2019). Occupation des sites à risques en zones périurbaines : causes, modalités et conséquences : Cas des villes... ResearchGate. https://www.researchgate.net/publication/352551569_Occupation_des_sites_a_risques_en_zones_periurbaines_causes_modalites_et_consequences_Cas_des_villes_de_Fes_et_Taza_Maroc (Consulté le 25/05/25)



Figure 1 :Modélisation de la carte du réseau hydrographique du bassin versant de l'oued Larbaa

Source : El Hamzaoui, L., Tabyaoui, H., El Hassani, F., Gmira, S., & Lahach, A. (s.d.). Utilisation du SIG pour la cartographie et l'évaluation de l'érosion hydrique dans le bassin versant de l'Oued Larbaa (Taza, Maroc). American Journal of Innovative Research and Applied Sciences.

ensembles montagneux : le Rif au nord et le Moyen Atlas au sud. Ce couloir naturel, où les altitudes varient fortement – de 400 mètres dans la vallée à plus de 1 700 mètres sur les crêtes – a historiquement influencé la morphologie urbaine de la ville. Taza s'est développée sur un promontoire rocheux, dominant le bassin de l'Oued Inaouène et bordée à l'ouest par l'Oued Larbaâ. Ce positionnement «en hauteur» n'est pas anodin : il répondait à un impératif de sécurité, à la fois contre les crues saisonnières des oueds et les incursions militaires, tout en garantissant un accès direct à des sources situées en amont. Cette implantation stratégique révèle ainsi une lecture fine du territoire et des risques naturels.



Figure 2 :Aire de l'étude délimitée par le périmètre urbain
Source :Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Politique de la Ville, & Agence Urbaine de Taza. (2013). Aménagement des berges des oueds traversant la ville de Taza. Phase II : Analyse diagnostic (version définitive). Meknès : Cabinet Seqqat Nabilha.

Dans ce contexte semi-aride, où l'eau représente à la fois une ressource vitale et une menace potentielle, l'urbanisme ancien de Taza s'est construit autour d'une gestion minutieuse de l'eau. Un réseau hydraulique complexe structurait la médina : puits domestiques, galeries drainantes, canaux souterrains (seguias), bassins, fontaines publiques et systèmes de récupération des eaux pluviales, formaient un maillage invisible mais essentiel au bon fonctionnement de la ville. Ces infrastructures ne servaient pas seulement à l'irrigation des jardins ou à l'alimentation domestique : elles organisaient aussi les pratiques sociales et religieuses. L'eau reliait les quartiers par des circulations subtiles, traversant les mosquées, les hammams, les places et les fontaines. Les points d'eau devenaient ainsi des lieux de sociabilité, de rituels et d'échanges. Cette organisation hydraulique ne peut être dissociée du régime foncier qui la sous-tendait. Une grande partie du sol urbain –

notamment les terrains cultivés, les sources, les canaux et certains équipements publics était inscrite dans un statut juridique particulier : celui des biens habous (waqf)². Ce système de droit islamique permettait de mettre en réserve des terres au service de la communauté, pour des usages pieux ou collectifs, à l'abri des logiques spéculatives. Le foncier n'était pas seulement un capital privé ; il constituait un socle commun, garantissant l'accès équitable aux ressources, notamment l'eau. La propriété individuelle était souvent subordonnée à un usage commun, et les règles d'urbanisation respectaient les impératifs autant hydrauliques que sociaux. Ainsi, l'eau à Taza était bien plus qu'un élément physique : elle jouait un rôle structurant dans l'organisation urbaine, dans les hiérarchies spatiales et dans la cohésion sociale. À l'image d'autres villes marocaines historiques telles que Fès ou Tétouan, Taza illustre une forme d'urbanisme hydraulique, où la ville s'érigait en dialogue constant avec les ressources naturelles, les savoir-faire locaux et les contraintes topographiques. L'eau, perçue comme une bénédiction et non comme un risque, devenait une trame directrice autour de laquelle s'articulait la vie urbaine.

Cette mémoire urbaine fondée sur un équilibre entre topographie, techniques et usages communautaires s'efface progressivement sous l'effet des dynamiques contemporaines. L'eau, autrefois au cœur du projet urbain, tend aujourd'hui à être marginalisée dans les logiques d'urbanisation modernes. Ce basculement s'amorce dès la période coloniale, avec l'introduction de normes d'aménagement exogènes (modèles importés de l'urbanisme occidental, souvent déconnectés du contexte hydrologique et social local).. Il s'accélère après

l'indépendance sous l'effet de la croissance urbaine rapide, de la pression foncière et de la centralisation des politiques de gestion. Ce tournant interroge non seulement les transformations physiques du territoire, mais aussi les disparitions des valeurs associées à l'eau, à la propriété et à l'usage collectif du sol.

Urbanisation accélérée et fragmentation foncière

Depuis plusieurs décennies, la ville de Taza connaît une expansion urbaine rapide, marquée par une extension progressive de ses périphéries. Cette croissance, loin d'être le fruit d'une planification maîtrisée, s'est construite sur des dynamiques foncières, sociales et politiques complexes, souvent en contradiction avec les impératifs de sécurité hydrique et de durabilité territoriale. Elle a abouti à l'émergence de nouveaux quartiers installés sur des terrains à faible valeur foncière, mais exposés à des risques naturels majeurs, en particulier les inondations.

Plusieurs facteurs conjugués expliquent cette évolution. L'exode rural massif depuis les années 1980 a généré une pression démographique intense sur le tissu urbain. Incapables d'accéder au foncier sécurisé ou aux logements formels en centre-ville, les populations les plus modestes se sont progressivement installées dans des zones de rebord, en contrebas ou sur des terrasses alluviales, souvent situées dans des secteurs inondables ou mal drainés. Ces terrains, initialement agricoles ou inconstructibles, ont été progressivement lotis de manière formelle ou informelle³, souvent en dehors de tout cadre réglementaire. La rareté du foncier abordable, combinée à la montée des prix et à l'absence de politiques de logement inclusives, a renforcé cette marginalisation spatiale.

3. Lavieeco. (n.d.). Diversité des régimes juridiques et multiplicité des intervenants, principales contraintes du secteur foncier marocain. La Vie Éco. <https://www.lavieeco.com/affaires/diversite-des-regimes-juridiques-et-multiplicite-des-intervenants-principales-contraintes-du-secteur-foncier-marocain/> (Consulté le 12/04/25)

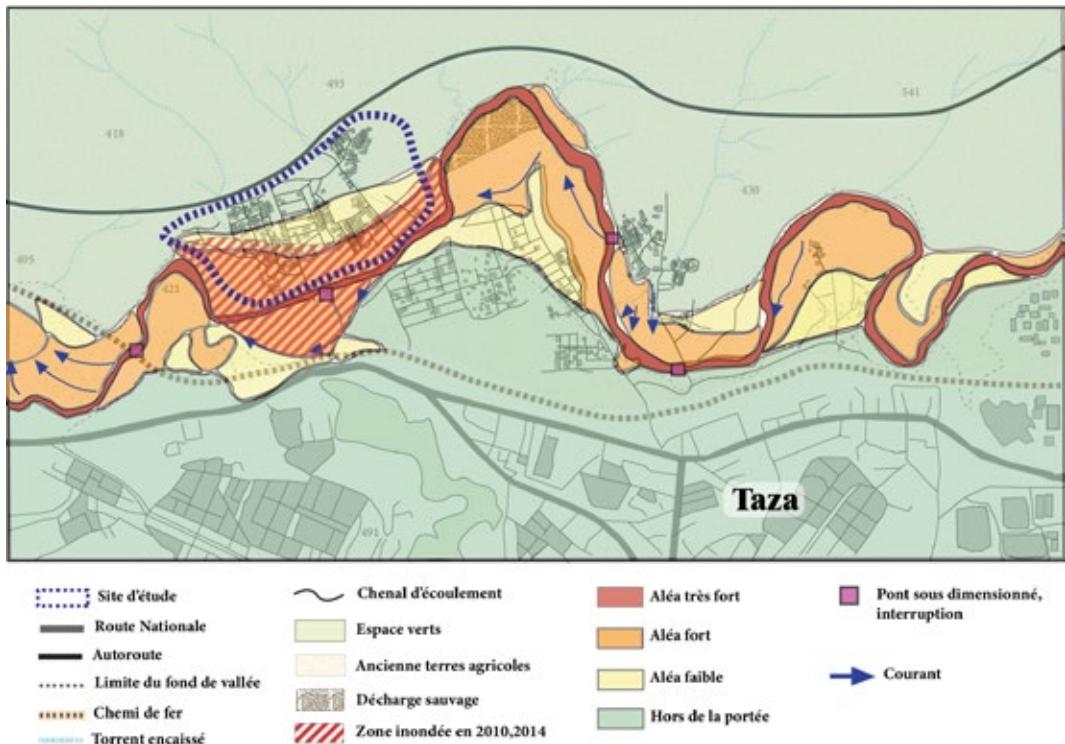


Figure 3 : Urbanisation, aléas d'inondation et occupation du sol dans le fond de vallée de l'Oued Larbaâ

Source : Réalisation de l'auteur

Parallèlement, le régime foncier a connu une transformation radicale. Le système des biens habous, qui garantissait autrefois un usage communautaire du sol et permettait une certaine régulation collective de l'espace urbain, a été progressivement démantelé. Le foncier public ou religieux a été vendu, morcelé, ou accaparé par des institutions, des promoteurs ou des particuliers. Le terrain, devenu marchandise, a alimenté des logiques spéculatives, souvent en dehors de tout cadre réglementaire strict.

La spéculation immobilière a ainsi prospéré sur les défaillances du système. Des mécanismes opaques d'attribution des terrains ont permis à certains promoteurs ou investisseurs de tirer profit de terrains situés en zone à risque, dans l'espoir d'une régularisation ultérieure ou d'une valorisation liée à des projets

d'infrastructures. Dans ce contexte, le foncier est devenu un espace de tension entre plusieurs catégories d'acteurs : les promoteurs privés à la recherche de profits rapides, les autorités locales dont la position varie entre complicité, passivité ou tentatives de régulation, et les populations en quête d'un logement, contraintes d'accepter les parcelles disponibles, même au détriment de leur sécurité.

Douar Al Malha et les zones à risque autour de l'Oued Larbaâ une vulnérabilité urbaine révélée par l'eau

Pour approfondir les dynamiques abordées précédemment, il est pertinent de se tourner vers une échelle plus fine. Le cas de Douar Al Malha, situé en périphérie sud-est de Taza, offre un terrain d'observation concret pour analyser les effets conjugués de l'urbanisation

non planifiée, des contraintes hydrologiques et des logiques foncières à l'œuvre. Ce site permet de rendre compte, de manière située, des tensions entre marges urbaines, gestion des risques et accès au sol.

Dans la zone sud-est de Taza, le quartier de Douar Al Malha, installé à proximité de l'Oued Larbaâ, témoigne d'une urbanisation marquée par une forte exposition aux aléas hydriques. Construit à la fin des années 1990 sur d'anciennes terres agricoles, ce secteur s'est densifié en marge des cadres de planification, sans trame viaire ni réseaux d'assainissement. Les habitations, majoritairement auto-construites, occupent des sols instables, exposés aux remontées d'eau et aux ruissements. Les crues de 2014 et 2017 ont entraîné des inondations, des rues impraticables et la stagnation des eaux usées. En l'absence de réponse publique coordonnée,

les habitants s'appuient sur des dispositifs précaires. Douar Al Malha incarne ainsi les effets croisés d'une pression foncière non maîtrisée, de déséquilibres environnementaux et d'un retrait institutionnel.

Contrairement aux expansions urbaines plus centrales, où les infrastructures sont partiellement anticipées, les secteurs comme Douar Al Malha se sont constitués en dehors des cadres de planification urbaine effective. Cette urbanisation spontanée s'est appuyée sur un foncier peu onéreux, souvent non régularisé, situé sur les anciennes terrasses alluviales de l'Oued Larbaâ, connues pour leur vulnérabilité aux crues. Ce positionnement, pourtant bien identifié comme risqué dans les documents de diagnostic environnemental et hydrologique,

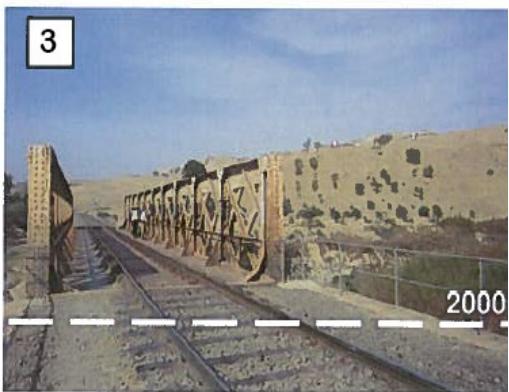


Figure 4 :

Photo 1 : Habitat au Douar Al Malha : On indique ici les niveaux atteint par les submersions de 2000 et 2007 ; le niveau de l'inondation de 2002 se place entre les deux.

Photo 2 : Le niveau atteint par la submersion de 2000 à Douar Asdour.

Photo 3 : Le pont de l'Oncf à l'aval du Douar Al Malha : ici la hauteur d'eau de l'inondation de 2000 a dépassé 6m et le pont a été submergé sur environ 60cm

Source : aous, A., Obda, K., Amyay, M., Laaoouane, M., Tribak, A., Akdim, B., Marques, M. A., Furdada, G., & Julià, R. (2010). Cartographie et zonage de l'aléa d'inondation à Taza (Maroc). Application de la « méthode géomorphologique intégrée ». Geomaghreb, (6), 1-19.

n'a pas freiné les constructions. En l'absence de contrôle rigoureux ou du fait de logiques de clientélisme, des autorisations ont parfois été délivrées dans des zones classées inondables. Dans ce secteur, les enjeux dépassent les seules questions de précarité foncière ou d'insuffisance d'équipements : c'est la topographie même du site et son rôle écologique qui sont en jeu. La vallée de l'Oued Larbaâ, axe naturel de drainage des eaux de ruissellement issues des collines orientales de Taza, fonctionne comme un exutoire hydraulique majeur lors des épisodes pluvieux. Or, l'urbanisation progressive de son lit majeur, par le biais de remblais et de constructions non régulées, a profondément perturbé ce fonctionnement. L'absence de dispositifs adaptés pour canaliser les eaux accentue les risques de débordement, comme en témoignent les inondations récurrentes observées depuis les années 2010.

L'observation de Douar Al Malha révèle ainsi comment les rapports inégaux à l'espace, à l'eau et aux dispositifs publics prennent forme sur le terrain. À partir de ce cas, se dessine une lecture plus large des inégalités d'accès au foncier et à la maîtrise des risques hydriques dans les périphéries urbaines de Taza.

L'inégalité d'accès au sol

Un glissement vers une privatisation massive du sol urbain a été largement favorisé par les limites de la planification urbaine et l'absence de mécanismes de contrôle effectifs. Dans un contexte parfois marqué par des pratiques clientélistes ou des arrangements informels, de nombreuses constructions ont été autorisées ou tolérées dans des zones inadaptées. Des secteurs classés inconstructibles dans les documents d'urbanisme ont vu se développer une urbanisation informelle, parfois régularisée a posteriori sous la pression des besoins sociaux ou des échéances électorales.

Ce déséquilibre a engendré une forte inégalité dans l'accès à la ville. Tandis que les quartiers centraux, mieux équipés et historiquement protégés des aléas, sont devenus financièrement inaccessibles pour les gens vulnérables, les périphéries fragiles se sont densifiées de manière chaotique. Loin de répondre aux besoins fondamentaux des habitants, cette urbanisation révèle les fractures d'un système où l'espace se construit au croisement de logiques économiques, politiques et sociales largement déconnectées des enjeux de résilience et de justice territoriale.

Nous ne pouvons rester indifférents face à cette organisation de l'espace urbain qui accentue l'exclusion au lieu de la corriger. La manière dont la ville s'étend aujourd'hui traduit un profond déséquilibre entre les décisions prises et les réalités vécues. Nous devons interroger les choix qui rendent certains espaces habitables et valorisés, pendant que d'autres deviennent des zones de relégation, invisibles et exposées.

L'inégalité d'accès à l'eau : rupture d'un équilibre ancien

Avec l'étalement urbain non maîtrisé, l'eau, autrefois vecteur d'équité et de sociabilité, est devenue source d'inégalités. L'accès à l'eau est aujourd'hui fortement différencié selon les quartiers. Dans les secteurs nouvellement urbanisés, le réseau d'eau potable, bien que partiellement présent, reste insuffisamment étendu ou mal desservi, laissant de nombreux foyers sans accès régulier et sécurisé à la ressource. Les anciens systèmes de distribution collective (fontaines, canaux) ont disparu ou sont tombés en désuétude. L'eau est redevenue un bien marchand, accessible à ceux qui peuvent payer pour s'installer dans les quartiers bien desservis ou pour forer des puits privés.

Le dérèglement foncier et le recul des infrastructures collectives coïncident avec

une transformation des rapports sociaux, et contribuent à l'effacement des anciens systèmes de gestion associés. L'entraide autour de l'eau s'efface au profit de logiques individuelles, où chacun sécurise sa parcelle sans considération pour les effets à plus large échelle, par imperméabilisation des sols, perturbation des écoulements... La disparition progressive de ces pratiques collectives traduit un affaiblissement du lien social et une perte de mémoire des techniques de gestion adaptées au contexte local. Aussi, les fontaines sont à sec, les canaux enterrés ou dégradés, les oueds parfois recouverts... L'eau, autrefois vecteur de cohésion sociale et de rationalité territoriale, appréhendée comme un bien commun, devient une menace : débordements, infiltrations, stagnation. Dans les nouveaux quartiers, l'accès à l'eau potable peut être irrégulier, tandis que les évacuations pluviales sont inopérantes. L'inégalité face à l'eau s'ajoute à celle du foncier : les plus pauvres paient le prix fort pour habiter des terrains risqués, sans garantie.

Vers une urbanisation vulnérable : effets croisés des inégalités foncières et hydriques

L'articulation des inégalités foncières et hydriques fabrique une vulnérabilité structurelle dans certains quartiers de Taza. L'occupation des zones inondables ou instables, faute d'alternatives foncières abordables, expose une part significative de la population à des risques naturels accrus. L'absence de réseaux pluviaux efficaces, la saturation des sols et les dysfonctionnements dans la gestion des crues contribuent à des situations de crise récurrentes.

Les politiques d'aménagement ont souvent tardé à reconnaître ces zones comme prioritaires. Les opérations de régularisation ou de restructuration urbaine, bien que nécessaires, ont parfois été mises en œuvre

sans coordination suffisante avec les services hydrauliques, aggravant les déséquilibres. L'exemple du Douar Al Malha illustre bien ces enjeux. Ce quartier périphérique a connu une densification rapide. Si l'origine non planifiée de l'installation a contribué à la précarité des habitants, d'autres facteurs jouent un rôle tout aussi déterminant : éloignement des services urbains, faible présence institutionnelle, lenteur des procédures de régularisation. Aujourd'hui, ce quartier se trouve en situation de vulnérabilité multiple : exposition aux inondations, accès partiel à l'eau potable, insécurité foncière, marginalisation socio-spatiale.

À cette vulnérabilité physique s'ajoute une vulnérabilité sociale, étroitement liée à la perception du risque. Pour de nombreux habitants, en particulier ceux issus de l'exode rural, le choix résidentiel est contraint, dicté par l'accessibilité financière plus que par la sécurité. Ils s'installent dans des secteurs exposés, acceptant le risque comme un compromis nécessaire pour accéder à la ville. Cette perception « normalisée » du danger s'inscrit dans une expérience quotidienne marquée par l'absence d'intervention publique, la dégradation de l'environnement urbain et un sentiment d'abandon.

Les dispositifs locaux de gestion du risque (fossés rudimentaires, canaux improvisés, murs de protection construits par les habitants) témoignent d'une capacité d'adaptation contrainte, reposant sur des ressources limitées. En l'absence de réseaux adaptés, les épisodes pluvieux transforment les ruelles en torrents, mettant en péril des habitations souvent auto-construites, fragiles et mal drainées.

Ce ne sont pas uniquement les pratiques d'installation informelles qui expliquent la situation actuelle, mais bien une série de dysfonctionnements structurels : défaut de coordination entre les acteurs publics,

manque de vision à long terme, interruptions dans les réseaux de services, et surtout, une méconnaissance ou une mise à distance des besoins exprimés localement.

Dans ce contexte, les relations entre acteurs sont marquées par des asymétries fortes. Les institutions peinent à concilier leurs objectifs de régulation avec les réalités du terrain, tandis que les habitants revendiquent un droit à la ville au sens développé par Henri Lefebvre⁴, entendu comme un droit de participer à la production de l'espace urbain et d'y exister pleinement, fondé sur la reconnaissance de leur présence et de leurs besoins. Cette tension révèle une forme d'injustice spatiale structurelle : la vulnérabilité n'est pas uniquement le produit d'un aléa naturel, mais celui d'un système de production urbaine inégalitaire, où les marges restent durablement exclues des priorités de la planification.

Une lecture croisée des vulnérabilités urbaines

Les dynamiques récentes de transformation urbaine à Taza mettent en lumière une vulnérabilité plurielle, résultant de l'imbrication entre logiques foncières, pressions hydriques et trajectoires sociales. Cette vulnérabilité ne peut être réduite à des dysfonctionnements ponctuels ou à une absence de planification ; elle constitue le produit d'un déséquilibre structurel entre les ressources disponibles, les politiques d'aménagement et les mécanismes d'accès au sol et à l'eau.

Les perceptions du risque varient significativement selon les acteurs impliqués. Pour les habitants, en particulier ceux installés en périphérie ou dans des quartiers précaires, le risque est souvent intégré dans une expérience quotidienne marquée par l'incertitude, le manque d'alternatives résidentielles et l'attachement au lieu de vie.

À l'inverse, les experts (ingénieurs, géologues, urbanistes, représentants institutionnels) mobilisent des approches plus normatives, fondées sur l'analyse des aléas, la rationalité technique et les impératifs de sécurité. Ces lectures contrastées du territoire participent à une forme d'incompréhension mutuelle, rendant la coordination difficile et freinant l'élaboration de réponses adaptées.

Face à ces tensions, une lecture croisée des vulnérabilités apparaît nécessaire. Elle implique de dépasser les approches sectorielles pour articuler les savoirs techniques aux connaissances habitantes, et de reconnaître les inégalités structurelles qui sous-tendent les formes actuelles de marginalisation urbaine. Ce changement de regard pourrait permettre de fonder des stratégies d'intervention plus équitables, plus contextuelles, et plus et mieux adaptées aux réalités locales et aux dynamiques de risque.

En ouvrant ce champ d'analyse, il devient possible d'imaginer une urbanisation à la fois plus inclusive et plus durable, capable de conjuguer justice spatiale, sécurité territoriale et reconnaissance des usages sociaux de la ville. Une telle orientation rejoue en creux, la critique formulée par Françoise Choay à l'égard d'un urbanisme techniciste déconnecté des réalités humaines : face aux logiques abstraites de planification, elle appelait à revaloriser les pratiques habitantes et les formes sensibles d'appropriation de l'espace⁵.

À Taza comme ailleurs, cette réflexion invite à repenser les modes d'action publique en redonnant voix aux habitants, afin de construire une ville plus propice à l'épanouissement et à la perpétuation des modes d'habiter.

Enseignement : Atelier de recherche / Journal du DSA.
Encadrants : Juliette Charron, Pijika Pumketkao, Loup Calosci, Armelle Ninnin.

4. Lefebvre, H. (1968). *Le droit à la ville*. Paris : Anthropos.

5. Choay, F. (1965). *L'urbanisme : utopies et réalités*. Paris : Le Seuil.

Bibliographie

- 1- Aissam, B., & Said, K. M. (2023). « Situations météorologiques extrêmes générant les inondations dans le bassin versant d’Inaouène (Maroc septentrional) ». ResearchGate. <https://www.researchgate.net/publication/372807998>
- 2- Benlemlih, M., Ouhamdouch, S., & El Morhit, M. (2021). « Assessment of the effects of seasonal changes, urban discharges and leachates on the parasitological and bacteriological qualities of soil and water from Oued Larbaâ (North-eastern, Morocco) ». *Environmental Monitoring and Assessment*, 193(6), 1–15. <https://doi.org/10.1007/s10661-021-09326-1>
- 3- Bennani, O. (2020). Modélisation hydraulique et vulnérabilité territoriale aux inondations en milieu montagneux semi-aride : Cas des bassins versants de l’Ourika et de la Rheraya (Maroc) [Thèse de doctorat, Université Paul Valéry – Montpellier III ; Université Cadi Ayyad – Marrakech]. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-03145923>
- 4- Chakir, H., & Jamal, C. (2023). « Prédétermination des crues de l’Oued Inaouène à l’aide des méthodes statistiques, Maroc septentrional ». *European Scientific Journal*, 19(33), 202. <https://doi.org/10.19044/esj.2023.v19n33p202> (Consulté le 05/03/25)
- 5- Choay, F. (1965). *L’urbanisme : utopies et réalités*. Paris : Le Seuil.
- 6- El-Alaouy, N., Sebbar, B., Bouras, E. H., Moumni, A., Laftouhi, N., & Lahrouni, A. (2022). « Hydraulic modeling and remote sensing monitoring of flood hazard in arid environments—A case study of Laayoune City in Saquia El Hamra Watershed, Southern Morocco ». *Water*, 14(21), 3582. <https://doi.org/10.3390/w14213582>
- 7- Fattasse, H., & Lahrichi, K. (2023). « Simulation et spatialisation du risque d’inondation de l’Oued Lahdar basée sur le calcul hydrologique et la modélisation hydraulique : Cas de Had Msila – Haut Inaouène, Maroc ». ResearchGate. <https://www.researchgate.net/publication/374951262> (Consulté le 15/03/25)
- 8- Gugger, H., Barth, S., Clément, A., Trigo, T., & Fotakis, A. (2019). *Fez lessons : industrious habitat*. Zürich : Park Publishing.
- 9- Jourmady, K. (1999). « Urbanisation et disparités spatiales au Maroc ». *Méditerranée*, 91(1), 93–100. <https://doi.org/10.3406/medit.1999.3091> (Consulté le 08/04/25)
- 10- Layan, B., Dridri, A., Benaabidate, L., & Zemzami, M. (2012). « Détermination des crues de projet par les aspects du débit de pointe et de l’hydrogramme de crue au niveau de la commune Ain Boukellal, bassin versant de l’Oued Larbaâ, Maroc ». *European Scientific Journal*, 8(29). <http://eujournal.org/index.php/esj/article/viewFile/632/694> (Consulté le 15/03/25)
- 11- Layan, B., Zemzami, M., & Bougdira, B. (2024). « Évaluation du risque potentiel d’inondation de l’oued Larbaâ, centre rural de Sebt Boukellal, Taza, Maroc ». *BIO Web of Conferences*, 109, 01026. <https://doi.org/10.1051/bioconf/202410901026>
- 12- Layan, B., Zemzami, M., & Bougdira, B. (2024). « Gestion du risque d’inondation par la simulation des scénarios d’aménagement : bassin versant de l’Oued Larbaâ, cas de la ville de Taza, Maroc ». *Revue Marocaine de Géomorphologie*, 8. <https://revues.imist.ma/index.php/Remageom/article/view/44603> (Consulté le 06/04/25)
- 13- Lefebvre, H. (1968). *Le droit à la ville*. Paris : Anthropos.
- 14- Matsubara, K. (2014). *Conservation et modernisation de la ville historique de Fès (Maroc)*.
- 15- Tribak, A., Amhani, Z., & Abahrour, M. (2020). « Erosion and flooding risks in the marly basins of the eastern Prérif mountains (Morocco): a response to exceptional climate events or anthropogenic pressure ». *Revista de Estudios Andaluces*, 40, 159–182. <https://revistascientificas.us.es/index.php/REA/article/view/11554>
- 16- Tribak, A., Amrani, H. E., Abahrour, M., & Roudani, E. Y. S. (2019). « Occupation des sites à risques en zones périurbaines : causes, modalités et conséquences – Cas des villes de Fès et Taza (Maroc) ». ResearchGate. <https://www.researchgate.net/publication/352551569> (Consulté le 15/03/25)
- 17- Vue de « Récurrence des sécheresses et mouvements migratoires dans la montagne marocaine : cas de quelques communes du Prérif ». (n.d.). *Géomaghreb*. <https://revues.imist.ma/index.php/Geomaghreb/article/view/37912/20719>
- 18- Yabiladi.com. (n.d.). « Maroc : Le drame de Tizirt rappelle le danger des constructions en zone inondable ». <https://www.yabiladi.com/articles/details/82661>

Le cyclone Chido : révélateur et accélérateur des solidarités et des inégalités mahoraises

Mathilde Rouvillois

Le cyclone Chido a balayé Mayotte, 101^e département français, le 14 décembre 2025. Cette catastrophe naturelle a révélé et accéléré aussi bien les solidarités que les inégalités existantes sur un territoire sous tensions depuis des décennies.

Il est nécessaire de clarifier mon positionnement en tant qu'autrice du présent article. Je possède un statut particulier qui nécessite un avertissement au lecteur. Je suis une femme blanche née à Mayotte, de parents métropolitains initialement arrivés pour des raisons professionnelles. Ces derniers sont d'ailleurs acteurs de la fabrique de la ville mahoraise depuis les années 1990.

Scolarisée dans le système de l'Éducation nationale à Mayotte, ma socialisation a été marquée par le discours politique pro-départementalisation et donc "pro-France". J'ai ensuite quitté le territoire pour poursuivre mes études en métropole puis à l'étranger dans les domaines des sciences sociales et des politiques publiques urbaines, colorée par une approche Latourienne. Mayotte et son développement ont tout de même gardé une place particulière dans mes centres d'intérêts personnels, académiques et professionnels, jusqu'à fortement orienter mon souhait de devenir urbaniste et d'y revenir par périodes.

Étant en France métropolitaine lors du passage des cyclones Chido et Dikeledi et n'ayant pas

pu me rendre à Mayotte dans les délais impartis, cet article repose sur des témoignages oraux et écrits, des parutions de presse et des podcasts. Je remercie les personnes qui m'ont fait confiance en me racontant leurs vécus pendant et après le cyclone.

Les lecteurs doivent donc être conscients des lunettes teintées à travers lesquelles j'ai rédigé le présent article. Ceci est mon analyse et elle n'engage que moi. Cet article s'inscrit dans une démarche de recherche plus large sur la réparation de la ville mahoraise post-cyclonique dans le cadre du DSA Architecture et Projets Urbains à l'ÉNSA de Paris-Belleville.

Mayotte, archipel français dans le canal du Mozambique, a été dramatiquement balayé par le cyclone Chido le 14 décembre 2025, tuant au moins 39 personnes, rasant des quartiers entiers, laissant derrière lui des milliers de personnes sans toit, sans eau et/ou sans électricité, et effaçant toute trace d'agriculture (Le Monde avec l'AFP, 2024). Compte tenu du prisme urbain de la question, nous nous intéressons ici seulement aux dégâts humains et matériels (infrastructures,

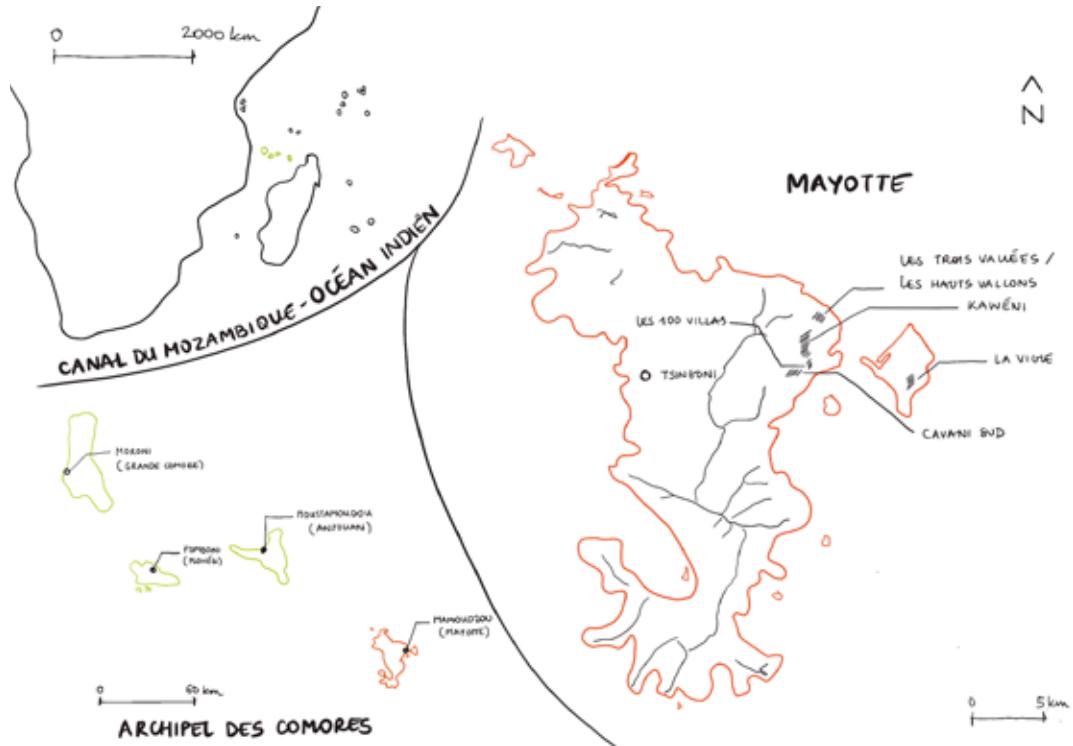


Figure 1: Mayotte, un archipel français dans le canal du Mozambique. © Mathilde Rouvillois

Inspiré de Rekacewicz, P. (2002, 10 Juil.). Les routes maritimes des Comores. Le Monde Diplomatique

habitat, ...). L'agriculture a été lourdement impactée par le cyclone également mais cela ne sera pas adressé dans le présent article.

Les principaux dégâts observés – de différentes natures – et médiatisés sont localisés dans deux types de zones urbanisées : les quartiers précaires et spontanés (Kawéni, La Vigie,...) et les M'zunguland (Hauts Vallons, 100 Villas, Cavani Sud,...). Cette vulnérabilité résulte de la trajectoire du cyclone, de facteurs géographiques et topographiques, de la qualité du bâti et de l'organisation urbaine de Mayotte (entretien B, 2025). En effet, les premiers faits de tôle, installés sur les mi-pentes, ont été entièrement détruits par les vents violents et/ou emportés par les ravines. À noter qu'à Mayotte, 40 % de la population vit dans un habitat précaire et 1/3 des habitants n'ont pas l'eau courante.

À Kawéni, plus de 60 % des logements sont sur-occupés (INSEE, recensements de la population 2017 (Mayotte) et 2016 (métropole et DOM historiques)). Les seconds, souvent situés sur les crêtes, ont mieux résisté grâce à des fondations solides typiques des quartiers dits M'zunguland,¹ mais les charpentes en bois et les toitures en tôle ont été gravement endommagées.

La dynamique de fabrique urbaine est marquée par une fragmentation spatiale, liée à la richesse et à la capacité de faire face aux risques des différents groupes socio-économiques. Par ailleurs, les ressortissants étrangers sont souvent mis à l'écart, reflétant le rôle de la fabrique communautaire mahoraise construite en opposition aux Comores et en subordination aux métropolitains, dans un contexte marqué par des dynamiques ethnico-raciales depuis

la cession de Mayotte à la France en 1841 (Gérard, 2008). Cet acte a largement été et reste instrumentalisé par les politiciens mahorais comme étant volontaire, en faveur de la défense et de la protection des mahorais à l'encontre des résidents du reste de l'archipel comorien (Kamardine, cité dans Carayol, 2024). Ce cyclone s'inscrit dans une série de crises institutionnalisées qui affectent l'île et agit ici comme un facteur exacerbant des fragilités urbaines mahoraises.

Mayotte, un territoire vulnérable face aux risques naturels

Le territoire mahorais est exposé à de multiples risques² naturels dus à son climat tropical ainsi qu'à sa géologie et sa topographie volcanique : cyclones, séismes, ³ tsunamis, glissements de terrain, inondations, érosion (Risques Météorologiques, n.d. ; BRGM, 2023 ; Breslar, 1979, p. 58 ; Inondations, n.d. ; BRL ingénierie et al., 2020 ; PPRL, 2019 cité dans

BRL ingénierie et al., 2020).⁴ Ces risques, une fois réalisés, peuvent causer une ou plusieurs crises.

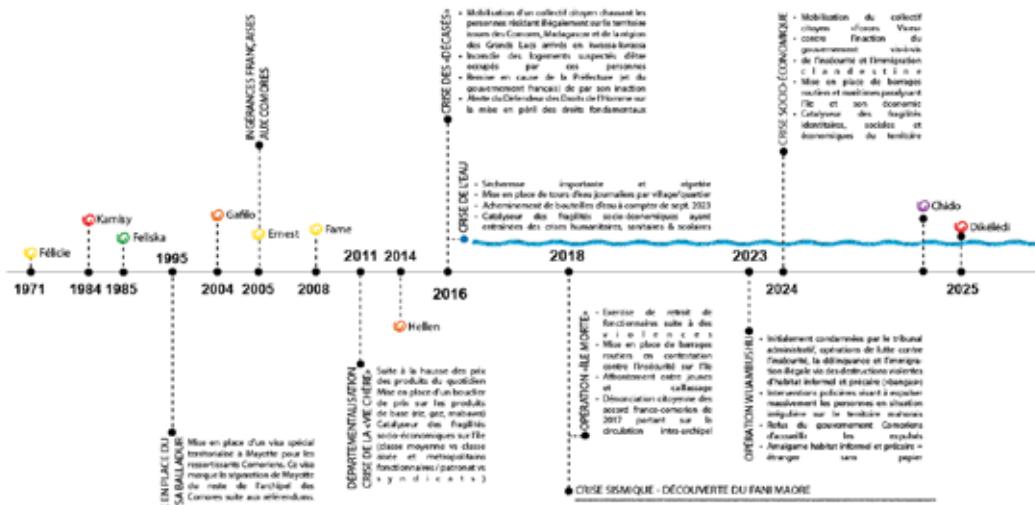
Mayotte, un territoire de tensions et de crises (institutionnalisées)

Ce questionnement rejoint une réflexion plus large sur la fragilité des systèmes de gouvernance face aux crises. Territoire historiquement marqué par les inégalités, Mayotte fait face à des tensions et des crises multiples – sociale, économique, environnementale, sanitaire, scolaire, ... – intervenant de manière isolée ou liées entre elles. Chaque crise accentue un désir profond de réappropriation de l'espace urbain et de redéfinition de soi (Carayol, 2024).

De plus, ces crises fragilisent les institutions ainsi que les systèmes sociaux, politiques, économiques, environnementaux, infrastructurels et d'aménagement urbain, mettant en évidence une gouvernance de moins en moins capable d'honorer le contrat social — ce dernier reposant sur le



Figure 2 : Un développement territorial fragmenté, reflet d'une différenciation ethnico-sociale © Mathilde Rouvillois



renoncement consenti aux droits naturels des citoyens au profit de droits civils, que l'État s'engage à garantir en retour, notamment en matière de sécurité, d'égalité et de liberté (Rousseau, 1762). Cette situation fait écho à la définition de fragilité urbaine de Muggah (2014, p.1; Muggah dans Carment & Samy, 2023).

Certaines de ces crises ont été institutionnalisée(s), c'est-à-dire qu'elles ont été identifiée(s), intégrée(s) et normalisée par l'appareil d'état moderne et/ou autres acteurs institutionnels comme situation de rupture sociétale profonde, souvent dans le temps long, "révélant des faiblesses structurelles, inhérentes à un système" (École normale supérieure de Lyon, 2015 ; CRISE : Définition De CRISE, n.d. ; Bourdieu, 2012).

Dans le cas de Chido, cette institutionnalisation de la crise et ce questionnement sur les capacités gouvernementales à honorer le contrat social se traduit d'une part par un acheminement

de moyens humanitaires, fortement critiqué par les victimes du cyclone, les politiciens locaux et régionaux mais aussi par les acteurs politiques internationaux, et d'autre part par la réponse législative engagée par le gouvernement français (Carayol & Saindou, 2024). Les collectivités locales ont répondu avec les moyens matériels, humains et financiers disponibles, accentuant leur difficulté financière pour faire face à l'urgence et désormais dans l'impossibilité d'honorer leur contrat social. Les 710 millions d'euros de subventions et de prêts étatiques et européens promis⁵ restent en attente même si ces derniers devraient être versés d'ici peu selon le Préfet au 22 mai 2025 (Hamza, 2025). En parallèle, deux outils législatifs ont été mis en place depuis le 14 décembre (Plan "Mayotte Debout" de décembre 2024 et la loi n° 2025-176 du 24 février 2025 d'urgence Pour Mayotte). Un troisième texte, la proposition de loi de programmation pour la refondation de Mayotte, adopté au Sénat en avril 2025, est en cours de relecture à l'Assemblée Nationale (Assemblée Nationale, n.d.).

Ainsi, cet article interroge la question suivante : **Dans quelle(s) mesure(s) la crise environnementale, au sens large du terme, que constitue le cyclone Chido a-t-elle accentué les fragilités urbaines à Mayotte ?** Dans cet article, l'hypothèse est la suivante : s'ajoutant aux multiples crises sociales, économiques et climatiques (notamment la rareté des ressources en eau), le cyclone Chido agit comme un facteur exacerbant des fragilités urbaines mahoraises. Le cyclone a déclenché des dynamiques de solidarité à différentes échelles, tout en accentuant les inégalités, notamment en matière de (re)logement, de financement des réparations, d'approvisionnement et d'accès aux marchandises et matériaux nécessaires, et par la manière dont la communauté religieuse réagit à la violence.

La présente analyse s'appuie sur une revue de la presse, des réseaux sociaux, de la production en sciences sociales depuis une perspective post-coloniale, accompagnée d'une connaissance par le vécu pendant plus de 15 ans, et d'entretiens semi-directifs.

“Faire communauté, faire ville” à Mayotte

Mayotte, terre nue devenue carrefour migratoire⁶ depuis le VIII^e siècle, a obtenu le statut de 101^e département français en 2011. Influencée par l'héritage bantou, malgache et arabes, la communauté mahoraise – ou mahorité – a émergé. Initialement structurée comme un ensemble d'interactions sociales reposant sur des traits communs, des pratiques et des partages, cette communauté s'est d'abord structurée autour de la langue, du genre et du territoire, piliers communautaires traditionnels (et parfois sources de fracture). La mahorité s'est réorganisée au fil du temps autour de deux éléments principaux : la religion musulmane, héritée des Shiraziens ; et la citoyenneté française, héritée des administrateurs

coloniaux et des mobilisations politiques mahoraises – cette dernière perçue à travers les droits qu'elle octroie (Carayol, 2024 ; Blanchy, 2002 ; France Culture, 2023 ; Jenkins, 1994). Deux systèmes de valeurs s'opposent donc sur des sujets clés : le droit, la vie collective, l'éducation, la politique, Elle est marquée par un attachement profond à la France et une opposition, voire un rejet assumé, de l'Union des Comores, malgré des liens historiques et familiaux évidents.

Cette organisation communautaire s'est largement traduite dans la fabrique de la ville, faisant écho à la phrase “faire communauté, faire ville” d'Agier (2021). Selon ce dernier, les notions communauté et urbain sont intimement liées : la cité – en son sens socio-politique incluant vie collective et commun(s), et la ville – la matérialité et la spatialité – se rejoignent. Faire ville, comme le conceptualise Agier (2021), est un état d'esprit, un agencement de la diversité socio-culturelle, une organisation sociale qui se traduit dans une organisation spatiale des lieux de vie et de circulation, plus ou moins marquée. Il m'était donc nécessaire d'investiguer l'impact du cyclone sous le prisme communautaire urbain.

Le cyclone comme déclencheur de solidarités transcalaires

Mobilisations professionnelles et appels citoyens : les limites d'une solidarité excluante

Dès le lendemain du cyclone, les services des collectivités – notamment la Ville de Mamoudzou – se sont mobilisés, coordonnés par le Maire, avec l'appui de professionnels expérimentés (urbanistes, architectes, ingénieurs) de Mayotte, La Réunion et de métropole. Ensemble, ils se sont formés, ont élaboré une grille d'évaluation, ont formé

des équipes de diagnostics bâimentaires. Des ateliers et des groupes de travail se sont montés pour réfléchir aux possibles stratégies de reconstruction (entretien C, 2025 ; Paprocki, 2025). À noter que cette collaboration et ces solidarités professionnelles restent tout de même un entre-soi et ont servi pour certains comme une occasion médiatique.

À Mamoudzou, la Police Nationale et le Conseil Départemental 976 ont respectivement lancé des appels à solidarité dès le 15 décembre 2024 (lendemain du passage de Chido) regroupant des dizaines de personnes de façon quotidienne pour déblayer, réparer, nettoyer, ou encore gérer les centres d'hébergement provisoires,... (APPEL AUX VOLONTAIRES | Action Solidaire à Mamoudzou - Police Nationale De Mayotte | Facebook, n.d. ; APRÈS CHIDO : Appel à la mobilisation des agents du Conseil départemental dans les communes de Mayotte - Département De Mayotte | Facebook, n.d.). Cependant, ces appels à volontaires ont été marqués par la peur des résidents irréguliers de contribuer, de peur de se faire contrôler et expulser, et ont ainsi exacerbé les fragilités urbaines existantes.

Initiatives citoyennes locales face au vide étatique

Quelques collectivités locales, telles que Tsingoni, ont rapidement mis en place un système de référents de quartier pour assurer la distribution quotidienne des denrées (principalement des bouteilles d'eau) acheminées par l'État et par d'autres organisations apportant de l'aide humanitaire (Mladjao & Al Anfaf, 2025). Cependant, des instances de solidarité locale ont été observées dès les premiers vents forts lorsque certains ont accueilli leurs voisins dont les logements n'avaient pas tenu, principalement l'habitat spontané fait de

tôle (@Mayottela1ère, 2025a). De façon générale, beaucoup sont sortis dans leur quartier prendre des nouvelles à l'issue du cyclone. Des systèmes d'hébergement se sont mis en place pour accueillir les proches, les voisins, les personnes ayant tout (ou beaucoup) perdu (Entretien A, 2025).

Si l'organisation du territoire héritée a rendu ces solidarités locales naturelles au sein des groupes ethnico-social, elles ont également été mises en œuvre aux franges des quartiers typologiques, dépassant ainsi la fragmentation socio-spatiale. D'autres initiatives ont vu le jour dans les jours ayant suivi le cyclone avec la mise en place de campagnes de recherche, d'apport de premiers secours et de distribution de denrées alimentaires / médicaments et de pilules de purification d'eau par des professeurs d'établissements scolaires et des infirmiers, notamment dans les hauts de Kawéni (Entretien D ; Loumagne 2024 ; @ Mayottela1ère, 2025). Des professeurs ont également organisé des temps scolaires dans les écoles servant d'hébergement d'urgence craignant des décrochages scolaires massifs et donc une crise scolaire à l'échelle du département (Entretien F).

Dans l'attente de déblaiement par les services publics – la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement, du Logement et de la Mer (DEALM) ainsi que l'Armée, des citoyens se sont mobilisés en bas de chez eux pour permettre une circulation minimale sur les voiries. Par exemple, l'un des interrogés (Entretien E, 2025) raconte avoir commencé à déblayer la rue Younoussa Bamana à Mamoudzou avec une autre personne avant d'être rapidement rejoint par d'autres voisins. Chacun faisant ce qu'il lui était physiquement possible et dans son intérêt personnel (accéder à devant chez soi, récupérer des morceaux de bois / de tôle pour réparer sa toiture, ...). De même, des

professionnels du bâtiment se sont mobilisés individuellement pour aider à la réparation des toits sous l'initiative "Chido toit même" par exemple (Paprocki, 2025).

À Ouangani, la population s'est organisée pour identifier les corps d'état disponibles dans les quartiers et évaluer la potentielle réponse aux dégâts. Faisant le constat de la disponibilité d'électriciens, c'est ainsi que la commune a pu rapidement rétablir le courant (Mladjao & Al Anfaf, 2025).

La complémentarité du virtuel et du local : les réseaux sociaux au service de la solidarité

Une solidarité s'est également développée via les réseaux, sur les groupes Facebook notamment. Les personnes ayant du réseau sur l'île (principalement à Mamoudzou), communiquant sur les réseaux pour demander et/ou prendre des nouvelles d'autres personnes, faisant appel aux dons,.... Ces informations étaient relayées par les proches hors territoire (expérience personnelle ; Entretiens D & F, 2025). Ces dons transformés en colis de première nécessité (denrées alimentaires, couches,...) ont ensuite été pilotés et distribués par les réseaux de solidarité micro-locaux aux personnes dans le besoin, comme cela a été le cas à Majicavo (Mladjao & Al Anfaf, 2025).

La religion, un agent régulateur en l'absence de l'État

Dans la trajectoire du climat de l'île antérieure, le passage de Chido n'a fait qu'aggraver la situation sur le volet de la violence motivée par des pillages et des vols des magasins / des maisons déjà éventrées et de par l'absence de ressources comme cela a été le cas dans la zone industrielle de Kawéni (Mladjao & Al Anfaf, 2025). En réponse, des chefs religieux de Kawéni village ont organisé une amnistie pour permettre le retour des

items volés / pillés, remplaçant en partie l'État dans son rôle de garant de la sécurité et de la justice (Witter, 2025b). Ainsi, les valeurs portées par l'islam dans la société mahoraise ont contribué, d'une part, à atténuer la fragilité urbaine grâce à l'apaisement des tensions et des violences, mais, d'autre part, à révéler l'incapacité de l'État à intervenir et à exercer un contrôle sur son territoire dans cette situation.

Chido, déclencheur d'un système d'entraide sociale en l'absence de l'État

Au premier abord, les solidarités citoyenne et institutionnelle (intra et inter-groupe mais aussi transcalaire) révèlent une capacité d'adaptation et une force de la population face aux inégalités systémiques renforcées par le cyclone. Sous le prisme de cet article, ces solidarités révèlent et renforcent, en réalité, les fragilités urbaines telles que définies. En effet, ces solidarités se sont mises en place de manière informelle et suite à la perception du peu (voire l'absence) de réaction gouvernementale organisée afin de maintenir le contrat social, notamment l'égalité des personnes.

Chido comme agent exacerbant des inégalités existantes

Les inégalités et fragilités urbaines ont fortement été mises en avant et accentuées par le passage de Chido.

Le privilège du choix : Fuir ou subir l'après-Chido

Après la reprise du trafic aérien, de nombreux M'zungus, notamment des fonctionnaires et des cadres d'entreprises de BTP (souvent monopolistiques), accompagnés de leurs familles, se sont précipités vers l'aéroport pour tenter d'obtenir une place sur les rares vols vers La Réunion ou Paris. Au-delà des

conflits causés à l'aéroport et de l'illustration du privilège dans une situation de crise, ces rapatriements massifs posent la question de la possibilité de réparer / reconstruire un territoire à l'issue d'une catastrophe naturelle sans le personnel qualifié pour le faire? ⁷

Les personnes ayant perdu leur logement en tout ou partie sont relogées temporairement là où cela est possible, mais ici encore, les inégalités et fragilités perdurent. Il y a ceux qui ont le bénéfice d'avoir des proches à proximité et dont les logements ont résisté aux vents et à la pluie. Il y a ceux dont l'employeur dispose de logements de fonction pouvant les accueillir et puis il y a ceux sans solution. Ces derniers, représentant près de 100 000 personnes, souvent issus de logements légers et/ou mal construits, et se voient donc contraints de rejoindre les hébergements d'urgence dans les bâtiments publics (souvent les établissements scolaires) mis en place par la Préfecture et les collectivités locales, dont la Ville de Mamoudzou dans le collège de Kwalé et le lycée Bamana. Entre autres, il y a un grand nombre de demandeurs d'asile issus de la région des Grands Lacs ou des pays limitrophes. Demandant la reprise des cours, les parents mahorais se sont constitués en collectif pour protester (violemment) contre ces occupations (Witter, 2025a). La Ville de Mamoudzou a également ordonné la fermeture anticipée des centres au 31 décembre 2024 (Gachet, 2024). Les personnes en situation administrative irrégulière n'ont souvent pas osé se rendre dans ces hébergements d'urgence, de peur de se faire contrôler et expulser. Elles ont donc été contraintes de reconstruire / réparer rapidement leur domicile (Entretien A, 2025). Ces comportements illustrent comment Chido a exacerbé les fragilités urbaines mahoraises, particulièrement sur le volet social.

Le cyclone, crise environnementale créant un climat propice à une crise sociale, accentue ici les inégalités à l'accès à un toit, que ce soit sous la forme d'hébergement d'urgence ou de (re)logement, ce qui constitue l'une des principales inégalités à Mayotte, contribuant donc à la fragilité urbaine mahoraise.

Attendre ou réparer : la question de l'assurance

Seuls 6 % de la population mahoraise étant assurée,⁸ l'accès aux financements pour la réparation est un élément clé d'inégalité sur un territoire au taux de pauvreté élevé (77%) et ayant un impact sur les réparations (Faatau, 2024 ; INSEE, 2024). Certains attendent que les assurances soient versées, d'autres réparent de manière improvisée et bricolée, comme possible et finançable, en attente de la création du fonds d'indemnisation – au montant inconnu – promis par l'État mais sans grande conviction (Entretien G, 2025). Pour beaucoup, le cyclone a également impacté leur(s) activité(s) professionnelle(s). Les propriétaires de doukas, de petites entreprises, d'ateliers ou autres se retrouvent sans rien, leur investissement s'étant envolé et les mettant en péril sur le volet financier, créant une atmosphère de crise socio-économique (Mladjao & Al Anfaf, 2025).

Engorgement logistique, clientélisme et inégalités d'approvisionnement

L'acheminement de l'aide gouvernementale et humanitaire⁹ se fait principalement via le pont maritime. Ainsi, les denrées alimentaires et les conteneurs d'eau sont devenus prioritaires au port de Longoni immobilisant le trafic portuaire régulier. Théoriquement à destination de tous, ces denrées n'ont réellement touché qu'une partie de la population et ont largement été

gaspillées. Les groupes de distribution se trouvent dans une impasse, ayant perdu l'ensemble de leurs denrées à cause de l'absence d'électricité ou ayant vendu l'ensemble de leurs stocks restants. Ils sont dans l'impossibilité de reconstituer leurs stocks rapidement, leurs marchandises étant bloquées dans des ports étrangers. Les personnes travaillant dans le secteur de la grande distribution ou ayant des connaissances dans ce milieu sont souvent priorisées (Entretiens E & G, 2025). La majorité de la population, elle, doit se contenter des stocks limités des supermarchés et des doukas. Des soupçons de détournement des denrées via des réseaux de clientélisme politique ont fait surface sur la base de témoignages d'habitants (Talpin, 2025). Les inégalités se creusent davantage renforçant aussi les fragilités urbaines mahoraises sur les volets socio-économiques.

Il en va de même pour les matériaux de construction : les bâches étant prioritaires, il est difficile de faire rentrer d'autres matériaux. Les stocks de bois, matériau de report avec le parpaing, perçu comme plus solide, suite à l'interdiction de la vente de tôle aux particuliers par arrêté préfectoral et sur demande des élus, sont vendus avant même de toucher le sol mahorais (Entretien G, 2025 ; Mayotte, entre résilience et reconstruction, 2025). Dans les acheteurs officiels, on y trouve seulement des gens en situation régulière ; ceux qui ne le sont pas ayant trop peur de sortir.

Des marchés noirs, déjà existant pour l'eau depuis le début de la sécheresse en 2016, se sont développés pour les denrées alimentaires, les matériaux ou encore l'essence (Rfi, 2025), renforçant les dynamiques fragmentaires sociales et ainsi les fragilités urbaines et ce malgré les régulations tarifaires gouvernementales

(Mayotte : Bercy met en place des mesures de régulation des prix et des marges, 2024).

Réparer ou reconstruire avec les moyens du bord : le privilège du statut administratif et du capital social

Comme mentionné ci-dessus, les personnes en situation régulière ont l'opportunité de pouvoir acheter des matériaux pour engager les réparations de leur logement. D'autres privilégient la récupération, justifiée par l'urgence de la réparation, le manque de moyens financiers ou l'impossibilité de s'approvisionner (peut-être par absence de titre de séjour régulier). Ainsi, certains ont reconstruit avec des bouts de bois et de tôle pillés, envolés, récupérés dans la rue, dans les ravines ou sur les talus. La reconstruction dans les zones d'habitat spontané est rapide (48h) comme à Kawéni où les surfaces reconstruites sont plus importantes qu'avant : beaucoup à la recherche des mètres carrés supplémentaires possibles (Entretiens A & F ; Paprocki, 2025).

Certains ont tenté de mobiliser leur réseau professionnel pour accélérer les réparations. À noter que l'insularité de Mayotte facilite grandement le mélange entre sphères professionnelles et personnelles, laissant place à un certain clientélisme et / ou prise d'avantage. Cependant, le secteur de la construction étant bloqué de par la nécessité de chiffrer les dommages, le manque de matériaux, la priorisation des réparations et les retours des assurances, entre autres, rendent les délais plus longs. Il est difficile de savoir si ces personnes seront priorisées (Entretien B, 2024).

Conclusion

Au-delà de sa nature catastrophique climatique, Chido a été un révélateur de la solidarité mahoraise rapide, intra- et inter-groupes ethnico-sociaux, y compris religieux, mais aussi transcalaire, même si parfois intéressée. Cependant, ces solidarités ont émergé suite à la perception, par la société civile, d'une défaillance étatique dans le maintien du contrat social. Chido a également mis en lumière et amplifié les inégalités existantes sur le territoire mahorais, notamment en matière d'opportunités de (re)logement, d'accès aux ressources financières et matérielles. En somme, le cyclone a exacerbé les vulnérabilités et les inégalités systémiques ancrées dans la société mahoraise, tant sur les volets sociaux, urbains qu'institutionnels, mettant ainsi en lumière la fragilité de la ville mahoraise.

Traditionnellement interprété par beaucoup comme une volonté divine, le cyclone invite ainsi à une introspection : la réparation de la ville mahoraise post-cyclonique inclut-elle aussi une reconstruction communautaire ? Représente-t-elle une opportunité pour repenser un modèle urbain et social plus inclusif à Mayotte, ou bien renforcera-t-elle les logiques d'exclusion et de contrôle ? Ces interrogations résonnent d'autant plus fortement dans un contexte géopolitique tendu vis-à-vis des Comores et des prises de position internationales, notamment celles de la Russie. Cette dernière juge inapproprié le soutien à la base navale mahoraise annoncé par Manuel Valls, ministre des Outre-Mer, dans le cadre d'un discours sur la lutte anti-immigration, au regard de l'occupation illégale de Mayotte par la France au titre du droit international (Cann, 2025). L'absence de Mayotte à la Conférence de l'Océan Indien, qui regroupe

l'ensemble des territoires de la région, pose également question.

Cet article présente trois principales limites. Cet article s'appuie sur des données issues d'entretiens et de recherches documentaires, lesquelles, en raison de la médiatisation concentrée sur les dégâts, sont principalement centrées sur le Nord-Est de Mayotte et le Grand Mamoudzou. L'échantillonnage des entretiens est relativement limité en raison de l'impossibilité de se rendre sur le terrain et des délais impartis pour la rédaction du présent article. Les biais personnels énoncés en préambule sont également à prendre en compte. Les présents propos devront donc être confrontés à la réalité du terrain à l'été 2025.

Enseignements: Atelier de recherche & Journal du DSA.
Encadrants : Armelle NINNIN, Juliette CHARRON, Pijika PUMKETKAO et Loup CALOSCI

1. M'zungu fait référence aux métropolitains, souvent fonctionnaires en poste pour une durée déterminée. M'zunguland fait ainsi référence à leurs lieux de vie qui s'apparentent pour certains à des résidences fermées.

2. La possibilité qu'un événement dommageable survienne en raison de la vulnérabilité des enjeux face à un aléa (Dequincey & Thomas, 2017).

3. Malgré le déplacement de la plaque tectonique, l'île reste soumise à de forts risques sismiques, notamment compte tenu de la crise sismique de 2018 correspondant à l'apparition d'un volcan sous-marin, Fani Maoré, à 50km des côtes Est mahoraise.

4. Mayotte, tout comme le reste de l'archipel des Comores est apparue suite à 3 éruptions volcaniques (Breslar, 1979).

5. L'Etat français avait promis 100 millions d'euros du fonds d'urgence pour les collectivités locales, 10 millions d'euros du fonds Restore flécher vers les besoins humanitaires et les PME ainsi qu'un emprunt de 600 millions d'euros garanti par l'Etat via la Banque des territoires") (Duclos, 2025a).

6. La notion de migration depuis les Comores vers Mayotte est récente à l'échelle de l'histoire de Mayotte car relative à l'instauration du Visa Balladur en 1994-1995 (Laignel Sauvage, 2024).

7. Ceci sera adressé dans le cadre du mémoire.

8. En général, les M'zungus sont assurés et donc bénéficieront du remboursement des dommages même si cela reste très limité (15k€ pour des dommages évalués à 100k € déclarés aux assurances ; Entretien G, 2025).
9. D'après le François-Xavier Bieuvre, Préfet de Mayotte, 300 tonnes de denrées alimentaires ont été débarquées et 100 000 litres d'eau via les ponts maritimes et aériens dans les sept semaines ayant suivi le passage de Chido (Duclos, 2025a).
- Agier, M. (2021). Fonder, habiter et bâtir : Des campements aux instant cities. *Esprit*, Septembre(9), 83–94. <https://doi.org/10.3917/espri.2109.0083>
- APPEL AUX VOLONTAIRES | Action Solidaire à Mamoudzou – Police Nationale de Mayotte | Facebook. (n.d.). <https://www.facebook.com/permalink/?id=10200000000000000>, consulté le 15 décembre 2024.
- [APRÈS CHIDO : Appel à la mobilisation des agents du Conseil départemental dans les communes de Mayotte – Département de Mayotte | Facebook. (n.d.). https://www.facebook.com/conseildepartementalMayotte/posts/911413507805604?ref=embed_post, consulté le 15 décembre 2024.
- Assemblée nationale. (n.d.). Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte. Assemblée Nationale. <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/dossiers/DLR5L17N51985>, consulté le 30 mai 2025.
- Blanchy, S. (2002). Mayotte : « française à tout prix ». *Ethnologie Française*, Vol. 32(4), 677–687. <https://doi.org/10.3917/ethn.024.0677>
- Bourdieu, P. (2012). Sur l'État : Cours au Collège de France (1989–1992) (P. Champagne, éd.). Seuil.
- Breslar, J. H. (1979). Habitat mahorais : Une perspective ethnologique. Tome I (1–236). A.G.G. <https://www.archives.archi.fr/recherche/viewnotice/clef/HABITATMAHORAIUS-UNEPERSPECTIVEETHNOL-BRESLAR--AGG-1979-1/id/451595>
- BRGM. (2023, 6 avril). Volcan de Mayotte : la plus grande éruption sous-marine jamais documentée | BRGM. <https://www.brgm.fr/fr/actualite/communique-presse/volcan-mayotte-plus-grande-eruption-sous-marine-jamais-documentee>, consulté le 23 mai 2025.
- BRL ingénierie, M'Zé Conseil, & MARC, P. (2020). Plan de gestion des risques d'inondation de Mayotte : Objectifs relatifs à la gestion des risques d'inondation et aux territoires à risque important d'inondation (T.R.I) : Seconde cycle 2022–2027. Dans DEALM. <https://www.mayotte.gouv.fr/contenu/telechargement/22214/170900/file/PGRL.pdf>, consulté le 21 mai 2025.
- Carayol, R. (2024). Mayotte : Département colonie. La fabrique éditions. ISBN : 9782358722858
- Carayol, R., & Saindou, K. (2024, December 30). « L'État ? C'est un fantôme » : à Mayotte, une population livrée à elle-même. *Mediapart*. <https://www.mediapart.fr/journal/france/291224/l-etat-c-est-un-fantome-mayotte-une-population-livree-elle-meme>, consulté le 29 décembre 2025.
- Carment, D., & Samy, Y. (Éds.). (2023). *Handbook of Fragile States*. Edward Elgar Publishing. <https://doi.org/10.4337/9781800883475>
- Cann, R. (2025, 17 mars). Une base navale militaire et la construction du commandement de la gendarmerie devraient être intégrées à la I. Mayotte La 1ère. <https://latere.franceinfo.fr/mayotte/une-base-navale-militaire-et-la-construction-du-commandement-de-la-gendarmerie-seront-integres-a-la-loi-programme-pour-mayotte-1569727.html>, consulté le 23 mai 2025.
- CRISE : Définition de CRISE. (n.d.). <https://www.cnrtl.fr/definition/crise>
- Dequincey, O., & Thomas, P. (2017). Aléas et risques. *Planet Terre* – ENS Lyon. <https://planet-terre.ens-lyon.fr/pdf/FEL2017.pdf>, consulté le 23 mai 2025.
- Duclos, A. (2025a, May 20). Après Chido, “des engagements d'Etat sans effets”, estiment les forces politiques et économiques mahoraises. Mayotte La 1ère. <https://latere.franceinfo.fr/mayotte/apres-chido-des-engagements-d-etat-sans-effets-estiment-les-forces-politiques-et-economiques-mahoraises-1588239.html>, consulté le 21 mai 2025.
- École normale supérieure de Lyon. (2015). Crise, crises — Géoconfluences. 2002 Géoconfluences ENS De Lyon. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/crise>, consulté le 21 mai 2025.
- Entretien A (2025, 28 février). Cadre responsable de projets urbains au sein d'une collectivité locale.
- Entretien B (2025, 10 avril). Cadre d'une société ayant des activités dans la distribution de gros/semi-gros agro-alimentaire et dans le négoce de matériaux de construction
- Entretien C (2025, 21 février). Architecte pratiquant à Mayotte
- Entretien D (2025, 16 décembre). Professeur dans un établissement scolaire du second degré.
- Entretien E (2025, 17 mai). Architecte pratiquant à Mayotte
- Entretien F (2025, 15 décembre). Professeur dans un établissement scolaire du second degré.
- Entretien G (2025, 17 décembre). Cadre d'une société ayant des activités dans la distribution de gros/semi-gros agro-alimentaire et dans le négoce de matériaux de construction
- Faatau, J.-T., (2025, 14 avril). Cyclones Chido et Garance : Le coût total des assureurs s'élève à 552 millions d'euros à Mayotte et 380 millions d'euros à La

Réunion. Outremer 360°. <https://outremers360.com/page/search?q=assureur>, consulté le 15 avril 2025.

Fanon, F. (1961). Les damnés de la terre. Paris: La Découverte, 85-100.

France Culture (2023, 4 mai). Mayotte : qu'est-ce que l'identité mahoraise ? France Culture. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/mayotte-qu-est-ce-que-l-identite-mahoraise-4625182>, consulté le 10 avril 2025.

Gachet, M. (2024, 30 décembre). Centres d'hébergement : « On nous dit de rentrer chez nous, mais on n'a plus de chez nous » - Mayotte Hebdo. Mayotte Hebdo. <https://www.mayottehebdo.com/actualite/societe/centres-dhebergement-on-nous-dit-de-renter-chez-nous-mais-on-na-plus-de-chez-nous/>, consulté le 30 décembre 2024.

Gérard, Y. (2008). La place des clandestins dans la ville. Pratiques foncières et Comoriens à Mamoudzou (Mayotte). Les Annales de la recherche urbaine, 105(1), 134-143. <https://doi.org/10.3406/aru.2008.2771>

Grisot, S. (2004). La case SIM : Vie d'un modèle d'habitat adapté. Institut d'Aménagement Régional (Aix-en-Provence).

Guibert, N., & Talpin, J. (2024, 21 février). Mayotte au bord de l'effondrement économique. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/02/21/a-mayotte-le-cri-d-alarme-des-patrons-nous-n-allons-pas-nous-en-sortir_6217689_823448.html, consulté le 10 mai 2025.

Hamza, J. / T. A. (2025, 23 mai). Aides post-Chido : le préfet François-Xavier Bieuville annonce un paiement aux communes «dans les prochains jo. Mayotte La 1ère. <https://la1ere.franceinfo.fr/mayotte/aides-post-chido-le-prefet-francois-xavier-bieuville-annonce-un-paiement-aux-communes-dans-les-prochains-jours-1589151.html>, consulté le 25 mai 2025.

Inondations. (n.d.). Les Services De L'État À Mayotte. <https://www.mayotte.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Prevention-des-risques-et-securite/Prevention-des-risques2/Risques-naturels/Inondations2>, consulté le 23 mai 2025.

INSEE, 2024. L'essentiel sur... Mayotte | Insee. (n.d.). https://www.insee.fr/fr/statistiques/4632225#figure2_radio2, consulté le 29 mai 2025.

Laignel Sauvage, R. (2024, 20 février). 1995 : la mise en place d'un visa territorialisé à Mayotte. ina.fr. <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/visa-territorialise-mayotte-ocean-indien-anjouan-balladur>, consulté le 21 avril 2025.

Le Monde avec l'AFP (2024, 19 décembre). Mayotte : Bruno Retailleau craint un « lourd » bilan humain après le cyclone Chido ; un pont aérien va être déployé depuis La Réunion. Le Monde.fr. <https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/12/14/mayotte-l-habitat-precaire-a-ete-entierement-detruit-par-le-cyclone-chido-selon-bruno-retailleau-un-pont-aerien-va-etre-deploye-depuis-la->

reunion_6447420_3245.html, consulté le 25 décembre 2024.

Le plan « Mayotte debout » (n.d.). info.gouv.fr. <https://www.info.gouv.fr/actualite/le-plan-mayotte-debout>, consulté le 25 décembre 2025.

Le bidonville de Kawéni (Mamoudzou, Mayotte). (2023, 20 janvier). Géoconfluence. https://geoconfluences.ens-lyon.fr/images/img-inegalites/img-idaroussi-tsimanda/bidonville-de-kaweni.jpg/image_viewFullscreen, consulté le 30 mai 2023.

LOI n° 2025-176 du 24 février 2025 d'urgence pour Mayotte (1) - Légifrance. (n.d.). <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000051244562/>, consulté le 15 avril 2025.

Loumagne, B. (2024, 22 décembre). REPORTAGE. «Tout le monde n'arrive pas à avoir l'eau du robinet» : une semaine après le passage du cyclone Chi. Franceinfo. https://www.franceinfo.fr/environnement/evenements-meteorologiques-extremes/cyclones-et-ouragans/cyclone-chido-a-mayotte/reportage-tout-le-monde-n-arrive-pas-a-avoir-l-eau-du-robinet-une-semaine-apres-le-passage-du-cyclone-chido-a-mayotte-des-distributions-d-eau-vitales-pour-les-habitants_6969527.html, consulté le 22 décembre 2024.

Mladjao, Mohamed & Al Anfaf, Mouhammad. (2025). Chido : mémoires d'un cyclone en replay. France TV Slash. <https://www.france.tv/societe/ecologie/7080863-chido-memoires-d-un-cyclone.html#about-section>, visionné le 24 mai 2025.

Mayotte : Bercy met en place des mesures de régulation des prix et des marges. (2024, 20 décembre). Ministère De L'Économie Des Finances Et De La Souveraineté Industrielle Et Numérique. <https://www.economie.gouv.fr/actualites/mayotte-bercy-met-en-place-des-mesures-de-regulation-des-prix-et-des-marges>, consulté le 24 mai 2025.

Mayotte, entre résilience et reconstruction. (2025, 30 janvier). Cité De L'architecture & Du Patrimoine. <https://www.citedelarchitecture.fr/fr/agenda/colloque-conference-debat/mayotte-entre-resilience-et-reconstruction>.

Mayotte : l'opération « Wuambushu », une action imminente et contestée d'expulsion de migrants. (2023, 24 avril). Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/04/23/mayotte-l-operation-wuambushu-une-action-imminente-et-contestee-d-expulsion-de-migrants_6170726_3224.html, consulté le 10 mai 2025.

Mayotte La 1ère (2025a, 17 décembre). « J'ai cru voir la mort » la survie d'un habitant de Kaweni après le passage de #Chido #CycloneChido #Mayotte <https://www.instagram.com/p/DDsClRZoTza/>, consulté le 17 décembre 2024.

Mayotte La 1ère (2025b, 15 janvier). Deux infirmières ont créé un dispensaire mobile à #Mayotte pour fournir des soins de première nécessité dans les quartiers isolés. #mayotte #chido #dikeledi <https://www.instagram.com/p/DDsClRZoTza/>

www.instagram.com/p/DE2G7NTzy69/, consulté le 15 janvier 2025.

Mérot, G. (2023, 1 avril). Opération « île morte » à Mayotte, mortifiée par les violences. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/09/16/operation-ile-morte-a-mayotte-mortifiee-par-les-violences_6141885_823448.html, consulté le 10 mai 2025.

Muggah, R. (2014). Deconstructing the fragile city : Exploring insecurity, violence and resilience. *Environment and Urbanization*, 26(2), 345–358. <https://doi.org/10.1177/0956247814533627>
Observatoire du littoral - Infos tempêtes. (n. d.). https://www.observatoire-de-mayotte.fr/observatoires_du_littoral/supports_dinformations/infos_tempetes, consulté le 10 mai 2025.

Paprocki, L., (2025, 7 février). Le réveil de Mayotte : Chronique post-Chido. dixit.net. <https://www.dixit.net/le-reveil-de-mayotte/>, consulté le 10 février 2025.

Refondation de Mayotte. (n.d.). Sénat. <https://www.senat.fr/leg/pjl24-544.html>, consulté le 24 mai 2025.

Rfi. (2024, December 22). Mayotte: l'île toujours confrontée à une pénurie d'eau et d'essence après le passage du cyclone Chido. RFI. <https://www.rfi.fr/fr/france/20241221-mayotte-l-%C3%AEle-confront%C3%A9e-%C3%A0-une-p%C3%A9nurie-d-eau-et-d-essence-apr%C3%A8s-le-passage-du-cyclone-chido>, consulté le 24 mai 2025.

Rekacewicz, P. (2002, 10 Juil.). Les routes maritimes des Comores. Le Monde Diplomatique. <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/comores200204>, consulté le 12 mars 2025

Risques météorologiques. (n.d.). Les Services De L'Etat À Mayotte. <https://www.mayotte.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Prevention-des-risques-et-securite/Prevention-des-risques2/Risques-naturels/Risques-meteorologiques>, consulté le 23 mai 2025.

Rousseau, J.-J., (1762). Du Contrat social ou principes du droit politique. Athéna. <https://athena.unige.ch/athena/rousseau/rousseau-contrat-social.pdf>, consulté le 23 mai 2025.

Talpin, J. (2025, 14 février). A Mayotte, les détournements de l'aide alimentaire exaspèrent la population et mobilisent les autorités. Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/02/14/a-mayotte-les-detournements-de-l-aide-alimentaire-exaspèrent-la-population-et-mobilisent-les-autorités_6545997_823448.html, consulté le 20 mars 2025.

Witter, L. (2025b, 9 janvier). Ce 5 janvier à l'aube, c'est une scène peu ordinaire qui a lieu devant la... | Louis Witter. <https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7282994518449094657/>, consulté le 22 janvier 2025.

Witter, P. L. (2025a, 22 janvier). Incendie, racisme, jets de pierre : À Mayotte, les tensions montent sur la mise à l'abri des personnes exilées après le cyclone Chido. StreetPress. <https://www.streetpress.com/sujet/1737548271-incendie-racisme-jets-pierre-mayotte-tensions-abri-exiles-cyclone-chido>, consulté le 22 janvier 2025.

Zekri, M. (2023, 8 septembre). Mayotte traverse une grave crise qui prive ses habitants d'eau deux jours sur trois. National Geographics. <https://www.nationalgeographic.fr/environnement/crise-eau-outrre-mer-france-mayotte-traverse-une-grave-crise-qui-prive-les-habitants-deau-deux-jours-sur-trois>, consulté le 10 mai 2025.

La culture sous-serre à Da Lat

Une analyse fictionnelle du rapport entre l'homme et la technique

TONG Thao Nguyen

L'objectivité, souvent érigée en idéal de la recherche, m'a semblé distante pour saisir la richesse des serres de Da Lat. Observer, pour moi, c'est m'immerger, ressentir et raconter. Ici, je vois ces serres comme des espaces où s'entrelacent technique, nature et mémoire humaine. En croisant une exploration conceptuelle des dynamiques observées avec l'écriture fictionnelle, je cherche à faire dialoguer les savoirs objectifs et les récits sensibles.



pour lire la fiction

Je vous invite à pénétrer dans un univers onirique, où le réel frôle parfois l'imaginaire, sous le voile féérique de la brume.

INTRODUCTION

Le territoire de recherche, Da Lat, au Vietnam, m'est apparu lors de la relecture d'un court texte personnel relatant mes premières impressions de la ville. Elle continue de m'habiter à travers les souvenirs de mes séjours, les photographies accumulées au fil du temps, ainsi que les récits recueillis au gré des rencontres. C'est ce lien personnel qui m'a guidé vers le choix de ce terrain d'étude.

Da Lat et ses serres, la ville et les problématiques qui lui sont propres, se sont imposées à moi à travers une série d'observations et d'expériences concrètes. Depuis les hauteurs, j'observais les collines couvertes de bâches plastiques, brillantes sous la lumière du jour et se transformant la nuit en un spectacle lumineux. Ces «collines plastiques», à la fois marquant et ambigu, attirent les touristes et étonne les habitants. Autour des serres, cafés et locations touristiques se développent, tirant parti de cette beauté fabriquée. L'objet technique devient ainsi décor, attraction et

source d'inspiration : nous éprouvons aussi des émotions face à la technique et à sa «beauté».

Ma curiosité s'est accrue lorsque j'ai pénétré dans cet univers, en participant aux récoltes et en échangeant avec ouvriers et agriculteurs. Ces expériences de terrain m'ont amenée à vouloir approfondir le sujet à travers une forme d'enquête plus proche de la vie quotidienne : l'écriture d'une fiction. Cette approche me permet d'ouvrir ma recherche à d'autres dimensions, en constituant une méthode pratique me permettant d'approfondir mes réflexions sur la relation entre l'humain et la technique, un axe central dans mon étude sur les serres à Da Lat. À travers cette double approche méthodologique, scientifique et narrative, je souhaite offrir une diversité de regards sur le sujet, enrichir l'analyse et donner davantage d'épaisseur conceptuelle à ma recherche.



Les serres de Cau Dat, Da lat, la nuit © TONG Thao Nguyen, 2016

GENÈSE D'UN TERRITOIRE SOUS SERRE

Da Lat, ville située sur les hauts plateaux du pays, bénéficie d'un climat tempéré. Depuis la première moitié du XX^e siècle, elle a été aménagée en station balnéaire des colons français. Avec l'ambition de concevoir une ville européenne en Indochine, des milliers de villas européennes ont été construites au milieu du paysage montagneux. À partir de 1945, lorsque la France amorce son retrait, abandonnant ainsi un projet inachevé de création d'une capitale fédérale pour l'Indochine française, la ville entre dans une nouvelle phase de son histoire. L'État vietnamien prend alors en main les efforts de reconstruction nationale et de redressement économique post-conflit. Dans ce contexte postcolonial, la ville s'ouvre progressivement à une diversité de couches sociales, devenant un territoire d'accueil pour toute personne animée par le désir de bâtir, de réinventer, et de participer à l'édification d'un avenir sur une terre perçue comme pleine de promesses et de potentiels pour quiconque

possédait suffisamment d'ambition et de volonté.

Depuis les années 1990, cette dynamique d'ouverture se manifeste également dans le domaine agricole. Thomas Hooft, un architecte néerlandais diplômé en horticulture dans une université de son pays, introduit à Da Lat la technique de culture sous serre. C'est à cette époque que les agriculteurs locaux découvrent pour la première fois cette méthode de production intensive. En 1994, il fonde Dalat Hasfarm, la première exploitation agricole sous serre de la région, marquant ainsi le début d'une nouvelle ère pour l'agriculture locale, désormais orientée vers l'innovation, l'exportation et une forme de modernisation qui transforme progressivement le paysage rural traditionnel.

Cette technique permet de protéger les cultures contre des facteurs nuisibles que les méthodes traditionnelles en plein air peinaient à maîtriser. Les conditions météorologiques défavorables rendaient les cultures très vulnérables: la saison des pluies entraînait l'engorgement des racines, le manque de soleil empêchait la croissance des plantes, l'humidité favorisée par les pluies provoquait l'apparition de champignons et de bactéries. En saison sèche, la chaleur excessive brûlait les feuilles, les sols devenaient pauvres, et les insectes proliféraient. Avec l'apparition des serres, ces difficultés ne sont plus une source d'inquiétude. (entretien personnel, NGUYEN Kim Long, mai 2025)

Conscients du «miracle» que représente l'agriculture sous serre, les agriculteurs de Da Lat se sont rapidement inspirés du modèle agricole de Dalat Hasfarm pour généraliser cette technique sur l'ensemble du territoire agricole. Avec le soutien des autorités locales, qui ont encouragé le développement de «l'agriculture de haute technologie» dès les années 2000 pour stimuler l'économie locale, le rêve d'une vie meilleure est devenu plus accessible pour de nombreux agriculteurs. La productivité a considérablement augmenté et des cultures à forte valeur ajoutée sur le marché vietnamien, comme les fraises ou les poivrons, ont commencé à être cultivées intensivement.

En près de 30 ans, la surface de serres à Da Lat a atteint 2 900 hectares sur les 5 688,48 hectares de la province de Lam Dong, ce qui représente environ 7,37% de la superficie de la ville (393,3 km²). L'agriculture est ainsi devenue un secteur clé, avec un développement fulgurant. Cependant, après près de 30 ans, les impacts environnementaux deviennent de plus en plus visibles : plus de 200 points de glissement de terrain causés

par la déforestation et la conversion des terres forestières en serres, des inondations plus graves, une augmentation des températures, et une pollution lumineuse accrue. En l'espace de 10 ans, environ 40 millions d'euros ont été dépensés pour réparer les dégâts liés aux catastrophes naturelles causées par les serres.

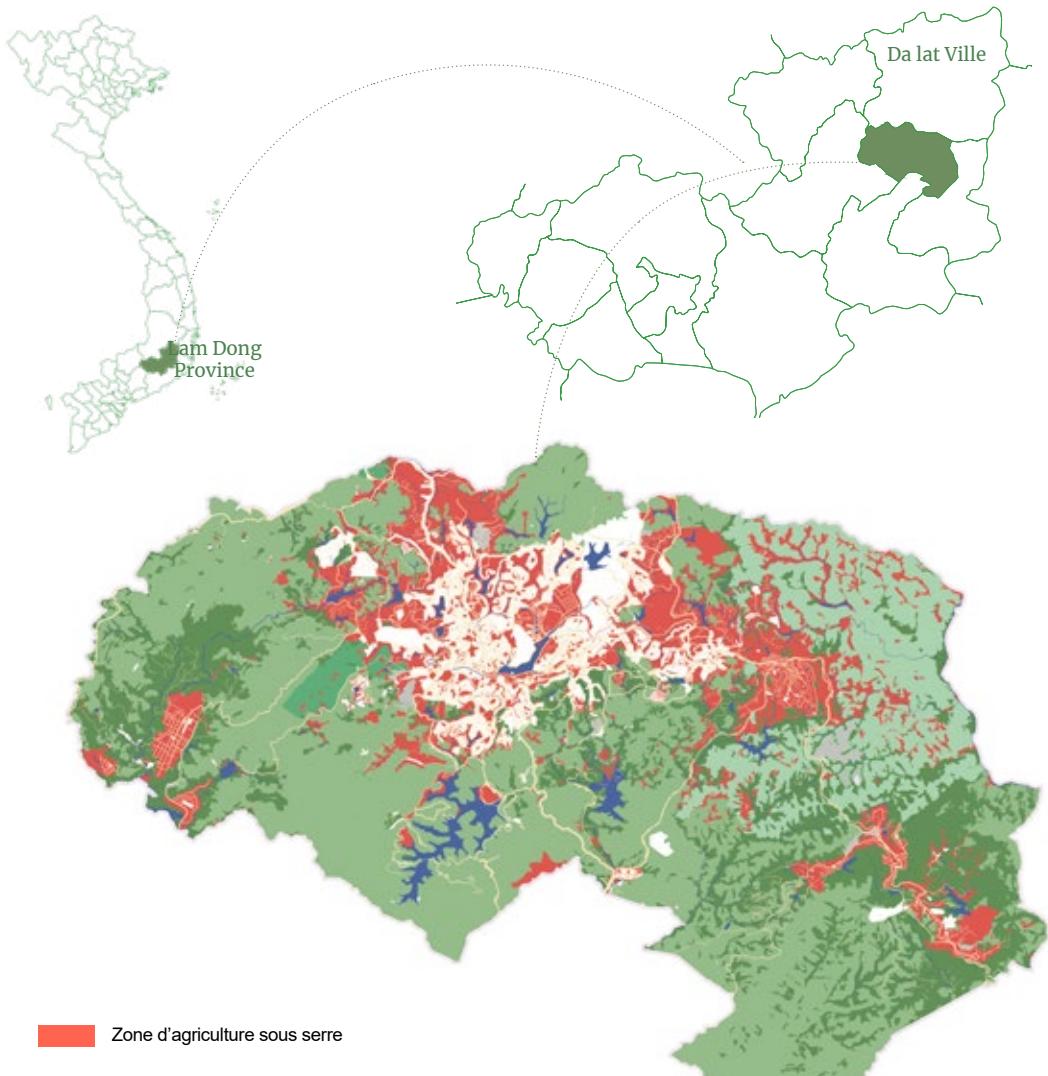
Face à cette situation, les autorités locales ont commencé par démanteler les serres construites illégalement sur des terres forestières. L'objectif fixé est de réduire d'ici 2025 la superficie des serres à 25%, contre 60% actuellement sur les terres agricoles. Toutefois, l'écart entre les objectifs politiques et la réalité de terrain souligne combien la serre dépasse aujourd'hui le simple cadre agricole. Ce constat invite à repenser la serre au-delà de ses fonctions productives immédiates, comme une infrastructure à la fois socio-spatiale et socio-technique.

Dès lors, elle s'impose non seulement comme une réponse technique à des défis agricoles, mais aussi comme un élément structurante du paysage, du tissu social et du mode de vie à Da Lat. Son expansion, sa généralisation, et aujourd'hui, les débats autour de sa réduction montrent qu'elle transforme profondément la manière d'habiter, de travailler et de produire, tout en modifiant notre relation quotidienne à l'espace vécu. (Heidegger, 1951)

La serre agit comme une entité technique totalisante (Ellul, 1977), au sens où elle mobilise non seulement des matériaux et des gestes, mais aussi des imaginaires, des politiques publiques et des rapports au territoire. En ce sens, elle peut être comprise comme un assemblage socio-technique, c'est-à-dire un réseau d'acteurs humains et non-humains qui co-produisent une réalité (Latour, 1987). Chaque bâche plastique,

chaque armature métallique, chaque système d'irrigation connectée, tout comme les pratiques agricoles, les décisions politiques ou les attentes du marché, participent à une configuration collective qui dépasse largement le simple cadre agricole. La serre cristallise ainsi des tensions entre modernisation et préservation, non pas uniquement la préservation du paysage ou de la nature, mais celle d'un rapport sensible, culturel et historique à l'espace.

Penser la serre, c'est donc penser l'ensemble des relations qu'elle met en jeu : entre l'homme et la nature, entre le local et le global, entre la mémoire d'un territoire et les projections vers son avenir. Dans ce sens, elle devient un véritable analyseur des mutations contemporaines de Da Lat, révélateur d'un basculement, d'un compromis fragile, ou peut-être d'une impasse.



Carte de répartition des serres à Đà Lạt fondée sur le plan de l'utilisation des sols de Đà Lạt à l'horizon 2030
© TONG Thao Nguyen

À ce stade de l'analyse, une question s'impose : comment traduire, autrement que par des données ou des concepts, l'épaisseur sensible de l'expérience vécue de la serre ?



Fiction, tiers lieu entre chercheur(se) et objet de recherche © TONG Thao Nguyen

LA FICTION COMME OUTIL DE RECHERCHE

Pour explorer cette interrogation, j'ai choisi d'adopter une démarche alternative, fondée sur la mise en récit. Écrire une fiction dont les personnages et les situations, bien que fictifs, reposent sur des connaissances empiriques : telle a été l'ambition du récit «Sous la brume». Le cadre spatio-temporel, quant à lui, s'ancre dans une réalité bien tangible, celle de Da Lat à la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e siècle. Les événements traversés par les personnages s'inspirent également de faits historiques, mais certains éléments allégoriques ont été introduits pour exprimer des strates de sens que l'écriture conventionnelle, plus descriptive ou théorique, peine à faire émerger.

Dans les premières phases de la recherche, cette méthode m'a permis d'alterner entre un mouvement de recul et un mouvement d'avancée dans ma propre perception. Elle m'a aidée à organiser les données recueillies et à les transformer en un discours plus fluide et plus convaincant. Elle a aussi «insufflé une âme» à un objet d'étude a priori technique et aride, en permettant une mise en récit plus sensible et plus accessible des phénomènes qui l'entourent.

En choisissant comme objet d'étude le rapport entre la technique et l'humain, je me suis interrogée sur les moyens de restituer cette relation de manière perceptible et humaine.

Mon objectif était de traduire les concepts et les premières observations de recherche en récits proches de l'expérience vécue, engageant une forme d'implication personnelle. Les fragments poétiques et les souvenirs personnels que j'ai rédigés au fil du temps m'ont servi de point d'ancre, mais aussi de source d'inspiration pour orienter ma démarche vers une méthode que je n'avais pas encore formalisée à ce stade.

Cen'est qu'après coup que j'ai découvert que cette forme d'écriture s'apparente à une variante de ce que l'on appelle, dans le monde académique anglo-saxon, la *creative nonfiction*. Comme l'analyse Johana Kotišová (2020), ce genre hybride prend racine dans le réel, tout en adoptant les formes narratives proches du roman. Le terme *nonfiction*, souvent mal compris, ne signifie pas l'absence totale de fiction, mais désigne, selon la critique littéraire Barbara Lounsberry (1990), un sujet issu du monde réel, par opposition à une création entièrement issue de l'imaginaire de l'auteur ou l'autrice. Le principe fondamental de la *creative nonfiction* consiste ainsi à conjuguer rigueur factuelle et approche narrative imaginative.

Dans le cadre de mon travail, cette méthode m'a permis de pallier les manques d'information concernant une période passée, notamment les années charnières de la mutation agricole à Da Lat. Grâce à l'imagination et à la formulation d'hypothèses, j'ai pu combler certaines lacunes documentaires tout en maintenant une fidélité au contexte historique. Cette tension constante entre ancrage réel et liberté narrative m'a permis d'élaborer des personnages et des dynamiques d'action cohérentes et plausibles, sans recourir à des inventions arbitraires qui trahiraient le terrain.

L'un des apports essentiels de cette méthode est qu'elle reconfigure la relation entre l'autrice

et son objet d'étude : cette relation n'est plus unilatérale, elle se rejoue dans un «tiers lieu» symbolique, celui de la fiction. Ce détour narratif devient alors une médiation qui permet d'explorer autrement les expériences, les savoirs, les affects, et d'ouvrir à de nouvelles dimensions dans la compréhension du phénomène étudié. En retour, la fiction, elle reconfigure également l'objet de recherche lui-même en lui conférant de nouvelles strates de sens. Ce qui était initialement perçu comme un matériau empirique, aride et technique, se trouve ainsi investi d'une valeur narrative et symbolique qui en modifie la compréhension.

Bien sûr, cette approche soulève une question centrale : où se situe la limite entre fiction et vérité ? Quelle part de réel et quelle part de fiction peut-on accepter ? Ces interrogations touchent à la fois au statut de ce type d'écriture et à la place de la subjectivité dans la recherche. Dans mon cas, le récit a été écrit avant que je prenne conscience de cette méthode et de ses règles implicites. Certaines figures surnaturelles y ont donc été introduites, afin d'incarner des niveaux symboliques de sens, quitte à dépasser parfois les « limites » d'une fiction ancrée dans le réel.

Cependant, c'est précisément dans cette zone d'interférence entre vérité et imagination que se dessine un potentiel heuristique nouveau. Cette porosité ouvre des dimensions inédites pour penser autrement l'objet d'étude, en mettant en jeu des formes sensibles de savoir. Comme le souligne Johana Kotišová (2020), citant Zygmunt Bauman, l'ambition de cette approche est bien de « démolir les murs de l'évidence et de ce qui va de soi» (demolish the walls of the obvious and self-evident). Ainsi, loin de brouiller la recherche, la fiction, lorsqu'elle est assumée comme méthode, devient un outil de dévoilement, capable de questionner, de déplacer, et d'élargir notre compréhension des phénomènes étudiés.

FICTION « SOUS LA BRUME »

« Sous la brume » est une fiction racontant la quête d'un homme, Joel, à la recherche de son épouse, Ly, soudainement disparue, tout en fuyant un groupe mystérieux qui le poursuivait. À travers ce voyage, ponctué de souvenirs et de rencontres avec divers personnages, le protagoniste dresse le portrait de la ville et dévoile progressivement l'histoire des serres, perçue différemment selon les points de vue de chacun.

Des éléments fantastiques, volontairement intégrés, élargissent le champ de perception du récit : ils traduisent à la fois l'intention de l'autrice et laissent au lecteur la liberté d'en formuler sa propre interprétation.

L'analyse des significations portées par chaque personnage permet, peu à peu, d'assembler les pièces du puzzle que constitue l'histoire des serres, replacée dans son contexte économique et social à Da Lat, entre la fin du XXe siècle et le début du XXI^e.

• *Joel & Nam*

Le personnage principal, Joel, est un jeune homme étranger passionné par l'agriculture, possédant également des connaissances solides dans ce domaine. Il arrive à Da Lat dans les années 1990, à une époque où le Vietnam entame la reconstruction du pays après la guerre contre l'armée américaine, qui s'est achevée en 1975. Quinze ans après la paix, le pays commence à s'ouvrir à de nouvelles opportunités. C'est dans ce contexte que Joel, curieux de découvrir de nouveaux horizons, n'hésite pas à s'installer dans cette région encore en retard et dépourvue de nombreux moyens par rapport à son pays d'origine, un pays européen.

Cependant, dès son arrivée sur les hauts plateaux, accueilli par les brumes matinales et l'air frais rappelant celui de l'Europe, Joel tombe immédiatement amoureux de la ville. Il est séduit par sa beauté encore sauvage : les collines de pins à perte de vue, les lacs aux eaux turquoise et les dizaines de cascades parsemant le paysage qui offrent à cette ville un charme unique que peu d'autres villes vietnamiennes possèdent. Ce lieu d'exception, autrefois exploré par les Français lors de la

période coloniale en Indochine (1890-1950), était surnommé « la petite France des tropiques ». Par ailleurs, Da Lat est aussi une ville-centre ayant été développée pendant la colonisation française : des bâtiments d'architecture européenne y subsistent encore et l'on y retrouve une société marquée par un certain « eurocentrisme » (Nguyen, 1979), notamment chez les intellectuels et les artistes aspirant à bâtir un « Paris de l'Extrême-Orient », perpétuant certaines valeurs culturelles occidentales dans la période postcoloniale. C'est dans ce contexte que Joel ressent un mélange d'étrangeté et de familiarité, une forme d'intimité culturelle avec cette terre de confluence.

Constatant que le climat et les sols y sont particulièrement propices à l'agriculture, notamment à la culture de fleurs ou de légumes tempérés comme la laitue, la carotte ou le poivron ; Joel, jeune homme à l'esprit fertile, ambitieux, progressiste et visionnaire, décide d'investir dans la production agricole. Il développe la technique de la culture sous serre, une méthode totalement nouvelle et étrangère pour les agriculteurs locaux.

« L'aube n'était plus qu'à quelques heures. Debout au sommet de la colline, Joel restait figé devant le paysage envoûtant qui s'étendait à ses pieds. Les serres, serrées les unes contre les autres, s'étiraient silencieusement le long des pentes, ondulant au rythme des courbes. Leurs toits plissés formaient un immense drapé vivant, ondoyant sans fin au souffle du vent. La brume nocturne commençait à descendre, retenant l'esprit du voyageur égaré dans un monde tout blanc. Sous ce voile transparent tendu de toutes parts, les blessures pas encore guéries, les fautes qu'on souhaiterait enfouir à jamais, étaient dissimulées, ne laissant derrière elles qu'une teinte monochrome muette. Pour Joel, cela avait toujours été la plus solide des carapaces face à la fragilité humaine. Ces cages blanches ne conservaient pas seulement la vie, elles gardaient aussi la mémoire et le temps.» (Extrait de la fiction « Sous la brume »)

Depuis que Homo Erectus a quitté les grottes d'Afrique, et plus tard lorsque Homo Sapiens érigea des campements temporaires sur les savanes arides du continent australien, l'humanité a commencé à s'éloigner des abris naturels pour choisir activement des espaces de vie adaptés aux conditions de la chasse et de la cueillette. Ce comportement ne relève pas simplement d'une adaptation biologique, mais révèle une orientation profonde vers l'émancipation vis-à-vis de la nature, ou pour le dire autrement, une première réponse face à la nature, maîtresse capricieuse.

S'il est difficile d'affirmer que ce désir était déjà inscrit dans le génome évolutif, il semble clair que l'usage des techniques pour structurer l'environnement de vie a joué un rôle déterminant dans l'histoire des savoirs humains.

Joel, avec sa foi inébranlable en la rationalité, la productivité et la planification, incarne l'héritier de cet esprit. En lui, l'idéal de

« libérer l'homme de l'incertitude naturelle » se concrétise à travers la serre, outil agricole de haute technologie qu'il perçoit comme le vecteur de sa propre mission.

« Ce que j'apporte, c'est la liberté », affirma Joel. Il était convaincu d'avoir rendu aux gens leur autonomie, maintenant qu'ils n'avaient plus à lever les yeux au ciel pour implorer la pluie, ni à pleurer devant une saison de sécheresse. »

Le tournant décisif dans le parcours de Joel se produit au moment de sa confrontation avec Hai, son tout premier ami proche à Da Lat, à propos de l'impact environnemental des serres. Tous deux avaient pourtant marché côte à côte dans le développement de ce modèle agricole. Un article publié par Hai dans un journal local, critiquant la technologie des serres et les conséquences qu'elle peut engendrer sur l'environnement lorsqu'elle n'est pas appliquée avec prudence et contrôle, agit comme une rupture.

Pour Joel, cet acte représente une trahison de la confiance et une remise en cause des valeurs qu'il a toujours respectées dans leur relation, ainsi que de la mission qu'il a toujours cru juste.

« [...] Quelques forêts disparues, quelques lacs comblés, quelques ruisseaux asséchés... Au fond, qui donc avait permis que tout cela arrive ? Il ne pouvait pas contrôler le désir illimité des hommes de maîtriser leur destin et d'éradiquer leur propre faiblesse. Il n'avait forcé personne. C'étaient eux qui avaient choisi de troquer ce que l'on considérait jadis comme sacré contre un peu de satisfaction dans le confort matériel, aussi éphémère soit-il. Alors, il accusa cette vieille idéologie poussiéreuse qui, selon lui, avait transformé les habitants d'ici en êtres apeurés comme Hai, effrayés par le changement, la défaite, et jusqu'à leur propre désir. S'il y avait

bien quelqu'un qui avait offert un avenir meilleur à ces gens, c'était lui, Joel.

Il conclut sa déclaration, véritable manifeste, devant le regard figé de Hai, celui-là même qui avait rédigé l'article visant directement le fonctionnement destructeur pour l'environnement de la zone de serres. >>

L'émergence du dispositif technique suscite l'illusion d'une émancipation, une victoire de la rationalité humaine collective sur les limites de la nature. Mais cette promesse peut se retourner contre l'homme lui-même : s'il n'est pas vigilant, l'humanité risque de s'aliéner dans une servitude silencieuse à l'égard du système technique. (Ellul, 1977)

« Depuis la dispute de ce jour-là, Joel avait disparu, en quelque sorte. Il s'était plongé dans le travail comme un possédé, s'enfermant jour et nuit dans son bureau. Les seuls à le voir régulièrement étaient les ouvriers des serres, les marchands de semences et quelques propriétaires terriens, bien plus souvent que Ly elle-même.

[...] On disait que Joel avait vendu son âme au diable. Certains affirmaient l'avoir vu murmurer seul dans la serre, s'y enfermant toute la nuit sans en sortir. >>

Joel, en perdant sa capacité de discernement et de réflexion critique, devient à son tour esclave de la logique technicienne qu'il avait pourtant cru maîtriser. Ce n'est plus lui qui dirige la technologie, c'est la technologie qui le dirige.

L'homme habité par un rêve d'émancipation devient le vecteur d'un enfermement, et tout autour de lui se dégrade, ses relations, son environnement, et sa propre humanité.

Cependant, Joel n'arrive toujours pas à accepter ses erreurs et espère trouver la

rédemption à travers Nam, un double imaginaire que Joel projette pour se justifier, se confronter, ou même se sauver.

Présenté comme un paysan robuste, impulsif, parfois vulgaire, Nam exprime, de manière crue, ce que Joel ne peut pas se dire frontalement. Il admire Joel, voire l'idéalise. Il parle de lui comme d'un sauveur, un homme visionnaire que les autres villageois ne comprennent pas. Cette voix de louange, mise dans une bouche étrangère, permet à Joel de mieux se convaincre lui-même de la validité de son projet.

Mais Nam ne se contente pas de flatter. À travers ses élans verbaux et son état d'ivresse, il finit par prononcer des mots énigmatiques, presque prophétiques :

« Ton jardin de fleurs, il est vraiment magnifique. Mais tu sais, le diable convoite toujours ce qui est le plus beau ! >>

Là où Joel voyait un espace de beauté, d'ordre, de maîtrise, Nam y voit un objet de convoitise maléfique, un lieu de tentation. C'est ici que Nam dépasse le rôle de simple alter ego rustique : il devient une voix oraculaire, une conscience archaïque, qui avertit et qui sait qu'aucun progrès n'est sans contrepartie. C'est peut-être à ce moment que Joel, sans le dire, commence à douter, commence à trouver un salut.

En conférant à un paysan le droit de parole, en laissant cette figure marginale lui dire la vérité crue, Joel commence à faire vaciller son propre système de croyances. Nam devient ainsi le symptôme d'un retournement intérieur, une tentative désespérée, mais lucide, de se reconnecter au réel.

Le personnage de Joel incarne un paradoxe fondamental dans la relation entre l'homme

et la technique : parti du désir de maîtriser la nature pour affranchir l'humanité de l'incertitude, il finit, à mesure qu'il perfectionne les outils, par se laisser gouverner par eux, jusqu'à perdre le sens de lui-même. Joel n'est plus un sujet pleinement souverain de l'action technique, mais devient progressivement orienté, voire déterminé, par l'idéal technocratique auquel il s'était d'abord entièrement voué.

À travers ce destin, Joel révèle une vérité profonde : la technique, loin d'être neutre, acquiert une puissance propre qui agit sur l'homme autant qu'elle est façonnée par lui. Elle devient un « pharmakon » (Stiegler, 2010), à la fois remède et poison, forçant l'être humain à se redéfinir constamment dans son rapport aux outils qu'il conçoit. Joel devient ainsi le miroir d'une tension permanente entre l'espérance d'une vie meilleure rendue possible par la technique, et le risque de se perdre soi-même dans les logiques qu'elle impose.

•

Ly

Ly, l'épouse de Joel, était issue d'une famille de lettrés de Da Lat. Ses grands-parents appartenaient à l'élite intellectuelle de la cour impériale, installée sur les hauts plateaux dans les années 1950. À cette époque, l'empereur Bao Dai, dernier souverain de la dynastie féodale, avait autorisé une forme d'« immigration de travail » et encouragé l'arrivée de Vietnamiens (Kinh) à Da Lat pour participer à la transformation urbaine de la ville.

Cette période est également connue sous le nom de « Vietnamisation » de Da Lat (Nguyen, 2016), moment où les Vietnamiens commencèrent à s'établir durablement sur un territoire qui, sous la période coloniale, était réservé quasi exclusivement aux colons occidentaux, tandis que les peuples autochtones (les « Moïs ») étaient cantonnés aux marges et principalement exploités comme main-d'œuvre servile dans les travaux de construction et les tâches pénibles au service de l'administration coloniale.

Ly représente ainsi la troisième génération de cette vague d'immigration cultivée. Elle grandit dans un environnement nourri de valeurs traditionnelles, à une époque où la nature n'était pas encore perçue comme un adversaire de la technique. Mais son héritage intellectuel familial lui permet aussi d'avoir très tôt accès à des savoirs scientifiques et progressistes. Elle incarne une figure de passage, un pont entre le local et l'étranger, entre l'héritage et l'ouverture.

Dotée d'une intelligence vive et d'un esprit ouvert, elle n'éprouve ni crainte ni réserve à l'idée de rencontrer un homme étranger. Un jour, alors qu'elle part cueillir des champignons avec sa sœur cadette dans la région montagneuse de Dankia, elle croise Joel, en mission de terrain dans cette même zone. Sur cette colline de pins verdoyants, sous la lumière limpide d'un après-midi d'été, deux êtres issus de cultures différentes se rencontrent. Animés par le même désir de

découvrir ce que l'autre porte en lui, ils sont aussitôt attirés l'un vers l'autre.

Elle marche à ses côtés dans la réalisation du plus grand rêve de son mari. Elle reconnaît en lui une volonté sincère, un élan qui fait écho à son propre idéal : celui d'un monde qu'il faut soigner, préserver et faire grandir. Pour Joel, cela passe par la technique. Pour Ly, par l'observation, l'écoute, la compréhension et le lien vivant aux choses.

« Il se souvenait du visage lumineux de Ly quand elle lui parlait de la saison des kakis mûrs. Toute la vallée, disait-elle, ressemblait alors à une toile de Jan Toorop, avec les rouges, les oranges et les jaunes entremêlés des fruits à maturité. Elle disait : là-bas, le temps appartient aux kakis, et les humains ne sont que des passagers. »

Elle n'a pas besoin d'un discours grandiloquent pour exister : Ly est l'incarnation d'une résistance douce. Sa tendresse, ses amitiés, sa présence dans le



Illustration pour la fiction « Sous la brume » © TONG Thao Nguyen

quotidien, que ce soit au marché avec Hong, vendeuse locale devenue une amie proche, ou dans le jardin de kakis aux côtés du vieil homme, dessinent une autre manière d'être au monde. Ce sont les liens tissés avec le territoire et avec les êtres qui lui donnent la force de tenir face à l'aliénation progressive de Joel, lorsqu'il s'enferme dans ses obsessions technocratiques. Même quand Joel ne perçoit plus sa présence, qu'il rejette sa réalité et l'amour qu'ils ont bâti ensemble, Ly n'a jamais cessé d'être là. Son silence est son existence.

Ly n'est pas une héroïne tragique au sens classique. Elle est une présence silencieuse, un lien vivant, une force tranquille qui traverse l'histoire sans jamais chercher à la dominer. Dans un monde où la technique prend le pas sur l'émotion, elle incarne une

autre forme de savoir : celui de l'écoute, de l'attention et de la patience.

Elle aime, elle accompagne, elle sacrifie jusqu'au bout.

« Joel ! Joel ! » La voix désespérée de Ly retentit au loin. Un instant d'inattention des hommes retenant Joel suffit pour qu'il se libère et fonce de nouveau sur Hi avec ses dernières forces. Hong réagit aussitôt, tirant Hai vers elle. Joel, déséquilibré, tomba en avant dans le brasier, englouti par les flammes voraces. Sans hésiter, Ly se jeta à sa suite dans le feu, suivant l'homme qu'elle aimait. La dernière chose que l'on vit fut sa robe blanche immaculée se faire dévorer par les flammes écarlates. Le feu consuva tout, sous un ciel étoilé.»



Hai & Hong

Hai et Hong sont des amis d'enfance, originaires du village de fleurs de Ha Dong, un ancien village horticole fondé par des paysans venus du nord du Vietnam, réputés pour leur savoir-faire dans la culture florale. Les grands-parents de Hai et Hong faisaient partie de ces familles migrantes installées à Da Lat dès 1938, pour cultiver légumes et fleurs au service des colons français.

Hai est un esprit curieux et avide de savoir, influencé par la vague d'intellectuels et d'artistes des années 1950 et par l'essor des établissements universitaires à Da Lat, ville qui prônait alors les politiques éducatives ambitieuses. Bien qu'issu d'une famille d'agriculteurs, Hai a toujours su accéder à l'éducation grâce à ses propres efforts. Il est à la fois paysan et écrivain. Marqué par l'héritage d'un grand rédacteur en chef des années 1950, un homme courageux qui osa exprimer des opinions opposées au régime monarchique de Bao Dai, Hai fait sienne la devise de ce dernier : « La presse est le rayon de lumière de la culture, elle doit éclairer toute la nation. ». Cette conviction guide sa plume : il n'hésite pas à dire la vérité, même si cette vérité risque de briser un ami cher.

Aux côtés de Joel dès les débuts de son rêve d'agriculture sous serre, Hai partage ses connaissances du territoire, un territoire qu'il connaît mieux que quiconque. Hai comprend que l'innovation n'est pas néfaste en soi, mais que détachée du rythme naturel, elle peut devenir destructrice. Il ne rejette pas la serre, mais il interroge ses dérives, ses conséquences à long terme, sa tendance à déshumaniser le vivant.

Hong, quant à elle, est l'archétype de la femme vietnamienne traditionnelle. Elle est profondément attachée à la famille, au soin du foyer, à la transmission silencieuse. Hong incarne une mémoire vivante : celle d'une terre qu'elle connaît depuis toujours, où elle est née, a grandi et construit sa propre famille.

Face à la fureur de Joel, face à la disparition de Ly, Hai et Hong demeurent sereins, attentifs, et silencieux témoins des bouleversements. Ils sont les seuls à ne pas se perdre dans la tempête. Leur force vient de leur stabilité, de leur enracinement, de leur fidélité à un rythme de vie plus lent, plus respectueux.

Ils ne sont pas les héros de l'histoire. Mais sans eux, il n'y aurait plus de mémoire à transmettre, plus de point d'ancrage. Ils incarnent ce qui reste quand tout le reste brûle.

La créature mi-homme mi-bête

Aux côtés des personnages centraux, il convient également de mentionner un ensemble de personnages secondaires, parmi lesquels se distingue la figure de la créature mi-homme mi-bête, ainsi que le groupe d'êtres étranges qui pourchassent Joel et apparaissent de manière plus explicite dans le chapitre intitulé « La Danse ».

Personnage énigmatique, presque fantomatique. Dépourvue de nom, de voix, de fonction clairement identifiée dans le récit, cette créature n'en demeure pas moins présente : elle suit, elle danse, elle traque. Sa présence silencieuse et inquiétante fait d'elle un symbole ambivalent, un point de croisement entre deux forces invisibles : la Mort et la Nature.

« Soudain, l'un d'eux commença à bouger. Sa tête s'inclina légèrement, puis son torse se mit à osciller doucement, ses bras tendus à hauteur d'épaule balançant au même rythme. Puis un autre, puis un autre encore, bientôt, tous se balançaient à l'unisson, leurs corps ondulant de gauche à droite, souples comme une prairie de roseaux bercée par le vent.

Joel s'approcha davantage. Il tenta de discerner les visages cachés sous les larges capuchons, à la lueur émanant de la serre. Un frisson glacé lui parcourut l'échine. Sous les étoffes noires n'apparaissaient pas des visages humains, mais des museaux d'animaux, longs, recouverts d'un pelage brun pâle comme du lait, bougeant au rythme d'une mélodie invisible. À ce stade, il ne comprenait plus ce qui avait triomphé de son instinct de survie pour le maintenir figé sur place. Puis il baissa les yeux vers leurs pieds : des pattes couvertes de fourrure, terminées par des griffes longues et acérées, enfoncées dans le sol,

martelant la terre au rythme de cette danse étrange.»

Vue sous un certain angle, cette créature peut être interprétée comme une incarnation de la Mort, venue chercher Joel, ou plutôt ce qu'il reste de lui, un « esprit perdu », errant entre souvenirs, hallucinations et regrets.

Mais cette même créature peut aussi être vue comme une émanation de la nature elle-même. Une nature défigurée, blessée, mais encore vivante. Elle ne parle pas, parce que la nature ne discute pas, ne négocie pas, surtout pas avec les systèmes qui prétendent la réguler. Elle constate, absorbe, revient. Elle est là, sous forme d'un être sans langage, sans morale.

Le corps mi-homme mi-bête évoque des créatures archaïques, incarnation d'une force « divine » de la nature, mais il renvoie aussi à tout ce que l'humanité a toujours cherché à dominer, isoler et exploiter. Cette incarnation de la nature, elle ne vient pas pour punir, mais pour rappeler. Elle vient rappeler à Joel ce qu'il a laissé derrière lui : ce qu'il a oublié, ce qu'il a refusé de voir, et ce qu'il a fini par perdre.

Cette créature ne dit rien, mais elle dit tout. Elle n'est pas un personnage, mais une présence. Dans un monde saturé de mots, de justifications et de calculs, elle est le silence du réel, un réel que la technique tente d'effacer. Et c'est ce silence-là, plus lourd que n'importe quelle parole, qui pèse sur tout.

LA SERRE COMME SEUIL : ENTRE PROMESSE ET TRANSFORMATION

Comme Joel, errant dans la brume, à la recherche de son épouse et des vérités cachées, je trace moi aussi mon propre chemin pour éclairer les histoires ambivalentes et donner sens à ma recherche. Plutôt que de me positionner en chercheuse s'appuyant uniquement sur des données et des chiffres, je choisis ici la posture d'une conteuse, explorant les récits et les vécus qui échappent aux seules statistiques.

Cette posture, entre conteuse et observatrice, guide mon regard lorsque je reviens à Da Lat, une ville suspendue entre ses racines profondes et les frémissements d'un futur encore incertain. L'agriculture sous serre est encore une fois une véritable pharmakon de la région, comme Stiegler l'écrit : « la technique joue un rôle essentiel parce qu'elle est éminemment pharmacologique en particulier en tant que système d'organes artificiels qu'elle forme à l'âge industriel. » (Stiegler, 2010, p.36). Elle est à la fois pilier économique et agent de transformation territoriale.

Ce double visage se manifeste aussi dans le rapport qu'elle entretient avec les habitants. Car la serre n'est pas un simple outil au service de l'humain, mais un environnement technique avec lequel les habitants coexistent, s'adaptent, et parfois même s'attachent. La cohabitation est complexe, tissée d'émotions, de dépendances, et d'habitudes quotidiennes.

Ces observations soulèvent néanmoins des questions fondamentales sur l'évolution de ce que les géophysiciens nomment la « technosphère » - l'ensemble du système technologique forgé par les humains et dont le fonctionnement joue un rôle planétaire aussi important sur les environnements que le fonctionnement de la biosphère ou de l'hydrosphère (Haff, 2014). Jusqu'où ce modèle évoluera-t-il à Da Lat ? Quels chemins les habitants traceront-ils avec cette technique ? L'agriculture sous serre peut-elle être comprise comme une entité technique révélant, au sein de la technosphère, des dynamiques entremêlées d'aliénation, de co-évolution sociotechnique et de reconfiguration territoriale ?

Ces questions ne visent pas à condamner ni à célébrer la technique, mais à interroger les formes de vie qu'elle engendre. Entre emprise et dépendance, entre mémoire et mutation, la serre devient une figure ambivalente : à la fois abri et lisière, promesse et piège.

La fiction « Sous la brume » - un poème inachevé - nous laisse une question en suspens : Et si la serre, loin d'être une prison, devenait un seuil ?

Et si, sous la brume, persistait une chance de tout reprendre, non en asservissant la terre, mais en l'habitant à nouveau, avec tendresse et lucidité ?

« Face à tout cela... Joel, tu crois qu'il reste encore un autre choix ? »



Bibliographie

1. ELLUL, Jacques, *Le système technicien*, Paris : Calmann-Lévy, 1977, 334 p.
2. SIMONDON, Gilbert, *Du mode d'existence des objets techniques*, Paris : Aubier, 1958, 368 p.
3. STIEGLER, Bernard, *Ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue : De la pharmacologie*, Paris : Flammarion, 2010, 262 p.
4. HAFF, Peter K., « *Technology as a Geological Phenomenon: Implications for Human Well-Being* », Geological Society, London, Special Publications, vol. 395, 2014, p. 301-309.
5. HEIDEGGER, Martin, *Bauen, Wohnen, Denken*, conférence prononcée en 1951, trad. française : *Construire, habiter, penser*, in : *Essais et conférences*, Paris : Gallimard, 1958.
6. MUMFORD, Lewis, *Technics and Civilization*, New York : Harcourt, Brace and Company, 1934, 495 p.
7. LOUNSBERRY, Barbara, *The Art of Fact: Contemporary Artists of Nonfiction*, New York : Scribner, 1990, 210 p.
8. LATOUR, Bruno, *La science en action : Introduction à la sociologie des sciences*, Paris : La Découverte, 1987, 672 p.
9. LAGISQUET, Ernest Hébrard, *Plan directeur de Da Lat (dit plan Lagisquet)*, 1943, document d'urbanisme colonial, non publié.
10. NGUYEN, Vinh Nguyen, *Da Lat một thời hương*, Hồ Chí Minh-Ville : NXB Trẻ, 2016, 400 p.
11. KOTIŠOVÁ, Johana, *Creative Nonfiction in Social Science: Towards More Engaging and Engaged Research*, 2020.
12. Báo Lâm Đồng. (2024, 19 septembre). Đà Lạt dẫn đầu về diện tích nhà kính phục vụ sản xuất nông nghiệp. Consulté le 23 juin 2025, sur <https://baolamdong.vn/kinh-te/202409/da-lat-dan-dau-ve-dien-tich-nha-kinh-phuc-vu-san-xuat-nong-nghiep-83f33e3>
13. LÂM ĐỒNG TV, « *Lâm Đồng chủ động phòng chống sạt lở mùa mưa* », Đài Phát thanh - Truyền hình Lâm Đồng, 2023. Consulté le 10 mai 2025, sur : <http://lamdongtv.vn/tin-tuc-n27907/lam-dong-chu-dong-phong-chong-sat-lo-mua-mua.html>.
14. ACTUALITÉ, « *La creative non-fiction : une littérature sans compromis* », Actualité.com, 21 décembre 2015. Consulté le 22 juin 2025, sur : <https://actualite.com/article/35658/presse/la-creative-non-fiction-une-litterature-sans-compromis>.
15. NGUYEN, Kim Long, entretien personnel, mai 2025

Illustration pour la fiction « *Sous la brume* »
© TONG Thao Nguyen

Urbanisme, aménagements et dynamiques métropolitaines



Métropolisation par l'industrie du loisir

Sergio García Silva

Analyse comparative des dynamiques d'enracinement territorial des parcs à thème :

Les cas de Disneyland Paris (DLP) et de PortAventura Barcelone (PAW)

Mots clés : Parc à thème ; métropolisation ; industrie de loisir ; divertissement ; enracinement territorial ; infrastructure de loisir ; développement urbain ; touristification ; dynamiques ; industrie ; cité industrielle ; EPCOT ; synergies ; dissonances ; accessibilité.

0 / INTRODUCTION

Le concept de parc à thème est généralement utilisé de manière péjorative pour désigner ce qui est perçu comme artificiel ou esthétiquement simplifié (Brunel, 2006). Dans cet article, nous choisissons de considérer cet élément de divertissement comme un centre de culture et d'éducation, allant au-delà d'une simple industrie de production. Il s'agit d'un lieu permettant l'accès aux arts plastiques et interprétatifs, aux sciences ainsi qu'à l'ingénierie. Les parcs à thème sont des infrastructures de loisir qui peuvent générer des flux de consommation comparables à ceux d'une ville. De ce fait, ils dépassent le simple cadre local et peuvent s'inscrire dans des dynamiques socio-économiques plus larges, avec des impacts potentiels à différentes échelles, du quartier jusqu'à l'international (Leigh Star, 2018). Ils sont parfois mobilisés pour favoriser le développement urbain, en attribuant au loisir un rôle de "articulateur" - qui structure en mettant plusieurs éléments en relation - du territoire, participant ainsi au processus de métropolisation (Fig. 1). Cette métropolisation ne se réduit pas à une simple croissance urbaine, elle implique des transformations profondes des dynamiques économiques, urbaines et

sociétales (Lévy, 2003). L'industrie du loisir ne cesse de se développer. On assiste à une multiplication des parcs, des infrastructures et des formes d'étalement liées à ce type d'équipement. En raison de leurs impacts potentiels à différentes échelles — qu'il s'agisse d'inégalités territoriales, d'artificialisation des sols, de transformations des dynamiques locales ou encore de phénomènes de touristification — il devient essentiel d'envisager ces infrastructures avec le sérieux approprié. Il convient d'analyser les synergies qu'elles peuvent entretenir avec les dynamiques propres aux territoires dans lesquels elles s'inscrivent. C'est peut-être dans la notion d'enracinement, entendue ici comme la capacité d'une infrastructure de loisir à s'inscrire durablement dans un territoire, que se situe la clé pour comprendre les effets des synergies ou des dissonances de ces dynamiques. Le terme « enracinement », tel qu'employé dans ce texte, désigne les liens tissés entre l'infrastructure et le territoire ; ces liens ne deviennent véritablement positifs que lorsqu'ils se traduisent par des pratiques sociales, des formes d'organisation économique et des modes de vie familiaux ancrés dans le contexte territorial local (Boudjaaba, 2019).



EPCOT Master Plan 1966-67. Source: The Walt Disney Company via the-original-epcot.com

En quoi l'industrie du loisir contribue-t-elle au processus de métropolisation ? Quels sont les impacts des synergies et dissonances des processus d'enracinement des infrastructures de loisir ?

Cet article propose de construire une grille d'analyse permettant d'interroger les dynamiques des territoires accueillant des infrastructures de loisir. Pour élaborer les critères on va regarder les phases d'avant, pendant et après l'implantation et plusieurs

dimensions : sociale, physique et fonctionnelle (ou dynamique). En parlant des limites de la recherche, on trouve la difficulté d'accès aux données et informations spécifiques des entreprises privées, la complexité de la représentation de la grille d'analyse qui peut utiliser la subjectivité, et l'obstacle de la généralisation d'un sujet si compliqué avec un modèle analytique qui concerne que 2 études de cas.

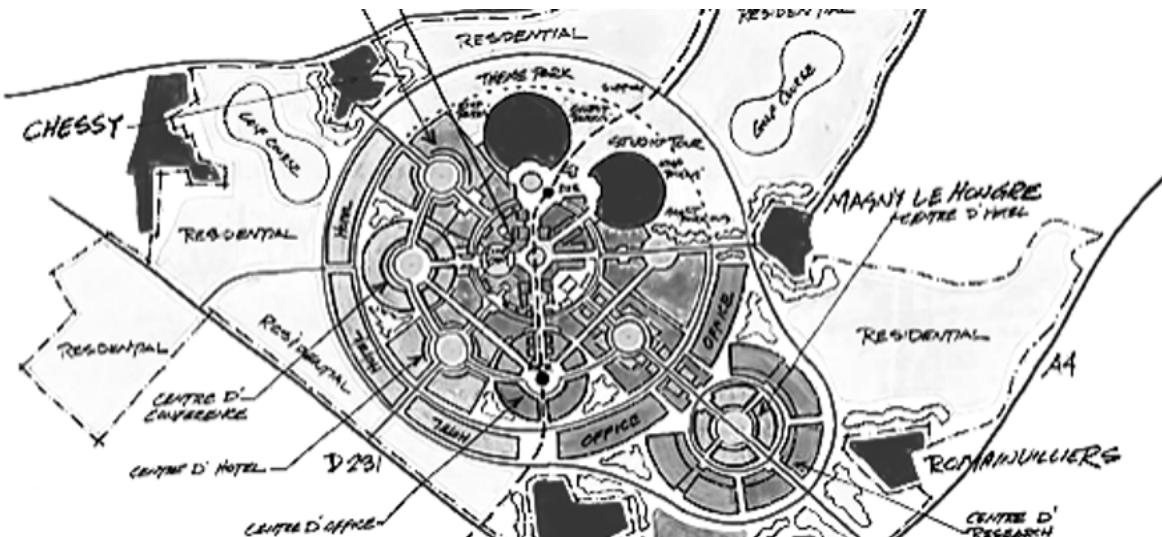


Fig. 1. L'un des premiers master-plan d'Eurodisney (1988) Source : [@thesequoiacast sur Reddit](#).

ACTE I

Le loisir et la ville

1.1 / Habiter le loisir

Le divertissement et le loisir ont toujours fait partie de la ville (Langlois, 1991). Des formes d'infrastructures de loisir existent depuis des siècles. On peut citer les foires au Moyen Âge, les folies de la fin du XVIII^e siècle, ou encore le Jardin d'acclimatation, inauguré en 1860, considéré comme le premier parc de loisir en France. Les parcs d'attractions situés en milieu urbain participent activement aux dynamiques des quartiers dans lesquels ils s'implantent. En Espagne, on trouve plusieurs exemples emblématiques : le Tibidabo à Barcelone, le Parque de Atracciones à Madrid, Isla Mágica à Séville ou encore Monte Igueldo à Saint-Sébastien. L'un des cas les plus célèbres est Tivoli Gardens, situé au cœur de Copenhague depuis 1843, qui aurait inspiré Walt Disney pour la création de son premier parc à Los Angeles. Paris, de son côté, a connu son propre Tivoli en 1812, ainsi qu'un Luna Park accessible pour un franc dès 1909. Aujourd'hui, le Jardin d'Acclimatation reste le seul témoin de cette tradition de parcs urbains à Paris (Dumazier, 1962). Ces espaces de loisir étaient

accessibles à quelques minutes à pied des quartiers habités et faisaient pleinement partie des dynamiques culturelles urbaines. Il était courant, par exemple, de passer l'après-midi au parc, inscrivant ainsi ces lieux dans les pratiques sociales quotidiennes des habitants (Vallé, 1919). À partir des années 1950, avec l'essor de l'automobile, les parcs d'attractions commencent à s'éloigner des centres urbains, là où le prix du foncier est plus bas et où l'espace n'est pas restrictif, supposément sans gêner les populations locales. C'est à ce moment-là que le loisir devient un véritable acteur du développement territorial, transformant les paysages, influençant les mobilités et contribuant à de nouvelles formes d'urbanisation (Institut Paris Région, 2023). C'est peut-être pour cette raison que ce type d'infrastructure peut être envisagé comme un nouvel “articulateur” territorial.

1.2 / Visions de la métropolisation

Les êtres humains ont toujours eu le besoin de développer les territoires, en explorant nouvelles visions des modes de faire l'urbanisme. L'une de ces visions est celle du modèle de la Cité industrielle de Tony Gar-

nier (Mariani, 1990), dans lequel l'industrie joue un rôle central de "articulateur" territorial. La ville devient alors dépendante de cette activité économique pour exister et se développer. Cette logique peut également être observée dans les infrastructures touristiques et de loisir, où le tourisme devient parfois la principale source de capital économique du territoire. (Edelblutte, 2018) La société impliquée dans ce type de cité industrielle touristique ou de loisir se retrouve souvent prise dans un paradoxe : d'un côté, certains accueillent positivement l'arrivée d'une entreprise capable de dynamiser l'économie locale ; de l'autre, beaucoup perçoivent négativement le fait qu'une telle infrastructure impose ses propres logiques, occupe une emprise foncière parfois supérieure à celle de la ville elle-même, et finisse par devenir le principal acteur économique et employeur, au risque de déséquilibrer les dynamiques locales. Ainsi, ce qui génère des ressources pour le territoire peut aussi en prendre le contrôle. Le processus de métropolisation, en favorisant l'attractivité des territoires, permet effectivement aux villes de recevoir investissements et ressources, améliorant à la fois le confort économique (via l'emploi) et le cadre de vie urbain (à travers l'aménagement d'espaces publics). Toutefois, cette dynamique génère aussi des effets pervers : également urbain au détriment des milieux naturels, hausse des prix du logement, pression démographique sur certains quartiers, développement de la navette domicile-travail, spéculation immobilière, et, in fine, une transformation des habitants en résidents temporaires, voire une mutation des villes en cités-dortoirs. Toutes les visions de l'urbanisme ont un élément principal qui l'articule : l'industrie, la typologie de maison, l'accessibilité aux services... (Choay, 1965) Aujourd'hui, alors que le loisir prend une place croissante dans la vie des habitants, il peut être analysé comme

un nouvel "articulateur" territorial. Ce phénomène ne se limite plus à la simple consommation de divertissement, mais s'inscrit dans des dynamiques urbaines, économiques et culturelles plus larges. Dans cette optique, Walt Elias Disney a introduit en 1952 le terme Imagineer (imagine — pour les arts — et engineer — pour les sciences), pour désigner les créateurs de ses parcs à thème. L'un de ses projets les plus emblématiques, E.P.C.O.T. (Experimental Prototype Community of Tomorrow), fut conçu comme une exposition universelle permanente, structurée autour d'un système de pavillons dans le but de mélanger éducation, culture et loisir. Alors, peut-on imaginer un avenir de l'aménagement urbain où le loisir ferait pleinement partie du tissu de la ville, et non plus seulement de sa périphérie ? Il existait, en effet, une tentative visionnaire de penser la ville autrement : E.P.C.O.T., imaginé par Disney dans la Floride des années 1960, réunissait plusieurs des idées évoquées plus tôt. Cette cité, pensée en lien direct avec le transport en commun, intégrait le parc à thème dans la vie quotidienne des habitants. Le loisir y devenait à la fois un acteur économique majeur — par son rôle dans le financement du projet — et un élément structurant de l'organisation urbaine. Cette vision était profondément futuriste et positiviste. (Foglesong, 2003). On peut la critiquer avec les yeux de 2025, en parlant de l'isolement par rapport au reste du territoire, de la vision américaine ultra-capitaliste de la consommation, au peu d'égard accordé au contexte territorial et environnemental préexistant, d'une ville déconnecté des dynamiques urbaines et/ou rurales alentour, ou encore d'une conception de ville ultra-organiciste et de contrôle. Aussi, quelle relation se tisse entre les habitants et le loisir et de quelle manière le loisir prend-il part, ou non, aux dynamiques spécifiques du territoire ?

ACTE II

Analyser l'enracinement.

2.1 / Méthodologie de comparaison

Cette recherche s'appuie sur une comparaison entre deux cas d'étude : Disneyland Paris et PortAventura, tous deux implantés dans leurs territoires respectifs il y a plus de 30 ans. Le premier a accueilli 15,5 millions de visiteurs en 2023, tandis que le second a fermé la même année avec 5,5 millions de visiteurs. La parcelle de PortAventura faisait partie des sites étudiés pour accueillir le premier resort Disney en Europe. Il s'agissait d'un terrain agricole situé à proximité d'une petite ville déjà touristique en raison de sa proximité avec la mer. Finalement, Disney a choisi Marne-la-Vallée, une ville qui n'existe pas encore, mais qui s'inscrivait dans un projet de développement territorial de la campagne française.

Afin de comparer les deux cas d'étude, nous étudierons leurs relations formelles, sociales et des dynamiques économiques avec le territoire. Pour définir l'échelle du territoire concerné, trois dimensions sont prises en compte : la plus petite, celle des habitants, qui touche à l'aspect social ; la moyenne, liée à l'espace physique, qui nous renseigne sur les relations formelles ; et enfin la plus large, celle des dynamiques sociales et économiques, qui inscrivent le territoire dans une temporalité spécifique. En réalité, tous les impacts varient selon cette temporalité, c'est pourquoi les deux cas seront analysés à trois moments clés : avant, pendant et après l'apparition de l'infrastructure (Fig. 2). Pour cette analyse, nous considérons un périmètre de 130 km autour de l'infrastructure de loisir. Il s'agit d'une surface territoriale incluant les bourgs les plus proches, susceptibles d'être affectés par cet élément.

2.1.1 / Critères d'enracinement

Pour définir les critères, le territoire étudié a été divisé en trois dimensions, dont les influences peuvent être intérieures comme extérieures. Cette recherche va s'appuyer sur la recherche en cours de Playtimeland – Parc Fertile (au sein de l'agence d'architecture SOHO Playtime) pour les critères de l'intérieur.

C'est donc le travail d'analyse extérieur qui sera développé dans cette recherche. Pour définir et identifier les critères d'enracinement le travail s'appuie sur des études de cartographies historiques des sites, des observations d'images satellite à différentes périodes, sur des travaux de recherche du même sujet (Roy, 2021) et sur des études d'impact faites par les administrations (Secrétariat Général du Gouvernement, s. d.) et les entreprises privées. (Fig. 3) Par rapport aux critères sociaux, on analysera l'acceptabilité de l'infrastructure, la participation des habitants, la stimulation de l'attractivité territoriale, le soutien des acteurs économiques locaux, ainsi que le type de population attirée par l'arrivée de cette industrie. Pour les critères physiques, on prendra en compte l'accessibilité à l'infrastructure, l'ampleur du territoire impacté, la taille par rapport à la ville la plus proche, la distance au centre-ville, l'artificialisation indirecte engendrée, la cohérence morphologique et dynamique, ainsi que la mise en œuvre de programmes de sensibilisation environnementale. Enfin, en ce qui concerne les critères liés aux dynamiques, on étudiera les évolutions démographiques et touristiques, l'adéquation entre l'offre et la demande locale, la contribution au développement local, le soutien à l'innovation locale, la coopération entre acteurs publics, privés et citoyens, ainsi que la capacité à faire émerger des projets citoyens autour de l'infrastructure.

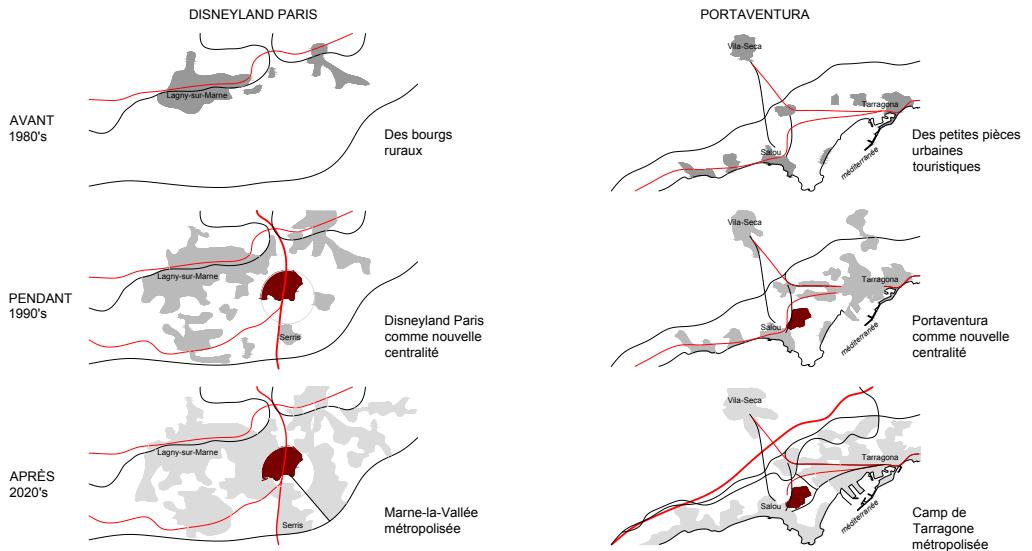


Fig. 2. Deux territoires qui se métropolisent en même temps avec le loisir. Source : auteur de l'article.

2.2 / Analyse

Afin de pouvoir comparer les études de cas, un modèle analytique est proposé.

L'idée d'enracinement dépend du point de vue de celui qui l'observe. Même si le projet d'analyse cherche à l'objectiver, il subsiste une part subjective d'attachement à l'infrastructure et/ou à ce qu'elle engendre. Le travail adopte une approche chronologique fondée sur des données publiques, dans le but de produire une comparaison aussi objective que possible. Les critères identifiés sont intégrés dans une grille analytique, où chaque critère est évalué, et où une note de 1 (autonomie et imposition) à 10 (intégration dans les dynamiques locales) est attribuée. Les données du tableau sont ensuite transformées en diagrammes radiaux pour une meilleure compréhension des résultats.

La temporalité fait partie de l'enracinement des infrastructures de loisir. Les deux cas d'étude choisi ont une histoire de plus de 30 ans avec le territoire. Les trois moments choisis sont avant la construction dans les années 1980, pendant l'ouverture dans les

années 1990 et trente ans après l'implantation dans les années 2020. L'avant est utilisé comme outil de référence pour le pendant. C'est le pendant et l'après qui sont comparés graphiquement.

Quels sont les impacts sociaux des parcs à thème ?

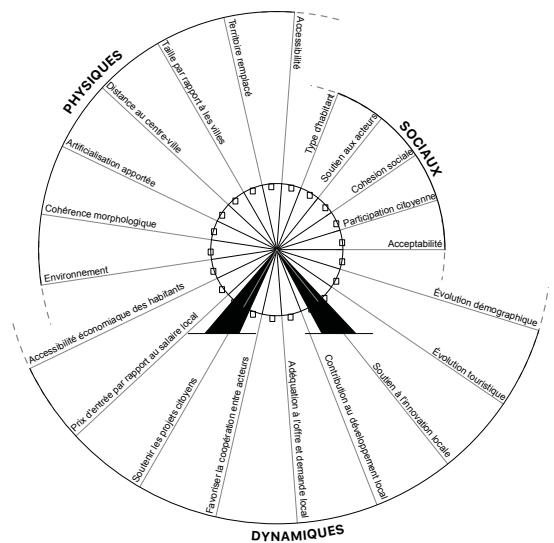
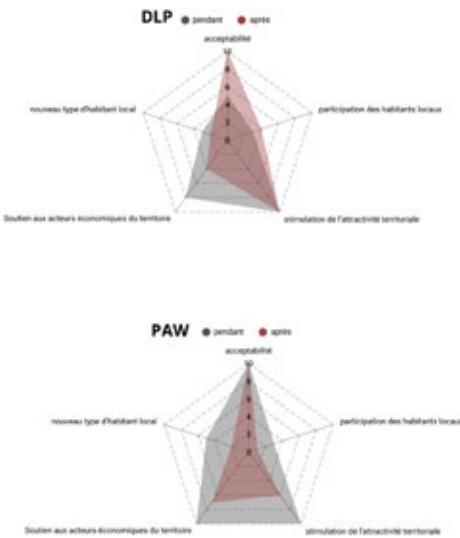


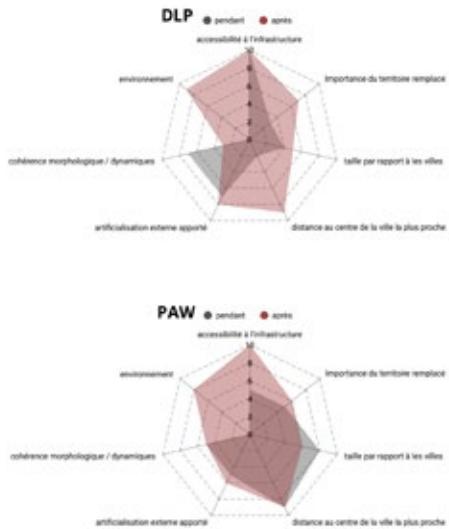
Fig. 3. Grande roue de l'enracinement du loisir d'enracinement des parcs à thème. Source : auteur de l'article.



Quels sont les impacts sociaux des parcs à thème?

Aujourd’hui, Disneyland Paris et PortAventura sont globalement acceptés par la population locale. Bien qu’il n’existe pas de données officielles à ce sujet, les manifestations qui avaient marqué l’ouverture de Disneyland Paris ont disparu, et les seules mobilisations encore observables sont les revendications des travailleurs dans les deux parcs. Une autre similitude est que le soutien initial des acteurs économiques locaux s’est estompé dans les deux cas. Au départ, les parcs collaborent avec des artisans locaux comme Paul Chapman à Disneyland Paris, ou des artisans des villages méditerranéens à PortAventura. Les deux sites partagent également une caractéristique démographique : la majorité des personnes présentes sont des touristes temporaires. Toutefois, certaines différences se dessinent. La participation locale, qui était forte au lancement de PortAventura grâce à l’implication d’artistes et d’artisans catalans, s’est affaiblie avec le temps, alors qu’aujourd’hui, c’est Disneyland Paris qui entretient encore,

bien que timidement, des relations avec des associations locales, notamment à travers des programmes artistiques. Enfin, l’impact économique diffère : Disneyland Paris a largement contribué au développement territorial, à la fois par son attractivité touristique et par son rôle industriel, et reste l’un des principaux employeurs de la région. À l’inverse, PortAventura occupe une place secondaire dans l’économie locale, aujourd’hui dominée par l’industrie pétrochimique.

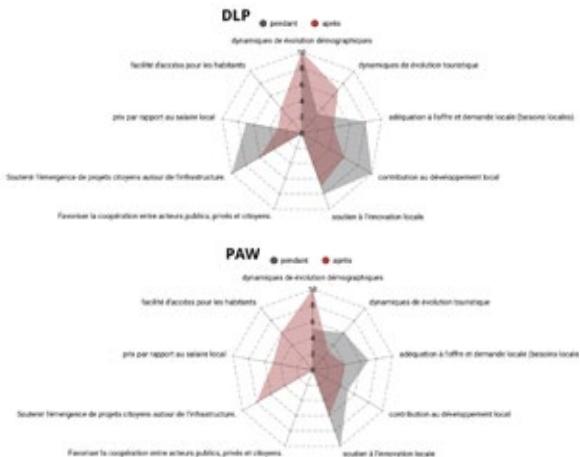


Quels sont les impacts physiques des parcs à thème?

Les deux parcs présentent plusieurs similitudes, ils bénéficient aujourd’hui d’une meilleure connectivité grâce à des infrastructures de transport renforcées. Ils ont également en commun d’avoir remplacé des territoires initialement agricoles, bien que l’impact ait été plus fort dans le cas de Disneyland Paris, où les terrains étaient productifs, tandis que ceux de PortAventura étaient déjà classés comme zones touristiques. Les deux parcs se situent à environ 2 500 mètres des petits bourgs les plus

proches, ce qui accentue leur influence locale. Par ailleurs, ils participent à l'artificialisation du territoire, marqué dans le cas de Disneyland Paris en raison du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Val d'Europe. Tous deux intègrent aujourd'hui des préoccupations environnementales, notamment pour l'obtention de labels verts comme B-Corp ou "Divertissement Durable", en mettant en œuvre des projets de métabolisme circulaire comme les circuits d'eau fermés ou la production d'énergie renouvelable.

Cependant, plusieurs différences notables se dégagent. Tandis que la superficie de Disneyland Paris est restée relativement stable, avec un développement urbain plus marqué, PortAventura a connu une expansion rapide, dépassant celle des zones résidentielles environnantes. En outre, PortAventura conserve une morphologie urbaine héritée de l'époque postfranquiste espagnole, où les évolutions urbanistiques sont intervenues avant l'arrivée des grandes infrastructures. À l'inverse, autour de Disneyland Paris, les communes proches ont tenté d'harmoniser l'environnement architectural en s'inspirant du style Disney, mêlant bâtiments art déco et néo-haussmanniens, souvent déconnectés de l'identité locale du territoire.



Quels sont les impacts des dynamiques en général des parcs à thème ?

Disneyland Paris et PortAventura ont tous deux été à l'origine d'une forte croissance démographique dans leurs territoires respectifs, avec une augmentation de plus de 50 000 habitants autour de Disneyland Paris et de plus de 70 000 dans la région de PortAventura. Malgré cette dynamique, aucun des deux parcs ne répond véritablement aux besoins locaux. Ils sont principalement tournés vers une clientèle touristique sans intégrer les réalités du quotidien des habitants. Leur contribution au développement local se manifeste par l'introduction de logements temporaires, qui tendent à supplanter l'offre résidentielle traditionnelle destinée aux habitants permanents et le pouvoir employeur dans le territoire. En effet les deux cas sont des acteurs employeurs très forts. Selon ses sites web et ses "annual reports", Disneyland Paris a 18 000 emplois directs (de 124 nations) et 60 000 indirects et induits, tandis que PortAventura a 2 379 emplois directs (de 49 nations et avec un 82 % locaux) et 16 000 indirects et induits. En parallèle, ces parcs soutiennent l'innovation locale à travers la participation d'industries diverses — notamment la construction — et via des projets de métabolisme circulaire ou de production d'énergies renouvelables intégrés à leur fonctionnement. Cependant, ils ne

jouent pas un rôle de médiateur entre les acteurs publics, privés et citoyens, et n'encouragent pas la concertation territoriale. Des différences importantes subsistent néanmoins entre les deux. L'activité touristique autour de Disneyland Paris est extrêmement centralisée, Disney constitue l'unique pôle d'attraction, sans réelle synergie avec les autres dynamiques régionales. À l'inverse, PortAventura s'inscrit dans un paysage touristique plus diversifié, combinant plages, campings, golf et autres activités estivales, ce qui favorise une intégration plus fluide dans les pratiques locales de loisir. Le tourisme de loisir à Salou est presque majoritairement national (55 %) (IEC), tandis que cette ville accueille des visiteurs internationaux (77 %). À l'inverse, à Serris, le tourisme de loisir est davantage international (51 %) (raport Disney), alors que le tourisme de la ville, selon les données disponibles, semble plus ancrée dans un profil local. Ce développement a contribué à l'émergence de la métropole du Camp de Tarragona, avec une véritable cohésion urbaine entre les villes via des trams, trains et pistes cyclables. À Disneyland Paris, les politiques de cohésion territoriale, bien que planifiées depuis plus de 30 ans, ont surtout favorisé un développement rapide des infrastructures destiné à accueillir des visiteurs extérieurs, sans favoriser l'interconnexion locale. En parlant de l'accessibilité des habitants, bien que les deux parcs proposent des passes annuelles pour attirer les populations locales, une nette différence de prix subsiste : le passe annuel le plus cher de Disneyland Paris (699 €) (site web) coûte plus de trois fois celui de PortAventura (215 €) (site web), et plus le parc espagnol jouit d'une accessibilité économique plus aisée avec des promotions régulières proposées pour attirer un public local et national. À Serris, avec une situation de résidences principales de 76,4 % (INSEE), les données officielles

d'Airbnb et celles de l'INSEE concernant les résidences temporaires ne concordent pas. Sur le portail du logement temporaire l'offre est plus importante (plus de 1 000 logements) que celle indiquée dans les données officielles (800 logements). En revanche, à Salou, où la part de résidences principales est de 66 % (IEC) et où la ville est déjà une destination bien établie de résidences secondaires estivales, les données sur le logement temporaire (12 500 en 2021) semblent plus cohérentes.

2.3 / Discussion

1. Même si l'analyse porte sur deux cas d'étude liés par leur histoire d'apparition et par leur ancienneté similaire, ils s'inscrivent dans des contextes totalement différents. Il est cependant curieux de constater qu'ils ont obtenu des notes globales d'enracinement très proches selon les critères analysés : 61 % pour Disneyland Paris et 58 % pour PortAventura. Cela dit, l'enracinement territorial n'est jamais uniforme. Il dépend toujours de la situation géographique et sociale, ainsi que de l'évolution dans le temps, en raison de la multiplicité des critères et des échelles d'analyse impliquées dans les synergies entre l'infrastructure et le territoire.
2. Dans le cas de PortAventura, conçu au début avec une centralité en tête, le loisir de divertissement fait partie des autres activités. Il s'agit d'un système de dynamiques d'agrégation où le parc aide au développement mais il n'est pas l'acteur principale. Par contre Disneyland Paris est conçu avec une dynamique de centralité, il est plus facile d'arriver à la gare TGV de Marne-la-Vallée depuis le parc que depuis les logements le plus proches.
3. L'effet de métropolisation autour de PortAventura se manifeste dès le début par une

forte attractivité touristique. Encore aujourd’hui, les mairies environnantes évoquent le « Plan Stratégique de l’Activité Touristique », soulignant que le parc constitue l’acteur économique principal du territoire. Il suffit d’observer l’onglet « tourisme » sur les sites web des mairies des deux cas d’étude : à Salou, 29 activités sont proposées (dont PortAventura), tandis qu’à Serris, seulement 6 sont mentionnées (dont Disneyland Paris), avec une référence spécifique au pôle industriel et à l’attractivité pour les entreprises. Ces parcs consomment d’importantes ressources, mais en retour, ils génèrent des retombées à court et long terme, qu’elles soient immatérielles (comme l’offre de divertissement) ou économiques (notamment la création d’emplois).

4. Dans le cadrage historique, la puissance d’entrée des deux entreprises sur le territoire illustre bien la notion d’imposition ou d’accompagnement. Disneyland Paris, encore appelé Eurodisney à l’époque, s’inscrit dans un projet d’aménagement territorial, avec un jeu économique incluant la construction de la gare de Marne-la-Vallée ainsi que des développements urbains et immobiliers. L’infrastructure a pu imposer ses règles, en partie parce que ces règles n’existaient pas encore. À l’inverse, PortAventura s’implante dans un territoire déjà structuré, ce qui explique sans doute pourquoi la collaboration avec d’autres acteurs territoriaux est aujourd’hui plus visible à Salou.

5. Le niveau d’interaction avec le territoire peut être absolu. Tous les axes analysés précédemment confirment l’implication de ce type d’infrastructure dans les dimensions sociales, physiques et économiques, mais aussi culturelles (Pingpong, 2009), une dimension moins développée dans ce document, mais pourtant essentielle dans le cadre du loisir. L’interaction dépasse le cadre stric-

tement physique pour atteindre la culture populaire, en évoquant des émotions comme la nostalgie des voyages en famille ou les souvenirs partagés entre amis dans un lieu emblématique du territoire.

6. Les infrastructures de loisir ne s’adressent pas uniquement aux clients locaux ; elles ont des ambitions régionales, nationales, voire internationales. Que le tourisme prenne le contrôle du territoire peut poser problème. L’histoire de villes comme Salou, Majorque ou Barcelone montre que la priorisation du tourisme par rapport aux dynamiques locales entraîne des inégalités territoriales, comme l’inaccessibilité au logement ou le manque de création de communautés durables. Il s’agit d’un secteur industriel qui devrait être accompagné par des politiques de tourisme régulé, durable et respectueuses de l’échelle urbaine.

ACTE III

Vers la cité parc à thème

3.1 / Conclusions

En répondant à la question « En quoi l’industrie du loisir contribue-t-elle au processus de métropolisation ? », on peut constater que, dans la réflexion sur les effets de la métropolisation, le loisir pourrait sembler anecdotique, et c’est vrai dans une certaine mesure. Le parc et le loisir s’inscrivent dans une dynamique économique plus large qu’est celle de la métropolisation. Le secteur public s’appuie sur des fonds privés, comme ceux d’entreprises de divertissement, pour développer le territoire par la construction de transports en commun, l’introduction d’emplois et la création de logements. Mais ce recours au privé pour le développement territorial est courant : les Jeux Olympiques en sont un exemple, mobilisés pour financer des projets comme des lignes ferroviaires,

des autoroutes ou des équipements sportifs. La différence réside dans le type d'industrie impliquée : quand le loisir devient moteur de développement, il apporte directement quelque chose d'autre aux habitants. Ce n'est pas seulement une question d'emplois ou d'attractivité économique, c'est aussi une offre de divertissement qui introduit une nouvelle couche sociale et culturelle, propre à cette industrie. La vraie question à poser reste alors : pour qui est ce loisir ? Qui y a accès ?

Enfin, à la question « Quels sont les impacts des synergies et dissonances des processus d'enracinement des infrastructures de loisir ? », la grille de critères analytiques apporte des éléments de réponse. Cependant, la recherche a révélé que les questions liées aux politiques de médiation entre acteurs privés et publics ne sont pas suffisamment prises en compte dans la notion d'enracinement.

La dissonance la plus marquante concerne la collaboration avec les acteurs locaux. Dans les cas étudiés, il s'agit d'entreprises privées externes qui, sauf en cas de bénéfice économique clair, ne dépassent pas volontairement leurs propres limites d'action. Les bénéfices sociaux ne semblent pas encore faire partie des équations économiques. Comme l'analyse l'a montré, les effets qui dépassent les limites prévues sont significatifs, et c'est peut-être à l'administration publique de jouer un rôle actif, en mettant en place des politiques de régulation pour accompagner ce type d'industrie : lutter contre la sur-touristification, et proposer une offre adaptée aux besoins locaux.

Les synergies entre les parcs à thème et le territoire passent par la mise en place de politiques publiques structurantes, permettant une cohabitation équilibrée avec un acteur aussi puissant que l'industrie du loisir. En effet, les impacts sont étroitement liés à

ces politiques. Lorsqu'un projet s'implante sur un territoire, il peut révéler soit d'une initiative privée isolée (comme PortAventura), soit d'un partenariat avec l'État (comme Disneyland Paris). Les politiques mises en place dans le temps déterminent si le processus d'enracinement est forcé ou naturel, autrement dit, si les dynamiques de loisir touristique s'imposent (comme ce fut le cas de PortAventura aujourd'hui et de Disneyland Paris à ses débuts) ou si elles s'intègrent progressivement (comme PortAventura à ses débuts et Disneyland Paris aujourd'hui) aux dynamiques résidentielles et urbaines.

Le loisir, en collaboration avec le transport en commun, joue un rôle dans la question de la métropolisation. Mais l'effet inverse est également observable, la métropolisation peut à son tour favoriser le développement du loisir. Ce tandem, s'il est accompagné de politiques publiques adaptées, peut générer de véritables synergies entre ces deux éléments.

3.2 / Continuité

Les infrastructures de loisir s'imposent de plus en plus comme des éléments structurants des territoires, orientant leur développement et leur identité. À l'horizon 2031, Universal Studios prévoit l'ouverture d'un nouveau resort de 280 hectares près de Londres, à Bedford, une ville de 185 300 habitants en 2021. De l'autre côté du globe, à Yas Island (Abu Dhabi), Disney a récemment annoncé un nouveau parc à thème qui viendra s'ajouter à une concentration déjà impressionnante d'équipements touristiques : Ferrari World, Warner Bros World et Seaworld. Ces projets s'inscrivent dans une logique de destination touristique internationale, pensée avant tout pour attirer les visiteurs et non pour répondre aux besoins des habitants.

Parallèlement, de plus petits parcs d'attractions continuent de voir le jour, souvent sans stratégie territoriale cohérente ni réflexion approfondie sur leurs impacts à moyen ou long terme. Cette prolifération d'équipements de loisirs interroge comment intégrer de manière harmonieuse des infrastructures parfois imposantes et exogènes dans des territoires aux dynamiques locales spécifiques. La question de l'enracinement territorial de ces infrastructures est cruciale. Lorsqu'un équipement de loisir ne dialogue pas avec son environnement, il risque de générer des effets négatifs : artificialisation des sols, congestion, pression foncière, ou encore fracture sociale entre habitants et touristes. Il devient alors essentiel de penser ces projets dans une vision d'ensemble, à l'échelle du territoire, en articulant les enjeux économiques, environnementaux et sociaux.

Pour construire un avenir durable, il ne s'agit pas seulement de planifier la croissance touristique, mais d'imaginer une relation équilibrée entre infrastructure, territoire et population. Autrement dit, sortir d'une logique d'implantation isolée pour aller vers une véritable intégration territoriale.

3.3 / Au-delà

Au moment où le parc à thème est envisagé comme une quintessence culturelle se pose une question essentielle : celle de l'accessibilité démocratique à ces espaces de loisirs. Le parc à thème, souvent associé à l'exclusivité et au tourisme international, peut-il devenir un modèle d'ouverture, un levier d'inclusion, un espace de droit au loisir pour tous ?

Dans une société où le temps libre devient un enjeu de qualité de vie, tout le monde devrait avoir accès au loisir, à la culture et au divertissement. Cela implique une réflexion pour les inscrire dans une logique non plus seulement commerciale, mais peut-être aussi citoyenne. Un modèle de loisir démocratique et accessible est non seulement possible, mais souhaitable. Dans ce cadre, la cité parc à thème peut être repensée comme une forme urbaine hybride, à la croisée du spectacle, de l'infrastructure et du quotidien. Comme, peut-être, à Tivoli Gardens à Copenhague (Fig. 4), où le parc à thème, situé en centre-ville juste à côté de la gare, s'inscrit pleinement dans les dynamiques urbaines et culturelles.

Pourrions-nous envisager un nouveau modèle d'EPCOT aujourd'hui, où le loisir continuerait à jouer un rôle d'acteur de financement pour répondre aux inégalités de la ville, tout en assumant une fonction pédagogique en plus de son rôle divertissant, et où il serait intégré aux dynamiques variées d'une ville pas nouvelle mais déjà constituée ?

Fig. 4. Vision aérienne de Tivoli Gardens à Copenhague.

Source : Storyblocks



BIBLIOGRAPHIE

- Boudjaaba, F. (2019). Les vertus de l'enracinement [Thesis, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne]. <https://shs.hal.science/tel-04679612>
- Brunel, S. (2006). La Planète disneylandisée : Chronique d'un tour du monde. Éditions Sciences Humaines.
- Choay, F. (1965). Urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie. SEUIL.
- Dumazedier, J. (1962). Vers une civilisation des loisirs. Points.
- Edelblutte, S. (2018). Ville-usine, ville industrielle, ville d'entreprise...Introduction à des approches croisées du fait industrielo-urbain. *Revue Géographique de l'Est*, 58(3-4), Article 3-4. <https://doi.org/10.4000/rge.9332>
- Foglesong, R. E. (2003). *Married to the Mouse : Walt Disney World and Orlando* (61366th edition). Yale University Press.
- Institut Paris Région. (2023, septembre). LES TIERS-LIEUX, ACCÉLÉRATEURS DES DYNAMIQUES DE TRANSITION TERRITORIALES. NOTE RAPIDE, 968.
- Langlois, G.-A. (1991). *FOLIES, TIVOLIS ET ATTRACTIONS*. Les premiers pas des parcs de loisirs parisiens. Délégation à l'Action artistique de la Ville de Paris.
- Leigh Star, S. (2018). L'ethnographie des infrastructures (T. Beltrame & A. Peerbaye, Trad.). Tracés. *Revue de Sciences humaines*, 35, Article 35. <https://doi.org/10.4000/traces.8455>
- Lévy, J. (2003). Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés [contributions dues à Jacques Lévy]. Belin. <https://infoscience.epfl.ch/handle/20.500.14299/13805>
- Mariani, R. (1990). *Tony Garnier : Une Cité Industrielle*. Rizzoli International Publications.
- Pinggong, Z. (2009). *Culture and Ideology at an Invented Place*. Cambridge Scholars Publishing.
- Roy, M. (2021). Analyse des impacts des activités d'implantation et de gestion des parcs de loisir [Essai de M.Env]. Université de Sherbrooke.
- Secrétariat Général du Gouvernement. (s. d.). *Memento pratique : Comment rédiriger une étude d'impact ?*
- Vallé, L. (1919). L'Après-midi au parc Montsouris [Peinture à l'huile, Carton, Bois (matériau)]. Musée Carnavalet, Histoire de Paris. <https://www.parismuseescollections.paris.fr/fr/musee-carnavalet/oeuvres/l-apres-midi-au-parc-montsouris#infos-principales>

Quand l'informel dessine la ville : Le zémidjan et la fabrique spontanée de la ville à Lomé

GLOKPOR Jessy



Photo 1. Rond-point d'Attikoumé sur la National 5. Source : <https://www.27avril.com/blog/transport-togo-lome-carrefour-attikoume-et-les-feux-tricolores-sur-les-rails-une-mauvaise-inspiration-dun-pietre-genie>

Introduction

À Lomé, comme dans de nombreuses capitales africaines, l'expansion rapide de la ville se traduit par une urbanisation informelle, suivant des logiques de spéculation foncière et de ventes anarchiques de parcelles sans titres fonciers. En effet, l'accès aux titres fonciers relève d'une mécanique complexe qui influe directement sur la vente des parcelles non autorisées. La ville souffre également d'un déficit en infrastructures de transport public. Le réseau routier, bien que développé, est souvent engorgé et peu adapté à une circulation fluide. Or, le zémidjan, en tant que mode de transport informel dominant

à Lomé, joue un rôle majeur mais peu étudié dans la structuration spatiale de la ville. Alors que l'étalement urbain s'accélère, comprendre comment ces taxis-motos rendent accessibles des zones jusque-là isolées permet de révéler les logiques d'occupation du sol. Comprendre ces mécaniques croisées ; mobilité informelle, insécurité foncière et occupations non planifiées ; est essentiel pour saisir les dynamiques de production de l'espace urbain à Lomé. Ce qui nous conduit à questionner comment la mobilité informelle, incarnée par les zémidjans, participe à l'étalement urbain et à la fabrique spontanée de la ville.

Les enjeux de l'étalement urbain de la ville

L'analyse historique de l'évolution urbaine révèle trois grandes étapes : une première phase entre 1914 et 1952 est caractérisée par une extension modérée autour du noyau central qui représente aujourd'hui le centre historique de la ville. Une deuxième période, entre 1959 et 1985, révèle une intensification de l'urbanisation, avec un développement structuré autour de l'axe circulaire et le quartier de Tokoin après l'indépendance du Togo en 1960. Cela s'explique par une forte croissance démographique¹, principalement alimentée par l'exode rural. En devenant la capitale politique et administrative du pays, la ville est rapidement devenue le centre des institutions publiques, des infrastructures modernes et des opportunités économiques. Cette centralisation a attiré des milliers de personnes venues de l'intérieur du pays, en quête d'emploi, de stabilité et de meilleures conditions de vie. La construction de nouveaux équipements a renforcé l'attractivité de la capitale. Une dernière phase se déploie à partir de 1985. La ville connaît une forte poussée vers la périphérie avec une urbanisation rapide de zones comme Tsévié, Sanguéra, Apédokoé ou Baguida (voir carte 1). Elle s'illustre par les travaux de réhabilitation de la route Nationale N5 la plus emprunté mais aussi la construction de grands équipements tels que l'aéroport Gnassingbe Eyadema de Lomé, le stade de Kégué et le port (PAL²). Ce phénomène s'explique en partie par l'attrait de terrains plus accessibles financièrement, bien que souvent éloignés des infrastructures et des réseaux de transport. Par ailleurs, l'accès relativement souple au foncier, notamment à travers le système coutumier, a facilité l'installation progressive des populations dans les périphéries.

¹https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_5/b_fdi_18-19/24044.pdf
(Consulté le 21/04/2025)

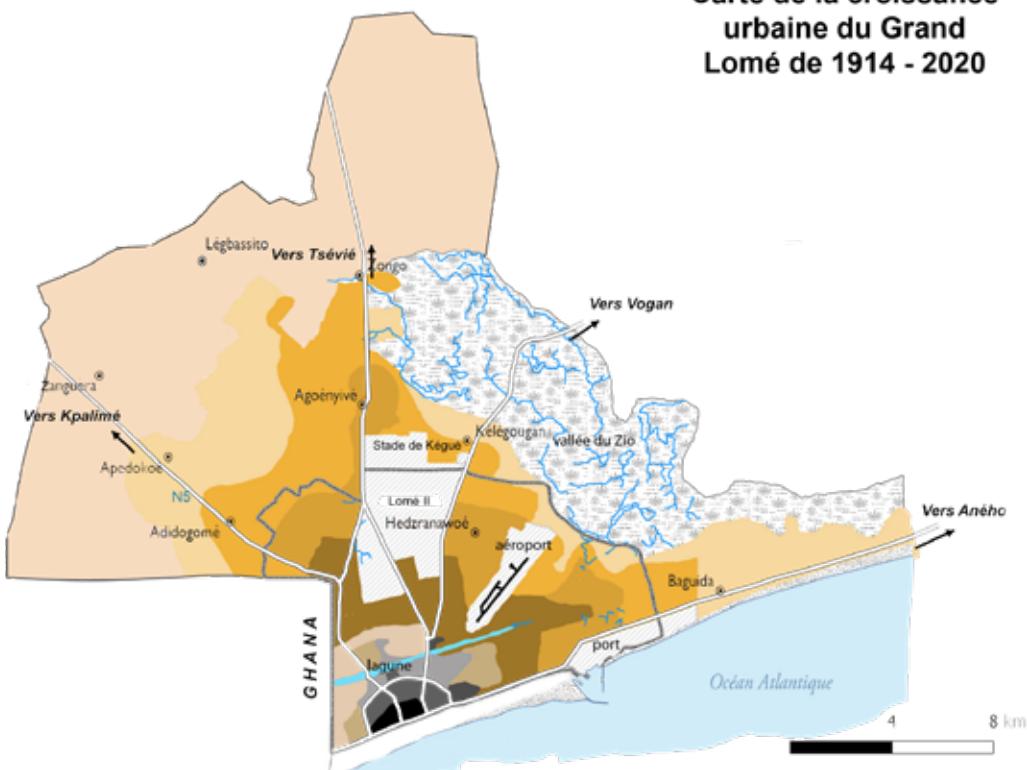
² Port Autonome de Lomé

Au Togo cohabitent deux régimes de propriété foncière. Tout d'abord le droit coutumier, qui repose sur des pratiques ancestrales, où la terre est traditionnellement perçue comme un bien collectif, géré par des chefs de lignage ou des autorités traditionnelles. Ce système repose sur des pratiques ancestrales par lesquelles la terre est transmise au sein des familles selon des règles coutumières, sans nécessiter de documents officiels. Les décisions concernant l'utilisation des terres sont souvent prises collectivement, sous l'autorité des chefs traditionnels³. Deuxièmement, le droit moderne est fondé sur un titre foncier enregistré et publié au cadastre⁴. Pour accéder au foncier de façon « formelle », il faut d'abord obtenir un certificat de situation, faire borner et géoréférencer la parcelle par un géomètre, signer un acte notarié, puis le faire valider par l'OTR (Office Togolais des Recettes) et, enfin, immatriculer ce document pour recevoir son titre foncier au service du cadastre. Pour simplifier ce parcours, le Guichet Foncier Unique centralise désormais toutes ces démarches et attribue un numéro de parcelle unique, mais l'ensemble de la procédure peut durer plusieurs mois et représenter jusqu'à un cinquième de la valeur du terrain en frais divers. Le système juridique moderne du Togo reconnaît également les droits fonciers coutumiers. Cette complexité et ces coûts élevés poussent de nombreux loméens, notamment les jeunes ménages, à conclure des transactions purement « coutumières », sans garantie officielle.

³ https://fr.wikipedia.org/wiki/Ouessa_%28d%C3%A9partement%29?utm.com
(Consulté le 05/05/20)
<https://doi.org/10.4000/belgeo.15437> (Consulté le 19/05/2025)

⁴ <https://www.togofirst.com/fr/domaine-construction/1211-8923-togo-comment-obtenir-un-titre-52foncier#:~:text=D'abord%20un%20plan%20simple,calcule%20les%20frais%20%C3%A0%20payer>. Consulté le 18/05/2025)

Carte de la croissance urbaine du Grand Lomé de 1914 - 2020



LEGENDE

Route nationale	Tache urbaine 1914
Limite communale	Croissance de la tache urbaine 1914 à 1945
Cours d'eau	Croissance de la tache urbaine 1945 à 1952
Plage	Croissance de la tache urbaine 1952 à 1959
Zone inondable	Croissance urbaine 1959 à 1967
Zone lagunaire	Croissance urbaine 1967 à 1979
	Croissance urbaine 1979 à 1985
	Croissance urbaine 1985 à 1995
	Croissance urbaine 1995 à 2010
	Zone d'équipements spéciaux
	Croissance urbaine de 2010 à 2020

Selon le rapport de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR)⁵, en moyenne 80% des litiges, présentés devant les cours et tribunaux au Togo, sont fonciers. Les conflits entre les membres des collectivités locales ou les propriétaires légaux des parcelles et les acquéreurs, ou encore, entre les acquéreurs et les « ayants droits », sont souvent des situations auxquelles sont confrontés les villages. On peut prendre l'exemple d'un conflit opposant deux familles, les héritiers de feu Koumessi et les Johnson, à propos d'un terrain de cinq hectares. M. Ahoun Kodjovi, qui prétend avoir acheté ce domaine à la collectivité Koumessi, a mandaté un géomètre pour en faire le

bornage. Avant les travaux, il s'est assuré auprès de la Direction des Affaires Domaniales et Cadastrales qu'aucune immatriculation ni titre foncier n'existaient sur la parcelle. Pourtant, dès le démarrage du levé, des occupants « frauduleux » sont apparus et l'un des fils de M. Ahoun a même été arbitrairement interpellé par la gendarmerie de Kovié à la demande d'un certain Johnson, haut fonctionnaire à la Présidence. Quelques jours plus tard, les héritiers Koumessi découvrent qu'un titre foncier a été enregistré – à tort – sur une partie de leur domaine, et sur une contenance réduite de trois hectares situés à Mission Tové Djigbé, alors que les terrains voisins sont déclarés à Mission Tové

⁵ <https://www.27avril.com/blog/actualites/litige-foncier-au-togo-les-magistrats-au-coeur-du-probleme>

Apessito. Les plaignants dénoncent l'intervention illégitime de la gendarmerie, sous l'influence d'un colonel Abalo, et appellent la justice à faire respecter le droit pour leur restituer leur propriété.

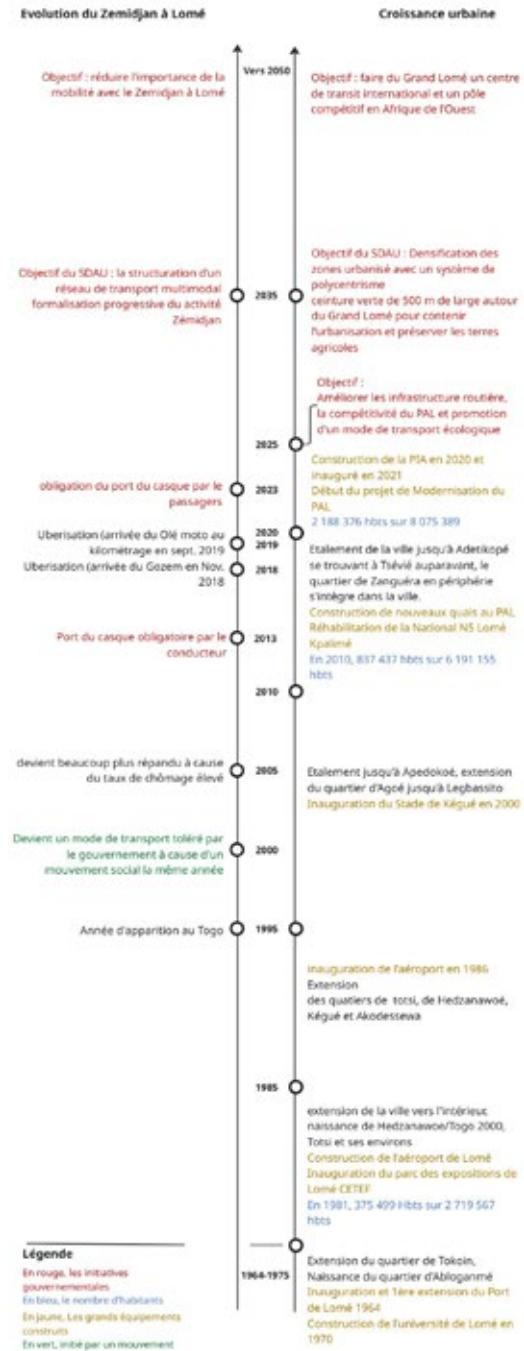
Ce type de litige foncier, loin d'être un cas isolé, illustre les limites du système de planification, l'absence de titres fonciers formels et la superposition des deux formes de droits, ce qui peut poser des problèmes en matière de sécurité foncière et de résolution des conflits. De plus, l'immatriculation des terres, processus par lequel les droits fonciers sont officiellement reconnus par l'État, est souvent complexe et coûteuse, dissuadant de nombreux propriétaires coutumiers de régulariser leur situation. Le système foncier coutumier, en permettant une occupation informelle des terres, a facilité cette urbanisation non contrôlée. Le risque est alors double : litiges, expulsions et absence de planification urbaine. Ces acquisitions informelles se font souvent en périphérie, sur des terrains inondables ou non desservis, alimentant l'étalement non contrôlé de la ville, ce qui soulève la question de l'accessibilité à ces parcelles éloignées dans des zones non planifiées, et des modes de transports existants – ou non – pour y circuler.

Émergence et développement des zémidjans

Le taxi-moto appelé « zémidjan » ou « zem » est l'un des modes de transport en commun employé en Afrique de l'Ouest notamment au Togo et au Bénin. À Lomé, ce mode de transport vient concurrencer le bus et le taxi qui ont des trajets plus ou moins fixes et sont limités à circuler principalement sur les voies aménagées. Pour ainsi pallier l'absence de transport public et routier qui donne accès aux zones reculées.

Le mot zémidjan signifie « emmène-moi vite » en langue mina, reflétant leur vocation principale : un transport rapide, avec des

Trajectoires de la fabrique urbaine à Lomé à travers la mobilité populaire



Illustré par : GUDCHORI JESLY

tarifs flexibles et accessibles. Il est apparu dans les années 1990 au Bénin, en réponse à l'insuffisance des moyens de transport publics. Il se répand à Lomé en 1995 suite à la crise économique et au chômage croissant des jeunes, venus du village en quête d'une vie meilleure, ou encore des diplômés. Cela passe notamment par l'idée répandue que faire des études permettrait d'acquérir un savoir et d'exercer dans des métiers beaucoup plus « nobles », plutôt que de cultiver les champs. Malheureusement, beaucoup se retrouvent dans la capitale après avoir fait des études sans trouver du travail et subvenir à leurs besoins. Ces métiers ne sont en effet pas si accessibles car le secteur est très réduit et donc ne peut pas répondre à toute la demande.. Cela fait partie des raisons pour lesquelles le zémidjan a été cautionné par le gouvernement à ses débuts. Face à ce vide institutionnel, les zémidjans comblent le manque d'infrastructures de transport formel : la majorité des ménages des nouvelles extensions y ont recours plusieurs fois par semaine pour rejoindre le centre et accéder aux services essentiels. Ce mode de transport, rapide (15 min en moyenne pour 5 km) et à tarif négociable, valorise l'acquisition les parcelles en périphérie ou dans des zones non urbanisées.

Nous avons observé que de 1995 à 2020, on remarque à une forte expansion urbaine et au développement de zones périphériques comme Apédokoé, Adétikopé, Zanguéra ou Legbassito. Cette urbanisation rapide se fait en grande partie hors du cadre planifié, rendant ces zones mal desservies par les infrastructures. Tandis qu'entre 2000 et 2010, Le zémidjan se généralise, il devient un moyen d'insertion économique, tout en assurant une mobilité quotidienne dans des quartiers sans transport structuré. Puis, l'État commence, les années suivantes, à réguler ce secteur (port du casque obligatoire, tarification, plateformes numériques de

transport). La reconnaissance progressive du rôle du zémidjan s'installe dans les politiques publiques. Ce mode de transport se développe au fil des années jusqu'à son uberisation en 2018 avec Gozem suivi par Olé. Ceci démontre une volonté de formaliser ce mode bien qu'une grande partie des zémidjans opère encore de manière informelle, échappant à la fiscalité et à la réglementation stricte. Bien que le secteur tende vers une formalisation, les interactions directes entre chauffeurs et clients demeurent déterminantes, en particulier lors de la négociation des tarifs, et constituent un élément central de la relation de confiance.

La vie sociale d'un conducteur de moto-taxi à Lomé est marquée par une forte précarité économique, mais aussi par une inscription active dans le tissu urbain et populaire de la ville. Généralement issu de milieux modestes, souvent sans emploi formel préalable, le zémidjan exerce dans le secteur informel, sans protection sociale ni contrat, avec des revenus journaliers instables qui suffisent à peine à couvrir les besoins de sa famille. Il vit le plus souvent en périphérie, dans des quartiers en développement, parfois dans des conditions de logement précaires. Malgré cette situation, il bénéficie d'un fort ancrage relationnel, notamment au sein de groupes de collègues avec lesquels il partage des points d'attente, des informations et parfois des systèmes de solidarité spontanée. La moto représente pour lui à la fois un outil de travail, un espace de liberté, et un moyen d'exister socialement dans un environnement urbain contraignant. Sa relation aux autorités est ambivalente : il est indispensable à la mobilité quotidienne de nombreux citadins, mais reste souvent perçu comme un acteur marginal, confronté aux contrôles policiers, aux tracasseries administratives, et parfois à une certaine stigmatisation sociale. Pourtant, dans le quotidien des rues de Lomé,

Conclusion

le zémidjan incarne une figure centrale, celle d'un travailleur urbain agile, ancré dans la réalité mouvante de la ville africaine contemporaine.

Dans une volonté de structurer et de moderniser la mobilité à Lomé, le gouvernement togolais a amorcé plusieurs initiatives significatives. L'acquisition récente de nouveaux bus vise à renforcer l'offre de transport collectif et à inciter les usagers à délaisser les modes informels au profit de solutions plus sûres et durables. Parallèlement, le gouvernement présenté des statistiques¹ démontrant que les véhicules à deux roues sont dangereux car à l'origine de la plupart des accidents de la route (soit 72% des accidents), pour encourager davantage la population à s'orienter vers d'autres moyens de transport. Une dynamique de formalisation du secteur zémidjan a été engagée, avec l'introduction de l'application Gozem². En ce sens, le marketing de cette application est ciblé sur la sécurité : les chauffeurs sont enregistrés et certifiés, ce qui peut ainsi rassurer les clients sur les risques possibles de cambriolage, d'agression ou d'un enlèvement par leurs chauffeurs. Cela dévoile les limites même de ce mode de transports, l'insécurité liée aux accidents de la route, le fait que les chauffeurs ne soient pas formés, les cambriolages. Enfin, il serait aussi essentiel d'observer le zémidjan sous le prisme des enjeux environnementaux actuels car les motos utilisées sont généralement anciennes, et la vente clandestine de carburant de qualité inférieure entraîne une forte émission de gaz polluants qui contribue à la pollution de l'air à Lomé.

L'étude du phénomène des zémidjans à Lomé révèle la complexité des dynamiques urbaines dans un contexte d'expansion rapide et peu planifiée. Ces taxis-motos jouent un rôle essentiel dans la structuration informelle de la ville en desservant les périphéries négligées par les réseaux de transport officiels. Ils participent ainsi à une urbanisation diffuse, portée par la mobilité quotidienne de populations en quête d'accès à la ville et à ses opportunités. Cependant, si le zémidjan comble un vide institutionnel, il s'inscrit aussi dans des logiques d'insécurité foncière, de précarité économique, et désormais de pollution environnementale. Sa reconnaissance partielle par les autorités marque une volonté de formalisation, mais révèle aussi les limites d'un système hybride où les enjeux de sécurité, de gouvernance et d'inclusion restent entiers. Dès lors, la question n'est pas seulement de savoir comment intégrer le zémidjan dans la ville de demain, mais aussi à quelles conditions, sociales, écologiques et économiques. Peut-on concilier justice urbaine et mobilité durable sans exclure les acteurs de l'informel ? Peut-on envisager un modèle de transport où le zémidjan ne soit ni marginalisé ni idéalisé, mais reconnu dans toute sa complexité ?

6 <https://www.republiquetogolaise.com/securite/2302-7757-plus-de-7-500-accidents-et-683-morts-sur-les-routes-togolaises-en-2022> (consulté le 29/05/2025)

7 <https://gozem.co/fr/#:~:text=Chaque%20conducteur%20Gozem%20est%20form%C3%A9,assurance.> (Consulté le 30/05/2025)

Bibliographie

Articles et revue

- Assogba GUÉZÉRÉ, « *Trajectoire organisationnelle des taxis motos à Lomé depuis leur apparition: de la diabolisation à l'institutionnalisation* », Codatu, 19 avril 2016.

<https://www.codatu.org/trajectoire-organisationnelle-des-taxis-motos-a-lome-depuisleur-apparition-de-la-diabolisation-a-linstitutionnalisation/> (consulté le 15/04/2025)

- Guézéré Assogba, *Les taxis-motos dans les villes d'Afrique subsaharienne. L'informel en question à Lomé*. L'Harmattan, 2021, 374 p.

<https://journals.openedition.org/suds/1857> (consulté le 05/05/2025)

- SSATP, République Togolaise, *Politiques de mobilité et d'accessibilité durables dans les villes Togolaises*, Octobre 2019, 68p.

Documents officiels et institutionnels

- République Togolaise. *Feuille de Route Gouvernementale Togo 2025*. 2020.

G2 Conception / ECAUH, *Schema directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) du Grand Lomé – Règlement d'urbanisme*, Décembre 2016

- INSEED, Recensement général de la population et de l'habitat, Novembre 2010
- INSEED, Résultat du RGPH-5, 2022

Articles de presse sur l'évolution de la ville et des taxi-moto

- Séna Akoda, « *Lancement de GoZem, le premier service digital de réservation de Moto-Taxi ville de Lomé* », TogoFirst, 07 Novembre 2018.

<https://www.togofirst.com/fr/tic/0711-1963-lancement-de-gozem-le-premier-service-digital-de-reservation-de-moto-taxi-dans-la-ville-de-lome> (consulté le 28/03/2025)

- Amandine Réaux, « *Motos-taxis au Togo: la survie comme moteur* », rtbf Actus, 04 Octobre 2018. <https://www.rtbf.be/article/motos-taxis-au-togo-la-survie-comme-moteur-10035487> (consulté le 28/03/2025)

- LeCorrecteur.tg, « *Togo / Port Obligatoire de Casque pour les Passagers de Moto : Encore une Décision Impopulaire* », 27avril.com, 24 août 2023.

<https://www.27avril.com/blog/transport/togo-port-obligatoire-de-casque-pour-les-passagers-de-moto-encore-une-decision-impopulaire> (consulté le 28/03/2025)

Webographie

- <https://www.togo-port.net/presentation-pal/historique-port-autonome-togo/#:~:text=Le%20Port%20de%20Lom%C3%A9%20sera,exploitation%20du%20Port%20de%20Lom%C3%A9>. Consulté le 11/04/2025

- <https://www.donneesmondiales.com/afrique/togo/trafic.php> Consulté le 11/04/2025

- <https://www.republiquetogolaise.com/securite/2302-7757-plus-de-7-500-accidents-et-683-morts-sur-les-routes-togolaises-en-2022> (consulté le 29/05/2025)

- <https://icilome.com/2023/02/litige-foncier-a-apessito-implication-d-un-pretendu-agent-de-la-présidence/> (consulté le 29/05/2025)

Nouveaux usages, nouvelles ambitions, nouveaux ponts

Quelles dynamiques participent à l'évolution de la pensée urbanistique concernant les ponts ?

Joseph Marand



pont Simone Veil, photo personnelle

Lorsque le 6 juillet 2024 le pont Simone Veil est inauguré entre Bordeaux et Floirac, les discours des officiels se félicitent déjà d'avoir conçu bien plus qu'un simple ouvrage d'art : « une infrastructure structurante à l'échelle métropolitaine, et un espace public à part entière »¹. Long de 549 mètres et large de 44 mètres, ce huitième pont bordelais accueille désormais des flux automobiles, mais aussi des mobilités douces, avec deux larges voies cyclables et deux cheminements piétons. Il accueillera à terme un tramway (projet à l'étude), le tout dans un geste architectural sobre. Dessiné par l'agence OMA, le pont cherche à s'inscrire dans la logique de « ville-pont » qui caractérise Bordeaux. Du petit port d'estuaire fondée au I^{er} siècle av. JC à la construction du premier pont en pierre achevé en 1822, le développement urbain de Bordeaux a toujours été contraint par sa relation avec la Garonne.

Cependant depuis 1965, la métropole bordelaise s'est dotée de six nouveaux ponts et aspire, à partir de ces ouvrages, à aménager un territoire équilibré entre ces deux rives. Ces ponts témoignent également de mutations d'un point de vue urbain, architectural et paysager ; le pont Simone Veil est celui cristallisant peut-être le plus ces évolutions. À partir de ce cas d'étude et en mobilisant d'autres exemples ayant valeur de modèle, nous interrogerons les évolutions que connaît aujourd'hui la conception des ponts depuis la seconde moitié du XX^e siècle, replaçant la mise en œuvre de ces cas modèles au regard de l'évolution de la pensée urbaine et des politiques publiques. Cet article cherche également à s'intégrer dans une réflexion plus globale sur la place et la future place des infrastructures en ville. Alors que certains architectes parlent de la crise

¹ GUYOT Gilles, architecte et urbaniste de l'agence OMA (Office for Metropolitan Architecture) dans « Les ponts, nouveaux points de vue architecturaux sur la ville » dans *Le Monde*, article du 1er octobre 2024

des infrastructures² face à leur désuétude (effondrement du pont du Morandi à Gênes le 14 aout 2018) et remettent en question leur pertinence urbaine et fonctionnelle, le recyclage, l'hybridation ou la végétalisation sont autant de pistes qu'explorent les ingénieurs et les urbanistes à travers le monde pour réinventer ces infrastructures. Nous analyserons ainsi trois dynamique qui participent à l'évolution de cette pensée urbanistique par l'infrastructure : l'intégration de la conception du pont au cœur d'un projet urbain plus vaste, la transformation des plateaux afin de s'adapter aux modes de déplacements actifs, et enfin la volonté qui s'affirme d'introduire davantage d'espace public dans la conception du pont.

À l'aube de la transition écologique et de la société décarbonée, les ponts connaissent en effet des transformations majeures observables dans divers contextes à travers le monde. Alors que le fonctionnalisme en urbanisme appréhendait les ponts comme des infrastructures routières, celles-ci sont désormais davantage pensées autant à l'échelle du territoire (en tant que traversée) qu'à l'échelle urbaine (en tant que projet et développement urbain) et à l'échelle humaine (en tant qu'espace public). Ces nouveaux projets de ponts conduisent aussi à interroger nos changements de mobilités quant à la limitation de l'automobile en ville, ainsi qu'à analyser la manière dont ces transformations d'usage influencent le devenir des infrastructures routières.

Relier et répondre à des enjeux sociaux et économiques pour les deux rives

En projet depuis les années 2000, le pont Simone Veil s'inscrit aujourd'hui entièrement dans la logique du développement économique et urbain du Sud de la métropole, en articulant trois secteurs stratégiques : le quartier de la Gare Saint-Jean à Bordeaux,

le quartier prioritaire de Belcier-Terres Neuves à Bègles, et la ZAC des Quais de Floirac sur la rive droite. Par sa localisation, ce pont opère comme un maillon essentiel dans le développement de la métropole au-delà du centre historique, contribuant à desserrer les dynamiques de croissance et à rééquilibrer les investissements vers des territoires longtemps restés en marge et moins urbanisées. Cette opportunité foncière est d'autant plus attractive pour les promoteurs dans l'obligation de sobriété foncière intégrée dans la loi Climat et résilience (2016) et contribue à la recherche de densification urbaine de la métropole. Sur la rive gauche, l'OIN Bordeaux Euratlantique (Opération d'Intérêt National) incarne l'un des plus vastes projets de développement urbain en France : à terme, 738 hectares seront transformés pour accueillir 50 000 nouveaux habitants et 30 000 emplois³, dans une logique de densification maîtrisée autour de la gare Saint-Jean et des transports en commun. Sur la rive droite, la ZAC des Quais de Floirac se développe sur environ 140 hectares. Elle cherche à aménager un projet urbain cohérent avec le paysage fluvial, notamment structuré autour du parc aux Angéliques (Bordeaux, rive droite) et de la salle de spectacle de l'Arkéa Arena. Le pont Simone Veil relie donc ces deux dynamiques urbaines, tout en constituant une pièce urbaine à part entière : sa forme horizontale, voulue discrète offre



Arkéa Arena de R. Ricciotti (rive droite),
photo personnelle

³ OIN Bordeaux Euratlantique | Bordeaux Métropole

² ROUILLARD Dominique, *L'Infraville / Le futur des infrastructures*, Archibooks, 2012



Construction de bureaux et logements Quais de Palu-d'Or (rive gauche), photo personnelle

une plateforme panoramique sur la ville et la Garonne. Enfin, pour la ZAC des Quais de Floirac le nouveau pont représente un levier de développement important car il connecte directement cette zone en pleine urbanisation (mélant logements, équipements publics, commerces et pôles culturels) à la rive gauche plus densément développée.

Cette connexion nouvelle crée un bassin d'attractivité commun, renforce la circulation et les flux (rappelons que Bordeaux a été désignée en 2024 la ville la plus embouteillée de France⁴) et crée une rencontre entre deux parties des rives de la Garonne qui s'ignoraient jusqu'à présent. Le pont Simone Veil participe ainsi à une vision polycentrique du développement métropolitain, où les projets urbains ne sont plus pensés comme des entités autonomes mais comme les éléments interdépendants au sein d'un système urbain cohérent.

Un maillon essentiel du développement de la métropole

Sur le plan architectural et paysager, le pont Simone Veil traduit cette ambition métropolitaine par une forme sobre et ouverte,

conçue non seulement pour franchir la Garonne, mais pour relier deux quartiers en développement. Sa largeur exceptionnelle, réservée en partie aux mobilités douces, aux transports collectifs et aux circulations lentes, exprime une volonté claire de créer un lien accessible et inclusif, à même de favoriser les interactions sociales et économiques entre des quartiers aux trajectoires finalement communes. En cela, le pont dépasse sa fonction technique et aspire à être un véritable outil d'aménagement du territoire, capable d'accompagner les dynamiques urbaines et économiques à l'échelle de la métropole bordelaise. Du côté de Bordeaux, le pont prolonge donc l'opération Euratlantique, qui vise à faire du quartier de la Gare Saint-Jean un pôle économique majeur, articulé autour de la grande vitesse ferroviaire (arrivée de la LGV en 2016), de

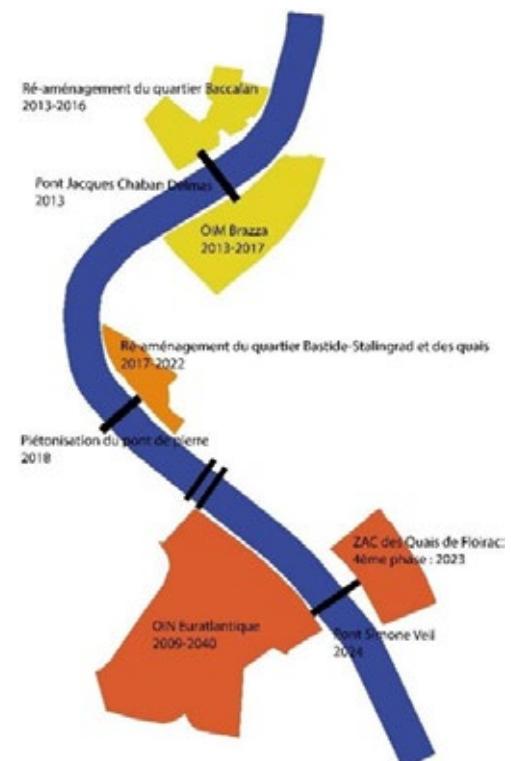


Schéma chronologique des projets métropolitains liés aux ponts à Bordeaux, schéma personnel

⁴ Article «Bordeaux détrône Paris et devient la ville la plus embouteillée de France», dans *Le Figaro* datant du 8 février 2025

bureaux, de logements et d'équipements structurants, il renforce la connexion entre ce nouveau hub métropolitain et les territoires en mutation situés de l'autre côté de la Garonne. À Bègles, il soutient la dynamique de requalification du quartier Belcier-Terres Neuves, quartier prioritaire de la politique de la ville, en améliorant son accessibilité et en l'ouvrant à de nouvelles opportunités économiques et sociales, notamment en favorisant la desserte en modes doux et transports en commun. Le pont cherche ainsi à faciliter l'insertion de ce quartier dans une logique de centralité élargie, contribuant à la mixité fonctionnelle et à la diversification de l'offre d'activités et de services.

Enfin, ce pont caractérise également une ambition de rééquilibrer les dynamiques territoriales, en prolongeant les ambitions de développement et de revitalisation au sud de Bordeaux. Il s'inscrit dans une stratégie de maillage métropolitain où les infrastructures ne desservent plus seulement les centres consolidés, mais participent à l'émergence de nouvelles polarités urbaines plus inclusives et équitables.

Les aspects de l'innovation; des ambitions environnementales et symboliques.

Au-delà de sa fonction de liaison, le pont Simone Veil se distingue par une ambition affirmée d'espace public actif et partagé. Pensé comme une extension du tissu urbain, il prolongera à termes les promenades fluviales et les parcours doux de part et d'autre de la Garonne (la promenade piétonne et les pistes cyclables ont déjà été rejoins en rive droite, le projet est toujours en cours en rive gauche). Parmi les innovations attendues lors de la conception de ce pont, le volet « espace public » était mis en avant dans le discours de la métropole. Que le pont puisse répondre aux mêmes usages qu'une place, tel était



Aménagement de Quais piétons en bord de Garonne, photo personnelle



Construction du quartier Quai de Brienne (OIN Euratlantique), photo personnelle

le défi proposé par l'agence OMA au moment de l'esquisse du projet. La largeur du tablier, la surface très importante accordée aux piétons et aux mobilités douces va dans ce sens. Cependant, bien loin des images de concours et des perspectives

sur un pont ultra animé et festif, la réalité rattrape le rêve. Aujourd’hui le pont Simone Veil ressemble davantage à une autoroute abandonnée entre deux projets urbains en construction, qu’à l’espace public festif tel que représenté et décrit. Le risque d’une survalorisation des images de concours qui présentaient le pont quasi-uniquement comme un espace festif est en effet réel. S’il est déjà compliqué d’anticiper les futurs usages d’un espace public, il est peut-être encore plus difficile d’orienter ces usages vers des activités principalement festives. Ce critère d’espace public serait alors davantage un outil de marketing territorial, mis en avant par les images 3D et les discours autour du projet, mais assez éloignés des pratiques réelles actuelles. Les quelques bancs circulaires et les affiches photographiques ne sont pas suffisants pour attirer le passage mais les dynamiques d’appropriation s’intensifieront peut-être lorsque les nouveaux quartiers sur ses berges seront livrés. Le temps long permettra peut-être d’observer comment les futurs habitants s’approprieront cet ouvrage et s’ils développeront sur ce pont des nouveaux usages de l’espace public.



Perspective de concours du pont Simone Veil par OMA

Des ambitions urbaines et architecturales intégrant les enjeux environnementaux d’un monde en transformation

« *La plupart des projets d’infrastructures se caractérisent par l’anonymat. Or le concepteur est un metteur en scène, qui laisse une signature caractéristique permettant d’établir un lien entre la forme et la signification. Il doit décider de la manière dont l’infrastructure est intégrée dans le tissu urbain. Il est important pour ce faire qu’il ait une idée des problèmes d’environnement, des systèmes et des différents acteurs qui interviennent dans le projet* ».

Bernardo de Sola (1947)⁵



Mobilier urbain et affichages temporaires sur le pont, photo personnelle

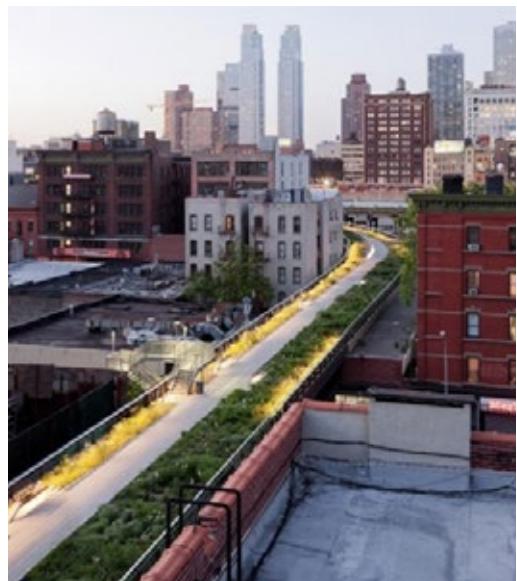
⁵ Bernardo DE SOLA (architecte urbaniste) cité par D. ROUILLARD dans *L’Infraville / Le futur des infrastructures*, Archibooks, 2012

Les cheminements piétons, indépendants des voies circulées, sont ponctués de mobilier, invitant à la pause, et à une réappropriation lente de l'espace fluvial. Cette programmation fine des usages était accompagnée dans le projet d'une attention portée au confort d'usage et à l'inclusivité, avec des revêtements anti-dérapants, une signalétique sobre et un éclairage à intensité variable, favorisant une ambiance nocturne apaisée et économique. Sur le plan environnemental, le projet revendique (malgré l'utilisation massive du béton) une logique de sobriété: optimisation des volumes de matériaux, limitation des déblais en lit mineur, dispositifs de filtration des eaux de ruissellement pour participer à la démarche de transition écologique de la métropole. Avec du recul ce discours de conception écologique du pont reste toutefois très largement contestable. Ainsi, selon les discours et la volonté des pouvoirs publics comme de la maîtrise d'œuvre, le pont est un symbole de résilience urbaine, en cohérence avec les ambitions de Bordeaux Métropole en matière de climat et de mobilités durables. À travers cette œuvre pourtant d'apparence très sobre, la ville cherchait à donner à voir une vision renouvelée de l'infrastructure non plus uniquement technique ou utilitaire, mais profondément culturelle, sociale et territoriale.

Les critiques que nous pouvons lui porter aujourd'hui restent en sursis du fait de l'émergence des futurs quartiers sur les berges de la Garonne. L'impression de monumentalité et de vide persiste tout de même et pourrait conclure à une forme d'échec du projet si les espaces publics prévus n'étaient pas appropriés par les habitants. Cependant, là où les ponts comme Chaban-Delmas ou le pont d'Aquitaine privilégièrent encore largement la voiture, le pont Simone Veil propose une approche plus apaisée, écologique et inclusive du franchissement fluvial, illustrant ainsi un mode de pensée urbaine et de volonté

politique de concevoir les ponts comme lieux de vie, et non plus seulement comme des lieux de transit.

À travers l'étude du pont Simone Veil (Bordeaux) nous avons constaté l'ambition des concepteurs de s'éloigner d'une vision technisiste du pont pour que celui-ci devienne un élément davantage structurant du paysage urbain. Le design du pont peut par exemple également s'intégrer à la démarche environnementale et anticiper une urbanité plus responsable et adaptée à la transition écologique. Comme si l'infrastructure ne pouvait plus se penser en dehors d'un dialogue avec son environnement (naturel, social, urbain, ...). En termes d'architecture et d'ingénierie, cela se caractérise par les aspects d'espace public pensés dès le moment de la conception. Le pont élargirait ainsi ses usages en s'ouvrant davantage à des appropriations piétonnes ainsi qu'à une végétalisation de sa structure. Ces deux critères (espace public piéton et végétalisation du tablier) participeraient à la résilience des villes face aux défis climatiques. La végétalisation de la structure,



Vue de la High Line à New-York (photo: The Inside Track On New York City's High Line: NPR)

par exemple, participerait à la lutte contre les îlots de chaleur urbains et favoriserait la biodiversité.

Reconvertir et redéfinir l'infrastructure: une circulation des modèles contemporains

La conception du pont Simone Veil fait écho à d'autres projets récents ayant valeur de modèle, en particulier la High Line à New York, livrée en 2009. Ce projet illustre particulièrement une approche novatrice quant à l'aménagement d'un espace public, et traduit une ambition d'urbanisation et de renouvellement urbain favorables à l'inclusion de la nature en ville.

Dans le contexte de reconversion de certaines infrastructures issues de l'ère industrielle notamment près des centres-villes, la transformation de la High Line (ancien viaduc ferroviaire) en un parc urbain caractérise en effet ce changement de paradigme. Selon Éric Alonzo dans *L'architecture de la voie*⁶, le modèle de reconversion des espaces industriel est en effet apparu en Amérique du Nord dans les années 1960, à partir des ré-aménagements des anciens ports de Boston, Baltimore et San Francisco. Alors que les nouveaux usages, encouragés par le ré-aménagement, étaient principalement réactifs et commerciaux (festival market place), la High Line de New-York se distingue. Tandis que les tissus urbains sont de

plus en plus saturés, le projet de transformation de ce viaduc ferroviaire questionnait l'aménagement futur des métropoles. Abandonné pendant plus de 30 ans, le projet de parc sur ce pont urbain caractérise aussi un symbole de régénération de la rive ouest de Manhattan. Dès son ouverture, la High Line new-yorkaise devient immédiatement une référence dans les revues d'urbanisme ; sur ses 2,33 km de longueurs des espèces végétales sont plantées tout en conservant celles qui avaient spontanément envahi la friche et lui conférant un aspect de calme et de fraîcheur inédit dans la métropole new-yorkaise. Le projet lauréat compte en effet fortement sur la végétalisation de l'infrastructure et limite, beaucoup plus que les autres propositions, les destructions. Ces principes témoignent ainsi de l'évolution du mode de pensée urbaine à travers la transformation d'une infrastructure. Dans ce cas particulier, c'est l'activité de promenade qui a aussi été introduite sur ce pont pourtant inaccessible aux habitants pendant plus de 60 ans. L'effet positif majeur est le fait que la proximité d'un parc valorise la qualité de vie des habitants car il offre des opportunités récréatives et qu'il est synonyme d'amélioration du niveau de vie notamment sur la santé physique et mentale⁷. La volonté de transformer cet espace en un lieu approprié par les habitants résulte notamment de la place accordée au



Vue de la High Line à New-York (photo : New York Aktuel)

⁷ DINNIE Elizabeth, Katrina M. BROWN, MORRIS Sue, *Community, cooperation and conflict: Negotiating the social well-being benefits of urban greenspace experiences*, Landscape and Urban Planning, Volume 112, April 2013, Pages 1-9



Image de concours pour la transformation du pont Anne de Bretagne à Nantes
(image : Dietmar Feichtinger Architectes)

concept de *Placemaking* dans la conception du projet. Le *Placemaking*, est un « processus de collaboration par lequel la place publique peut être façonnée pour maximiser la « valeur partagée » et le sentiment d'appartenance » ; il s'agit ainsi de penser l'espace comme un cadre de vie avant tout et non plus comme un objet uniquement technique ou esthétique. L'aménagement cherche alors à créer des sentiments d'appartenance, à favoriser les interactions sociales et à diversifier les usages de l'espace, afin d'améliorer la qualité de vie dans l'espace public. Concrètement, ces volontés se traduisent dans l'espace public par un design centré sur l'humain, par l'installation d'art public et d'évènements communautaires (terrasses, zones de détente, lieux de spectacle, expositions), ... tout en préservant l'identité industrielle du lieu. Largement mis en place dans la reconversion de la High Line par les paysagistes new-yorkais, les principes du placemaking contribuent à ouvrir nos imaginaires sur l'avenir des infrastructures (notamment routières ou ferrées en ville) en focalisant la reconversion sur la transformation des usages.

De nouvelles idées au cœur des questionnements sur les mobilités urbaines

Cette mutation des ponts en réponse aux enjeux environnementaux et sociaux s'ac-

compagne d'une transformation tout aussi significative dans leur rapport à la mobilité, notamment à travers l'intégration croissante des mobilités douces dans leur conception. Loin de l'image du pont comme simple support à la circulation automobile, les ouvrages contemporains sont désormais pensés pour offrir une répartition plus équilibrée et plus inclusive des flux, au bénéfice des piétons, cyclistes et transports en commun. Cette évolution se traduit concrètement par une redéfinition des largeurs de tablier : là où l'on consacrait auparavant 80 à 90 % de la surface circulable à la voiture, l'on tend aujourd'hui vers des répartitions plus équitables, avec parfois jusqu'à 40 à 50 % dédiés à la mobilité douce et partagée⁹. Le pont Simone Veil à Bordeaux illustre bien cette tendance, avec ses larges bandes cyclables bidirectionnelles, ses trottoirs généreux, et réservant le passage aux bus, piétons et vélos. Cette réorganisation spatiale entraîne des conséquences directes sur l'ingénierie du pont notamment sur la structure qui doit être conçue pour supporter des charges réparties différemment. La prise en compte de la mixité d'usage impose également de repenser les pentes, les revêtements (pour éviter glissades et vibrations), l'éclairage, ou encore l'accessibilité PMR. Architectes et urbanistes sont ainsi appelés à créer des ambiances propices à la déambulation et à l'appropriation sociale de ces infrastructures, en intégrant

⁹ Pont Anne-de-Bretagne, un nouveau lieu de vie et de passage | Nantes, ville et métropole

des éléments de confort, de sécurité, voire d'esthétique. À l'échelle urbaine, les ponts deviennent ainsi des maillons essentiels des continuités cyclables et piétonnes, favorisant un maillage fin et fluide entre les quartiers. Cette évolution traduit un basculement culturel majeur : les ponts ne sont plus conçus uniquement pour aller plus vite ou plus loin, mais pour mieux habiter la ville.

Par exemple, à 350km au Nord de Bordeaux, la transformation du pont Anne de Bretagne à Nantes caractérise la même volonté politique d'adapter le tablier du pont aux mobilités douces et donc d'anticiper (un peu) la transition écologique de la ville vers



Pont Erasme à Rotterdam (image : mapcarta.com)

une société décarbonée. En cours de livraison par Dietmar Feichtinger Architectes, la transformation de ce pont autrefois uniquement routier en un pont support de multiples usages est très symbolique d'un changement dans «l'architecture des voies». Dans ce projet, il s'agit de tripler la largeur du pont actuel (de 18m à 53m) dans le but de mieux penser la répartition des différents modes de déplacements et d'accorder 75% de la surface totale aux



Pont Erasme à Rotterdam (image : trek.zone)

déplacements décarbonés⁸ (piétons, cyclistes, tramway, bus). La transformation de ce pont, situé dans le cœur historique de Nantes, est aussi une forme de traduction d'un mode de pensée urbaine émergeant et aspirant à prendre en compte les enjeux environnementaux dans la conception architecturale (ingénierie écologique et sobriété des matériaux) et dans la conception urbaine (développement des mobilités douces, végétalisation de la structure).

Une nouvelle relation entre pont et projet urbain

Enfin, le dernier aspect de l'évolution actuelle des modes de conception des ponts correspond à la réintégration des ponts dans un projet urbain global captant les projets développés sur les deux rives. Alors que les berges fluviales sont désormais des espaces attractifs pour le développement urbain, l'urbanisme métropolitain confère aux ponts un rôle stratégique d'accélérateur des dynamiques urbaines dans lesquelles il s'inscrit. Ce mode de pensée urbain a pour conséquence principale qu'au moment de sa conception le pont n'est plus simplement un ouvrage de franchissement

⁸ GUYOT Gilles, architecte et urbaniste de l'agence OMA (Office for Metropolitan Architecture) dans «Les ponts, nouveaux points de vue architecturaux sur la ville» dans *Le Monde*, article du 1er octobre 2024

mais également un levier pour participer à un développement urbain détaché d'un caractère uniquement routier.

Par exemple, le pont Erasme (pont à tablier à bascule de 802m de long accueillant des pistes cyclables, tramway, voitures et piétons - largeur 33,8m, dessiné par B. Van Berkel et C. Bos) qui franchit la rivière Nieuwe Mass à Rotterdam est, depuis son inauguration en 1996, un exemple saisissant de résilience urbaine. En grande partie détruite par la Seconde Guerre mondiale, Rotterdam n'a cessé, depuis la seconde moitié du XX^e siècle, de se réinventer. Alors même que l'ingénierie et l'architecture un peu futuriste du pont Erasme attiraient particulièrement l'attention, sa conception est d'autant plus innovante qu'elle lie deux projets urbains phares du renouvellement de Rotterdam : la reconversion du quartier Kop Van Zuid (transformation d'une ancienne zone portuaire en un quartier d'affaire, de culture et de divertissement) et le projet d'embellissement du centre-ville historique. Ce nouveau lien entre le passé de la ville (centre historique) et son renouveau (Kop Van Zuid) est ainsi illustré par ce pont. Symbole de continuité physique et symbolique, le pont Erasme de Rotterdam fut ainsi précurseur dans la manière dont la conception d'un pont, en s'inscrivant entre deux projets urbains peut transformer une discontinuité en une relation active et même en amplifier la portée. Renommé « Le Cygne » par les habitants, le pont Erasme est aujourd'hui l'une des attractions phare de la ville.

La conception contemporaine des ponts semble donc être arrivée à un tournant décisif dans l'histoire de l'urbanisme et de l'architecture, révélant une rupture profonde avec les logiques fonctionnalistes qui ont longtemps dominé la pensée infrastructurelle. Héritée de l'ère moderne, cette approche voyait le pont avant tout

comme un dispositif technique, un outil de franchissement conçu pour optimiser la fluidité automobile et répondre à une vision hiérarchisée des mobilités. Le pont était alors un objet « hors-sol », indifférent à son contexte, à ses usagers et à son environnement, souvent surdimensionné, imposant sa présence au paysage plus qu'il ne dialoguait avec lui. Aujourd'hui, cette logique tend à s'effacer au profit d'une vision plus sobre, plus intégrée et systémique de l'infrastructure, dans laquelle le pont devient un élément actif de la transition écologique et du renouvellement du projet urbain.

Ce tournant s'inscrit dans une transformation globale de la pensée urbaine, qui ne considère plus la ville comme une machine à produire de la circulation, mais comme un écosystème vivant, en constante adaptation aux enjeux environnementaux, sociaux et climatiques. Dans ce cadre, le pont ne peut plus être uniquement pensé comme un vecteur de vitesse ou de connexion mécanique entre deux points. Il doit devenir un support d'usages, un paysage vécu, voire potentiellement habité, un vecteur de continuités écologiques et sociales. Ce changement de paradigme implique une revalorisation des mobilités douces, une attention accrue à la sobriété matérielle, à la résilience des structures face aux aléas climatiques (montée des eaux, fortes chaleurs, etc.), mais aussi une à une meilleure insertion dans les trames vertes et bleues du territoire. La végétalisation des ponts, l'utilisation de matériaux bas carbone ou recyclés, la limitation des emprises au sol, ou encore la conception de structures réversibles ou adaptables sont autant de réponses à ces nouvelles exigences.

Architecturalement, cela se traduit par des formes plus fines, plus légères, qui cherchent à minimiser leur impact visuel et environnemental tout en valorisant l'expé-

rience sensible du franchissement. Le pont devient un lieu de parcours et de perception du paysage, un support d'usages multiples – promenades, pauses, traversées lentes, espaces de rencontre – en rupture avec la conception linéaire et autoritaire de l'infrastructure héritée du XX^e siècle. Il devient un espace public en soi, qui incarne une certaine idée de la ville post-carbone : accessible, partagée, ancrée dans ses milieux. Cette évolution témoigne d'un glissement fondamental dans la fabrique urbaine contemporaine, où les infrastructures ne sont plus pensées comme des réponses uniquement techniques, mais comme des opportunités pour réparer les liens entre territoires, écosystèmes et sociétés. En ce sens, la nouvelle génération de ponts porte en elle une vision renouvelée de la ville : plus sobre, plus juste, plus résiliente.

Derrière cette vision ambitieuse d'un pont urbain inclusif et vecteur de transition éco-logique, subsistent cependant certaines limites et contradictions. Le pont Simone Veil, malgré son design généreux en espaces piétons et cyclables, reste par exemple toujours aujourd'hui un espace largement déserté, suspendu entre deux quartiers encore en chantier, et peine à remplir la promesse d'un véritable espace public vivant. Plus largement, le projet reflète certains biais caractéristiques des grands récits métropolitains : un marketing territorial surjoué, flirtant parfois avec le greenwashing, où la mise en avant de la « mobilité douce » et de la « qualité de vie » masque la réalité d'une urbanisation intensive, énergivore et consommatrice de foncier.

De plus, si le pont peut encourager les mobilités alternatives, il ne cherche pas fondamentalement à réduire le trafic automobile, mais à le détourner, renforçant même la dépendance à la voiture avec le report attendu des nouvelles populations sur les

deux rives. La question des parkings, des flux et de la pression automobile future reste largement éludée dans les discours officiels. Finalement, ce projet illustre toute l'ambivalence de ces grands équipements contemporains : porteurs d'idéaux de transformation écologique et sociale, mais toujours rattrapés par des logiques d'aménagement intensif, d'attractivité compétitive et de croissance urbaine difficilement soutenable.

Bibliographie

- A. SASSI PERINO, *Les ponts*, Angia Sassi Perino, édition Grund, 2004
- D. BIAU, *Le pont et la ville: une histoire d'amour planétaire*, édition Presse de l'Ecole Nationale des ponts et chaussés, 2013
- Ponts urbains, Dans: *Formes et structures*, no 4, 4ème trimestre, p. 49-50, 1996 «Des Ponts à vivre», Cerema (sélection de 40 ponts)
- C. GUILLOTEAU *Habiter les ponts, les ponts habités, une tentative d'appropriation de l'espace réussie ?*
- Mémoire de master sous la direction de Marie-Paule HALGAND - Séminaire: *Architectures contemporaines: cultures / pratiques / critiques- ensa Nantes - 2019-2020*
- M. APPEL-MULLER *Passages: Espaces de Transition pour la Ville du 21e Siècle: Transitional Spaces for the 21st-Century City*, Actar Publishers, 2013
- E. ALONZO, *L'architecture de la voie*, édition Parenthèses, 2018
- D. ROUILLARD *L'infraville / Le futur des infrastructures*, édition ArchiBooks, 2012
- E. DINNIE, K-M BROWN, S. MORRIS, *Community, cooperation and conflict: Negotiating the social well-being benefits of urban greenspace experiences*, *Landscape and Urban Planning*, Volume 112, April 2013

Réflexion urbanistique sur le développement des ZAC parisiennes : Bercy, Rive Gauche, Clichy-Batignolles

Selen GOR

Le tissu urbain de Paris évolue constamment par des dynamiques sociales, économiques et territoriales. Cette évolution crée des tensions morphologiques entre les nouvelles formes urbaines périphériques et les structures héritées, de plus, ces tensions accentuent la discontinuité entre la ville historique et les espaces contemporains (Assouline et Mimram, 2011; Lévy, 2005). La coexistence de zones urbaines historiques et moderne crée discontinuités qui influencent la forme physique, l'expérience urbaine et l'identité des lieux (Allain, 2004).

Face à ces changements d'échelle, Lévy (2005) souligne l'importance d'une adaptation morphologique qui dépasse la simple homogénéité formelle pour intégrer l'articulation des différentes échelles spatiales et temporelles. Toutefois, Lortie (2003) critique cette idée de continuité, en particulier aux limites des ZAC, et propose de reconnaître les morphologies propres à chaque époque, en acceptant les discontinuités au lieu de les masquer par des artifices architecturaux.

Cette recherche s'interroge comment la morphologie urbaine des ZAC reflète

l'évolution des discours qui les structurent. Elle combine les aspects théoriques (discours) et empiriques (formes) de l'urbanisme. L'étude cherche à répondre à la question suivante : **en quoi la morphologie urbaine des ZAC reflète-t-elle les discours qui les structurent ?**

L'étude se concentre sur l'évolution morphologique de trois ZAC parisiennes, qui résultent de la transformation d'anciennes zones industrielles et logistiques en écoquartiers. Ces trois études de cas sont sélectionnées pour plusieurs raisons, dont la première est que ce sont des projets d'envergure qui ont eu un impact morphologique significatif à l'échelle urbaine. De plus, elles couvrent trois périodes distinctes, qui sont séparées d'environ une décennie, ce qui permet d'analyser l'évolution des stratégies urbaines au fil du temps. Le terme « discours urbanistique » est exprimé dans un ensemble de documents et de pratiques qui guident le développement et l'aménagement des ZAC. Dans ce cadre, les rapports Paris Projet de l'APUR et les déclarations politiques des maires de Paris à l'époque concernant les ZAC étudiées, sont considérés comme constituant l'ensemble

des discours qui structurent la morphologie urbaine.

L'évaluation de la manière dont la morphologie « reflète » un discours repose sur des critères concrets (Lévy, 2006 ; Allain, 2004 ; Lortie, 2003). Par conséquent, en s'appuyant sur les recherches de Lévy (2006), Allain (2004) et Lortie (2003), on analyse et compare les cas d'étude en utilisant les critères suivants : la largeur des rues, la hauteur des bâtiments, l'alignement des façades, le gabarit bâti, la trame parcellaire, l'organisation des îlots, l'implantation sur la parcelle, la typologie des constructions, l'identification des types d'habitats, les transitions entre l'ancien et le nouveau bâti et le rapport entre les pleins et les vides. Ces critères constituent une base pour analyser les changements morphologiques et réfléchir à la manière dont la morphologie urbaine des ZAC reflète les discours qui les structurent. Dans ce contexte, on cherche le lien entre discours et formes urbaines qui constituent un processus de traduction et d'adaptation, plutôt qu'une influence directe et mécanique. On peut considérer morphologie urbaine comme le résultat d'un processus complexe où les intentions exprimées dans les discours sont interprétées, ajustées, et parfois réinterrogées. Les formes urbaines sont autant des représentations spatiales des discours que des ajustements aux contraintes locales, historiques et économiques. Dans chaque cas d'étude, il s'agit d'interroger en quoi la morphologie urbaine rend visibles ces discours, et en quoi il est possible d'interpréter spatialement leurs intentions afin de répondre à la question de recherche.

Morphologie urbaine

La morphologie urbaine étudie la forme physique de la ville ainsi que l'évolution progressive de son tissu urbain, ce qui révèle une diversité architecturale et spatiale et

résulte d'un enchevêtrement complexe d'interactions entre histoire, société, économie et environnement (Allain, 2004). Certains projets urbains émergent déconnectés de leur contexte, apparaissent davantage comme des ajouts juxtaposés au lieu d'être intégrés dans le tissu existant (Lortie, 2003). Les discontinuités urbaines marquent des ruptures ou des transformations majeures et témoignent de profonds changements dans l'organisation spatiale, l'architecture et les fonctions urbaines ; ces évolutions sont souvent liées à des facteurs historiques, économiques ou sociaux (Lévy, 2005).

La morphologie urbaine dépasse les formes visibles et intègre les dynamiques sociales, économiques et politiques. Elle montre comment planification et discours urbanistiques se traduisent dans la ville (Moudon, 1997). Dans le contexte des ZAC parisiennes, la morphologie révèle les tensions entre continuité et rupture du tissu urbain, ainsi que les équilibres entre densification, mixité fonctionnelle et espaces publics. Cette approche éclaire les transformations urbaines en les replaçant dans une perspective historique et contextuelle, montrant la ville comme un palimpseste de strates d'interventions humaines (Moudon, 1997).

Zone d'Aménagement Concerté (ZAC)

Les zones d'aménagement concerté (ZAC) sont des espaces où une collectivité publique organise l'aménagement et l'équipement des terrains, souvent acquis pour être rétrocédés à des utilisateurs publics ou privés (article L.311-1 du code de l'urbanisme). Créeé en 1967, la ZAC permet une planification urbaine coordonnée entre acteurs publics et privés, facilitant le développement maîtrisé de quartiers (CEREMA, 2020).

Pour illustrer cette dynamique, les ZAC situées sur les rives droite et gauche de la Seine à l'est de Paris témoignent de logiques urbanistiques contrastées (APUR, 1990). La rive droite, autour de Bercy et de la gare de Lyon, combine fonctions commerciales, industrielles et résidentielles, avec une forte densification depuis les années 1970. La rive gauche, limitée par les infrastructures ferroviaires, est restée essentiellement industrielle et logistique, avec un renouvellement plus modéré.

Cette dualité reflète deux stratégies d'aménagement : à droite, un renouvellement dense et multifonctionnel ; à gauche, une approche plus prudente liée aux contraintes foncières et historiques. La revue Paris Projet (APUR, 2005) souligne que même des projets non réalisés, comme les candidatures à l'Exposition universelle de 1989 et aux Jeux olympiques de 1992, ont stimulé une réflexion stratégique sur la reconversion de secteurs délaissés, intégrant mixité, valorisation des berges et continuité urbaine.

Enfin, la morphologie des ZAC traduit ces approches contrastées : la rive droite, dense et multifonctionnelle, illustre une stratégie axée sur la densification et la création de pôles économiques intégrés, tandis que la rive gauche, plus fragmentée, témoigne d'une approche adaptative, marquée par la préservation de la mémoire industrielle. Cette dualité reflète les compromis des politiques urbaines dans un contexte d'héritages territoriaux et sociaux complexes.

Méthodologie

La méthodologie repose sur une analyse croisée de la littérature, des documents d'urbanisme et des formes urbaines. Une revue de littérature a été menée sur les ZAC et la morphologie urbaine. L'analyse morphologique des ZAC de Bercy, Paris Rive

Gauche et Clichy-Batignolles s'appuie sur des plans, des cartes historiques et des documents d'archives propres à chaque ZAC. Cette lecture permet d'identifier les logiques de composition, les transformations spatiales et les continuités morphologiques.

Un entretien a été mené avec Monsieur André Lortie, ancien enseignant-chercheur à l'ÉNSA-PB, qui fut directeur de l'unité de recherche Ipraus-AUSser et directeur adjoint de l'école doctorale VTT (Paris Est Sup) jusqu'à sa retraite en 2025. Selon lui, des documents comme Paris Projet sont fondamentaux, car ils permettent de retracer le discours urbanistique ayant présidé à la création des ZAC. L'analyse des dessins morphologiques est également essentielle : elle permet de confronter les intentions discursives aux formes urbaines projetées et d'en comprendre la logique spatiale. De plus, des visites de terrain ont été réalisées dans chaque ZAC pour observer directement le tissu urbain existant. Ces investigations ont complété l'analyse morphologique par une expérience spatiale concrète, permettant une meilleure compréhension des formes urbaines dans leur contexte d'usage quotidien.

ZAC Bercy : Un projet pionnier marqué par la recherche d'une continuité avec les tissus urbains

Contexte et objectifs

Le projet de la ZAC Bercy, situé dans le 12ème arrondissement de Paris, vise à reconvertis une ancienne zone industrielle et portuaire en un quartier moderne, mixte et attractif. S'étendant sur environ 51 hectares, elle est délimitée au nord par la Seine, à l'ouest par le quartier de la Gare de Lyon, à l'est par la rue de Bercy et au sud par le périphérique. Ce secteur, historiquement lié aux activités logistiques et au commerce du vin, a connu

un déclin progressif au XX^e siècle avant d'être transformé à partir des années 1970 en un quartier mêlant logements, bureaux, équipements publics et espaces culturels, dans le but de favoriser un développement urbain durable et une meilleure qualité de vie pour ses habitants.

Acteurs

La réalisation de la ZAC Bercy a impliqué plusieurs acteurs majeurs. L'APUR a joué un rôle central dans la planification et la définition des orientations urbaines. La SEMAEST, société d'économie mixte de la Ville de Paris, a assuré le développement économique et la gestion du projet. La Ville de Paris, sous l'impulsion de Jacques Chirac, a facilité la mobilisation des terrains municipaux et la construction d'équipements tels que le Palais Omnisports de Paris-Bercy (Maurel, 1990). Le plan urbain a été conçu par les architectes Ferrand, Feugas, Le Roy, Bernard Huet, ainsi que le paysagiste Ian Le Caisne, lauréats du concours de 1987. Jean-Pierre Buffi a coordonné ces acteurs afin d'assurer une cohérence architecturale et urbaine (Chadoin, 2006).

Discours urbanistiques

Depuis les années 1970, l'APUR présente dans la revue Paris Projet (numéros 5 et 12) les discours urbanistiques qui structurent la ZAC Bercy. Par sa densification maîtrisée, son intégration fonctionnelle et la revalorisation du tissu urbain, la ZAC joue un rôle stratégique dans la métropole parisienne. Ainsi, dans la revue Paris Projet numéro 5 de 1971, l'APUR souligne le rôle stratégique de Bercy dans la structuration polycentrique de Paris autour des grands nœuds de transport, tout en contribuant à réduire les déséquilibres Est-Ouest (APUR, 1971). En 1974, selon l'APUR dans le numéro 12 de la revue Paris Projet, la planification évolue vers une recomposition territoriale systémique intégrant

infrastructures ferroviaires, logements, services et équipements culturels. En 1982, l'accent est mis sur la rénovation urbaine avec une attention accrue à la mixité sociale, à la qualité de vie et à la durabilité, élargissant ainsi la vision vers une approche plus holistique (APUR, 1982). Enfin, dans la revue Paris Projet numéro 12 de 1982, l'APUR présente une planification intégrée et multisectorielle favorisant la mise en réseau des centralités, la cohésion sociale et la justice spatiale, incarnant une vision métropolitaine durable et équilibrée.

Ces orientations stratégiques et les évolutions planifiées se manifestent de manière observable dans les transformations morphologiques autour de la ZAC Bercy. La formation d'une structure polycentrique autour des principaux nœuds de transport, ainsi que les objectifs visant à atténuer les déséquilibres Est-Ouest et à réduire les disparités territoriales dans l'est parisien, se reflètent dans les évolutions morphologiques et la reconversion progressive des anciennes zones industrielles, comme le montrent les cartes morphologiques. Par ailleurs, les préoccupations liées à la qualité de vie et à la durabilité se traduisent notamment par la création du parc de Bercy, qui constitue un vide structurant au sein du tissu urbain et contribue ainsi à l'amélioration de la qualité de vie en milieu urbain.

Selon Jacques Chirac, maire de Paris de 1977 à 1995 (Maurel, 1990), la ZAC Bercy visait à la fois l'amélioration du cadre de vie des Parisiens et l'affirmation de Paris comme pôle économique international, en valorisant notamment l'héritage du vin et de la gastronomie. Ces intentions se traduisent partiellement dans la morphologie urbaine du secteur. Le parc de Bercy, pensé comme un vide structurant, semble répondre à l'objectif de qualité de vie, tandis que la



Plan de l'année 1950, réalisé par l'autrice, données issues du site Geoportail (<https://www.geoportail.gouv.fr/carte>) et modifiées par l'autrice



Plan actuel, réalisé par l'autrice, données issues du site Geoportail (<https://www.geoportail.gouv.fr/carte>) et modifiées par l'autrice

reconversion des anciens chais en un ensemble commercial et culturel — Bercy Village — s'inscrit dans une logique de développement économique thématique. Cependant, la seule lecture morphologique permet-elle de rendre compte de l'effectivité de ces ambitions à l'échelle métropolitaine ou internationale ? L'espace conçu révèle une volonté programmatique, mais son inscription réelle dans les dynamiques économiques globales reste à interroger à travers d'autres registres d'analyse.

Critiques

Selon Lortie (entretien personnel, 7 juin 2025), bien que la ZAC Bercy ait été critiquée par plusieurs chercheurs pour un manque de cohérence avec le tissu urbain, elle a été conçue dans l'objectif de continuité urbaine. Malgré une rupture de continuité perçue, notamment due à la présence du fleuve et de la voie ferrée qui délimitent la zone, on observe aujourd'hui une continuité plus importante qu'auparavant. Ainsi, même si certains chercheurs soulignent un « manque de cohérence avec le tissu urbain », il est possible de constater que la continuité urbaine y est plus marquée qu'auparavant. Cette analyse est renforcée par l'entretien avec Lortie, qui met en lumière cette dynamique de continuité dans le projet, offrant une perspective nuancée sur les critiques existantes.

Selon Chadoin (2006), la ZAC Bercy, réalisée par plusieurs architectes, devait relever le défi d'assurer la continuité du tissu urbain et une morphologie homogène. Chaque architecte disposait d'autonomie dans son îlot, mais des règles communes étaient imposées pour les façades en contact avec l'espace public. Yves Laffoucrière, directeur général de la SEMAEST à l'époque (Maurel, 1991), souligne que l'ambition architecturale, notamment pour les façades donnant sur le

jardin et le Quartier International du Vin et de l'Alimentation, constituait une contrainte majeure. Pour garantir une cohérence globale, les architectes conseils Buffi et Macary ont coordonné la conception. Cette affirmation pourrait montrer que les façades architecturales de la ZAC Bercy jouent un rôle important à la fois dans la délimitation physique des constructions et dans la structuration de la morphologie urbaine. Les façades organisent la disposition des bâtiments au sein du tissu urbain et peuvent assurer une transition entre les espaces publics et privés. Cependant, si une attention particulière a été portée à la conception des façades des logements privés donnant sur le parc, le moindre soin accordé aux logements sociaux situés à l'arrière mérite un examen approfondi. Il convient de s'interroger sur la manière dont cette situation pourrait entraîner une discontinuité dans l'intégration morphologique globale du projet.

Selon Henri Hennequet, architecte et urbaniste belge reconnu pour ses travaux sur la morphologie urbaine, la réussite d'un projet urbain repose sur la conservation de l'âme du lieu (Maurel, 1990). Ainsi, le projet de Bercy est considéré comme une réussite car il préserve cette âme. Vincent (2023) montre quant à lui que certains éléments architecturaux conservés acquièrent une valeur allégorique, évoquant le passé. Le parc vise à devenir un espace de mémoire sensible grâce à sa forme paysagère.

Didier Robois, architecte et critique d'architecture français reconnu pour ses analyses des projets urbains parisiens, présente le projet de la ZAC Bercy comme une réalisation majeure de l'APUR (Bresler & Genyk, 2007). Il souligne que ce projet illustre parfaitement l'inscription du nouveau dans les traces de l'existant tout en affirmant un urbanisme volontaire (Bresler & Genyk, 2007). Le projet de la ZAC Bercy apparaît

réfléter un équilibre entre conservation et transformation dans la morphologie urbaine. La continuité du tissu historique semble se manifester à travers la préservation des axes principaux parallèles et perpendiculaires à la Seine, même si certains questionnements peuvent subsister quant à l'intégration harmonieuse du nouveau tissu. Par ailleurs, les bâtiments situés au sud-est du projet, à l'origine de la création de Bercy Village, témoignent d'une volonté de préserver des éléments architecturaux importants, créant ainsi une complexité urbaine où patrimoine et modernité s'entremêlent.

Selon Bresler et Genyk (2007), la ZAC de Bercy, d'abord perçue comme une expérience puis considérée comme un échec, est aujourd'hui reconnue comme un modèle de développement urbain. Après le départ des activités viticoles dans les années 1980, le projet a favorisé la réintégration des espaces publics et une focalisation sur l'îlot, unité du tissu urbain, reflétant ainsi les discours sur la continuité et la densification maîtrisée. Néanmoins, la réussite de cette approche ainsi que la cohabitation entre histoire et modernité méritent une attention nuancée, questionnant la traduction concrète de ces discours en formes urbaines.

Le parc de Bercy, avec ses éléments protégés, constitue un espace ouvert structurant, illustrant l'importance de la qualité de vie dans un tissu urbain dense. La préservation des axes historiques témoigne d'une volonté de continuité morphologique, bien que son intégration dans le tissu nouveau pose question. Bercy Village cherche à conjuguer patrimoine et modernité, reflétant des discours sur la durabilité dont la traduction urbaine reste à nuancer.

ZAC Paris Rive Gauche : Plus grand projet d'aménagement depuis les travaux d'Haussmann : un cas qui s'est imposé modèle

Contexte et objectifs

Le projet de la ZAC Paris Rive Gauche, situé dans le 13^e arrondissement de Paris, vise à transformer un ancien secteur industriel et ferroviaire en un quartier dynamique, mixte et durable. S'étendant sur environ 130 hectares, la ZAC est délimitée au nord par la Seine, à l'ouest par la rue de Tolbiac, à l'est par le faisceau ferroviaire de la gare d'Austerlitz et au sud par le boulevard de l'Italie. Le site accueillait autrefois un important centre industriel, comprenant notamment d'anciens entrepôts frigorifiques de la SNCF — reconvertis par la suite en ateliers d'artistes —, des installations ferroviaires ainsi que quelques immeubles d'habitation.

Acteurs

La réalisation de la ZAC Paris Rive Gauche a mobilisé plusieurs acteurs majeurs. La Ville de Paris, la Métropole du Grand Paris, le Conseil régional d'Île-de-France et l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) ont joué un rôle central dans la planification urbaine et la définition des orientations stratégiques. La SNCF a également été un acteur déterminant, en assurant la libération des emprises ferroviaires nécessaires au projet. Du côté des concepteurs, des architectes de renom tels que Christian de Portzamparc, Anne Lacaton et Jean-Philippe Vassal ont contribué à la conception des logements, des espaces commerciaux et des équipements publics. Par ailleurs, la participation des habitants et des associations locales a permis d'intégrer des préoccupations sociales et environnementales, assurant une approche plus concertée et inclusive du développement urbain.

Discours urbanistiques

Depuis les années 1970, l'APUR, à travers la revue *Paris Projet*, présente les discours urbanistiques qui structurent la ZAC Paris Rive Gauche, initialement fragmentée en trois secteurs distincts, vers la création d'une zone urbaine intégrée et innovante. Les premiers numéros (5 et 12, 1971–1974) insistent sur la réintégration des friches ferroviaires et industrielles par une densification maîtrisée, une mixité fonctionnelle et une continuité piétonne, faisant du projet un laboratoire de renouvellement urbain et un levier métropolitain d'équilibre Est-Ouest. Dans les années 1980 et 1990, l'approche s'élargit à une planification multisectorielle intégrant enjeux sociaux, économiques et environnementaux, renforçant la gouvernance partagée, la requalification des berges de la Seine et la diversification fonctionnelle (APUR, 1982, 1987, 1990). La revue *Paris Projet* n°36–37 de 2005 marque un tournant stratégique lié aux Jeux Olympiques, tandis que la Synthèse du diagnostic territorial du 13^e arrondissement : Révision du plan local d'urbanisme de Paris de 2021 recentre la ZAC autour des impératifs de résilience écologique, de durabilité et de justice sociale, transformant la morphologie urbaine en une infrastructure vivante et inclusive. Ainsi, la ZAC Paris Rive Gauche vise à incarner une mutation majeure vers un urbanisme durable et résilient, jouant un rôle clé dans la recomposition territoriale et sociale de l'Est parisien (APUR, 2003, 2005, 2021).

Les discours urbanistiques soulignent une forte volonté d'intégrer les principes de résilience écologique et de durabilité dans le projet. Cependant, il importe d'examiner comment ces ambitions se traduisent concrètement dans la morphologie urbaine. Les analyses mettent en lumière une densité

bâtie élevée accompagnée d'une présence limitée d'espaces verts, ce qui suscite des interrogations quant à la capacité du projet à incarner pleinement un urbanisme durable, résilient et socialement innovant. De plus, malgré la volonté affichée d'une densification maîtrisée et d'une intégration multisectorielle, la configuration urbaine questionne la continuité du tissu urbain et la mixité fonctionnelle. Il convient d'interroger dans quelle mesure une structure viaire relativement rigide pourrait engendrer des discontinuités spatiales, susceptibles d'affecter la qualité des interactions sociales et l'accessibilité.

Selon Jacques Chirac (*Le Monde*, 1991), maire de Paris de 1977 à 1995, et l'APUR (1971, 1974), le projet vise à rétablir un équilibre intra-urbain et régional au sein de l'Île-de-France. Cette ambition repose sur une volonté de restructuration territoriale face aux déséquilibres historiques de la capitale. Néanmoins, cette intention d'équilibrage territorial soulève plusieurs questionnements. D'une part, l'analyse morphologique révèle une coexistence problématique entre l'ouest parisien, marqué par son tissu urbain traditionnel, et l'est en cours de développement. D'autre part, la géographie sociale parisienne, caractérisée par la concentration historique des populations à revenus élevés dans l'ouest et l'implantation privilégiée du logement social dans l'est, interroge la capacité réelle de ce projet à produire un rééquilibrage effectif. Si les transformations morphologiques observées témoignent d'une volonté d'équilibrage territorial, l'évaluation de la portée réelle de cette politique nécessite une approche multidimensionnelle intégrant dynamiques socio-économiques, pratiques résidentielles et mobilités urbaines.



Plan de l'année 1950, réalisé par l'autrice, données issues du site Geoportail (<https://www.geoportail.gouv.fr/carte>) et modifiées par l'autrice



Plan actuel, réalisé par l'autrice, données issues du site Geoportail (<https://www.geoportail.gouv.fr/carte>) et modifiées par l'autrice

L'analyse morphologique révèle une discordance entre les ambitions exprimées par Jean Tiberi, maire de Paris de 1995 à 2001 (selon De Chenay, 1999), et la réalité spatiale observée dans la morphologie urbaine du projet. Bien que l'augmentation des espaces verts ait été annoncée, les cartes morphologiques montrent que la présence d'espaces ouverts au sein de la ZAC demeure limitée. Par ailleurs, malgré l'affichage d'une mixité fonctionnelle, universités, bureaux et logements restent clairement séparés dans des zones distinctes. Le projet, conçu pour désenclaver le quartier, semble générer de nouvelles discontinuités spatiales dues à la monumentalité de ses infrastructures et à la rigidité de son réseau viaire, ce qui soulève des interrogations quant à sa capacité à assurer la continuité urbaine annoncée. Ces observations sont confirmées par l'analyse morphologique : la ségrégation fonctionnelle se manifeste à travers le zonage, la prédominance des infrastructures se mesure par le rapport entre surfaces minérales et espaces verts, et les coupures urbaines apparaissent nettement au niveau des grandes structures linéaires.

Critiques

Le projet de la ZAC Paris Rive Gauche, bien que conçu comme un modèle d'intégration urbaine et de renouveau territorial, soulève plusieurs interrogations quant à la cohérence de sa morphologie avec ses ambitions initiales. La géométrie triangulaire formée par la Seine et l'avenue de France assure une fonction de liaison essentielle entre les espaces anciens et nouveaux, malgré les contraintes ferroviaires (Gravelaine, 2002 ; Eleb-Harle, 2000). Cependant, cette organisation spatiale présente certaines limites morphologiques. En particulier, l'absence de repères visuels et la faible lisibilité piétonne dans la ZAC Paris Rive Gauche apparaissent comme des facteurs

majeurs freinant les efforts visant à renforcer l'identité locale (Souami & Kasdi, 2008). Cette situation invite à s'interroger sur la correspondance entre ces éléments et les objectifs de continuité et de cohérence du projet, ainsi que sur leur manifestation dans les cartes morphologiques.

L'approche souple et centrée sur le paysage proposée par François Grether pourrait offrir une solution à ces difficultés, mais il demeure incertain dans quelle mesure cette approche a été réellement adoptée et mise en œuvre avec succès (Eleb-Harle, 2000). Par ailleurs, l'analyse de Senly (1999) souligne que la fragmentation du projet, liée aux contraintes économiques, témoigne d'un affaiblissement de la vision morphologique initialement envisagée. Dans ce contexte, de fortes incertitudes subsistent quant à la mesure dans laquelle la morphologie de la ZAC Paris Rive Gauche s'accorde avec les objectifs de planification et à l'efficacité avec laquelle ces derniers se traduisent en formes morphologiques.

Selon Lortie (entretien personnel, 7 juin 2025), le projet Paris Rive Gauche présente une augmentation de densité par rapport à Bercy. Cette densification s'accompagne, comme le souligne Lucan (2012), d'une évolution vers une architecture organisée, marquée par des îlots uniformes et une structuration urbaine forte, visant à intégrer harmonieusement des équipements publics majeurs tels que la Bibliothèque nationale de France. Cependant, cette homogénéisation morphologique soulève des questions sur la diversité urbaine et la vitalité des espaces publics. La critique de Leila (2016) sur l'esthétique hétérogène et la domination des grandes enseignes, menaçant l'identité culturelle locale, s'oppose aux discours urbanistiques qui valorisent la pluralité sociale et l'ancrage territorial. Cette remarque

invite à réfléchir sur la capacité de la morphologie à favoriser une appropriation sociale plurielle et à préserver un ancrage territorial fort.

Cysek-Pawlak (2018) souligne que le projet de la ZAC Paris Rive Gauche s'aligne davantage avec les principes du New Urbanism, notamment la mixité fonctionnelle et la diversité des usages. Cependant, ce courant valorise aussi le respect de l'échelle humaine et la qualité des espaces publics, domaines où les analyses morphologiques révèlent certaines insuffisances. La monumentalité des volumes bâtis et la trame viaire parfois fragmentée interrogent la capacité du projet à répondre pleinement aux exigences humaines.

ZAC Clichy-Batignolles : Une approche contemporaine avec macro-lots au service des logiques environnementales

Contexte et objectifs

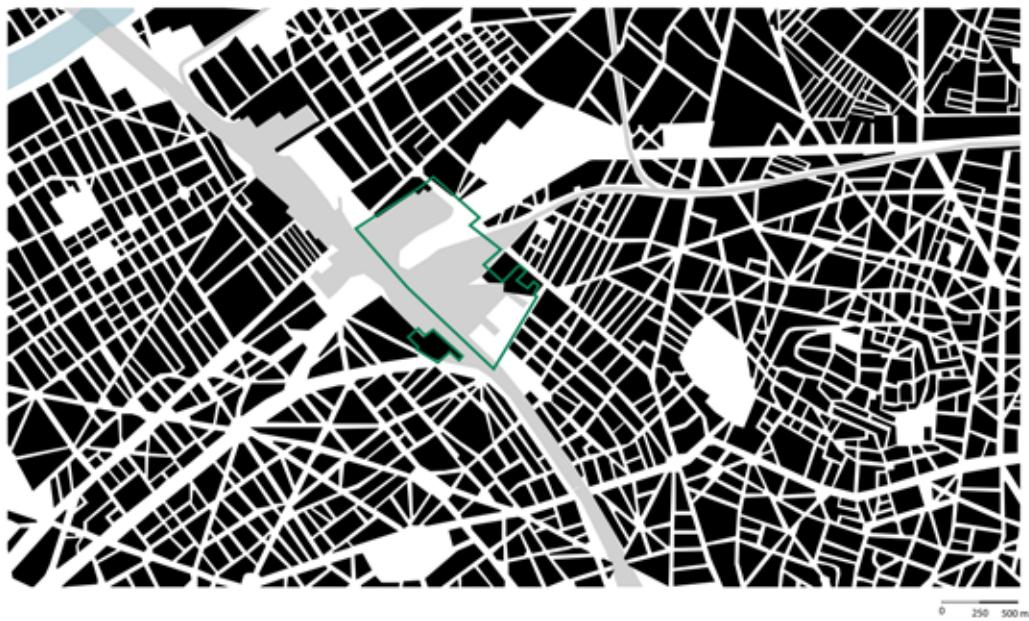
Le projet de la ZAC Clichy-Batignolles, située dans le 17^e arrondissement de Paris et couvrant environ 54 hectares, a été lancé en 2007. Il vise à transformer une ancienne friche ferroviaire et industrielle en un écoquartier moderne, durable et mixte, conciliant densification urbaine et qualité de vie. La ZAC est délimitée au nord par la rue de la Jonquière et la rue Cardinet, à l'est par le boulevard Bessières et la rue de la Porte de Clichy, au sud par le boulevard périphérique de Paris, et à l'ouest par la rue de la Cité des Fleurs et la rue de la Maison Rouge. Le site comprenait des terrains désaffectés, d'anciennes usines ainsi que des infrastructures ferroviaires proches de la gare de Clichy-Levallois.

Acteurs

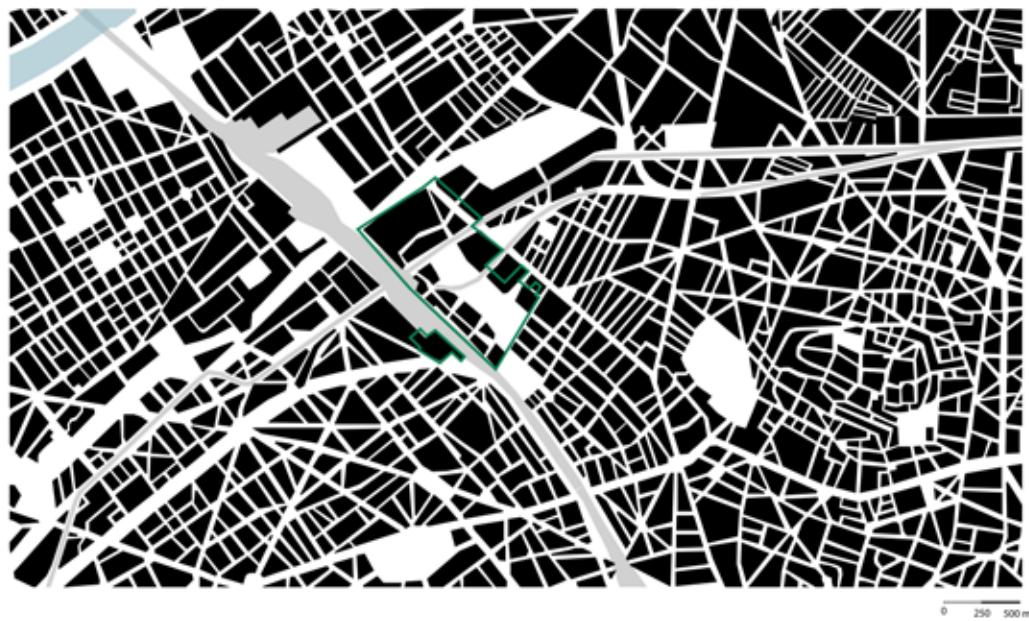
La réalisation de la ZAC Clichy-Batignolles a mobilisé plusieurs acteurs essentiels. L'aménagement global a été confié à Paris & Métropole Aménagement, pour le compte de la Ville de Paris, en étroite collaboration avec la Métropole du Grand Paris et l'APUR. La coordination urbaine du projet a été assurée par l'architecte-urbaniste François Grether, accompagné de la paysagiste Jacqueline Osty et du bureau d'études OGI, garantissant une cohérence entre la trame bâtie, les espaces publics et les exigences environnementales. Par ailleurs, l'îlot Saussure Pont-Cardinet (2,3 ha), situé dans le prolongement de l'écoquartier, a été aménagé par Espaces Ferroviaires, filiale de la SNCF, contribuant à l'intégration urbaine des emprises ferroviaires et à la continuité entre ancien et nouveau tissu urbain. Cette répartition des rôles illustre la complexité et la nature partenariale du projet.

Discours urbanistiques

L'APUR, dans la revue Paris Projet numéros 34-35 (2003) et 36-37 (2005) de la revue Paris Projet, présente les discours urbanistiques qui structurent la ZAC Clichy-Batignolles. Dans la revue Paris Projet numéro 34-35 de 2003, le site ferroviaire des Batignolles est défini comme un lieu stratégique pour le renouvellement urbain. L'intégration au tissu urbain existant rencontre des difficultés, en raison des discontinuités urbaines qui entravent la continuité entre les quartiers voisins. L'approche morphologique vise à transformer cette rupture en une pièce urbaine cohérente, structurée autour d'un grand parc central, cherchant ainsi à recomposer la ville en tissant des continuités physiques et visuelles (APUR, 2003). Selon l'APUR, dans la revue Paris Projet 36-37 de 2005, en lien avec la candidature aux Jeux Olympiques de 2008, la zone devait devenir le Village Olympique. Même si les Jeux ont finalement eu lieu dans



Plan de l'année 1950, réalisé par l'autrice, données issues du site Geoportail (<https://www.geoportail.gouv.fr/carte>) et modifiées par l'autrice



Plan actuel, réalisé par l'autrice, données issues du site Geoportail (<https://www.geoportail.gouv.fr/carte>) et modifiées par l'autrice

un autre pays, l'idée de durabilité dans ce projet de renouvellement urbain a été maintenue. Chaque bloc ouvert a été conçu par un bureau d'architecture différent, ce qui a permis une morphologie urbaine variée, favorisant une cohabitation fluide des différents espaces ainsi qu'une diversité des formes et des usages au sein du quartier (APUR, 2005). La ZAC Clichy-Batignolles représente une approche expérimentale de la densification urbaine durable, combinant intensité, mixité fonctionnelle et recomposition spatiale (APUR, 2005).

L'APUR (2003, 2005), dans le projet de la ZAC Clichy-Batignolles, évoque un objectif de morphologie urbaine riche et variée, visant à dépasser les discontinuités entre quartiers par des continuités physiques et visuelles, permettant une cohabitation cohérente des différents espaces. Le discours urbanistique de l'APUR (2003, 2005) se reflète partiellement dans la morphologie urbaine. Cependant, dans le cadre de ce projet organisé autour du système des macro-lots, il convient de s'interroger sur le degré réel de continuité morphologique avec les quartiers environnants. Les limites marquées des macro-lots et les stratégies de densification peuvent entraîner une fragmentation du tissu urbain, ce qui pourrait restreindre en pratique la continuité urbaine prônée par l'APUR.

Bertrand Delanoë, maire de Paris de 2001 à 2014, a souligné dans un article de Moutarde (2008) que l'objectif du projet de la ZAC Clichy-Batignolles était « Logement social et développement durable d'abord ». Ce discours met en avant le logement social et le développement durable, tandis que la morphologie de la ZAC Clichy-Batignolles traduit principalement une logique de densification et de maîtrise foncière par macro-lots. Cependant, la présence d'un grand parc au cœur du projet permet de discerner partiellement certains objectifs de développement durable dans la morphologie.

La cohérence entre le discours programmatique et sa traduction spatiale, ainsi que la capacité du projet à concilier les impératifs économiques, sociaux et environnementaux dans un contexte urbain complexe, ne peuvent être pleinement saisies par la seule analyse morphologique.

Bertrand Delanoë, maire de Paris de 2001 à 2014, a souligné dans un article de Moutarde (2008) que le parc est un élément central du projet, reliant Clichy aux quartiers voisins. Il a mentionné que onze architectes et paysagistes ont collaboré pour définir ensemble le volume urbain, l'implantation des bâtiments et la création d'une vraie rue. Cette approche témoigne d'une morphologie urbaine diversifiée à Clichy-Batignolles. Néanmoins, la prédominance des macro-parcelles soulève des questions sur la continuité urbaine avec les quartiers adjacents et peut limiter la pleine réalisation des objectifs sociaux et environnementaux annoncés. Ainsi, la morphologie de la ZAC Clichy-Batignolles reflète partiellement ces intentions, invitant à une analyse critique de leur traduction spatiale.

Critiques

Le processus de planification de la ZAC Clichy-Batignolles, accéléré par la crise du logement et la candidature aux Jeux Olympiques de 2012 (Piganiol, 2018), pourrait avoir limité la diversité morphologique et l'intégration urbaine. L'utilisation des macro-lots soulève la question de savoir si elle a favorisé une uniformité des constructions et du tissu social, ou au contraire une diversité. Bien que le projet, développé autour d'un grand parc, reflète partiellement une volonté de durabilité sur le plan morphologique, le degré de réalisation du discours sur la mixité fonctionnelle reste incertain.

Le concept de « macrolot », qui combine la trame urbaine traditionnelle à une vision moderniste inspirée de Le Corbusier, a permis une planification souple intégrant diverses fonctions urbaines et des solutions environnementales ambitieuses (Trojanowska, 2024). Les architectes ont œuvré dans le cadre d'une morphologie macro-urbaine commune, assurant la cohérence du tissu bâti tout en s'adaptant aux contraintes de lumière, vues et traversées (Paris Batignolles Aménagement, 2013). Cependant, bien que ce concept soit souvent salué pour sa flexibilité et sa cohérence, il reste pertinent d'interroger dans quelle mesure cette approche a pu réellement encourager la diversité morphologique et sociale, ou si elle a pu, au contraire, entraîner certaines limites et uniformités inattendues. Selon Lucan (2012), l'approche des macrolots dans la ZAC Clichy-Batignolles a effectivement conduit à une uniformité architecturale et sociale. En attribuant chaque îlot à un seul acteur, la diversité a été limitée, réduisant la richesse urbaine et affectant la perméabilité et la mixité sociale. Cette homogénéité a diminué la vivacité du quartier et sa connectivité, impactant ainsi négativement l'interaction entre les espaces publics et privés (Lucan, 2012). Il convient de s'interroger sur les moyens d'éviter l'uniformité créée par les macrolots, ainsi que sur la manière dont la morphologie de la ZAC Clichy-Batignolles reflète l'influence des choix économiques sur la structuration urbaine.

Selon Chroniques d'Architecture (2017), ce projet articule habilement différentes échelles urbaines en modulant les volumes afin d'assurer une transition douce entre la ville haussmannienne et l'architecture contemporaine, renforçant à la fois la continuité esthétique et l'identité propre du nouveau quartier. Cependant, cette densité excessive par rapport aux quartiers voisins

pose clairement la question de la continuité esthétique et de l'intégration urbaine. Selon Lortie (entretien personnel, 7 juin 2025), Le cas de la ZAC Clichy-Batignolles illustre une forme de densité particulièrement marquante, non tant par l'occupation au sol que par la hauteur exceptionnelle des immeubles et la quantité de logements, concentrés dans un espace restreint entre les voies ferrées et l'avenue de Clichy. Cette configuration pose la question en quoi elle crée le sentiment d'un tissu urbain comprimé, peu en dialogue avec son environnement, et en quoi cette compression se manifeste dans la morphologie urbaine.

La morphologie urbaine ne se réduit pas à la simple somme des formes, mais inclut la continuité des relations entre ces éléments et la cohérence du tissu urbain (Lucan, 2012). Malgré la construction de passerelles et de passages piétons, les obstacles comme les larges voies ferrées ont compliqué la connexion entre quartiers (Reignier, 2019 ; Porcher, 2016). Il convient donc d'interroger en quoi la morphologie de la ZAC Clichy-Batignolles reflète les discours sur la continuité et la diversité urbaines, et en quoi ces objectifs ont été réellement atteints.

Synthèse comparative morphologique

La traduction des discours en morphologie urbaine varie selon chaque ZAC étudiée. Ainsi, pour chacune d'elles, il a été questionné en quoi les discours qui les structurent se reflètent effectivement dans la morphologie urbaine. Afin de permettre une comparaison rigoureuse entre les différents cas d'étude, l'analyse s'est appuyée sur plusieurs critères observés à l'état actuel des ZAC : la largeur des rues, la hauteur des bâtiments, l'alignement des façades, le gabarit bâti, la trame parcellaire, l'organisation des îlots, l'implantation sur la parcelle, la typologie des constructions, les transitions entre l'ancien et le nouveau bâti, ainsi que le rapport entre les pleins et les vides.

Le tableau de synthèse présente les principales caractéristiques morphologiques de chaque cas de ZAC. La ZAC Bercy présente une organisation urbaine alliant tradition et modernité, avec une volonté manifeste de continuité et d'équilibre entre les espaces bâties et les espaces ouverts. La ZAC Paris Rive Gauche se distingue par une densité élevée et une structuration urbaine forte, avec la coexistence de différents types d'îlots, mais aussi un manque d'espaces ouverts. La ZAC Clichy-Batignolles se caractérise par une forte densité, avec une prédominance des macro-lots et une organisation autour d'un vaste parc central, qui constitue l'élément structurant du projet.

On peut considérer que La ZAC Bercy traduit un discours urbanistique qui est articulé

Critères morphologiques	ZAC Bercy	ZAC Paris Rive Gauche	ZAC Clichy-Batignolles
Largeur des rues	Largeur moyenne, organisation traditionnelle	Largeurs variées, certaines grandes artères	Largeur variable avec une orientation piétonne
Hauteur des bâtiments	Hauteur modérée à élevée (6-9 étages), en continuité avec le voisinage	Bâtiments élevés (7-12 étages), plus hauts que les quartiers voisins	Bâtiments élevés (7-14 étages), plus hauts que les quartiers voisins
Alignment des façades	Relativement régulier	Certaines variations liées aux différents secteurs	Certaines variations liées aux différents architectes
Gabarit bâti	Densité faible, volumes cohérents	Gabarits variés, blocs ouverts	Forte densité, fragmentation due aux macro-lots
Trame parcellaire	Mixte entre traditionnel et moderne	Contemporaine, parfois discordante avec le cadastre	Basée sur des macro-lots, indépendante du cadastre, grandes parcelles
Organisation des îlots	Équilibre entre blocs fermés et ouverts	Variée, diversité architecturale	Majoritairement blocs ouverts, présence de macro-lots
Implantation sur la parcelle	Reculs limités, implantation régulière	Reculs présents et diversité	Bâtiments en limite parcellaire quasi systématique, forte densité
Typologie des constructions	Mixte habitation et commerce	Usage mixte	Mixte logements sociaux, commerce, équipements publics
Transitions entre l'ancien et le nouveau bâti	Continuité partielle, cohérence	Meilleure connexion, transition progressive	Rupture partielle marquée, discordance avec le tissu urbain ancien
Rapport entre les pleins et les vides	Équilibré, présence d'espaces ouverts	Espaces ouverts limités, aménagement assez dense avec une forte occupation du	Forté densité bâtie, grands parcs mais tissu urbain compact autour

Synthèse comparative des trois ZAC selon les critères morphologiques définis, réalisé par l'autrice

autour d'un compromis entre la préservation du patrimoine urbain et l'introduction d'éléments contemporains, reposant sur une densification maîtrisée et une mixité fonctionnelle respectueuse du cadre existant. Cette approche rejette la rupture radicale avec le tissu ancien au profit d'une évolution progressive, s'inscrivant dans une volonté politique locale visant à maintenir l'équilibre intra-urbain et à favoriser l'intégration sociale. Morphologiquement, cela se manifeste par une organisation urbaine mêlant tradition et modernité. L'alignement relativement régulier des façades et la coexistence d'une trame parcellaire traditionnelle et contemporaine traduisent une volonté claire de cohérence et d'équilibre. La faible densité et les volumes homogènes illustrent une densification maîtrisée, respectueuse du cadre existant. La mixité fonctionnelle, combinant habitat et commerces, contribue à la dynamique urbaine, tandis que la présence d'espaces ouverts qualitatifs participe à un équilibre harmonieux entre pleins et vides. La transition partielle entre l'ancien et le nouveau bâti permet de préserver la continuité du tissu urbain, favorisant ainsi l'harmonie spatiale et la cohabitation des différentes strates historiques.

On peut considérer que la ZAC Paris Rive Gauche reflètent un discours urbanistique valorisant une densification importante et une mixité fonctionnelle comme leviers essentiels de la transformation urbaine. Ce discours, porté par une volonté d'innovation et des politiques volontaristes, souligne la nécessité de trouver un équilibre délicat entre densité urbaine et qualité de vie des habitants. Morphologiquement, le secteur se distingue par des rues aux largeurs variées, incluant de larges artères structurantes, et par des bâtiments plus élevés que dans les quartiers voisins, affirmant une présence

urbaine forte. L'alignement des façades varie selon les secteurs, tandis que la trame parcellaire contemporaine, parfois en décalage avec le cadastre ancien, témoigne d'un choix innovant. L'organisation des îlots, marquée par une diversité architecturale, et les implantations avec des reculs variables, favorisent une richesse spatiale notable. La transition entre le tissu ancien et les constructions neuves est progressive, même si les espaces ouverts restent limités, entraînant une forte occupation du sol. Ce parti morphologique illustre la tension constante entre densité urbaine et qualité de vie, ainsi que la recherche d'un compromis entre contraintes économiques, fonctionnalité et cohésion sociale. Il est donc essentiel de s'interroger sur la manière dont cette diversité architecturale contribue réellement à la mixité fonctionnelle et à un cadre de vie agréable, répondant ainsi aux enjeux du renouvellement urbain à Paris Rive Gauche.

On peut considérer que la ZAC Clichy-Batignolles reflète un discours urbanistique ambitieux fondé sur une forte densité bâtie et une organisation spatiale fragmentée, largement dominée par la présence des macro-lots. Les bâtiments, plus élevés que dans les quartiers environnants, affirment une présence urbaine verticale marquée, accentuée par leur implantation quasi systématique en limite parcellaire. L'organisation des îlots privilégie majoritairement des blocs ouverts, introduisant un contraste entre pleins et vides, avec la présence de grands parcs souvent isolés dans un tissu urbain compact mais fragmenté. La trame parcellaire, constituée de grandes parcelles indépendantes du cadastre ancien, traduit une rupture nette avec le tissu urbain préexistant. La mixité fonctionnelle, intégrant logements sociaux, commerces et

équipements publics, contribue à la dynamique urbaine. Cependant, la transition entre le tissu ancien et les constructions nouvelles reste marquée par une discontinuité notable, soulevant des questions importantes quant à l'intégration dans le tissu existant et à la qualité de vie.

En conclusion, l'analyse morphologique comparative des trois ZAC révèle la pluralité des réponses urbaines face aux enjeux contemporains de densification, mixité fonctionnelle et intégration au tissu existant. Si chaque ZAC manifeste une traduction spécifique des discours urbanistiques – entre continuité patrimoniale à Bercy, densification innovante à Paris Rive Gauche, et forte fragmentation à Clichy-Batignolles –, elles partagent toutes la complexité des arbitrages entre ambitions politiques, contraintes foncières et attentes sociales. Cette diversité souligne la nécessité d'une approche contextuelle et nuancée pour comprendre la morphogenèse urbaine, qui ne peut être réduite à une simple application linéaire des intentions initiales. Finalement, ces analyses ouvrent la voie à une réflexion approfondie sur les modalités d'évolution urbaine capable de concilier densité, qualité de vie et cohérence territoriale.

Réflexions et discussion

L'analyse menée dans cette étude, en cherchant à répondre à la question « en quoi la morphologie urbaine des ZAC reflète-t-elle les discours urbanistiques qui les structurent ? », révèle la complexité et la pluralité de la relation entre discours urbains et formes spatiales. Cette relation n'est pas linéaire : la morphologie urbaine ne reflète pas mécaniquement les discours, mais les traduit de manière partielle, en les adaptant aux contraintes locales, techniques et économiques. Il s'agit donc d'une traduction

spatiale, à la fois directe et indirecte, marquée par des processus d'interprétation et de recomposition. Cette étude montre également que la relation entre discours et morphologie évolue dans le temps, renforçant la complexité de cette traduction spatiale.

Les exemples analysés confirment cette lecture. À Paris Rive Gauche, les principes de mixité fonctionnelle et de continuité sur l'axe Est-Ouest, portés par le discours initial, se matérialisent tout en étant réinterprétés face à des contraintes d'infrastructure et à la fragmentation du site. À Bercy, la forme urbaine résulte d'un compromis entre continuité historique et densification, exprimant une volonté de cohérence dans un tissu déjà structuré. Enfin, à Clichy-Batignolles, la durabilité devient un moteur formel plus explicite : la morphologie s'articule autour d'un grand parc structurant et d'un système de macrolots traduisant les ambitions écologiques et sociales du projet. On peut considérer que la morphologie urbaine de la ZAC Bercy traduit un compromis entre la recherche de continuité et une densification maîtrisée. Le projet intègre une attention particulière portée à la qualité de vie et à la durabilité, notamment par la présence d'espaces ouverts comme le parc de Bercy, et adopte une approche durable qui prend en compte les enjeux environnementaux. Par ailleurs, Bercy joue un rôle clé dans la structuration polycentrique de Paris, cherchant à réduire les déséquilibres Est-Ouest à travers une rénovation urbaine favorisant la mixité sociale.

On peut également considérer que la morphologie urbaine de la ZAC Paris Rive Gauche illustre comment les discours urbanistiques se traduisent concrètement dans l'espace. Elle reflète la volonté de transformation urbaine et de mixité

fonctionnelle promue dans les discours, tout en montrant les limites et adaptations nécessaires face aux contraintes techniques et territoriales. Ainsi, elle confirme que la morphologie urbaine n'est pas une simple reproduction des discours, mais une traduction spatiale dynamique, où les intentions urbanistiques sont adaptées et recomposées pour répondre aux enjeux locaux.

On peut considérer que la morphologie urbaine de la ZAC Clichy-Batignolles illustre la mise en œuvre du discours sur la durabilité à travers l'aménagement d'un vaste parc central autour duquel s'organise un système de macrolots. L'organisation spatiale a pour but de répondre aux objectifs environnementaux tout en reposant sur un système de macrolots visant à favoriser une certaine diversité urbaine. Ainsi, la morphologie de Clichy-Batignolles illustre une structuration urbaine innovante, développée en accord avec des discours écologiques, sociaux et fonctionnels, et visant à répondre aux besoins urbains contemporains.

Cette analyse révèle aussi que la notion même de « reflet » entre discours et morphologie ne doit pas être prise au sens strict. En effet, la morphologie urbaine se présente plutôt comme une traduction partielle et ajustée des intentions urbanistiques, qui prend en compte les contraintes locales, techniques et économiques, et intègre des processus d'interprétation et d'adaptation. Ainsi, la relation entre forme et discours apparaît comme dynamique, évolutive, et marquée par des compromis plus que par une correspondance directe et mécanique. En conclusion, la question « en quoi la morphologie urbaine des ZAC reflète-t-elle les discours urbanistiques qui les structurent ? » peut être résumée ainsi : La

morphologie urbaine apparaît comme une traduction spatiale, directe ou indirecte, des discours de planification et d'urbanisme. Cette traduction est adaptée, et parfois recomposée, en fonction des contraintes locales, historiques et économiques. Ainsi, la forme des ZAC ne se limite pas à un simple reflet des discours urbanistiques ; elle est aussi le résultat des compromis et des limites rencontrés lors de la mise en œuvre pratique de ces discours. À travers les trois cas de ZAC étudiés, il est possible d'observer comment, au fil du temps, discours urbanistiques et morphologies ont évolué, révélant une relation dynamique et plurielle entre discours et forme.

Bibliographie

- Allain, R. (2004). *Morphologie urbaine. Géographie, aménagement et architecture de la ville*. Paris : Armand Colin.
- APUR. (1971). *Paris projet: Paris 71-75, le 6e Plan, gares du Nord et de l'Est: Dynamique d'un jumelage* (No. 5).
- APUR. (1974). *Paris projet: Paris Sud-Est Lyon-Austerlitz-Bercy* (No.12).
- APUR. (1982). *Paris projet: Politique nouvelle de la rénovation urbaine* (No. 21-22).
- APUR. (1987). *Paris projet: L'aménagement de l'Est de Paris* (No. 27-28).
- APUR. (1990). *Paris projet: L'aménagement du secteur Seine rive gauche* (No. 29).
- APUR. (2003) *Paris projet: Paris 2020 éléments pour un plan d'aménagement et de développement durable* (No. 34-35).
- APUR. (2005) *Paris projet: Renouvellement urbain et jeux olympiques* (No. 36-37).
- APUR. (2021). *Synthèse du diagnostic territorial 13e arrondissement: Révision du plan local d'urbanisme de Paris*.
- Assouline, P., & Mimram, M. (2011). *La nouvelle Rive Gauche*. Paris : Alternatives / Pavillon de l'Arsenal.
- Bresler, H., & Genyk, I. (2007, 1 novembre). La ZAC Bercy. *Le Moniteur*. <https://www.lemoniteur.fr/article/la-zac-bercy.530239> (consulté le 4 juin 2025).

- B.G. (2013, 20 janvier). Hidalgo : Une nouvelle méthode de fabrication de la ville. *Le Journal du Dimanche*. Mis à jour le 19 janvier 2023. <https://www.lejdd.fr/Societe/Hidalgo-Une-nouvelle-methode-de-fabrication-de-la-ville-587158-3135077> (consulté le 30 juin 2025).
- CEREMA. (2020). *Aménagement opérationnel ZAC - Fiche outils*. Ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales.
- Chadoïn, O. (2006). *Être architecte: les vertus de l'indétermination: de la sociologie d'une profession à la sociologie du travail professionnel*. Presses Univ. Limoges.
- Chirot, F. (1996, 21 juillet). Jean Tiberi révise à la baisse le projet de la ZAC Paris Rive gauche. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/archives/article/1996/07/21/jean-tiberi-revise-a-la-baisse-le-projet-de-la-zac-paris-rive-gauche_3721072_1819218.html (consulté le 30 juin 2025).
- Chroniques d'Architecture. (2017, 10 novembre). ZAC Clichy-Batignolles : tête de pont entre les siècles ? *Chroniques d'Architecture*. <https://chroniques-architecture.com/zac-clichy-batignolles/> (consulté le 4 juin 2025)
- Cysek-Pawlak, M. M. (2018). Mixed use and diversity as a New Urbanism principle guiding the renewal of post-industrial districts: Case studies of the Paris Rive Gauche and the New Centre of Lodz. *Urban Development Issues*, 57, 53–62. <https://doi.org/10.2478/udi-2018-0017>
- Eleb-Harlé, N. (2000). *Conception et coordination des projets urbains*. Recherches éditions.
- Gayda, M. F. (2002). Le quartier Bercy à Paris. In G. Sénecal & J. Malézieux (Eds.), *Grands projets urbains et requalification* (pp. 75–86). Presses de l'Université du Québec.
- Le Monde. (1991, 4 juin). La charte de M. Chirac pour Paris : Dans un entretien au « Monde », le maire de la capitale explique pourquoi il s'oppose au projet gouvernemental d'aménagement de l'Île-de-France. https://www.lemonde.fr/archives/article/1991/06/04/la-charte-de-m-chirac-pour-paris-dans-un-entretien-au-monde-le-maire-de-la-capitale-explique-pourquoi-il-s-oppose-au-projet-gouvernemental-d-amenagement-de-l-ile-de-france_4159813_1819218.html (consulté le 30 juin 2025).
- Leila, B. (2016, mai 5). Paris rive moche : Promenade désabusée dans la ZAC rive moche. *Medium*. <https://medium.com/@LeilaB75/paris-rive-moche-9d27de5816ab> (consulté le 4 juin 2025).
- Lévy, A. (2005). Formes urbaines et significations : revisiter la morphologie urbaine. *Espaces et sociétés*, 122(3), 25–48.
- Lortie, A. (2003). *La loi SRU et la « transition réglementaire » parisienne. La question des ZAC (et des secteurs de plan masse)*. l'Atelier parisien d'urbanisme.
- Lucan, J. (2012). *Où va la ville aujourd'hui ? Formes urbaines et mixités*. Éditions de la Villette.
- Maurel, P.E. (1990, septembre). *L'esprit de Bercy : Le magazine du quartier international du vin et de l'alimentaire* (Numéro 1). Paris : ZEUS.
- Moudon, A. V. (1997). Urban morphology as an emerging interdisciplinary field. *Urban morphology*, 1(1), 3–10.
- Moutarde, N. (2008, 20 mars). Paris / 2 144 700 habitants : Bertrand Delanoë : logement social et développement durable d'abord. *Le Moniteur*. <https://www.lemoniteur.fr/article/paris-2-144-700-habitants-bertrand-delanoe-logement-social-et-developpement-durable-d-abord.797129> (consulté le 30 juin 2025).
- Paris & Métropole Aménagement. (2018). Clichy-Batignolles : un écoquartier en cœur de ville.
- Piganiol, M. (2018). Chapitre 9. Négocier à temps. Les stratégies temporelles des politiques foncières. In *Temporalité(s) politique(s)* (pp. 149–163). De Boeck Supérieur.
- Piganiol, M. (2018). Négocier à temps. Les stratégies temporelles des politiques foncières. In G. Marrel & R. Payre (Eds.), *Temporalité(s) politique(s) : Le temps dans l'action politique collective* (pp. 149–163). De Boeck Supérieur. <https://doi.org/10.3917/dbu.deze.2018.01.0149>
- Porcher, J.-P. (2016, 5 septembre). Un pont entre les deux rives de la ZAC Clichy-Batignolles. *Le Moniteur*. <https://www.lemoniteur.fr/article/un-pont-entre-les-deux-rives-de-la-zac-clichy-batignolles.1088154> (consulté le 4 juin 2025).
- Proux, F. (2022, 12 juillet). ZAC Paris Rive gauche : la CRC recommande l'implication de la Métropole. *Le Journal du Grand Paris*. <https://www.lejournaldugrandparis.fr/zac-paris-rive-gauche-la-crc-recommande-implication-de-la-metropole/> (consulté le 4 juin 2025).
- Senly, D. (1999). Paris Rive Gauche. Images, réseaux et financement de l'aménagement. *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 82(1), 23–33.

Souami, T., & Kasdi, I. (2008). Diagnostic territorial de la ZAC Paris Rive Gauche [Rapport d'atelier, Master spécialité Ville Durable, Institut Français d'Urbanisme]. <https://www.calameo.com/read/000054872e7be442e66c2> (consulté le 30 juin 2025).

Trojanowska, M. (2024). The evolving theme of health-promoting urban form: Applying the macrolot concept for easy access to open public green spaces. *Urban Science*, 8(3), 115. <https://doi.org/10.3390/urbansci8030115>

Senly, D. (1999). Paris Rive Gauche. Images, réseaux et financement de l'aménagement. *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 82(1), 23–33.

Souami, T., & Kasdi, I. (2008). Diagnostic territorial de la ZAC Paris Rive Gauche [Rapport d'atelier, Master spécialité Ville Durable, Institut Français d'Urbanisme]. <https://www.calameo.com/read/000054872e7be442e66c2> (consulté le 30 juin 2025).

Trojanowska, M. (2024). The evolving theme of health-promoting urban form: Applying the macrolot concept for easy access to open public green spaces. *Urban Science*, 8(3), 115. <https://doi.org/10.3390/urbansci8030115>

Vincent, A. S. (2023). *Constructing Gardens, Cultivating the City: Paris's New Parks, 1977–1995*. University of Pennsylvania Press.

Enseignement : Atelier de Recherche

Encadrants : Loup Calosci, Juliette Charron, Armelle Nimin et Pijika Pumketkao

Mémoire, identité et urbanisme social



La reconversion des friches industrielles en lieux de culture : Le cas du Centre Historique Minier de Lewarde

Elissa Aouad

Suite au déclin industriel du bassin minier depuis les années 1930, de nombreux sites ont été abandonnés après la fermeture définitive de leur activité. Ces terrains devenus des friches industrielles s'y réinventent aujourd'hui. Chargés d'histoire, ces lieux sont perçus comme des vecteurs de transmission auprès des jeunes générations, un enjeu que le ministère de la Culture en France soutient notamment à travers les Journées nationales de l'architecture. La reconversion de la fosse Delloye à Lewarde, ancien site d'extraction de charbon en Centre Historique Minier sous

l'impulsion de la direction des Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais en 1973, incarne cette dynamique. Inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO en tant que « paysage culturel évolutif vivant » (Mortelette, 2024), ce site soulève une question centrale : comment ces lieux porteurs d'une mémoire ouvrière deviennent-ils des supports d'une nouvelle manière de penser les territoires ? Cet article explore cette question à travers une lecture du « Projet Local » (Magnaghi, 2003) mené autour du Centre Historique Minier (CHM) de Lewarde.



Figure 1-Périmètre du bien inscrit à l'UNESCO et sa zone tampon(UNESCO, n.d.-b)

1. Un patrimoine, différentes perceptions : regards croisés sur un territoire en mutation

Autrefois exploité pour l'extraction de ressources, le Bassin Minier est aujourd'hui un paysage porteur de mémoire, symbolisant l'histoire sociale et industrielle des communautés qui y ont vécu et travaillé. Ce passé, désormais au cœur de projets de reconversion, est perçu et valorisé de manière différenciée selon les acteurs impliqués qui peuvent autant contribuer à l'échec d'un projet qu'à la base de sa réussite.

Tout cela soulève plusieurs interrogations fondamentales quant au rôle du patrimoine dans l'évolution des territoires : ce dernier ne peut-il témoigner de l'identité ainsi que de la singularité du territoire ? Peut-on réellement envisager l'avenir d'un lieu sans évoquer sa mémoire ? Lorsqu'une activité cesse d'être économiquement viable, la préservation de sa mémoire ne reste-t-elle pas essentielle, en raison de la valeur symbolique et culturelle qu'elle porte pour le territoire ? Sans passé, quels repères pour construire le présent ? Un territoire privé de mémoire ne devient-il pas interchangeable, perdant ainsi ce qui fait sa richesse, sa profondeur et son humanité ?

1.a) Le regard de l'Unesco : entre protection et attractivité

Pour l'UNESCO, le site constitue un patrimoine dont il convient d'assurer la protection et la transmission aux générations futures. En tant qu'organisation internationale, elle joue un rôle médiateur entre le site et le grand public, dans une logique de sensibiliser ce dernier aux valeurs culturelles et historiques du lieu (Berliner & Bortolotto, 2013, p.2) et renforcer ainsi l'attractivité touristique du Bassin Minier.

Comme l'explique l'UNESCO sur son site, lorsque ces activités touristiques sont planifiées et organisées selon les principes du tourisme durable, elles deviennent une source importante de financement pour la préservation du site tout en soutenant l'économie locale. Ainsi, l'UNESCO perçoit cet héritage non seulement comme un bien culturel à protéger, mais également comme un levier de développement territorial (UNESCO, n.d.-a).

En 2012, l'UNESCO inscrit le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais au patrimoine mondial en tant que « paysage culturel évolutif vivant ». Ce classement s'appuie sur la définition même donnée par l'UNESCO : celles de paysages issus d'une exigence sociale ou économique (ici l'extraction du charbon) qui se transforment au fil du temps, et continuent d'évoluer. Le bassin minier incarne ainsi une mémoire en mouvement, ancrée dans le passé mais tournée vers l'avenir. (Qu'est-ce qu'un paysage culturel vivant ?, n.d.).

1.b) Le regard des habitants : un attachement affectif en quête de sens

Pour les habitants du territoire, la perception du patrimoine est souvent marquée par une dimension identitaire et affective, entre attachement, sentiments mêlés et parfois rejet. Le déclin de l'activité industrielle marque souvent le début d'une crise de sens et d'une perte de cohésion sociale. La dégradation progressive de ces sites modifie profondément le rapport des habitants à leur environnement, et la manière dont ils le perçoivent, brisant les liens sociaux autrefois créés autour de l'industrie. (Roux, 2017) Ces friches industrielles deviennent alors des lieux de mémoire où s'expriment les tensions entre passé et présent. Le Centre Historique Minier (CHM) de Lewarde en offre une illustration concrète à travers les

témoignages d'anciens mineurs devenus guides, recueillis notamment dans des vidéos diffusées par Cœurs d'Ostrevent Tourisme et BFM Grand Lille. Entre nostalgie, fierté et volonté de transmission, ces récits donnent à voir une mémoire vivante du métier et témoignent du lien profond qui unit les habitants à leur patrimoine. Ils renforcent ainsi l'idée que certaines activités, bien que devenues économiquement non viables, méritent d'être préservées pour la valeur symbolique et culturelle que leur attribuent les habitants.

À Lewarde, l'ancienne mine est devenue un lieu où est ravivé l'esprit de solidarité qui unissait autrefois les mineurs, comme une grande famille. Le témoignage de Michel Petit, ancien mineur devenu guide, qui dit : « Ou est-ce que vous avez vu déjà un patron qui vous fournit un travail, un logement, et du chauffage ? » (Cœur d'Ostrevent Tourisme, 2020), montre cette mémoire marquée par la reconnaissance, mais reflète aussi une nostalgie idéalisée, qui peut faire oublier la dureté du métier et les inégalités de l'époque.

Alors que le témoignage de Daniel Francke, lui aussi ancien mineur devenu guide, raconte : « Dans la logique je suis en retraite mais je n'ai pas l'âme encore d'une retraite parce que je vis encore mon métier alors j'espère le vivre encore le plus longtemps possible. C'est vrai que c'était quand même un métier dur mais bon, il n'y a rien de plus beau que d'expliquer son métier au gens qui viennent, ça fait du bien. » (BFM Grand Lille, 2013). Il ne cherche pas à embellir le passé ou encore même l'idéaliser. Il parle d'un métier qui était dur à l'époque, mais ce qui a changé, c'est le regard qu'il y porte aujourd'hui. La transmission au public, l'attention des visiteurs, tout cela redonne de la valeur à son expérience. Ce n'est pas le métier en lui-même qui lui donne de la fierté, mais le fait qu'il soit écouté, reconnu et

valorisé à travers le regard des visiteurs.

c) Les friches industrielles : entre mémoire vivante et fabrique de liens sociaux :

Dans ce contexte, redonner une seconde vie à ces lieux peut constituer un levier puissant de reconnexion à une histoire commune. En valorisant la mémoire collective, les projets de reconversion permettent aux habitants de retrouver un attachement symbolique à leur territoire. En d'autres termes, c'est en créant des espaces partagés et inclusifs notamment pour les personnes vulnérables que se renforcent les liens sociaux à l'échelle locale, favorisant ainsi la « cohésion sociale » (Solidarité & Cohésion Sociale, n.d.).

Le principe de reconvertis des friches industrielles en espaces culturels pourrait contribuer à dynamiser les territoires, en créant des lieux de vie et de rencontre, où le public peut découvrir une partie du passé industriel de la région tout en profitant d'une offre culturelle riche et diversifiée. Même si la transmission patrimoniale opérée dans ces projets implique des choix — en sélectionnant certains récits et en laissant d'autres dans l'ombre — elle n'en reste pas moins porteuse de sens. En redonnant vie à ces lieux, la reconversion des friches industrielles participe à la création d'espaces hybrides où se côtoient résidents, entrepreneurs et artistes, dans une volonté de favoriser une « cohésion sociale » ; ces lieux deviennent ainsi des centres de vie intégrés, durables et tournés vers l'avenir, illustrant une démarche qui ne fige pas l'histoire, mais cherche au contraire à en préserver la mémoire et à la transmettre de manière vivante.

Tel est le cas au Centre Historique Minier (CHM) de Lewarde où le vécu des anciens mineurs, autrefois transmis lors de visites guidées animées par 70 d'entre eux, continue aujourd'hui de vibrer grâce à un dispositif

immersif. Cela fait écho à l'une des thématiques développées par Jean-Marc Besse dans « Les nouvelles questions de la théorie du paysage », où il rappelle que le paysage ne se réduit pas à une image visuelle, mais constitue une expérience multisensorielle. Il se manifeste par une ambiance qui engage les sens, et influence les émotions des visiteurs (Besse, 2021, pp.159-160). Dans cette logique, le dispositif mis en place tente de prolonger cette relation vivante au lieu en donnant vie aux témoignages filmés : les visiteurs peuvent poser leurs questions à l'écran et recevoir des réponses enregistrées, comme s'ils engageaient une conversation avec les anciens mineurs (Numérique, 2024). Mais peut-on vraiment considérer qu'un tel dispositif technologique puisse remplacer la présence humaine de ceux qui ont vécu cette histoire ? S'il offre la possibilité de préserver la mémoire, il soulève quand même une question essentielle : que perd-on en authenticité et en émotion lorsque le souvenir passe par un écran plutôt que par une rencontre humaine ?

2. Le Centre Historique Minier (CHM) de Lewarde : mémoire industrielle à travers le projet local

Cette partie propose une lecture de la reconversion du Centre Historique Minier (CHM) de Lewarde à travers les principes du projet local d'Alberto Magnaghi.

a) De la fosse à la mémoire : la reconversion du site minier en Centre Historique Minier (CHM) de Lewarde

Suite à la désindustrialisation des années 1970 qui a profondément marqué le bassin minier du Nord-Pas de-Calais, la fosse Delloye, (exploitée de 1931 à 1971 pour l'extraction du charbon) aujourd'hui reconvertie en Centre Historique Minier (CHM) de Lewarde, plus grand musée de la mine en France, incarne la volonté de préserver et de valoriser l'héritage industriel de la région.



Figure 2—Centre Historique Minier (CHM) de Lewarde(Real, 2015)

L'idée de transformer la fosse Delloye en un lieu de mémoire émerge en 1973, sous l'impulsion de la direction des houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais. Dès son ouverture au public en 1984, le site prend une dimension humaine forte puisque ce sont 70 anciens mineurs qui assurent les visites guidées, ancrant ainsi le site dans une logique de transmission vivante. Cette dynamique aboutit, en 2012, à l'inscription du Centre Historique Minier (CHM) de Lewarde au patrimoine mondial de l'UNESCO en tant que «paysage culturel évolutif vivant», symbole d'une reconnaissance de cette mémoire collective à l'échelle internationale. Ce label prend tout son sens : l'ancien site industriel devient un lieu de visite dynamique, où les récits du passé continuent de résonner grâce au dispositif immersif et à l'implication des anciens mineurs. Le site incarne ainsi une forme de tourisme patrimonial sensible, valorisant à la fois les vestiges matériels et les voix de ceux qui ont fait l'histoire du lieu aussi. Mais si le label de «paysage culturel évolutif vivant» reflète l'esprit du site aujourd'hui, il invite aussi à interroger la

manière dont le passé est mis en récit, afin que la mémoire transmise ne se fige pas, mais continue de vivre et d'évoluer.

La reconversion de la fosse Delloye en Centre Historique Minier (CHM) de Lewarde est le fruit d'une coopération entre de multiples acteurs, allant des collectivités locales aux institutions internationales, démontrant l'importance d'un jeu d'acteurs multi-échelles dans la réussite de tels projets. Ainsi, le projet peut être lu à travers le prisme du projet local théorisé par Alberto Magnaghi, qui met en avant la nécessité d'une implication collective – habitants, collectivités, entreprises et associations – dans la conception de transformations respectueuses des identités territoriales.

La frise ci-dessous, élaborée pour cet article, propose une synthèse du jeux d'acteurs impliqués dans la reconversion du Centre Historique Minier(CHM) de Lewarde.

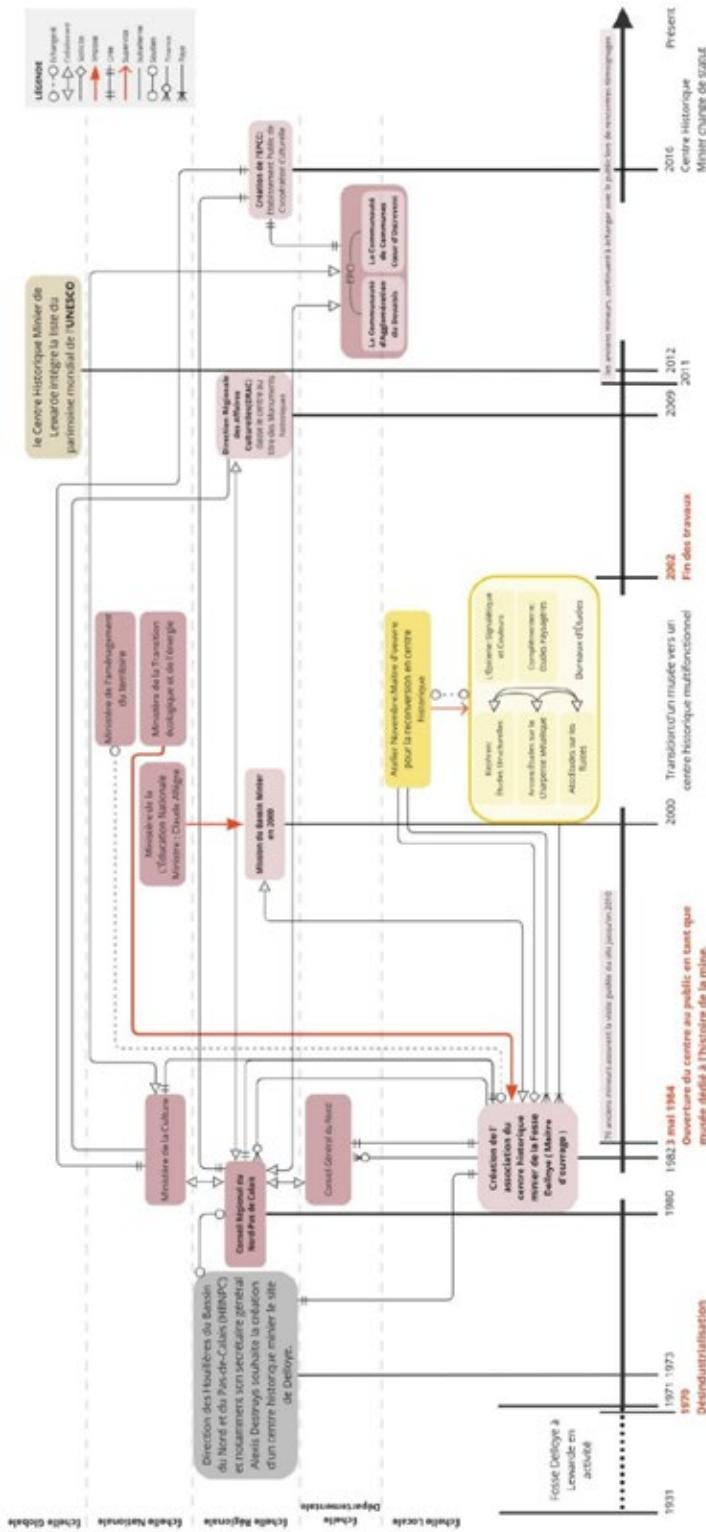


Figure 3- Frise chronologique des acteurs de la reconversion de la fosse Delloye en Centre Historique Minier de Lewarde.(Centre historique minier – Atelier Novembre; n.d.; Centre historique minier, musée de la mine, centre d’archives, centre de culture scientifique de l’énergie, n.d.; “De la fosse Delloye au Centre Historique Minier,” n.d.; La patrimonialisation, entre héritage culturel et reconversion, n.d.; “Présentation et missions,” n.d.)

b) Une lecture croisée entre le concept du «projet local» et le Centre Historique Minier (CHM) de Lewarde

L'exemple de la reconversion de l'ancienne fosse Delloye en Centre Historique Minier (CHM) de Lewarde peut être lu à travers les principes développés par Alberto Magnaghi dans sa réflexion sur le projet local, notamment sur la manière de redonner sens, valeur et avenir à un territoire à travers ceux qui y vivent.

i. D'abord, le projet local -tel que décrit par Magnaghi dans le sous-chapitre «Créer une société locale» (Magnaghi, 2003, pp.111-112) - vise à construire une société capable de vivre de façon durable à partir de ses propres ressources. Pour cela, il faut retisser des liens forts avec le territoire, en revalorisant ses valeurs, son histoire et ses savoir-faire. Il ne s'agit ni de se refermer sur soi-même, ni de copier la mondialisation, mais de trouver un équilibre entre rester fidèle à ce qui fait l'identité du lieu et ouverture au monde, pour favoriser un développement auto-soutenable, porté par les habitants et adapté à chaque lieu.

Cette approche s'illustre dans la reconversion du Centre Historique Minier (CHM) de Lewarde, qui s'appuie sur l'héritage du passé pour redonner sens et usage à un territoire marqué par la crise industrielle. L'idée du projet émerge en 1973, dans un contexte de désindustrialisation, et repose sur la volonté de faire vivre le territoire autrement, à partir de ce qu'il est. Il ne s'agit pas de nier le passé minier, mais au contraire de s'appuyer dessus pour construire un nouvel usage du lieu. Le fait que d'anciens mineurs aient eux-mêmes assuré les visites du site pendant plusieurs années renforce cette logique : ce sont les habitants eux-mêmes qui deviennent porteurs de la mémoire du territoire.

ii. Ensuite, les conflits actuels ne se jouent plus seulement entre différentes classes sociales, mais également entre des cultures locales menacées et une mondialisation qui rend tout pareil –comme l'explique Magnaghi dans son sous-chapitre «De la conscience de classe à la conscience des lieux» (Magnaghi, 2003, pp.112-113). On passe ainsi d'une conscience de classe à une conscience des lieux : on commence à comprendre que les territoires, leurs valeurs et leurs richesses locales sont importants. Il faut donc aider les habitants à reprendre en main leur territoire, à le faire vivre, sans le fermer ni le vendre à des intérêts extérieurs. Pour cela, il propose de mettre en valeur l'identité locale afin qu'elle devienne une force pour construire un futur plus durable des territoires.

Cette dynamique de valorisation se manifeste dans le cas du Centre Historique Minier (CHM) de Lewarde, devenu symbole de l'identité locale à travers sa reconnaissance comme monument historique, puis son inscription à l'UNESCO, fruit d'une coopération entre plusieurs acteurs. Ce processus confirme l'importance du Centre Historique Minier et souligne sa singularité ; il ne cherche pas à imiter un modèle extérieur, mais à se réapproprier sa propre histoire pour construire un futur à partir de celle-ci.

iii. Enfin, le projet local, tel que pensé par Magnaghi dans son sous chapitre «Le statut des lieux : un pacte constitutionnel pour la valorisation du patrimoine territorial» (Magnaghi, 2003, p.113) , repose sur des négociations entre tous les acteurs du territoire qui choisissent de mettre l'intérêt commun avant leurs intérêts personnels. Ensemble, ces acteurs cherchent à valoriser ce qu'ils partagent : leur patrimoine. Mais pour que cela fonctionne, il faut que même les plus vulnérables puissent participer et trouver leur place. Ainsi le patrimoine gagne

en valeur grâce aux échanges entre les habitants, à la confiance qui se construit entre eux et aux règles qu'ils définissent ensemble. Quand tout le monde reconnaît ce bien comme commun, cela encourage les acteurs à agir avec plus de responsabilité.

Le processus de reconversion de la fosse Delloye, donne lieu à une mise en œuvre partielle du principe de patrimoine commun tel que défini par Magnaghi. Ce projet largement piloté par des institutions (État, région, Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), collectivités locales), s'inscrit davantage dans une logique verticale que dans celle d'un processus participatif horizontal, comme le propose le projet local. En effet, comme le souligne Magnaghi, le projet local suppose l'implication des habitants dès les premières phases du projet, dans une dynamique de co-construction où tous les acteurs du territoire, y compris les plus vulnérables, prennent part aux décisions collectives.

Dans le cas du Centre Historique Minier (CHM) de Lewarde, cette dynamique inclusive n'a pas été mise en œuvre dès le départ. La participation des anciens mineurs, bien que significative, intervient à posteriori, dans une perspective d'animation. Leur présence en tant que guides pendant plus de vingt ans, donne au projet une dimension humaine et réinscrit ces acteurs longtemps mis à l'écart au cœur du processus de transmission patrimoniale. Cependant, cette forme d'implication tardive ne relève pas d'une véritable co-construction mais plutôt d'un processus de réintégration symbolique dans un projet déjà structuré.

Cette limite renvoie également à l'une des thématiques de Jean-Marc Besse, dans son sous-chapitre « Les nouvelles questions de la théorie du paysage », où il affirme que le paysage, en tant que bien commun, doit être pensé dans une logique de gouvernance coopérative, non hiérarchique (Besse, 2021,

pp.156-158). Or, si le Centre Historique Minier (CHM) de Lewarde est aujourd'hui reconnu comme un bien commun, sa gouvernance, largement institutionnelle, ne répond que partiellement à cette exigence. Cela soulève une question importante sur la vulnérabilité préexistante de cette population. Les anciens mineurs, longtemps mal perçus et invisibilisés, semblent ici retrouver une place dans l'espace public, mais qui reste définie par d'autres. Leur rôle, bien que valorisé, s'inscrit dans un rapport de forces inégal, où les logiques institutionnelles demeurent dominantes. Ainsi, même si leur participation enrichit l'expérience des visiteurs et redonne une voix à une mémoire ouvrière fragilisée, elle ne suffit pas à considérer que le projet s'inscrit pleinement dans la perspective du projet local de Magnaghi ou dans celle d'une gouvernance partagée telle que défendue par Besse.

Pour conclure, on peut considérer que le Centre Historique Minier (CHM) de Lewarde incarne certains principes du projet local d'Alberto Magnaghi, à travers la valorisation d'une mémoire, de l'identité territoriale tout en accordant, bien que de manière réduite, une place aux plus vulnérables : les anciens mineurs. Le site est aujourd'hui un bien commun, partagé, accessible à la communauté, et porté par une forme de gestion collective, ce qui fait écho à la pensée de Magnaghi autant qu'à celle de Jean-Marc Besse.

Dans cette logique, le label de « paysage culturel évolutif vivant » prend une dimension particulière : il ne se limite pas à une reconnaissance patrimoniale, mais incarne l'idée d'un territoire vivant, en transformation continue, où la mémoire est activée par les habitants eux-mêmes. Il prolonge ainsi les principes du projet local en reconnaissant la capacité d'un territoire

à se réinventer à partir de ses ressources, de son histoire et de ses acteurs.

Le lieu rejoint également les réflexions de Besse dans « Voir la terre. Six essais sur le paysage et la géographie », en offrant aux visiteurs une expérience multi sensorielle et émotionnelle, nourrie par les visites guidées d'autrefois et le dispositif immersif d'aujourd'hui. Le Centre Historique Minier (CHM) de Lewarde devient ainsi un espace vivant qui ne montre pas seulement un passé, mais qui le fait vivre.

Dès lors, les autres principes développés par Besse -comme celui de l'énergie et de l'anthropocène ou encore la réintroduction du vivant dans le paysage, - sont-ils perceptibles dans cette reconversion au point d'enrichir la lecture analytique du projet en y révélant les signes d'une écologie du lieu tournée vers la durabilité et la cohabitation avec le vivant ?

Enseignement: Atelier De Recherche.

Encadrants: Loup CALOSCI, Juliette CHARRON, Armelle NINNIN, Pijika PUMKETKAO

Liste des figures

Figure 1-Périmètre du bien inscrit à l'UNESCO et sa zone tampon(UNESCO, n.d.-b)

Figure 2-Centre Historique Minier (CHM) de Lewarde(Real, 2015)

Figure 3-Frise chronologique des acteurs de la reconversion de la fosse Delloye en Centre Historique Minier de Lewarde.(Centre historique minier – Atelier Novembre, n.d.; Centre historique minier, musée de la mine, centre d'archives, centre de culture scientifique de l'énergie, n.d.; “De la fosse Delloye au Centre Historique Minier,” n.d.; La patrimonialisation, entre héritage culturel et reconversion, n.d.; “Présentation et missions,” n.d.)

Bibliographie

Berliner, D., & Bortolotto, C. (2013). Introduction. Le monde selon l'Unesco. Gradhiva. Revue d'anthropologie et d'histoire des arts, 18, Article 18. <https://doi.org/10.4000/gradhiva.2696>. Consulté le 10 avril 2025.

Besse, J.-M. (2021). Voir la terre, six essais sur le paysage et la géographie. Parenthèses. <https://www.editionsparentheses.com/Voir-la-terre>

BFM Grand Lille (Director). (2013, December 31). La Région des Musées: Centre Minier de Lewarde / Daniel Francke [Video recording]. <https://www.youtube.com/watch?v=sjm3oG9jmkl>. Consulté le 15 mai 2025.

Centre historique minier – Atelier Novembre. (n.d.). <https://novembre-architecture.com/projet/centre-historique-minier-de-lewarde-59/>. Consulté le 6 janvier 2025.

Centre historique minier, musée de la mine, centre d'archives, centre de culture scientifique de l'énergie. (n.d.). <https://pop.culture.gouv.fr/notice/museo/M0628>. Consulté le 20 décembre 2024.

Coeur d'Ostrevent Tourisme (Director). (2020, March 27). Reportage sur le Centre Historique Minier de Lewarde—Émission l'été de Margaux de Wéo [Video recording]. <https://www.youtube.com/watch?v=YeeZ2g2d-Uo>. Consulté le 15 mai 2025.

De la fosse Delloye au Centre Historique Minier. (n.d.). Centre historique minier Lewarde. <https://www.chm-lewarde.com/fr/le-centre-historique-minier/de-la-fosse-delloye-au-centre-historique-minier/>. Consulté le 21 décembre 2024.

La patrimonialisation, entre héritage culturel et reconversion: Le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais (étude critique de documents) - Spécialité Histoire-géo.-Géopolitique.-Sciences politiques - Terminale. (n.d.). https://www.assistancescolaire.com/eleve/terminale/specialite-histoire-geo-geopolitique-sciences-politiques/travailler-sur-des-sujets-du-bac/t_spehggsp_rdeo5. Consulté le 20 décembre 2024.

Magnaghi, A. (2003). Le projet local. Editions Mardaga.

Mortelette, C. (2024). Le bassin minier, paysage culturel évolutif vivant. Le paradoxe temporel derrière l'apparente uniformité spatiale? Temporalités. Revue de sciences sociales et humaines, 39. <https://doi.org/10.4000/12hx5>. Consulté le 03 juin 2025.

Numérique: Le Centre historique minier de Lewarde met l'intelligence artificielle au service du partage de mémoire | Ministère de la Culture. (2024, November 8). <https://www.culture.gouv.fr/regions/drac-hauts-de-france/politique-et-actions-des-services/pole-patrimoines-et-architecture/numerique-le-centre-historique-minier-de-lewarde-met-l-intelligence-artificielle-au-service-du-partage-de-memoire>. Consulté le 20 mai 2025.

Présentation et missions. (n.d.). Centre historique minier Lewarde. <https://www.chm-lewarde.com/fr/le-centre-historique-minier/presentation-et-missions/>. Consulté le 20 décembre 2024.

Qu'est-ce qu'un paysage culturel vivant? - Lavaux UNESCO. (n.d.). <https://www.lavaux-unesco.ch/comprendre/lavaux-sous-la-loupe/paysage-culturel-vivant>. Consulté le 03 juin 2025.

Real, E. (2015). Reconversions. L'architecture industrielle réinventée. In Situ. Revue des patrimoines, 26. <https://doi.org/10.4000/insitu.11745>. Consulté le 09 octobre 2024.

Roux, T. L. (2017, March 2). Redonner du sens aux territoires industriels en déclin. La vallée de la chimie dans le Rhône. Métropolitiques. <https://metropolitiques.eu/Redonner-du-sens-aux-territoires-industriels-en-declin-La-vallée-de-la-chimie.html>. Consulté le 25 octobre 2024.

Solidarité & Cohésion Sociale. (n.d.). Les services de l'État dans le Cantal. <https://www.cantal.gouv.fr/Action-de-l-Etat/Solidarite-Cohesion-Sociale>. Consulté le 12 mai 2025.

UNESCO. (n.d.-a). La Convention du patrimoine mondial. UNESCO Centre du patrimoine mondial. <https://whc.unesco.org/fr/convention/>. Consulté le 12 mai 2025.

UNESCO. (n.d.-b). Une inscription pour quel périmètre? – Bassin minier Nord-Pas de Calais – Patrimoine mondial. <https://bassinminier-patrimoinemondial.org/une-inscription-pour-quel-perimetre/>. Consulté le 18 mars 2025.

Athènes ... le fantôme à-Venir

Chatzigeorgiou Christos

**La ville d'Athènes est-elle un fantôme ?
Comment est-elle pensée aujourd'hui ?
Est-elle vraiment faite pour ceux qui la pratiquent ?**

Le quotidien athénien, ces dernières – et nombreuses – années, porte les cicatrices d'une série d'interventions urbanistiques, qui, pour la plupart, échouent à atteindre leurs objectifs. La question se pose : pourquoi cet échec ? Est-ce que le problème réside dans la pensée elle-même, ou dans la manière dont on traite les « données » de la ville ? [Toutes ces choses qui nous sont offertes d'emblée — tangibles ou non, durables ou éphémères, réelles ou mentalement présentes — tout ce qui compose la trame du présent]. En d'autres termes, comment pourrait-on penser les aménagements de la ville d'Athènes ?

L'urbanisme est une discipline intrinsèquement liée à l'humain, ainsi son objet d'étude devrait être l'existence de l'humain dans la ville, en **relation tentaculaire** avec tout ce qui compose son environnement — qu'il soit théorique ou fantasmé, tangible ou encore à Venir. L'urbanisme, en ce sens, rejoint ce qu'évoque Alessia de Biase dans « Hérité de la Ville » :

« Dans cette anthropologie de la transformation, trois temps et trois échelles d'analyse se croisent sans cesse : la ville héritée, la

ville habitée ou la ville présent qui se fait et se défait quotidiennement, et enfin la ville projetée qui se confronte constamment avec son horizon futur. »

Autrement dit, peut-on questionner et requalifier les outils de l'Urbanisme par une lecture croisée et tentaculaire de la ville et de l'à-Venir ? Est-il plus envisageable de tracer des chemins vers une forme de rêverie urbanistique, une manière de concevoir — et peut-être de concrétiser — des projets porteurs d'une plus grande durabilité ? Quelles seraient les modalités d'un urbanisme « tentaculaire », profondément ancré dans les spécificités, les tensions et les vérités sensibles de la ville telle qu'elle est vécue aujourd'hui.

Pour rendre possible cette lecture, il semble nécessaire d'interroger les différentes visions d'une ville, celle d'Athènes. Dans le but d'élaborer une lecture véritablement bénéfique pour la ville — celle qui est vécue, réellement et quotidiennement par ses habitants — il conviendrait de structurer cette approche à travers trois prismes fondamentaux. La ville héritée : ce que l'humanisme et sa ville d'aujourd'hui ont

(ou devraient avoir,) intégré de leur passé. La ville projetée : la part de rêve, l'organisation ou la discipline des rêves pour que nous puissions dessiner la ville à Venir. La ville habitée / présente : la réalité vécue, la quotidienneté perceptible de la ville que nous avons héritée. Et finalement, le lien entre ces trois dimensions distinctes de la ville se tisse dans la recherche de celles et ceux qui donneront forme à l'Athènes des Athéniens.

Athènes hérite_ Athènes ou Athéna

Pensées...hanté du passé

Le mot «fantôme» vient du latin *phantasma*, lui-même emprunté au grec ancien *φάντασμα* (*phántasma*). *Phantasma/φάντασμα* signifie une création, une créature de notre imagination, du monde imaginaire. Dans la Grèce antique, un fantôme est une âme flâneuse dépendant de ses désirs terrestres. On pourrait les voir comme des figures du passé projetées par les désirs d'aujourd'hui.

En évoquant ce fantôme, nous nous tournons vers la dimension fantasmatique, vers ce qui n'est pas directement vécu, ce qui échappe à l'évidence sensible, ce qui n'est ni tangible ni immédiatement perceptible.

Cette dimension est pourtant essentielle, car c'est souvent à travers elle — par le détour de l'imaginaire — que nous pouvons accéder aux besoins et aux désirs les plus profonds, les plus persistants, presque éternels. C'est par la rêverie, par l'errance, par cette dérive laissée libre dans la pensée que les choses qui nous entourent peuvent soudain changer de sens. Et c'est justement en les regardant à travers ce prisme, en acceptant cette déstabilisation du réel, que nous pouvons nous interroger autrement sur le présent — et, surtout, agir présentement.

Dans la capitale grecque, nous — car je suis moi aussi Athénien — portons souvent un regard singulier sur Athènes, un regard habité par d'autres temps, ceux d'Athéna. Nous en façonnons une image idéalisée, composée de réalités passées et de fragments d'histoire mais arrachés à leur contexte et figés dans une narration partielle. Le problème vient précisément du fait que cette image est isolée du présent. Si ce fantôme de la ville pouvait être mis en lien entre l'hier et l'aujourd'hui, alors il pourrait nourrir des pensées, des perceptions et des gestes capables d'inspirer un urbanisme vivant, ancré dans la ville et ses habitants. Car n'oublions pas que certaines aspirations, certains besoins humains traversent les années. Ils sont constants, vitaux: le besoin de se relier à la nature, à la végétalisation, celui de trouver un lieu de calme, un espace doux de rencontre dans le domaine public, pour un usage véritablement collectif.

En parlant de cette Athènes des fragments, on met en lumière la tendance de sa société, de la ville elle-même — à produire une image semi-fausse d'elle-même. Cette tendance ne date pas d'hier : elle est née avec la fabrication même du mythe d'Athènes — et, au-delà, de la Grèce — comme berceau universel de beauté et de pensée. Il existe tant de récits magnifiques, tous ces mythes qui entourent les monuments et l'histoire, tout ce que les étrangers ont reconstruit et que nous continuons à préserver... c'est bien souvent parce que cela nous arrange, économiquement et touristiques, dans une logique de société du spectacle. (Guy Debord 1967)

Ce qui semble parfois encore plus absurde dans ce prisme d'idéalisation de ce fantôme, c'est que, la plupart du temps, nous idéalisons et sacralisons uniquement ce qui arrange les habitants. Par exemple, alors que

nous avons sacrifié le quartier antique de Plaka, dans les années 1990-2000 (sous prétexte du besoin d'une autoroute) les athéniennes ont comblé le grand fleuve qui traverse le centre-ville, bien que dans l'Antiquité, et jusqu'à récemment, le fleuve et l'eau étaient considérés comme des éléments essentiels et sacrés d'une ville.⁵

Pouvons-nous —les athéniennes et les dessinateurs des aménagements d'Athènes— nous inspirer de nos fantômes, les écouter, les traverser ? — mais sans les idéaliser, sans les figer dans une nostalgie qui nous enferme soit dans le passé, soit dans son oubli total.

Ainsi se révèle la seconde dimension de l'« hérité » : celle de la réalité présente, où nous tombons souvent dans le piège de l'idéalisation, de cette illusion qui transforme ce qui est vécu en ce qui aurait dû être. Une confusion entre l'hérité qui continue d'exister en nous, et l'héritage que l'on choisi, qui appartient à l'histoire du lieu, à la part didactique du passé (Alesia de Biase, 2014). Une confusion qui, bien souvent, nous pousse à vouloir reproduire une histoire

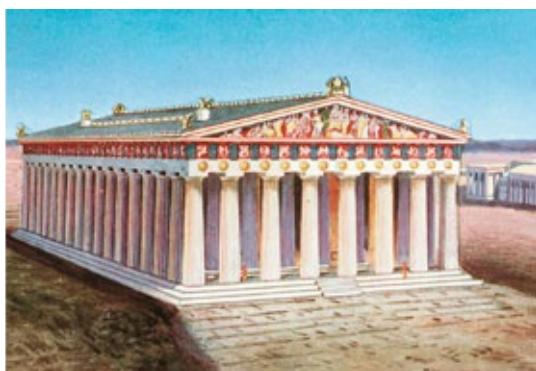
disparue — brouillant ainsi la distinction entre l'héritage encore vivant et le legs figé.

Passé historicisé

Dans cette dimension tangible du passé, la notion d'héritage entre en tension avec celle de ce qui est hérité.

En Grèce — pays où l'activité archéologique est intense, en raison d'une histoire millénaire profondément inscrite dans le sol même — deux écoles de pensée semblent coexister et parfois s'affronter autour de l'interprétation des vestiges mis à jour. En suivant certaines pensées autour du sujet, on pourrait qualifier — pour mieux comprendre leurs objectifs — les deux écoles comme : l'école de l'héritage et la deuxième, l'école de l'hérité.

La première, elle considère les vestiges comme un héritage vivant, c'est-à-dire comme une *parakatathíki* — un legs — qui englobe à la fois le fragment matériel mis au jour, et l'histoire silencieuse que ses altérations racontent. Cette première école protège à travers l'assemblage patient et



Images ci-dessus : L'acropole désirée par la deuxième école et l'acropole existant base sur la première école.

Link: <https://generationvoyage.fr/attraction/acropole/> & <https://www.protothema.gr/culture/article/1427475/i-epistrofi-ton-glutron-alitheies-kai-vretanika-psemata-gia-ta-hromata-tou-parthenona/>

sensible de ces fragments, en réactivant ce que les fragments altérés, ces fantômes silencieux, tentent encore de nous dire.

La seconde, elle considère les vestiges comme des objets hérités. Elle y découvre le passé et cherche à l'appréhender à travers eux. Mais la différence réside dans la manière dont cette école souhaite en proposer le récit : en reconstituant les fragments, non pas pour les comprendre dans leur altération, mais pour les reconstruire tels qu'ils étaient avant l'histoire, avant le passage du temps — pour restituer une totalité supposée originelle.

Un exemple caractéristique de cette opposition concernant la manière de conserver et de restaurer un monument historique est celui de la colline de l'Acropole d'Athènes. Les deux écoles, bien qu'ayant étudié et extrait toutes les informations possibles des recherches et des fouilles, ont débattu et divergé sur la manière de restaurer le monument. L'« école de l'héritage » souhaitait assembler les fragments épars que le temps avait laissés sur le site, comme une restauration et réparation du récit que le passé a à nous transmettre avec ses propres mots. L'« école de l'hérité », quant à elle, voulait, sur la base des données issues des fouilles et des fragments retrouvés — combinées à l'ensemble des connaissances historiques acquises sur les monuments de cette époque — procéder à une reconstruction du monument, non pas tel que le temps nous l'a transmis, mais tel que les architectes d'origine (Phidias et Callicratès) l'avaient livré à leur époque. Ainsi, on peut percevoir les grandes et fondamentales différences entre ces deux approches, tant dans leur perception, leur signification que dans leur compréhension du parcours historique. En ce qui concerne l'Acropole, la restauration du monument s'est finalement faite selon la première école, à partir des fragments que le temps nous a transmis.

D'un point de vue critique, on peut dire que c'est à partir de la première approche que nous pouvons apprendre et nous inspirer pour notre avenir. À travers la deuxième perception, nous effaçons les blessures qu'a subies cet héritage, alors que ce sont justement ces blessures qui lui ont permis de parvenir jusqu'à nous pour nous dire quelque chose. La différence fondamentale est, que la première analyse et préserve l'héritage hérité et que la seconde analyse l'héritage et « reconstitue » l'hérité.

Athènes projetée_ Athènes échouée

Mais que se passe-t-il désormais lorsque nous essayons de repenser, lorsque nous regardons à nouveau notre ville ? Mais que se passe t-il lorsque nous essayons de penser au présent les manières d'imaginer, de fantasmer,... la ville?

Comment gérons-nous ses troubles ? Les gérons-nous réellement ?

Dans le versant le plus créatif de la ville, dans la partie de la conception urbaine qui concerne la ville dans laquelle les habitants souhaiteraient vivre, différentes approches émergent. Elles se divisent entre celles qui rêvent d'une Athènes entourée et structurée par les besoins générés par le capitalisme sous le prisme du spectacle, et celles qui imaginent une Athènes construite sur les fondations tangibles de la société actuelle.

Athènes pour un spectacle

La première signifie une ville pour le tourisme, une ville du spectacle, issue du fantôme athénien. La ville est imaginé — uniquement celle qui entoure les monuments- la ville spectacle. En d'autres termes, une ville façonnée pour s'adapter à l'image mythologique que l'on a construite

depuis tant d'années sur la Grèce, et plus encore sur Athènes. Une ville attraction touristique, une ville-musée, où l'attention se concentre exclusivement sur les fragments de la ville héritée. Après tout, n'est-ce pas ce que les anciens entendaient aussi par Zeus Xenios (Xenios en grec –ancienne- ça veux dire hospitalière, bien accueillant)? Une ville qui néglige la réalité entre ses fragments et ne s'occupe que de ceux qui concernent les « étrangers » – zones touristiques, abords des monuments historiques, rues centrales, etc ».

Mais une ville peut-elle vraiment être hospitalière lorsque ses propres habitants sont mécontents, et que la ville dans laquelle ils vivent les néglige dans chaque grand projet de renouvellement? Cela semble peu probable, car si le facteur économique — c'est-à-dire le tourisme — domine la ville, ce qui en résulte est exactement ce que décrit Guy Debord dans son essai *La Société du Spectacle* :

« La première phase de la domination de l'économie dans la vie sociale avait entraîné dans la définition de toute réalisation humaine une évidente dégradation de l'être en avoir. La phase présente de l'occupation totale de la vie sociale par les résultats accumulés de l'économie conduit à un glissement généralisé de l'avoir au paraître, dont tout « avoir » effectif doit tirer son prestige immédiat et sa fonction dernière.... »

Un des exemples les plus révélateurs de cette perspective à travers laquelle beaucoup perçoivent Athènes est celui des requalifications de la place Omonia. En parlant de requalifications – au pluriel – on fait référence aux neuf interventions différentes qu'a connues la place au cours des cent dernières années. Située au cœur du tourisme – lequel s'y est installé bien plus

tard que la place elle-même – on tente d'y façonner un espace pensé pour les visiteurs, en la « nettoyant » de la « décadence » qui l'entoure. Cette logique constitue la base sur laquelle ses réaménagements perpétuels sont conçus. Il s'agit d'une place située dans un quartier de migrants, avec une présence importante de commerce informel, l'une des plus anciennes places de la ville, pleine de vie, marquée par un caractère fort et une grande diversité qui la mairie d'Athènes cherche à effacer pour la rendre plus « sûre », plus « adéquate » et accessible au regard du touriste.

Et pourtant, lorsqu'on observe les photos contemporaines, on constate que les requalifications se ressemblent toutes : les mêmes projets recyclés, tantôt avec une grande fontaine centrale, tantôt avec des plantations et quelques zones de repos. Aucun de ces aménagements n'a réellement fonctionné, aucun n'a duré plus de vingt ans. Malgré cela, on recommence, encore et encore. Car, semble-t-il, on ne prend pas en compte dans la conception de cette place son caractère fort, sa position, son histoire – ce qui empêche toute possibilité qu'elle s'inscrive dans la durée. En détachant ainsi le projet urbain de son héritage, on freine l'émergence d'une conception véritablement capable d'endurer le temps et de répondre aux véritables besoins.

En l'occurrence, il s'agirait de concevoir un pôle – une place – où coexisteraient et « dialogueraient » des personnes de cultures et de quotidiens différents : les étudiants et les migrants, les commerçants, les grandes enseignes, et finalement les touristes.

Rêves dessinés

Ensuite, dans la seconde partie de cette vision, se trouve le monde imaginé et rêvé



Place Omonoia _ Tous les différents réaménagements de la place au cours des dernières années.
(1860-1890-1910-1930-1935-1960-1985-2015-2019)



Helena Dakoula _ Voice Athens _ 13 février 2021 _
Link: [https://www.archetype.gr/blog/archro/platia-omonias-mia-anagnosi](https://www.athensvoice.gr/life/life-in-athens/699615/i-plateia-omonoias-kai-i-istoria-tis/&Gogo Pantouvani Archetype _ 29 juin 2020 _
Link: <a href=)

pour Athènes, tel qu'il est perçu par ceux qui connaissent la ville : les anthropologues, les économistes, et tous les autres domaines collaborant — ces nombreux champs dont la ville a besoin pour changer de manière durable, en répondant toujours à sa réalité, à sa complexité et à ses besoins.

C'est la ville pensée pour la ville, mais aussi le projet conçu pour la ville à venir. Plus précisément, ce sont des propositions, des réflexions et des idées qui, la plupart du temps, paraissent utopiques, indésirables, ou irréalisables — non pas parce qu'elles ne permettraient pas d'améliorer la vie urbaine et celle de ses habitants, mais parce que l'obstacle réside dans leur caractère utopique. Souvent, ces projets ne s'appuient pas sur les ruines du passé existantes de la ville. Ils proposent des pratiques difficilement réalisables, que ce soit à cause du mécontentement (des citoyens ou des politiques), des contraintes économiques, de la ville existante «abîmée», ou encore de la nature même des projets — des projets coincés par leur propre conception, déconnectés de l'environnement réel dans lequel ils devraient venir « s'inscrire ».

En 2012, une initiative appelée Rethink Athens a été lancée, par la mairie d'Athènes, autour de la requalification urbaine du centre-ville, concentrant son attention sur une proposition de piétonisation de la rue Panepistimiou (l'une des trois grandes artères automobiles traversant le centre). Durant cette même période, une seconde proposition a émergé dans le même cadre : celle de piétonniser la rue Stadiou, axe majeur situé plus au nord.

Malgré les études, les plans, les conférences et les campagnes d'information, aucune de ces deux propositions n'a jamais été réalisée. Les raisons de cet abandon semblent être à

la fois économiques — touristiques — la fermeture du centre aux voitures, notamment aux taxis, aurait bouleversé certains équilibres — et politiques, puisque le projet avait été porté par un maire non réélu en 2014.⁵

Athènes habitée_ l’Athènes du spectacle

Et c'est ainsi que nous en sommes arrivés à aujourd'hui, à l'Athènes telle que nous la connaissons de nos jours. Mais la connaissons-nous vraiment ? Et si oui, la connaissons-nous tous de la même manière, à travers les mêmes «yeux» ?

Lorsqu'on évoque l'Athènes d'aujourd'hui, notamment avec ceux qui n'y vivent pas, les discussions gravitent presque toujours autour de ses magnifiques monuments, de son histoire millénaire, de ses petites places charmantes et de ses ruelles pavées de marbre au centre-ville. Mais tous ces éléments remarquables ne sont aujourd'hui

plus que des fragments — désintégrés et détachés du tissu quotidien réel de la ville. Ils flottent à la surface de la vie urbaine, comme des vestiges esthétisés, sans réelle intégration dans l'expérience vécue. C'est précisément ce qu'Henri Lefebvre dénonçait, il y a près de soixante ans, dans *Le Droit à la ville*, dans un passage qui reste tragiquement actuel :

« L’Athènes moderne n’a plus rien de commun avec la cité antique, recouverte, absorbée, étendue démesurément. Les monuments et emplacements (Agora,



Acropole) qui permettent de retrouver la Grèce antique ne représentent plus qu'un lieu de pèlerinage esthétique et de consommation touristique.»

Ainsi, il existe deux manières de faire connaissance avec la ville d'Athènes : celle des fragments, et celle de la liaison désordonnée entre les fragments — en d'autres termes et celle de la ville comme un tout disjoint, dont les fragments flottent sans lien structurel avec le reste.

On pourrait donc dire que l'Athènes aujourd'hui est perçue à travers ses représentations spectaculaires, et fabriquée

par le prisme utopique de la planification tissée à partir de ces fragments qui la rendent belle. Et «les coutures» alors ? Que trouve-t-on entre ces fragments ?

Piégés des fantômes

Mais Athènes, ce n'est pas uniquement cela. Tout cela ne constitue que certains fragments entre lesquels existe un monde — le monde dans lequel vivent les habitants du quotidien. Un monde qui, malgré certains aspects positifs, souffre de nombreux maux...Ainsi, Athènes est devenue une capitale qui concentre toute son attention sur les fragments de la ville que le touriste, visite les uns après les autres sans comprendre quel lien (s'il en existe un) relie ces différents lieux. Pourtant, Athènes ne se résume pas à cela ; ce n'est pas uniquement ce qui intéresse



les gens... mais pour que cela les touche, encore faut-il que quelqu'un le leur montre, et non que cela soit caché sous prétexte que ce n'est pas "joli" ou "touristique". Guy Debord dans *La Société du Spectacle*, écrit que «*À mesure que la nécessité est socialement rêvée, le rêve devient nécessaire. Le spectacle est le mauvais rêve de la société moderne enchaînée, qui n'exprime finalement que son désir de dormir. Le spectacle est le gardien de ce sommeil.*»

Entre les fantômes dehors rêverie

La deuxième ville, donc, est celle qui est cachée et invisible aux yeux du visiteur.



Carte d'Athènes — La carte de la proposition de «Rethink Athens», pour la piétonisation de la boulevard Panepistimiou.

Revitalising the historic city centre of Athens — OKRA — 2013 — Link: <https://www.okra.nl/project/re-think-athens/>

C'est entre ces "fragments" de la ville que l'on peut percevoir sa réalité, tous les fragments qu'elle a hérités et reliés. C'est à partir de ce point de vue que l'on peut comprendre les besoins les plus urgents de la ville, les problèmes qu'elle soulève, et les demandes qu'elle formule pour pouvoir avancer vers l'avenir. Le quotidien avec le tourisme, les monuments, la beauté en combinaison avec les difficultés, les éléments désagréables et les , laideurs compose le récit réel de la ville.

Mais en même temps que cela constitue une partie de la lecture réelle de la ville, c'est aussi la partie que l'État cache, ignore, ou tente d'éliminer, risquant ainsi de créer une ville marquée par des choix architecturaux et des pratiques inadaptées à sa réalité... un "sacrifice" fait au nom du profit et du tourisme, de l'embellissement et de la présentation de la ville comme une Athènes du spectacle.

L'Athènes...tentaculaire?

À partir de cette lecture des trois dimensions constitutives de la ville, pourrait émerger une pensée urbanistique, une sensibilité, une manière d'agir que nous qualifions de « tentaculaire », capable de répondre à la multiplicité et à la complexité des enjeux de l'urbanité. À condition, bien sûr, que nous saisissions en profondeur la portée de cette lecture — étrange peut-être, déconcertante parfois, presque comparable à une entreprise archéologique.

Lorsque l'on parle de tentaculaire, il s'agit de cette interaction combinatoire entre différents éléments toujours déjà présents — autrement dit, du phénomène même de la relation d'interdépendance entre certains facteurs qui, ensemble, participent à la construction d'un objet, d'un espace, d'un

projet. Ce sont des relations qui existent, mais qui ne sont pas toujours immédiatement visibles.

Nous parlons d'un urbanisme tentaculaire comme d'un outil pour rêver et concevoir une ville véritablement ancrée dans les besoins de ses habitants et de sa société. C'est à travers les relations d'interdépendance entre les multiples dimensions de la ville que nous pouvons accéder à une compréhension plus fine de ses nécessités — certaines anciennes, profondément enracinées ; d'autres plus récentes, nées de la trajectoire historique particulière de la ville, dont nous oublions trop souvent la valeur. Ce qui démontre de l'importance de la compréhension du « *sympoïèse* » des éléments différents, de la pluralité des fragments et dimensions de la ville. Nous référant à la notion de « *sympoïèse* » que l'explique Donna Haraway dans *Vivre avec le trouble*, comme des « systèmes se produisant de manière collective, dépourvus de frontières spatiales ou temporelles autodéfinies » et au sein desquels « les fonctions d'information et de contrôle sont distribuées parmi les divers éléments qui les composent »

Par ces relations, les fragments hérités deviennent lisibles : ils révèlent des valeurs, des tensions, des vertus mais aussi des questionnements que la ville transporte avec elle. Cela nous permet de porter un jugement situé, éclairé par le présent : discerner ce qui mérite d'être conservé, transformé ou laissé derrière.

À travers une telle lecture, nous est offerte la possibilité de comprendre que le devenir de la ville ne suit pas une trajectoire linéaire, mais qu'il repose sur des relations dynamiques entre ses fragments. Ce sont ces relations qui doivent nous inspirer pour influencer notre manière de concevoir, de

penser, d'intervenir, afin de reconstruire, avec lucidité et soin, ce dont nous avons hérité.

Et si nous considérions la ville — Athènes — comme un organisme composé d'une complexité de relations entre les éléments qui la constituent ?

En se concentrant sur le trouble — qui n'est rien d'autre que la manière dont les éléments se relient entre eux, et non les éléments eux-mêmes — et à travers une compréhension réelle de l'histoire de cette relation troublée, dans la profondeur de son parcours, comparée aux autres relations fonctionnelles, nous pouvons imaginer une transformation de cette relation, une reconfiguration qui puisse désormais contribuer à l'ensemble urbanistique présent.

Non pas dans une logique d'éradication du trouble... mais bien dans celle d'une coexistence, d'une cohabitation, d'une co-création

En regardant le paysage athénien, nous ne devrions pas nous focaliser sur des éléments isolés, simplement parce que nous les considérons comme problématiques. Il faut penser et concevoir l'intervention urbaine à partir d'une analyse des relations entre tous les éléments qui composent Athènes et lui donnent son caractère propre.

Des éléments tels que la diversité urbaine, la mixité sociale, la mixité urbaine, la voiture, la végétation, les transports en commun, sont souvent négligés, tout comme le rôle qu'ils jouent dans la ville. Et pendant ce temps, la ville s'occupe essentiellement de ses monuments, du tourisme et du commerce. Parce qu'elle ne se soucie pas du reste. Et surtout parce qu'elle ne peut pas éliminer le trouble. Mais justement, il ne faut pas envisager le trouble comme quelque

chose à éradiquer, mais comme un outil pour créer une ville de la symbiose.

Car si nous nous concentrons uniquement sur l'économie et le tourisme, en laissant déperir toutes les autres strates urbaines qui relient entre elles les interventions fragmentaires dédiées au tourisme, cette dégradation finira par contaminer le tourisme lui-même. Si les habitantes et habitants ne peuvent plus vivre leur ville, si ceux qui travaillent pour ce tourisme vivent leur quotidien comme un cauchemar — ne pouvant passer d'un fragment à l'autre, dans une ville qui se contente de recopier des éléments sans tenir compte de son caractère unique — alors le tourisme lui aussi déprira, jusqu'à s'effondrer. C'est précisément pour cela que la majorité des interventions urbaines à Athènes échouent à atteindre leur objectif : parce qu'elles ne s'inscrivent pas dans un urbanisme tentaculaire, qui verrait la ville comme un travail relationnel, mais bien dans une logique des fragments isolés, séparés les uns des autres.

On en trouve une expression concrète à Omonoia. Ce que les intervenants cherchent à éradiquer — les marchés informels, les kafeneia traditionnels, les étudiants, les populations migrantes — constitue en réalité le tissu même qui façonne l'identité du lieu, son caractère propre, sa singularité vivante. En les supprimant, c'est un espace lissé, standardisé, interchangeable que l'on produit. Un espace sans ancrage, qui pourrait appartenir à n'importe quel endroit à l'Europe.

Ce geste pose alors une double impasse. D'une part, il rejette encore davantage celles et ceux qui habitent déjà ces lieux, qui y vivent, les traversent, les transforment. D'autre part, il contredit

l'objectif même qu'il prétend servir — celui de l'attractivité. Car si l'on efface ce qui rend un lieu singulier, que reste-t-il à visiter ? À ressentir ? Où se situe alors l'importance et la valeur de l'héritage ?

À l'inverse, si l'on choisit d'habiter le trouble, comme nous engage à le faire Donna Haraway, au lieu de le nier, alors une autre approche devient possible. Une approche qui ne cherche pas l'épure mais la cohabitation. Soutenir la présence des kafeneia, accompagner leur réinvention ; aménager des lieux d'accueil partagés, pensés pour les riverains comme pour les étudiants ou les visiteurs de passage. Faire émerger une place vivante, plurielle, enracinée dans les tensions mêmes qui la traversent.

C'est cela, peut-être, l'enjeu d'un urbanisme tentaculaire : une manière d'imaginer la ville comme un enchevêtrement de relations, parfois dissonantes, mais capables de coexister, de se féconder, et d'esquisser un

espace réellement habité. C'est là qu'intervient toute l'importance de la « sympoïèse » dans la pensée urbaine : une manière de faire avec, plutôt que de faire contre. À travers ce prisme du trouble, l'urbanisme tentaculaire permet une lecture globale des éléments, mais surtout des relations entre eux — il nous donne accès à une compréhension profonde de la ville, dans sa complexité comme dans sa réalité vécue. C'est à cette condition que l'on peut gérer les fragments urbains non pas comme des entités isolées, mais comme des noeuds d'un tissu vivant.

Une lecture de relations, une analyse de trajectoires, de l'histoire jusqu'au rêve, pour un urbanisme tentaculaire orienté.

Que mettons-nous en mouvement pour que ce noeud puisse exister ?... Comment déplacer les choses — les leviers, les idées, les formes — pour penser une ville plus juste, équilibrée, et en phase avec les nécessités actuelles ?...

Sources...Bibliographie

1. Donna J. Haraway, *Vivre avec le Trouble*, Traduit par Viven Garcia, Paris, coll. Les éditions Des Mondes à Faire _ pages 53-216
2. Alessia de Biase (2014), *Hériter de la Ville*, Paris, coll. Edition Donner Lieu _ pages 9-96
3. Henri Lefebvre (2009), *Le Droit à la Ville*, coll. Anthropos et Economica – 3e édition _ pages 1-23 et 95-108
4. Guy Debord (1992), *La Société du Spectacle*, Paris , coll. Gallimard _ pages 13-66
5. Basilis Sgoutas (2021), *Un Athénien pour sa ville*, Athènes, coll. Plethron_ pages 19-94, 117-145 (en grec)

Sources...Article

- i. Jean Michael (01 novembre 2021), « Η προστασία και αναβίωση της ιστορικής Πλάκας (La protection et la revitalisation du quartier historique de Plaka) », Kathimerini , Link: <https://www.kathimerini.gr/society/561563491/i-prostasia-kai-anaviosi-tis-istorikis-plakas/>
- ii. M. Hulot (21 mars 20147), « Η ζωή στην Ομόνοια δείχνει διαφορετική από τον δέκατο όροφο (La vie à Omonia est différente depuis le dixième étage) », Lifo , Link: https://www.lifo.gr/now/greece/i-zoi-stin-omonoia-deihnei-diaforetiki-apo-ton-dekato-orofo*
- iii. Korina Pharmacori (28 aôut 2016) « Η Ομόνοια αλλάζει, αλλά και πάλι δεν είναι αρκετό (Omonia change, mais ce n'est pas encore suffisant) », Lifo _ Link: <https://www.lifo.gr/now/athens/i-omonoia-allazei-alla-kai-paliden-einai-arketo>
- iv. Hélène Dacoula (13 février 2021) « Η Πλατεία Ομονοίας και η ιστορία της (La place Omonia et son histoire) », Athens Voice_ Link: <https://www.athensvoice.gr/life/>

- life-in-athens/699615/i-plateia-omonoias-kai-i-istoria-tis/
- v. Socratis Mauromatis (avril 2019) « Η φωτογραφική τεκμηρίωση των έργων αποκατάστασης των μνημείων της αθηναϊκής Ακρόπολης (La documentation photographique des travaux de restauration des monuments de l'Acropole d'Athènes) », Chartis, 4 _ Link: https://www.hartismag.gr/hartis-4/fwtografia/h-fwtografikh-tekmhriwsh-twn-ergwn-apokatastashs-twn-mnhmeiwn-ths-aohnaikhs-akropolhs?utm_source=chatgpt.com
- vi. (03 février 2021) « Αποκαθίσταται η δυτική πρόσβαση της Ακρόπολης (L'accès occidental à l'Acropole est rétabli) », Gov. gr _ Link: https://digitalculture.gov.gr/2021/02/apokathistate-i-ditiki-prosvasi-tis-akropolis/?utm_source=chatgpt.com
- vii. (22 aout 2022) « Ακρόπολη: Έτοιμο το σχέδιο διάσωσης των τειχών στον Ιερό Βράχο ('Acropole : Le plan de sauvegarde des murs du Rocher Sacré est prêt) », Eleftheros Typos _ Link: https://eleftherostypos.gr/politismos/akropoli-etoimo-to-schedio-diasosis-ton-teichon-ston-iero-vracho?utm_source=chatgpt.com
- viii. Dimitris Mastrogiannis (07 mai 2014) « Rethink Athens » , Athens Voice _ Link: https://www.athensvoice.gr/life/life-in-athens/67406/rethink-athens/?utm_source=chatgpt.com
- ix. Dimitriz Kirgiazis (26 novembre 2014) « Η ματαιωμένη εκκίνηση του Rethink Athens και τα σοβαρά ερωτήματα που εγείρει (Le lancement avorté de Rethink Athens et les graves questions qu'il soulève) », Lifo _ Link: https://www.lifo.gr/variou.../i-mataiomeni-ekkinisi-toy-rethink-athens-kai-ta-sobara-erotimata-poy-egeirei?utm_source=chatgpt.com

Sources...Illustrations

- a. Photo d'Acropole _ Generation Voyage
_Link: <https://generationvoyage.fr/attraction/acropole/> & Photo d'Acropole antique _ Proto Thema _ Link: <https://www.protothema.gr/culture/article/1427475/i-epistrofi-ton-glutron-alitheies-kai-vretanika-psemata-gia-ta-hromata-tou-parthenona/>
- b. Photos de place Omonia _ Lifo _ Link: <https://www.lifo.gr/now/athens/h-plateia-omonoias-sto-perasma-ton-hronon-oi-kalyteres-kai-pio-spanies-fotografies> & Photos de place Omonia _ Voice Athens _ Link: <https://www.athensvoice.gr/life/life-in-athens/699615/i-plateia-omonoias-kai-i-istoria-tis/>
- c. Revitalising the historic city centre of Athens _ OKRA_ 2013 _ Link: <https://www.okra.nl/project/re-think-athens/>
- e. Photos sélectionnées pour la création du collage:
 1. Place de Syntagmatos _ Gtp _ Link: <https://www.gtp.gr/LocPage.asp?id=86&lng=1>
 2. Musée Archéologique _ Kathimerini _ Link: <https://www.kathimerini.gr/society/561758137/to-schedio-gia-to-neo-archaiologiko-moyseio/>
 3. Trilogie de Panepistimio _ efsyn.gr _ Link: https://www.efsyn.gr/periballon/243826_oi-megales-pagides-poy-krybei-o-megalos-peripatos-tis-athinas
 4. Théâtre de Irodio _ To kouti tis pandoras _ Link: <https://www.koutipandoras.gr/article/ergatiko-atychima-sto-irodeio-ergazomenos-epese-apo-ypsos/>
 5. Photo d'Acropole _ Generation Voyage _Link: <https://generationvoyage.fr/attraction/acropole/>

Représentation du village de Run Ta Ek à Siem Reap

Lecture d'un village planifié de populations déplacées dans le cadre de la conservation patrimoniale du site archéologique d'Angkor

Johnny Lak

Introduction

À Siem Reap, dans la région des temples d'Angkor, s'est développé un projet "d'écovillage" appelé Run Ta Ek. Ce projet créé par l'autorité d'APSARA¹ a pour objectif de freiner la croissance démographique et l'urbanisation des zones protégées du site archéologique d'Angkor afin de "préserver le paysage culturel de ce site magnifique et son authenticité²". Run Ta Ek abrite ainsi des populations déplacées dans un processus de préservation patrimoniale et de développement touristique.

Au moyen de trois actes, nous questionnerons ce projet à travers sa représentation cartographique, photographique et à partir d'expériences de terrain lors de voyages effectués au Cambodge. Ces expériences annoncées en exergue à chaque acte permettront ensuite de développer un concept en lien avec la représentation véhiculée du projet. Nous interrogerons cette représentation grâce à l'appui de plusieurs sources théoriques et récits narratifs.

L'article n'est ni neutre ni exempt de biais. Étant d'origine cambodgienne et imprégné de cette culture, j'ai grandi avec l'idée que l'État et le système gouvernemental cambodgien n'étaient pas dignes de confiance. Ce sentiment transmis inconsciemment par mes parents, marqués par les traumatismes de la guerre et du régime des Khmers rouges, est une forme de méfiance. Ce n'est pas une simple prudence face au Pouvoir mais une conviction profonde qu'il finit toujours par tromper ou trahir.

« La méfiance fait qu'on ne se fie pas du tout; la défiance fait qu'on ne se fie qu'avec précaution. Le défiant craint d'être trompé; le méfiant croit qu'il sera trompé. La méfiance ne permettrait pas à un homme de confier ses affaires à qui que ce soit; la défiance peut lui faire faire un bon choix. » Camille F. (Puyricard), Académie française, 6 mai 2021

1. L'APSARA (Autorité pour la Protection et l'Aménagement de la Région d'Angkor) est un organisme public cambodgien créé en 1995 chargé de la gestion, de la conservation et du développement du site archéologique d'Angkor inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO.

2. Khuon Khun Neay, "Run Ta Ek, Écovillage pour le développement durable, concept d'aménagement d'un établissement humain écologique" Apsara, novembre 2008. p.6. Ce document présente la vision de l'Autorité APSARA pour le développement du site de Run Ta Ek.

Partie I: Pouvoir et Image

Homme du Pouvoir

Été 2009, au Cambodge dans la capitale, nous nous rendons pour dîner chez un ami de la famille. C'est un général de l'armée proche du gouvernement. Leur maison est un immense manoir sans commune mesure avec ce que j'ai pu voir auparavant dans le pays. Dans la cour, plusieurs voitures de luxe. Comment une telle opulence peut-elle exister dans un pays où la majorité vit au jour le jour ? Bientôt, je comprends que cette richesse liée au Pouvoir n'est pas le fruit du hasard.

Le Pouvoir au Cambodge

De quel Pouvoir parle-t-on au Cambodge ? Tout d'abord, c'est un Pouvoir centralisé, exercé principalement depuis la capitale où les décisions majeures sont prises par un cercle restreint sans véritable participation des échelons locaux ou des citoyens. Ensuite, il est hiérarchique, structuré selon une chaîne d'autorité rigide et verticale où les ordres circulent du sommet vers la base sans possibilité de contestation. Enfin, il est personnalisé car concentré entre les mains d'individus puissants plutôt que d'institutions indépendantes tout en fonctionnant selon des logiques de loyauté et de réseaux informels³.

De la domination à la projection

Ce Pouvoir est autoritaire dans sa manière de se maintenir car il contrôle les médias, intimide les opposants et s'impose comme incontestable⁴. Il engendre une société profondément inégalitaire où l'accès aux ressources, aux droits ou à la justice dépend de la proximité avec le Pouvoir plutôt que de l'égalité des citoyens devant la loi.

Ce Pouvoir autoritaire et inégalitaire ne se contente pas de gouverner : il projette et planifie. À travers des instruments comme la cartographie, il rend visibles ses ambitions, légitime ses interventions et organise l'espace selon sa propre vision du territoire.

L'acte cartographique

Ce Pouvoir est donc à l'origine du projet d'éco-village de Run Ta Ek qui s'étend sur 1 000 hectares. Sans cette autorité, il serait impossible de planifier et de réaliser un projet d'une telle ampleur. De même, sans l'outil cartographique, concevoir, spatialiser et organiser un tel projet resterait inconcevable. Comme le souligne Jean-Marc Besse ; les cartes ne sont jamais de simples reflets du réel : elles "mentent" parce qu'elles sélectionnent, simplifient et orientent.

3. Brad Adam "Cambodia's Dirty Dozen: A Long History of Rights Abuses by Hun Sen's Generals" Human Rights Watch, 2018. Le rapport met en lumière le rôle central de douze hauts responsables militaires et policiers dans la consolidation du régime autoritaire du premier ministre Hun Sen au Cambodge.

4. Vittit Muntarhorn "Situation des droits de l'homme au Cambodge, Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge" Nations Unies, 20 juillet 2023. Le rapport analyse les élections au Cambodge (2022-2023) et les défis liés à la transmission du Pouvoir dans un contexte politique restreint. Malgré des progrès socio-économiques, il appelle au respect de la démocratie et des droits humains.

La cartographie est ainsi un acte non neutre, non passif, et jamais sans conséquences. Elle constitue une opération volontaire tournée vers ou à partir des territoires⁵. Jean-Marc Besse reprend et développe le concept de James Corner en affirmant que l'acte cartographique est peut-être « le plus formateur et le plus créatif » de tout le processus de conception car il révèle d'abord des situations, puis organise les conditions permettant l'émergence de réalités nouvelles⁶.

Écovillage agricole

Run Ta Ek porte le label d'écovillage basé sur l'agriculture alors que les caractéristiques naturelles et biophysiques du site ne s'y prêtaient que difficilement⁷. Le plan présente des communautés villageoises réunies autour de plan d'eau ainsi que des espaces agricoles de fruits, riz et grains en jaune vif. C'est par cette autosuffisance alimentaire que le Pouvoir justifie cette appellation d'écovillage qui ne fait partie d'aucun label officiel. L'autorité d'Apsara affirme qu'avec un tel concept d'aménagement et ses multiples composantes, ce village mérite bien son appellation d'écovillage.

En outre, si ce village à la base économique agricole fonctionne, il pourrait ainsi devenir un projet modèle répllicable au Cambodge si ce n'est dans toute l'Asie du Sud-Est⁸. L'image de synthèse publiée sur le Phnompenhpost⁹ permet d'en avoir un aperçu.

Imaginaire et mode de vie idéalisé

Sur le plan architectural, les constructions doivent s'inspirer de l'architecture traditionnelle khmère : maisons sur pilotis, escaliers extérieurs, toitures à pentes, volets en bois, et espace de vie aménagé sous l'habitation. Le projet de Run Ta Ek s'inscrit ainsi dans une narration idéologique typique des projets urbains contemporains qui, comme le souligne Françoise Choay, incarne un idéal politique et social en projetant une vision idéalisée du territoire¹⁰. À travers l'utilisation du label d'écovillage, ce projet s'apparente à une utopie qui cherche à légitimer une vision idéalisée de la vie habitante paysanne cambodgienne. Le cas de Run Ta Ek montre comment l'imaginaire d'une ville autosuffisante, agricole et écologique sert d'outil pour organiser et contrôler les populations.

5. Jean Marc Besse “Opérations cartographiques” Actes sud, ENSP, mars 2017 p.12-14. Jean-Marc BesseJames Corner “The Agency of Mapping” in Denis Cosgrove, *Mappings*, Reaktion Books, Londres 1999, p.213-252.

6. James Corner critique l'idée traditionnelle de la carte comme simple outil de représentation du réel. Au lieu de cela, il insiste sur le pouvoir actif, créatif, performatif de la cartographie. Il s'agit d'un acte de production et pas seulement de description.

7. Dr. Pierre S. Guertin, “Run Ta Ek, La création d'un écovillage dans un milieu traditionnel Khmer, Phase II : Principes et Plan d'aménagement du village central”, Apsara, 7 avril 2008. p.5

8. Khuon Khun Neay, “Run Ta Ek, Écovillage pour le développement durable, concept d'aménagement d'un établissement humain écologique”, Apsara, novembre 2008. p.22

9. Le Phnompenhpost est un quotidien anglophone fondé en 1992 à Phnom Penh, au Cambodge. Il a longtemps été considéré comme l'un des derniers bastions de la presse indépendante dans le pays. Depuis sa vente en 2018 à un homme d'affaire malaisien proche du gouvernement, le Phnom Penh Post est aujourd'hui perçu comme étant aligné sur les positions du gouvernement cambodgien

10. Françoise Choay, L'urbanisme, utopies et réalité, une anthologie (1965), in *Dérivations*, numéro 1, septembre 2015, pp. 165-169. ISSN : 2466-5983. URL : <https://derivations.be/archives/numero-1/choay.html>

Projet de développement urbain Run Ta Ek



Figure 1. Carte du projet de développement urbain de Run Ta Ek, Apsara et du Ministère de la Culture et des Beaux-Arts du Cambodge, 2022. La carte du projet de développement urbain de Run Ta Ek a été réalisée pour l'UNESCO afin de légitimer la relocalisation des populations. On y observe la répartition des parcelles attribuées aux habitants selon leurs lieux d'origine, ce qui instaure ainsi une première forme de ségrégation spatiale. Le plan montre un lotissement dense et rationnel, conforme au concept d'aménagement souhaité par les autorités. Le contexte environnant n'est quant à lui pas figuré.



Figure 2. Vue plongeante de la zone de développement de Run Ta Ek, Phnompenhpost, 18 janvier 2024. Issue de l'article Espoirs et rêves: création de la ville de Run Ta Ek, l'image de synthèse nous montre des habitations construites par des promoteurs en totale contradiction avec l'architecture traditionnelle préconisée. On y voit également un plan d'eau autour duquel s'articule la communauté villageoise.

Tourisme et développement

Officiellement, le projet d'éco-village de Run Ta Ek vise à développer un tourisme rural destiné à améliorer les conditions de vie des populations locales. En complément du tourisme de masse à Siem Reap, il promet une immersion dans un cadre plus traditionnel, avec des circuits pédestres, des aménagements paysagers et un trapeang¹¹ transformé en espace de loisirs. Cette argumentaire et approche repose sur un ethno-tourisme¹² où les visiteurs sont invités à observer la vie agricole, loger chez l'habitant dans des guest house et découvrir

des pratiques artisanales. Cette quête d'authenticité soulève néanmoins des questions car derrière cette image se cache une mise en scène orchestrée de la ruralité. La planification urbaine et les prescriptions architecturales fabriquent une tradition figée adaptée au regard touristique. Le quotidien des habitants, transformé en ressource exploitable, masque le projet de relocalisation qui est présenté comme un développement participatif mais qui permet en réalité au Pouvoir de contrôler les communautés déplacées.



Figure 3. Brochure diffusée par l'APSARA qui montre les maisons modèles à suivre sur les zones 1 du parc archéologique, 2024. Documents issus du mémoire de Arantxa Menéndez Ron¹³, Siem Reap - Angkor: entre patrimoine, "identité" et oppression, 2024

11. Nom donné à un étang anthropisé datant de l'époque angkorienne

12. Khuon Khun Neay, "Run Ta Ek, Écovillage pour le développement durable, concept d'aménagement d'un établissement humain écologique", Apsara, novembre 2008. p.16-17

13. Arantxa Menéndez Ron a développé son mémoire autour du déplacement de la population des zones protégées du parc d'Angkor vers Run Ta Ek par la mise en récit de différentes personnes impactées dans l'objectif de documenter et visibiliser leur histoire

Partie II: Confiance et Lien

Autorité et Confiance

Été 2009, au Cambodge sur la route menant à Siem Reap. Nous roulons en van quand, à un croisement, un agent de circulation nous arrête pour une raison obscure. Sans poser de question, notre chauffeur sort un billet et le tend discrètement à l'agent qui nous laisse aussitôt repartir. Comment la population locale peut-elle avoir encore croire en une autorité censée la protéger qui se plie facilement à la loi de l'argent ?

La Confiance au Cambodge

La Confiance dans le contexte cambodgien est une notion profondément fragilisée par l'Histoire. C'est d'abord une Confiance limitée marquée par les séquelles du régime khmer rouge où toute relation sociale pouvait être source de danger. Cette mémoire a laissé une méfiance diffuse envers les autorités, les institutions, mais aussi entre individus. C'est ensuite une Confiance de proximité où l'on accorde plus facilement sa Confiance à des membres de la famille, du village ou à des figures d'autorité locales connues qu'à des instances étatiques distantes souvent perçues comme corrompues et arbitraires¹⁴.

Confiance et communication

La Confiance des populations envers un projet dépend en grande partie de la manière dont celui-ci est représenté et communiqué. Cartes, plans et discours politiques : tous ces éléments construisent une image du projet souvent idéalisée qui cherche à rassurer, séduire ou convaincre. Lorsque cette représentation ne correspond pas à l'expérience vécue sur le terrain, une fracture se creuse entre la promesse affichée et la réalité vécue ce qui peut entraîner une perte de Confiance.

Le projet perçu comme mensonger ou manipulateur devient alors un vecteur de défiance voire de résistance. Ainsi, la représentation agit non seulement comme un outil de planification mais aussi comme un levier politique capable de consolider ou rompre la Confiance.

Confiance et promesses

Dans un tel contexte où la Confiance devient un enjeu politique et social majeur, elle révèle à la fois la fragilité du lien entre citoyens et institutions et les tensions entre les discours officiels et les réalités vécues. La réussite d'un projet constitue un indicateur clé dans ce jeu de Confiance : a-t-il tenu ses promesses ou trahi les attentes qu'il avait suscitées ? Dans le cas du projet de relocalisation à Run Ta Ek, l'une des promesses fondatrices était celle d'une installation volontaire des nouveaux habitants. Dans les faits, c'est l'inverse qui s'observe : des familles sont déplacées de manière contrainte depuis le site archéologique d'Angkor et leurs maisons détruites sous prétexte de préservation patrimoniale. Ce décalage entre discours et promesses ne fait qu'accentuer la méfiance déjà installée à l'égard des autorités.

14. FY 2024 Cambodia Country Opinion Survey Report, ECR Business Intelligence Team, 2024. Enquête réalisée par entretiens auprès de 2 000 Cambodgiens de 18 ans et plus, représentatifs de la population nationale. Ce sondage fournit une base solide pour comprendre l'opinion publique cambodgienne à cette période.

Confiance rompue

Les chefs de village, intermédiaires entre l'État et les communautés, sont pris en étau entre coopération forcée et résistance silencieuse. Un cas rapporté par Keiko Miura¹⁵ en témoigne : dans un village, un homme reconstruit sa maison avec l'accord local mais sans celui de l'APSARA. Lors de leur intervention, les agents arrivent en force en camions, motos et des tirs d'arme à feu en l'air. L'homme est ligoté et électrocuté tandis que sa femme supplie en vain de ne pas détruire leur maison. Cette scène révèle la brutalité d'un Pouvoir autoritaire qui dissimule sa violence derrière des discours de préservation et de développement. Ainsi, la Confiance entre l'État et les populations locales est non seulement rompue ce qui signifie que le lien social est brisé mais elle devient pire encore : corrompue. Le préfixe intensif « co- » renforce le verbe en indiquant que le lien n'est pas simplement rompu mais profondément altéré voire totalement détruit.

Lien spatial inexistant

La rupture du lien ne s'arrête pas aux seules relations sociales ou politiques. Elle se manifeste également dans l'espace. Le projet de Run Ta Ek apparaît hors sol, complètement déconnecté de son environnement immédiat. Cette déconnexion se matérialise physiquement par un canal de 2 mètres de large qui ceinture le site et qui intercepte les ruisseaux naturels en le privant de ses apports hydriques

naturels. On constate également un projet hors d'échelle long de 4,5km par 2,5km ou 1 000 hectares soit un dixième de Paris. Ainsi, la déconnexion spatiale traduit une rupture profonde non seulement dans les relations humaines mais aussi dans la manière dont le territoire est habité.

Cartographie satellite

La vue satellite est une image prise depuis l'espace qui offre une reproduction du réel objective sans médiation symbolique ni possibilité de mensonge. Là où la carte propose une lecture interprétative, la photographie satellite donne à voir un fait en enregistrant directement le monde. Cependant, comme le souligne Jean-Marc Besse, dès lors qu'on annote une photo satellite, celle-ci cesse d'être une simple image neutre pour devenir une carte car elle est alors orientée et porteuse d'une intention. La carte satellite suivante est ainsi annotée afin de mettre en évidence la grandeur et les dimensions du projet en comparaison avec des superficies contemporaines comme Paris mais aussi historiques comme la ville d'Angkor Thom¹⁶. Run Ta Ek apparaît comme un projet démesuré qui rappelle l'ambition monumentale des anciens chantiers angkoriens.

15. Keiko Miura, "Sustainable Development in Angkor. Conservation Regime of the Old Villagescape and Development" Göttingen University Press, 2011. p.135-138. Keiko Miura est une anthropologue sociale spécialisée dans les questions de patrimoine, de propriété et d'appartenance, notamment dans le contexte du site d'Angkor au Cambodge. Elle aborde les tensions entre différentes conceptions de la propriété et du patrimoine, telles qu'elles sont définies par divers acteurs locaux, nationaux et internationaux et examine comment ces visions interagissent, ainsi que les conséquences de ces interactions.

16. Angkor Thom, signifiant la "Grande Cité", est la cité royale construite par Jayavarman VII entre la fin du XII^e siècle et le début du XIII^e siècle. D'une superficie de 9km², elle est un témoin de la grandeur de l'Empire Khmer.



Figure 4. Restes de maisons démolies dans un quartier proche de la porte ouest d'Angkor Wat, CamboJA - Jack Brook¹⁷, janvier 2023. La photo montre un ballon utilisé pour transporter les touristes au-dessus des temples. La photo illustre ce profond décalage entre le premier plan où une existence locale est reniée au détriment d'un développement touristique en second plan.



Figure 5. Vue satellite de la région de Siem Reap, Google Earth 2025

17. Jack Brook est un journaliste américain. Il a travaillé plusieurs années au Cambodge pour des médias indépendants comme CamboJA News et Southeast Asia Globe couvrant notamment les enjeux de gouvernance, d'environnement et de droits humains.

Lien temporel dissonant

À cette rupture spatiale du contexte s'ajoute une dissonance du lien temporel. Les concepts de développement initiaux pensés il y a près de vingt ans sont aujourd'hui dépassés ce qui rend le projet déjà obsolète. En effet, les projets urbains s'étalent sur des durées très longues là où les contextes, les besoins et pratiques évoluent beaucoup plus rapidement. Ce décalage entre le rythme lent de la réalisation et la rapidité des transformations sociales et politiques crée une rupture temporelle.

Comme le souligne Amnesty International dans son rapport “ Personne ne souhaite quitter sa maison¹⁸”, les habitants de Run Ta Ek font face à des manques concrets notamment en infrastructures essentielles telles que l'accès à l'eau potable ou à l'électricité accentuant leur sentiment d'abandon. Cette lenteur entraîne une usure progressive de la Confiance des habitants qui vivent dans un décalage entre ce qui est prévu et ce qui est réel.

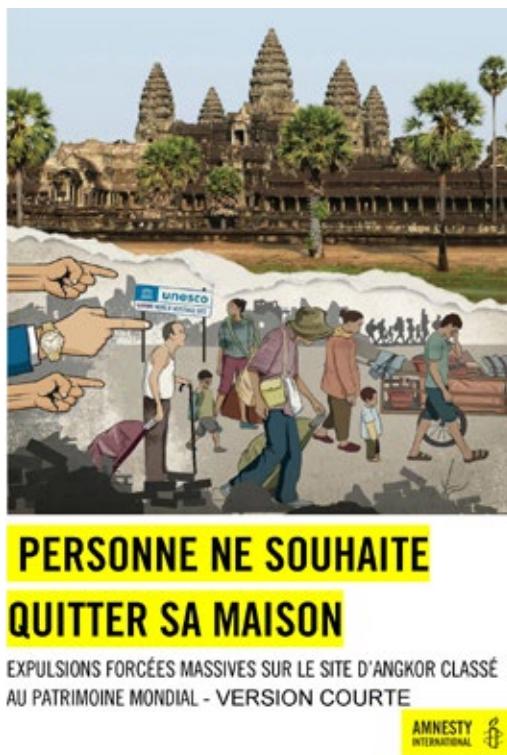


Figure 6. Couverture du rapport « Personne ne souhaite quitter sa maison » publié par Amnesty International en 2023. L'image illustre de manière explicite la posture attentiste de l'UNESCO qui refuse de reconnaître la dimension vivante et habitée du site classé au patrimoine mondial. On y voit des habitants en situation de précarité contraints de suivre la direction imposée par des mains politiques fortunées sur fond de discours de préservation patrimoniale en arrière-plan.

18. Le rapport datant de 2023 met en lumière les violations des droits de l'homme survenues dans le cadre de la relocalisation continue de milliers de résidents du site du patrimoine mondial de l'UNESCO à Angkor, au Cambodge, entre 2022 et 2023. Il évalue également les actions et responsabilités des autorités cambodgiennes, en particulier leurs violations du droit et des normes internationales en matière de droits humains, ainsi que le manque d'action décisive de la part des parties prenantes impliquées dans la conservation du site y compris l'UNESCO.

Partie III : Invisible et Sensible

Peuple Invisible

Été 2009, au Cambodge à Angkor, nous sommes devant le temple au point culminant de notre voyage. Ce qui me frappe d'abord, c'est l'immense foule de touristes. C'est à ce moment là que je prends pleinement conscience qu'au-delà de sa portée symbolique, le site joue un rôle économique central pour les populations locales. Des vendeurs s'installent partout à la hâte et nous sommes constamment sollicités, souvent par des enfants en situation de précarité. Une grande partie de la réalité semble m'échapper au-delà de ce que je vois.

Invisibilités

L'Invisible au Cambodge revêt de multiples formes. Comme nous l'avons vu dans la représentation planifiée par le gouvernement qui n'est jamais neutre ; certaines réalités sont volontairement occultées : la population relocalisée et privée de parole, les contestations écartées du débat public, les conditions de vie précaires passées sous silence, les contextes historiques et environnementaux ignorés dans les projets d'aménagement, les pratiques de gouvernance ou encore la transparence dans la gestion des fonds... Dans notre cas, cette invisibilisation relève d'une stratégie active : orienter le récit afin de légitimer le projet d'écovillage de Run Ta Ek. Il existe cependant un autre type d'invisible qui est celui que lecteur ou touriste ne perçoit pas par ignorance ou manque de sensibilité. Il ne s'agit plus d'une omission volontaire mais d'une invisibilisation inconsciente issue d'un regard sélectif propre. Au Cambodge, cet invisible prend la forme de tout ce que le touriste ne voit pas : la vie locale dans sa dureté comme dans sa richesse qui évolue en marge du grand récit patrimonial d'Angkor.

Rithy Panh : les gens d'Angkor

Pour aborder cette notion d'Invisibilités dans ce contexte, nous nous appuyons sur le film ethnographique *Les Gens d'Angkor* de Rithy Panh¹⁹ réalisé en 2003 qui explore la vie des populations locales vivant dans l'ombre des temples. Sans adopter une critique frontale, le film révèle à travers une mosaïque de personnages et thématiques toute une vie quotidienne et locale souvent ignorée des autorités gouvernementales ou organismes internationaux. Ces personnages, ce sont les familles, les enfants, les conservateurs archéologiques, les moines ou encore les agriculteurs. Le touriste est quant à lui filmé à distance comme une silhouette abstraite pour souligner son statut d'observateur extérieur. À travers ces multiples regards, le film met en lumière le contraste saisissant entre la splendeur des temples et la fragilité des existences qui les entourent. Les temples sont montrés comme les vestiges glorieux d'un passé idéalisé face à un avenir incertain pour les communautés locales. Rithy Panh donne ainsi la parole à ces figures oubliées en valorisant les récits, la vie ordinaire et les traditions orales.

19. Rithy Panh est un réalisateur, scénariste et producteur franco-cambodgien. Ses films explorent les traumatismes du génocide cambodgien et le travail de mémoire nécessaire pour la société cambodgienne.

Sous-représentation, surreprésentation

La population invisible relocalisée à Run Ta Ek n'a jamais été prise en compte dans l'élaboration du projet urbain. Le Pouvoir étant exercé de manière descendante a écarté toute forme de concertation citoyenne en amont du projet où la parole des habitants a été exclue du processus. Loin d'être reconnus comme des acteurs à part entière de leur avenir, les habitants ont été réduits à de simples sujets d'une politique de relocalisation dans un rôle passif. Paradoxalement à cette sous-représentation s'oppose une surreprésentation dirigée par le discours gouvernemental de l'image idéalisée et stéréotypée de la vie paysanne ; discours qui n'est pas sans rappeler ceux portés durant la période des Khmers rouges où la figure du paysan était érigée en modèle absolu. Ce déséquilibre entre non-représentation réelle et surreprésentation symbolique contribue à masquer la complexité des vécus et besoins locaux tout en renforçant leur invisibilisation.

Inégalités de richesse

C'est ainsi que se dessine l'opposition entre un Cambodge réel du quotidien rural et des difficultés sociales face à un Cambodge imaginaire façonné par les récits touristiques. Ce dernier, mis en scène pour séduire les visiteurs, occulte souvent la réalité de ceux qui vivent à l'ombre des temples. Malgré leur proximité avec l'un des sites patrimoniaux les plus visités au monde, les habitants des environs d'Angkor ne bénéficient pas de cette richesse. Leur vie reste marquée par l'instabilité économique révélant de profondes inégalités entre les élites urbaines et la population locale.

20. Patrick Geddes fut un urbaniste, sociologue, écologue, botaniste, illustrateur scientifique, philosophe, biologiste, géographe du XIXe siècle. Étant très doué pour les études, son approche était pluridisciplinaire

21. Patrick Geddes (1854-1932), « Cities in Evolution », Williams & Norgate, 1915

Ce contraste ne relève pas seulement de différences économiques ou territoriales mais il révèle également un écart dans notre manière de voir et de comprendre un lieu. Quelle est la réelle prospérité au-delà des apparences et à qui profite-t-elle vraiment ? Sommes-nous capables de percevoir ce qui échappe à l'image au-delà du spectaculaire ? De même, sommes-nous capables de lire au-delà d'une représentation sensationnelle ? Ce décalage entre ce qui est vu, vécu et la réalité Invisible nous renvoie à notre propre sensibilité.

Retour

Le 15 février 2025, au Cambodge, à Siem Reap. Dans le cadre de notre échange en Asie du Sud-Est, je décide de me rendre sur place après avoir découvert cet « écovillage » de réfugiés. Mon objectif est de passer de la carte, la vue lointaine afin de vivre le site de manière réelle et sensible. J'aborde ce terrain avec une nouvelle méthode initiée à Paris Belleville : l'arpentage.

Arpentage

Pour Patrick Geddes²⁰ (1854-1932), l'arpentage est la première étape fondamentale de toute démarche d'aménagement ou de transformation d'un territoire. Il ne s'agit pas seulement de mesurer des surfaces ou de tracer des plans mais de comprendre profondément le lieu : ses caractéristiques physiques, sociales, historiques, économiques et culturelles. Cette compréhension passe par la marche qui est un outil de diagnostic important. Ce n'est qu'à partir de cet arpantage que peut émerger le plan comme en témoigne sa formule « Survey before Plan²¹ ».

Carte sensible

D'après Géoconfluence²², une carte sensible est une image dont l'objectif est de représenter une information relevant du sensible ou de l'émotionnel. Ces informations sont qualitatives plus que quantitatives en prenant en compte les limites des outils traditionnels de représentation de l'espace pour refléter certains aspects du réel comme l'espace vécu par les acteurs. Ces cartes sensibles permettent de donner de nouvelles lectures du territoire au-delà de l'aspect purement technique et topographique. Dans cette lignée de cartes sensibles, nous pouvons citer les réalisations de Mathias Poisson²³ qui a présenté une soixantaine d'œuvres à l'Espace Écureuil de Toulouse. Son travail interroge l'articulation entre objectivité et subjectivité à travers le prisme de la carte. L'acte cartographique est à la fois objectif car un langage codifié et normé destiné à être communiqué mais à la fois subjectif car elle reste une fiction et projection²⁴.

Les cartes sensibles parfois difficiles d'accès ou annotées de manière intime sollicitent une participation active du public. Elles visent à partager une expérience vécue plutôt que d'être un simple outil de représentation du monde.

Carte d'arpentage

La carte sensible réalisée à partir de mon arpantage est née de mes impressions et ressentis in situ. Inspirée des cartes de l'univers de Tolkien, qui retracent les parcours des protagonistes et ont été reprises dans les tapisseries d'Aubusson²⁵; elle constitue une tentative de conserver une trace personnelle de mon passage et expérience au village de Run Ta Ek. Elle m'a permis de voir ce que la vue satellite ne me disait pas au-delà des données purement physiques. Ces éléments relevés sur le vif par le biais du dessin ou d'annotations permettent d'éclairer certains fonctionnements ou dysfonctionnements du projet d'aménagement.

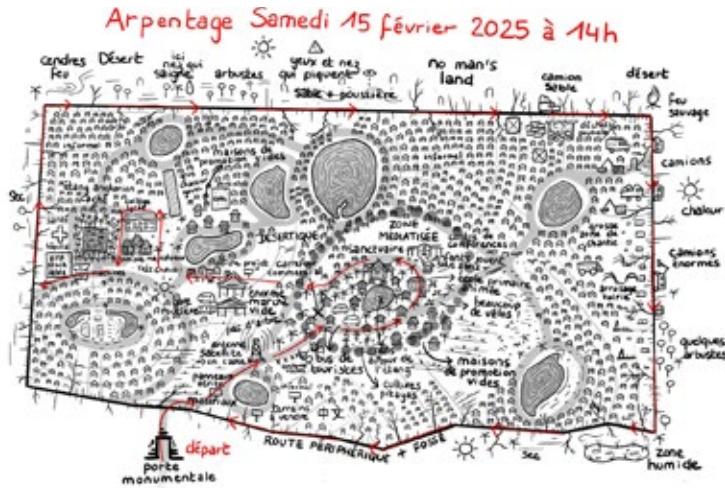


Figure 7.
Carte
sensible
d'arpentage,
15 février
2025

22. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/carte-sensibles>

23. Mathias Poisson est un artiste qui explore la cartographie à travers une approche sensible et subjective. Ses œuvres réalisées à l'aquarelle ou au stylo ne cherchent pas à reproduire fidèlement la réalité géographique mais à exprimer ses perceptions personnelles, ses souvenirs et ses émotions liés aux espaces qu'il parcourt

24. Mathias Poisson. Des cartes sensibles et des sensations cartographiques, www.contemporaneite.com, janvier 2013.

25. De mars à mai 2025, le Collège des Bernardins a accueilli une exposition de quinze tapisseries réalisées à Aubusson, haut lieu du savoir-faire en tapisserie. Ces œuvres s'inspirent de l'univers de J.R.R. Tolkien, auteur pour qui la cartographie jouait un rôle essentiel source : <https://www.tolkienendil.com/tolkien/>

Limites et potentiels de la carte sensible

La carte sensible trouve ses limites dans la temporalité de l'arpentage : les conditions climatiques, le contexte, la culture locale ou encore le cycle hebdomadaire font varier les usages et les perceptions du lieu. Cette variabilité souligne l'importance de revenir à plusieurs reprises sur le terrain afin de multiplier les points de vue et affiner l'analyse. Les informations relevées sont également marquées par mes biais précédant la visite. Mon objectif était d'aller contre le discours officiel en exposant les failles et vulnérabilités du projet telles que perçues sur le terrain. J'ai été particulièrement sensible à certains éléments : l'exposition au soleil, les activités des enfants que je perçois comme les figures les plus vulnérables du projet ou encore la mise en scène visuelle orchestrée par le gouvernement pour médiatiser un projet présenté comme réussi. Globalement, la carte sensible permet de révéler des réalités souvent invisibles ou difficilement quantifiables : perception de la précarité, ambiances climatiques, usages détournés... Une autre personne aurait produit une carte très différente selon ses propres sensibilités. C'est précisément dans cette diversité de lectures et d'expériences que réside le potentiel de la carte sensible. Elle lève le voile sur des Invisibles qui ne sont pas universels. Elle éclaire des zones d'attention, des usages ou des conflits que les représentations classiques de l'espace ne permettent pas de percevoir.

Photographie invisible et sensible

L'arpentage s'est aussi appuyé sur la photographie qui m'a permis de figer des instants précis. Elle est devenue une sorte de manie obsessionnelle où je cherchais à tout immortaliser pour ne rien perdre de l'information et pouvoir la réutiliser plus tard lorsque la présence sur le terrain ne serait plus possible. Selon Roland Barthes²⁶ dans son essai "la chambre claire", la photographie est différente des autres formes d'images car elle est l'empreinte directe d'un réel passé. Elle montre ce qui a réellement existé à un instant donné. Ensuite, la lecture de la photographie passe selon lui par deux concepts : le "studium" qui renvoie à l'intérêt intellectuel et le "punctum" qui touche au sensible et à l'intime. Ainsi, si la photographie est un art universel, elle reste pour lui profondément intime et subjective car chacun réagit différemment à une image²⁷. Une image ne se limite pas à ce qu'elle montre explicitement. Elle peut évoquer des significations, des émotions et des contextes culturels qui ne sont pas immédiatement visibles. Elle peut révéler l'invisible à travers le visible. Enfin, Barthes associe la photographie à une forme de deuil car elle fixe un instant disparu ou des moments qui sont perdus.

« Une photographie est toujours invisible : ce n'est pas elle qu'on voit. »

Roland Barthes (1915-1980) dit ici que l'on ne regarde pas la photo en tant qu'objet ou image mais ce qu'elle montre. Bien que la photo soit un transfert du réel, elle est également construite, cadrée et choisie. C'est ainsi que son médium s'efface au profit du sujet.

26. Roland Barthes (1915-1980) était un philosophe, sémiologue et critique littéraire français reconnu pour ses contributions majeures à la théorie des signes, à la littérature et aux études culturelles.

27. Académie de Montpellier, Fiche de Lecture : La Chambre claire de Roland Barthes, 1980

Reportage photographique

J'ai finalement choisi de retenir 10 photographies significatives parmi les 525 prises réalisées sur le terrain. La première photographie en pleine page a été sélectionnée pour sa forte valeur illustrative du projet. Les neuf autres présentées sous forme de vignettes carrées viennent compléter ce reportage visuel. Chaque image a été retravaillée afin de ne conserver en couleur que le sujet principal. Ce traitement vise à attirer l'attention sur l'élément central de la scène et à guider le regard vers l'élément essentiel. En réalisant ce reportage photographique, je voulais d'abord mettre en avant les parties monumentales du projet, celles qui servent la narration du Pouvoir à travers des images officielles valorisant le projet.

Ensuite, je voulais présenter le grand paysage avec ses composantes bâties, arides, désertées mais parfois aussi ponctuées de végétation. Enfin, je souhaitais montrer les habitants dans leurs moments quotidiens : promenades, sorties d'école, déplacements, marché ambulant. Ces photos ne sont pas neutres car chaque cadrage est choisi, certains sujets sont visibles tandis que d'autres restent hors champ. Mon intention était de conserver un fragment de cette manière d'habiter le village afin de révéler la réalité concrète de la vie locale. J'ai également cherché à révéler comment la planification du Pouvoir se manifeste concrètement dans l'espace.



Figure 8. Porte d'entrée monumentale de Run Ta Ek

Évoquant la majesté des portes angkoriennes, cette entrée symbolise la volonté du gouvernement d'afficher sa puissance et son ambition. Elle met en scène le projet comme un espace prestigieux, tout en enjoignant le visiteur à y pénétrer. L'inscription « Run Ta Ek Eco-Village Development Project » montre clairement que le projet est porté et assumé par l'État.



Figure 9. Temple et chantiers
Le temple est le symbole du pouvoir spirituel. Il domine le paysage tandis que ses abords sont intensément aménagés



Figure 10. Habitat traditionnel
Le centre du village met en scène des habitations traditionnelles soignées valorisant l'image idéalisée de la vie rurale



Figure 11. Promotion vide
Les maisons de promotion immobilière sont inoccupées et leur conception standardisée semble déconnectée des modes de vie ruraux



Figure 12. Marché central désert
Malgré l'heure, le marché central reste désert sans vendeurs ni étals qui révèle un lieu plus planifié que réellement animé



Figure 13. Terre rouge
Le sol rouge ferrique est typique des zones tropicales, appauvri par les pluies, acide et peu fertile



Figure 14. Piteux Pitayas
Les pitayas desséchées par la saison sèche souffrent d'un manque d'eau que le sol ne parvient pas à retenir



Figure 15. Marché spontané
Ce marché informel utilise des dispositifs mobiles pour se protéger du climat sans passer par des aménagements planifiés



Figure 16. Jeux à l'ombre
Les enfants jouent à l'ombre car ils sont contraints de se protéger d'un soleil intense et dangereux



Figure 17. Pause photo
Deux jeunes filles se prennent en photo près du plan d'eau, l'un des rares espaces publics extérieurs agréables et valorisés

Conclusion

Pluralité de lectures et de représentations

Le projet urbain, par sa nature vaste et complexe, ne peut être appréhendé à travers une seule lecture ni par un seul groupe d'acteurs. Il nécessite une approche plurielle qui combine différentes échelles et modes de représentation. Au-delà de ces représentations narratives, il serait tout aussi important d'élargir la représentation aux principaux concernés en favorisant un processus ascendant où les habitants deviennent des acteurs à part entière. La pluralité de lectures (officielles ou locales) est une richesse. Les méthodes participatives, cartes collaboratives, concertations locales, co-construction ont un rôle à jouer pour inclure les habitants et faire émerger une compréhension partagée du territoire. Intégrer des représentations sensibles en plus des représentations techniques permet de révéler des réalités invisibles pouvant influencer les choix d'aménagement tout en défendant les intérêts locaux. Repenser le projet urbain dans ce contexte implique de remettre en question les pratiques classiques et d'instaurer un véritable dialogue entre toutes les parties prenantes du projet. Ce serait ainsi l'occasion de tendre vers un Pouvoir plus équilibré, une vision partagée, une Confiance réciproque, un lien rétabli, des invisibilités révélées et une sensibilité reconnue.

Absence de contact

L'une des limites majeures de ce travail réside dans l'absence de véritable interaction avec les habitants relocalisés. Ce manque de contact direct a contribué, malgré moi, à une forme d'invisibilisation et absence de représentation de ces habitants dans mon travail. Cette difficulté interroge notre posture d'architectes - urbanistes : si notre rôle consiste à comprendre un territoire et ceux qui l'habitent, nous sommes encore peu formés à l'apprentissage du dialogue avec les populations locales. Comment nouer un premier contact, mener un entretien et créer une relation de confiance en particulier dans un contexte de vulnérabilité, de défiance et de domination ? Paul Guénand, doctorant en Sciences Humaines et Sociales, nous a introduit au concept d'entretien compréhensif développé par Jean - Claude Kaufmann²⁸. Cette méthode d'enquête qualitative repose sur l'idée de comprendre la logique intérieure d'un individu à partir de son propre récit. L'entretien compréhensif laisse de la liberté au discours de la personne interrogée pour que celle-ci exprime ce qu'elle vit, pense ou ressent de manière spontanée.

28. Jean-Claude Kaufmann est un sociologue français qui a développé la méthode de l'entretien compréhensif, qui consiste à recueillir la parole libre des enquêtés sans grille préétablie afin de comprendre leur vécu de l'intérieur.

Lecture nuancée

Il serait réducteur de ne voir dans que les aspects négatifs du projet de relocalisation de Run Ta Ek. À l'origine, le projet s'inscrivait dans une volonté affirmée de protéger le site d'Angkor des effets délétères d'un développement urbain incontrôlé : pompage excessif des nappes phréatiques, déforestation, pollution sauvage ou encore insalubrité. Face à ces menaces, il s'agissait pour les autorités de mettre en place un urbanisme planifié se substituant à l'habitat spontané avec un aménagement structuré et pensé à long terme. Le projet se voulait innovant avec en 2008 ce tout nouveau concept d'écovillage conciliant autonomie alimentaire, développement durable et tourisme alternatif. Le Pouvoir souhaitait répondre aux besoins des populations en prévoyant des équipements publics tels que des écoles, un hôpital, un marché, des lieux de culte et des infrastructures de base comme l'eau potable et l'électricité. L'intention était de doter le site de services collectifs adaptés afin d'assurer un quotidien digne aux nouveaux habitants. Malheureusement, les dérives, la corruption et la non prise en compte réelle de la population ont éloigné le projet de ses visées initiales.

Avenir

Malgré ses nombreuses problématiques, le projet de Run Ta Ek a permis de comprendre les dynamiques locales en jeu et d'identifier ce qu'il conviendrait d'éviter de faire à l'avenir. Il permet de poser les bases d'une réflexion sur le développement d'un territoire sensible aux enjeux multiples. Cette expérience imparfaite à l'image d'un contre-modèle offre des enseignements pour repenser les futurs projets urbains au Cambodge et ailleurs, en mettant davantage l'accent sur la participation des populations locales, la transparence des processus et la durabilité des aménagements. La suite consistera à imaginer des alternatives plus inclusives des réalités humaines et environnementales présentes.

Figures

Figure 1 : Carte du projet de développement urbain de Run Ta Ek, Apsara et du Ministère de la Culture et des Beaux-Arts du Cambodge, 2022

Figure 2 : Vue plongeante de la zone de développement de Run Ta Ek, Phnompenhpost, 18 janvier 2024

Figure 3. Brochure diffusée par l'APSARA qui montre les maisons modèles à suivre sur les zones 1 du parc archéologique, 2024

Figure 4. Restes de maisons démolies dans un quartier proche de la porte ouest d'Angkor Wat, CamboJA - Jack Brook, janvier 2023

Figure 5. Vue satellite de la région de Siem Reap, personnel et Google Earth 2025

Figure 6. Couverture du rapport « Personne ne souhaite quitter sa maison », Amnesty International, 2023

Figure 7. Carte sensible d'arpentage, personnel, 15 février 2025, personnel

Figures 8 à 17. Reportage photographique de Run Ta Ek, personnel, 15 février 2025

Bibliographie

Arantxa Menéndez Ron, "Siem Reap - Angkor: entre patrimoine, identité et oppression", ENSA Paris Belleville, 2024

Françoise Choay, "L'urbanisme, utopies et réalité, une anthologie", Editions du Seuil, 1965

Keiko Miura, "Sustainable Development in Angkor. Conservation Regime of the Old Villagescape and Development", Göttingen University Press, 2011

Khuon Khun Neay, "Run Ta Ek, Écovillage pour le développement durable, concept d'aménagement d'un établissement humain écologique", Apsara, novembre 2008

James Corner, "The Agency of Mapping in Denis Cosgrove", Reaktion Books, 1999

Jean-Claude Kaufmann, "L'entretien compréhensif", Armand Colin, 2007

Jean Marc Besse, "Opérations cartographiques", Actes Sud, mars 2017

Patrick Geddes, "Cities in Evolution", Williams & Norgate, 1915

Pierre S. Guertin, "Run Ta Ek: La création d'un écovillage dans un milieu traditionnel Khmer", Apsara, avril 2008

Roland Barthes, "La Chambre claire", Cahiers du Cinéma Gallimard, 1980

Enseignement : Atelier de Recherche

Encadrants : Loup Calosci, Juliette Charron, Armelle Ninnin et Pijika Pumketkao

Articles

Amnesty International, « Personne ne souhaite quitter sa maison. Expulsions forcées massives sur le site d'Angkor classé au patrimoine mondial », 14 novembre 2023 - <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa23/7374/2023/fr/>

Artetcaetera, "Mathias Poisson. Des cartes sensibles et des sensations cartographiques", janvier 2013 - <https://artetcaetera.net/mathias-poisson-des-cartes-sensibles-et-des-sensations-cartographiques/>

Cambojanews, "No Choice : Forced Angkor Evictions Portrayed as Voluntary to UNESCO", 4 avril 2023 - <https://cambojanews.com/no-choice-forced-angkor-evictions-portrayed-as-voluntary-to-unesco/>

Human Watch Rights, "Cambodia's Dirty Dozen. A Long History of Rights Abuses by Hun Sen's Generals", 27 juin 2018 - <https://www.hrw.org/report/2018/06/27/cambodias-dirty-dozen/long-history-rights-abuses-hun-sens-generals>

Nations Unies, "Situation des droits de l'homme au Cambodge - Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge", 5 août 2024 - <https://www.ohchr.org/fr/documents/country-reportsahrc5782-situation-human-rights-cambodia-report-special-rapporteur>

Tolkieniel, "La représentation cartographique chez J.R.R. Tolkien", 9 mars 2025 - https://www.tolkieniel.com/tolkien/etudes/representation_cartographique

The Phnom Penh Post, "Hopes and dreams: Run Ta Ek town established", 18 janvier 2024 - <https://www.phnompenhpost.com/national/hopes-and-dreams-run-ta-ek-town-established>

World Bank Group, "FY 2024 Cambodia Country Opinion Survey Report", juin 2024 - <https://documents.banquemonde.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/099720208122439591/idiu135fcb82f1215014fcc1be0a1118e43630699>

Filmographie

Rithy Panh, "Les Gens d'Angkor", INA, 2003

La Marge est le journal du DSA Architecture et projet urbain, réalisé par ses étudiantes et étudiants, créé en 2020.

Directrice de la publication :

Christine Leconte

Responsable scientifique et pédagogique du DSA :

Patrick Henry

Responsables de l'enseignement

Journal du DSA :

Loup Calosci, Juliette Charron, Armelle Ninnin et Pijika Pumketkao-Lecourt

Mise en page :

Les étudiants du DSA avec le soutien de Daniella Caballero d'après une maquette originale de Julien Gineste

La Marge est le journal des étudiant·es du DSA Architecture et projet urbain délivré par l'école nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville. Il s'agit d'un projet éditorial exploratoire mené en autonomie au cours des deux premiers semestres de la formation.

Numéro après numéro, les étudiant·es tirent des enseignements du DSA des questionnements auxquels ils consacrent un article, en solo ou à plusieurs. Ce journal retrace ainsi les temps forts d'une année passée ensemble, dans la salle Diderot et sur le terrain, entre Paris et l'Asie du Sud-Est. Il reflète la diversité des parcours et des origines de chacun·e autant que la singularité de chaque promotion.



école nationale
supérieure
d'architecture
de paris-belleville